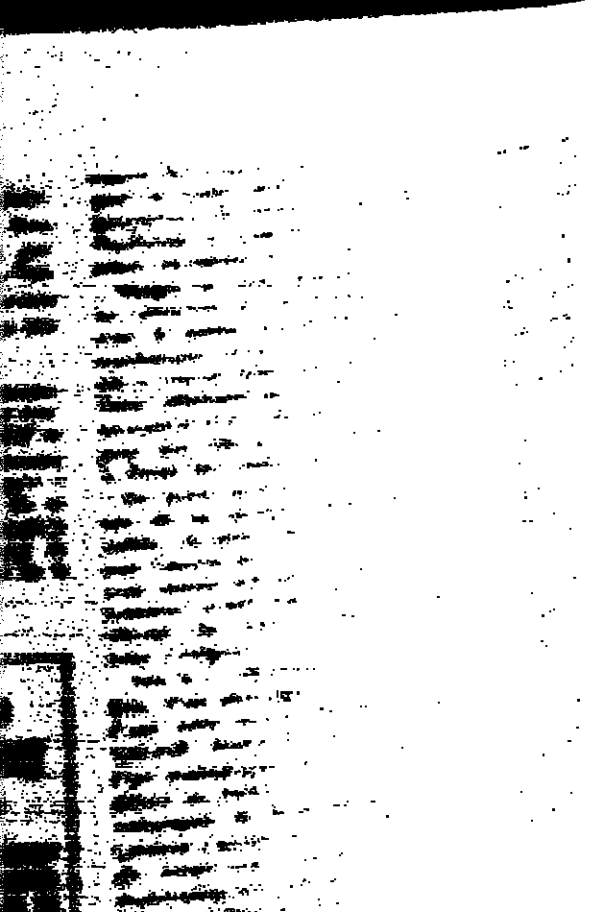
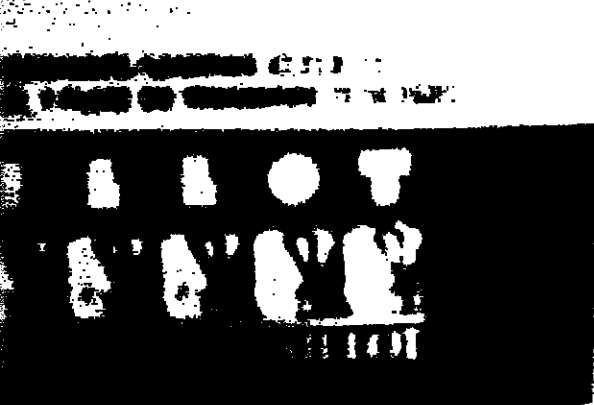


MILLOT
/92



Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14427 - 6 F

MARDI 18 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Le bac contre les bureaucrates

Le baccalauréat 1991, dont les épreuves se déroulent cette semaine, sera vraisemblablement l'un des derniers organisés sous la forme actuelle. C'est du moins ce qu'a laissé entendre M. Cresson, qui s'est attaquée ainsi à l'une des institutions-clés de la société française.

Le bac français a, en effet, des caractéristiques bien particulières : les épreuves sont définies dans un cadre national, elles ont lieu hors de l'établissement du candidat et sont corrigées, de façon anonyme, par des jurys souverains ; le diplôme donne le droit d'entrer à l'université. Avantages du système : il sanctionne une formation générale de base et a une valeur nationale. Inconvénient : sa lourdeur est telle qu'il devient impossible à organiser, dès lors que les candidats deviennent trop nombreux et les sections trop diversifiées.

Si le bac, en France, est trop « lourd », il est, ailleurs, victime de sa légèreté. C'est ainsi que la Grande-Bretagne et les États-Unis songent sérieusement à modifier leur système... en s'inspirant du modèle français. Leur problème est, en effet, l'inverse du nôtre : délivré au sein de l'établissement et ne sanctionnant pas un ensemble cohérent de disciplines, l'attestation de fin d'études secondaires ne garantit pas un niveau minimum de culture générale et n'a pas de validité nationale. C'est pourquoi l'accès à l'enseignement supérieur est soumis à des exigences supplémentaires. Et les États-Unis comme la Grande-Bretagne rêvent d'un système national d'évaluation qui garantirait plus d'homogénéité et de crédibilité.

Pour sauver l'enseignement secondaire, qu'ils jugent dans un état catastrophique, les États-Unis font confiance à la logique libérale : il faut donner davantage de moyens et de responsabilités aux établissements et les mettre en concurrence. Le choix des parents, la place importante accordée au privé, la pratique des palmarès et des tests nationaux d'évaluation, établis par des agences indépendantes, permettront de constituer un marché où les meilleurs s'emporteront, tirant les autres dans leur sillage. Curieusement, aux États-Unis comme en Grande-Bretagne, pays fortement décentralisés, les gouvernements font pression pour soustraire les établissements à l'emprise des administrations locales, qu'ils jugent partisans ou sclérosés.

Si elles sont fort éloignées de cette philosophie, les vieilles nations européennes, comme la France ou les pays scandinaves, comptent, elles aussi, s'appuyer sur la base pour redresser la situation. Paralyisé par le centralisme, le système scolaire doit donner davantage d'initiative à l'établissement, dans le cadre d'une régulation nationale. Ainsi les enseignants pourraient-ils prendre en charge, en partie, l'évaluation, à condition de respecter des critères nationaux de programmes et de notation.

Sous la pression des événements, ce sont bien deux conceptions de l'éducation, reflétant des traditions culturelles différentes, qui s'affrontent : l'une faisant appel au marché, l'autre misant sur la rénovation du service public. Mais elles ont en commun de vouloir donner plus de pouvoir à la base : c'est-à-dire aux établissements et aux enseignants, - au détriment des bureaucraties, locales ou nationales.

M0147 - 0518 0 - 6.00 F

Un mois après l'assassinat de Rajiv Gandhi

Le Parti du Congrès n'est pas assuré d'avoir la majorité absolue au Parlement indien

La dernière journée des élections législatives indiennes, samedi 15 juin, a été marquée par un renouveau de violence sans précédent au Pendjab. Des extrémistes sikhs ont attaqué deux trains, massacrant soixante-seize passagers hindous et en blessant quarante-deux. Dix-neuf personnes ont trouvé la mort dans le reste du pays. Les premiers résultats du scrutin donnent un net avantage

au Parti du Congrès-I. Sur les 233 sièges dont le résultat était déjà connu lundi, il en a obtenu 136, contre 59 au Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), qui, profitant de la vague de renouveau hindouiste, devient ainsi le deuxième parti de l'Inde. Il est cependant peu probable que la formation de Rajiv Gandhi - assassiné le 21 mai dernier - obtienne la majorité absolue.

Les hindous d'abord !

NEW-DELHI

de notre correspondant

Moins de huit jours après l'assassinat de Rajiv Gandhi, il était sans doute mal venu de la part de M. Lal Krishan Advani, chef du BJP, d'exhorter ses militants à faire preuve, dans la campagne électorale, d'un « instinct de tueur ». C'était donner une belle occasion à ses adversaires de dénoncer la « vraie nature du BJP ». Il s'agissait probablement d'un mot malheureux. Il n'y avait, en revanche, aucune ambiguïté dans les propos de M. Bal Thackeray, chef du Shiv Sena, un groupe hindouiste extrémiste, qui a récemment glorifié en ces termes l'assassinat du mahatma Gandhi par Nathuram Godse : « Nous sommes fiers de lui. Il a sauvé le pays d'une seconde partition. » Dans les rassemblements populaires, Uma Bharti, la pas-

sonaria fanatique du « réveil hindou », a présenté le vote en ces termes : « La question est de savoir si ce pays appartient à Rama ou à Babur ! » (1). En dépit de ces « adhésions » verbales, le BJP s'est peu à peu forgé une aura de respectabilité, réussissant une percée sans précédent. Le parti hindou est passé de 2 sièges en 1984 à 86 en 1989, et espère devenir le troisième, voire le deuxième parti indien.

Après avoir longtemps tenté de le marginaliser, au nom du refus de l'extrémisme, le Congrès-I de feu Rajiv Gandhi a pris conscience que le BJP était son principal adversaire. Avec d'autres formations (Janata Dal de M. V. P. Singh, communistes...), un front anti-BJP s'est tacitement créé. A en croire ses chefs de file, personne n'acceptera de négocier avec le parti de

M. Advani pour former un gouvernement. Vire. Le BJP n'est pas un simple phénomène politique, et aucun politicien ne peut ignorer les sentiments profonds de cette majorité hindoue, naguère silencieuse, dont il se veut le porte-parole. Ses racines plongent dans l'histoire de l'Inde moderne, depuis la partition de l'ancien Empire britannique en 1947 entre un État purement islamique (le Pakistan) et l'Inde.

Du point de vue historique, le BJP n'a pas tort de prétendre que Nehru n'a eu de cesse de donner des gages de tolérance à la minorité musulmane (110 millions sur une population de 853 millions).

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 6

(1) Rama est l'incarnation du dieu hindou Vishnou, Babur est le fondateur de l'empire moghol, musulman.

En lançant l'offensive contre M^{me} Cresson

L'opposition exploite le sentiment d'insécurité

L'opposition devait défendre, lundi 17 juin à l'Assemblée nationale, sa première motion de censure contre le gouvernement de M^{me} Cresson. Elle conteste l'alourdissement des prélèvements fiscaux et sociaux, dénonce l'aggravation du chômage ainsi que l'insécurité dans les banlieues. C'est sur ce dernier thème que les chefs de file de l'opposition concentrent leurs attaques. Ils demandent que soit renforcé le contrôle de l'immigration. M. Chirac insiste à la fois sur la nécessité de l'intégration et sur la défense de « l'identité française ».



Lire page 9 les articles d'OLIVIER BIFFAUD et d'ANDRÉ PASSERON et page 21 l'article d'ALAIN LEBEAU sur l'emploi

La France s'énerv

L'impatience grandit à l'égard des politiques alors que s'accroissent les angoisses collectives

par Jean-Marie Colombani

« Ça sent les vacances », observait, dimanche soir, Charles Pasqua au micro d'Europe 1. Si c'est le cas, tant mieux. C'est le moins ce que devrait se dire le nouveau premier ministre : on ne voit guère que les vacances pour interrompre, ou plutôt pour suspendre, un climat qui menace de glisser du mécontentement diffus vers la franche nervosité.

Plus que jamais, il apparaît que l'épisode guerrier qui paralyse et fascine le pays pendant plus de trois mois ne fut qu'une parenthèse. Le consensus qui régna alors ressemble à un couvercle posé sur une marmite dont la température commençait à s'élever. Cette protection ayant disparu, la vie ayant repris son cours ordinaire, les problèmes démocratiques ont refait surface et repris toute leur place, si bien qu'aujourd'hui les signes de nervosité se multiplient.

Lire la suite page 9

Le drame des hémophiles

Les incertitudes scientifiques de 1983-1985 expliquent en partie le scandale du sang contaminé

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

A quoi tient un scandale ? Alors que tous les éléments du dossier de la contamination des hémophiles français par le virus du sida étaient publics depuis plus de deux ans (le Monde du 26 avril 1989), on assiste aujourd'hui à une intense campagne cherchant à identifier les « coupables » d'un drame tenu jusqu'alors pour une fatalité.

Une campagne suffisamment virulente pour avoir provoqué la démission du docteur Garretta, l'un des principaux acteurs de la transfusion sanguine, et conduire les ministres concernés à diligenter une enquête de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) et à déclarer - alors que la justice est saisie de l'affaire - qu'il y avait eu là « une grave erreur collective d'appréciation ». Une campagne, enfin, qui trouve

aujourd'hui de nouveaux prolongements avec la révélation que plusieurs responsables français de la transfusion sanguine sont intéressés aux bénéfices financiers de cette activité.

Sans vouloir ignorer le drame que vivent depuis plus de cinq ans les hémophiles contaminés et leurs proches, il est important d'analyser tous les éléments de cette affaire pour tenter de situer, si elles existent, les responsabilités individuelles. Car les faits sont là et, sauf à vouloir faire des professionnels de la transfusion sanguine française et des thérapeutes de l'hémophilie des médecins démoniaques, il convient de les rappeler. La vérité médicale et scientifique tout comme l'équité imposent aussi de redire que la perception que l'on a de l'image du sida n'est plus aujourd'hui, et de loin, celle de 1985.

Lire la suite page 13

notre dossier pages 12 et 13 et nos informations page 11

KARIM PAKRADOUNI

LE PIÈGE

De la malédiction libanaise à la Guerre du Golfe

Par un acteur et témoin capital

Grasset

Un projet contesté Taxe d'habitation et revenu

La taxe d'habitation devrait être calculée, à partir du 1^{er} janvier 1992, en fonction du revenu, aux termes d'un amendement socialiste adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, malgré l'opposition de M. Pierre Bérégovoy. Cette réforme portant sur la part départementale de la taxe va faire tomber dans le champ de l'impôt environ 800 000 nouveaux contribuables.

Lire page 21 l'article d'ALAIN VERNHOLES

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,60 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 ml ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

YOUgoslavie

Réconcilier les Croates et les Serbes

par Zorislav Nikolic, Zdravko Ostojic et Bozidar Nagy

LE MONDE du 28 mai a publié un article de Kommen Becirovic intitulé : « Pour la réconciliation ». Cet article, qui manipule les concepts chrétiens de la réconciliation et du pardon pour mieux les détourner, utilise également l'idée d'une visite du pape en Yougoslavie comme élément décisif de la réconciliation. Mais le contenu que Kommen Becirovic donne à cette réconciliation, dont le terme même implique pourtant l'idée d'une démarche réciproque, ne fait que reprendre l'arsenal habituel de la propagande anticroate.

Au nom de notre communauté catholique croate de Paris, qui se sent profondément offensée par cet article, nous voudrions répondre en nous limitant surtout aux implications du pape Jean-Paul II dans le raisonnement de l'auteur.

On se pose tout d'abord la question suivante : Kommen Becirovic est-il à ce point naïf (mais plutôt cynique et perfide, comme le porte à croire la lecture de son article) pour penser que le pape Jean-Paul II ignorerait en bloc :

1. - La situation passée et présente en Yougoslavie ;

2. - Les incroyables attaques contre le Vatican par le pape lui-même, diffusées continuellement par la presse serbe ;

3. - La désinformation grossière dont font l'objet les Croates, y compris dans leur tentative de construire une démocratie sur les ruines d'une dictature communiste ;

4. - La vérité sur la seconde guerre mondiale sur le territoire de la Yougoslavie.

Nous sommes tous pour la réconciliation. C'est ce que montrent continuellement les autorités croates démocratiquement élues l'année dernière en Croatie, en tendant la main aux Serbes. En réponse, des groupes terroristes en Croatie ont riposté par les routes bloquées, par les barricades, les attentats, les bombes, les assassinats de gens innocents, les massacres des policiers croates, les actes terroristes les plus divers, l'expulsion des Croates de leurs maisons, c'est-à-dire les faits et événements qui se produisent chaque jour en Croatie depuis le 18 août 1991 jusqu'à aujourd'hui.

Nous sommes tous pour les paroles de vérité et de justice de la part du pape pendant son éventuelle visite en Yougoslavie. On rappelle à ce sujet qu'elle a toujours été empêchée, jusqu'à présent, par les forces anticatholiques des milieux serbes. Mais, si Jean-Paul II disait quelque chose,

se serait la « vérité » et non la répétition des mensonges grossiers, que la haine et la propagande anticroates sèment dans le monde entier depuis déjà quarante-six ans.

En condamnant le mal commis, comme le souhaite Kommen Becirovic, le pape parlerait aussi des faits bien connus de lui, que Becirovic tait volontairement, nous voulons dire les crimes innombrables commis par les autorités serbes : génocide contre les Albanais en Serbie (Kosovo) à partir du siècle dernier jusqu'à nos jours ; génocide des autorités serbes contre les musulmans en Serbie et en Bosnie à partir du siècle dernier jusqu'à nos jours ; la politique serbe du génocide contre le peuple du Monténégro ; génocide en Serbie contre les juifs pendant la seconde guerre mondiale ; la politique serbe d'oppression et de violation des droits de l'homme auprès des minorités hongroises et croates en Vojvodina (province autonome de Serbie) ; extermination de la minorité allemande pendant et après la guerre en Serbie ; la politique serbe d'oppression et de non-reconnaissance du peuple macédonien.

Mais sur ce temple, il faudrait que soit clairement indiqué pour quoi sont tombées les victimes en l'honneur de qui ce temple est érigé : c'est uniquement le passivisme et la politique hégémonique serbe.

Il ne faut pas l'oublier, mais les

oustachis et tout ce qu'ils ont fait de vrai (et non ce qu'on leur attribue ou qu'on invente) sont seulement une des conséquences, une réaction désespérée au terrorisme serbe. Leur mouvement est né à Belgrade au moment où le député serbe Puniša Racic, en 1928, a assassiné cinq députés croates en plein Parlement, dont le leader national du peuple croate, Stjepan Radić.

Alors quand les Serbes reconnaîtront ce que le pape et nous tous savons très bien, et quand ils imploreront le pardon de tous les peuples voisins pour ce fleuve d'injustice et de crimes perpétrés contre eux depuis des décennies (ce sera là le « vrai miracle »), alors ensemble, le pape, le patriarche et également les représentants des musulmans et de toutes les communautés concernées, pourraient poser la première pierre d'un temple de la réconciliation.

► Zorislav Nikolic, Zdravko Ostojic et Bozidar Nagy sont

prêtres de la mission catholique croate de Paris.

D'autres thèmes pour le pape

Il faut ajouter aussi à la politique serbe de terreur et d'oppression des Croates à partir de 1918 jusqu'à nos jours ; la terreur des tchetniks, le massacre des gens innocents partout sur le territoire de Yougoslavie ; les massacres des dizaines de milliers de prisonniers de guerre croates et slovaques perpétrés par les Serbes communistes en 1945 et 1946 ; la politique actuelle serbe hégémonique qui veut détruire la Yougoslavie et créer sur son territoire la Grande Serbie.

Voilà les thèmes que pourrait aborder le pape en visitant la

Yougoslavie. Ce seraient des paroles de vérité et de justice, comme le souhaite Kommen Becirovic. Naturellement, il faudrait au pape beaucoup plus de temps pour visiter tous ces lieux marqués par les victimes de la politique serbe.

Nous sommes d'accord en ce qui concerne le temple de la réconciliation souhaité par Kommen Becirovic.

Mais sur ce temple, il faudrait que soit clairement indiqué pour quoi sont tombées les victimes en l'honneur de qui ce temple est érigé : c'est uniquement le passivisme et la politique hégémonique serbe.

Il ne faut pas l'oublier, mais les

oustachis et tout ce qu'ils ont fait de vrai (et non ce qu'on leur attribue ou qu'on invente) sont seulement une des conséquences, une réaction désespérée au terrorisme serbe. Leur mouvement est né à Belgrade au moment où le député serbe Puniša Racic, en 1928, a assassiné cinq députés croates en plein Parlement, dont le leader national du peuple croate, Stjepan Radić.

Alors quand les Serbes reconnaîtront ce que le pape et nous tous savons très bien, et quand ils imploreront le pardon de tous les peuples voisins pour ce fleuve d'injustice et de crimes perpétrés contre eux depuis des décennies (ce sera là le « vrai miracle »), alors ensemble, le pape, le patriarche et également les représentants des musulmans et de toutes les communautés concernées, pourraient poser la première pierre d'un temple de la réconciliation.

► Zorislav Nikolic, Zdravko Ostojic et Bozidar Nagy sont

prêtres de la mission catholique croate de Paris.

D'autres thèmes pour le pape

Il faut ajouter aussi à la politique serbe de terreur et d'oppression des Croates à partir de 1918 jusqu'à nos jours ; la terreur des tchetniks, le massacre des gens innocents partout sur le territoire de Yougoslavie ; les massacres des dizaines de milliers de prisonniers de guerre croates et slovaques perpétrés par les Serbes communistes en 1945 et 1946 ; la politique actuelle serbe hégémonique qui veut détruire la Yougoslavie et créer sur son territoire la Grande Serbie.

Voilà les thèmes que pourrait aborder le pape en visitant la

Le nouvel ordre mondial à Addis-Abeba

par Gérard Prunier

Le groupe de guérilleros qui

occupe aujourd'hui le pouvoir à Addis-Abeba sous le nom de Front démocratique et

révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) est en fait un avatar d'un

groupe beaucoup plus ancien et beaucoup mieux connu qui est le

Front populaire de libération du Tigre (FPLT). Le FPLT est une

organisation marxiste-léniniste créée il y a quinze ans par des militants

tigréens entrés en conflit avec la direction du Darg à Addis-Abeba et

qui a prospéré grâce à l'aide des Erythréens qui voyaient dans cette

guérilla un abri tactiquement utile pour couper les communications

rouillantes entre la capitale et les troupes gouvernementales qu'ils

combattaient dans le Nord. En avril 1988, la grande victoire éry-

thréenne d'Al-Fabel a entamé un processus d'implosion de l'armée

éthiopienne. Si le FPLT a fabuleusement progressé depuis trois ans,

ce n'est pas parce que la population l'aime, c'est parce que l'armée

éthiopienne, usée par la guerre d'Erythrée, s'est effilochée devant

lui, et que par ailleurs l'Irak, relayé par ses amis islamistes soudanais,

lui a fourni une importante aide militaire.

Pendant ces trois années, le FPLT a changé aucun des articles

de sa foi politique sommaire ; demeuré marxiste-léniniste, il pro-

clame son admiration pour Staline et l'Albanie, dénonce Gorbatchev

comme un « révisionniste » et écrit que la démocratie pluraliste « qui

sert à amener les féodaux et les agents de l'impérialisme au pouvoir

est intrinsèquement antidémocratique (Démocratie révolutionnaire, organe

du FPLT, numéro de juillet-août 1990). Par contre, tactiquement

habile, il a créé une myriade d'organisations satellites censées représen-

ter les Oromos, les Afars, les officiers, les Amharas, etc. Puis, s'unissant à lui-même, il a « fédéré » ces diverses organisations

pour former un « Front national ».

le FDRPE, auquel les Américains

viennent de remettre à Londres les clefs du pouvoir.

Il existe en Ethiopie un débat d'opposition démocratique.

Conscience de sa faiblesse (elle n'a que peu de combattants armés sur

le terrain), elle s'est regroupée sous le nom de Coalition des forces

démocratiques éthiopiennes (COFDE). On y retrouve aussi bien

les anciens gauchistes civils empi-

sonnés par le Darg pendant la Terreur rouge que les néoconservateurs.

Faibles en armes, riches en hommes, en idées et en expérience

politique, ils recrutaient logiquement dans des élections libres les

suffrages d'un très grand nombre d'Ethiopiens lassés de la violence.

Or Washington leur a refusé l'accès à la table de « négociations ». La position américaine a été de « par-

ler avec les types qui ont des fusils », sans tenir compte que la possession d'un grand nombre de fusils n'est pas toujours l'expression d'un

niveau élevé de démocratie. Pis, on n'a en fait « parlé » (monologue)

qu'avec le FDRPE. Les deux autres fronts invités (eux aussi méritant

de l'être puisqu'ils avaient des fusils) ont été l'un éliminé (le Front Oromo) et l'autre marginalisé (les

Erythréens, qui commencent déjà à se demander si leur

ex-protége ne médite pas à leur égard un retournement « centra-

liste » qui plairait beaucoup à Washington, attaché au maintien de

l'intégrité du territoire éthiopien).

Par un étonnant tour de passe-passe, un front de guérilla marxiste-léniniste, parvenu à Addis-Abeba

non pas grâce à sa popularité et à sa représentativité mais grâce à une

série de hasards heureux dans une situation de décomposition de l'Etat

central, se retrouve aujourd'hui propulsé au rôle de gouvernement

éthiopien grâce à la bienveillance américaine. Le 28 mai, M. Hernan

Cohen se déclarait « confiant » dans le fait que Meles Zenawi, son chef

de toujours, était désormais converti à la démocratie et allait « faire

appel à un éventail de forces démocratiques ». On peut espérer que la

pression des États-Unis parviendra à forcer M. Zenawi à un camou-

flage démocratique respectable, son vieux combat démocratique.

Il aurait peut-être quand même été plus sage de prendre quelques pages

pour s'en assurer avant de lui remettre sans discussion tout le

pouvoir.

L'explication de cet aveuglement américain semble venir d'une arro-

gance tranquille : on a en effet répondu la semaine dernière aux

représentants du COFDE à Washington qui demandaient que

l'on prit au moins quelques précautions avant de livrer le pape aux

« libérateurs » pro-albanais de M. Zenawi, que « le communisme

était une idée morte dans le monde ». Traditions ; désormais

incapable de notre internationalisme aux USA. Qu'est à sa capacité

de nuisance locale pour une population africaine, il semble que la

question ne soit pas entrée en ligne de compte. Washington espère sans

doute que, comme Saddam Hussein en Irak, M. Zenawi, et à les types

qui ont les fusils s'en vont faire régner l'ordre dans leur territoire.

Rien n'est moins sûr. Partout en Ethiopie, le COFDE et diverses

forces démocratiques se préparent à résister à ce qu'ils perçoivent

comme l'annexion d'une nouvelle dictature. Les vainqueurs auront-ils

les moyens de les réduire pour « rétablir l'ordre » ? Le danger, c'est évidemment un scénario de type som-

alien et l'implosion de l'Etat sous l'anarchie totale, avec pour seule

alternative un régime stalinien tenant maladroitement l'appareil du

bon usage du FMI.

► Gérard Prunier est chargé de recherches au CNRS.

COURRIER

Les chrétiens en Irak

Depuis 1960, la situation des chrétiens ne cesse d'empirer. En

Iran, ils survivent mal à l'aise autour du lac d'Urmia, à Isfahan

et à Téhéran. En Turquie, ils survivent à Mardin et Midyat, mais,

continuellement agressés par les Kurdes, ils fuient vers Istanbul et l'Occident. Ceux de Hakkari vien-

nent en France... où ils retrouvent leurs agresseurs kurdes solidement installés. En Syrie du Nord-Est, ils

survivent à Hassakeh et Kamichli. En Irak, ils sont au nombre

de un million, répartis en plus de sept sites. Chaldéens (huit cent

mille), originaires principalement du Nord, avec neuf diocèses ; nestoriens-assyriens, avec un

patriarche à Bagdad et trois diocèses ; syriaques catholiques, avec

deux diocèses (Bagdad, Mossoul) ; jacobites (syriaques-orthodoxes),

avec deux diocèses (Bagdad, Mossoul) ; arméniens catholiques, avec

un diocèse (Bagdad) ; Arméniens grégoriens avec un diocèse (Bagdad) ; « alitis », avec un diocèse

(Bagdad).

Un nonce apostolique est toujours en poste à Bagdad, où il y a désormais vingt-trois églises chaldéennes et cinq syriaques. Depuis

trois décennies, les combats menés par les partisans kurdes (peshmerga) contre l'armée se font, tous

jours au détriment des villages chrétiens interposés, parce que les Kurdes brutalisent leurs voisins chrétiens et que l'armée contre-at-

taque aux armes lourdes. En conséquence les chrétiens abandonnent leurs villages et fuient vers Bagdad, où ils bénéficient de la protection du gouvernement

basiste, qui protège l'égalité entre citoyens et confessionnels, ou vers l'Occident (principalement la

Suède et les USA).

En dépit du loyalisme des chrétiens à l'égard du régime, ils n'ont obtenu ni région autonome (ce qui

les protégerait des exactions des Kurdes) ni l'enseignement de leur langue dans les écoles (l'arabe dialectal), mais ils disposent d'une

académie de langue syriaque et d'un séminaire subventionné pour les vocations.

JEAN-CLAUDE CHABRIER (Paris)

Jeanne d'Arc une immigrée ?

Il est curieux de remarquer que Jeanne d'Arc - malgré François Villon - ne fut ni jordanne, ni

française, mais barroise.

Domrémy, sur la rive gauche de la Meuse, était dans le duché indépendant de Bar. En 1480, il avait

au duché de Lorraine. Ce n'est qu'en 1760 que la France les

annexa.

Est-ce extrapoler que constater que notre héroïne nationale fut, en fait, une immigrée au service du

roi de France ?

PAUL GUÉRIN (Paris)

TRAIT LIBRE



Langue, ô ma langue

par Malika Mokeddem

Elle est fulgurante rutilante quand elle écume et culmine aux cimes de l'intelligence ; quand, avec pugnacité, elle se renferme et brandit le dictionnaire étincelant d'une rhétorique affûtée. Reine des débats, elle devient le premier éclat, la première arme du combat des rebelles, leur dernier refuge quand toutes les autres libertés ont été enclenchées.

Comme j'aurais aimé les connaître toutes, les langues, et de leurs riches libérations m'enivrer le gosier et l'esprit, et du pédales de leur savoir étiré et de embrasser les enchantements du monde ! Et qu'imprime l'origine de celle qui habite ma voix et insuffle mes écrits. Elle ne m'est pas étrangère puisqu'elle vibre dans ma chair et ses mots familiers fouillent incessamment mes pensées, affinent ma sensibilité. Elle n'est pas non plus immigrée puisqu'elle frémit de mes frissons, s'allume de mes joies et tonne de mes colères. Et je ne suis pas son otage, car elle ne consomme mes oublis et consomme mes silences que

pour s'abreuver de la sève de mes racines et en nourrir ma mémoire. Elle est moi, du plus capiteux des mots, aux paroles les plus enflammées, aux constats les plus amers.

Elle m'a cueillie et recueillie enfant démunie. Avec générosité, elle m'a offert ses réserves aux mirages incertains. Alors, subjuguée, j'ai marché vers ses envoiements, comme aimantait souvent mes pas candides les mirages de mon désert. Mais, avec elle, point de désillusion, aucune ardeur. Chaque page de livre parcourue m'était fortune thésaurisée. Et si des tyrans, des esprits rétrogrades la redoutant tant et veulent la frapper d'interdit (!), c'est qu'ils la savent nimbe de lumière et toujours en gésine de liberté.

► Néphrologue à Montpellier, Malika Mokeddem est également l'auteur d'un roman, *Les Hommes qui marchent* (Ramsay).

(!) Allusion à la décision récemment prise en Algérie de proscrire la langue française (NDLR).

La maîtrise de vos affaires dans l'environnement européen



Droit communautaire
- Traités et accords
- Études et commentaires
- Textes communautaires

Jurispudence européenne
- CEE-TM
- CEE
- CECA
- Convention de Bruxelles

Collection JUPITER - Droit des affaires dans les pays de la CEE

Deux recueils à feuillets mobiles - 8 et 10 volumes mis à jour 6 à 8 fois par an

L.G.D.J.

26, rue Vaugoussier - 75014 Paris Tél. (1) 43.35.01.67 Fax (1) 43.20.07.42

مكتبة النهر

ÉTRANGER

ALGÉRIE : après avoir consulté les différentes forces politiques

Le premier ministre cherche à réduire le poids du FIS

Après dix jours de consultations avec toutes les forces politiques, le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghazali devrait être rapidement formé. Le premier ministre pourra ensuite s'atteler à une tâche prioritaire : l'organisation, avant la fin de l'année, d'élections législatives incontestables.

ALGER

de notre correspondant

S'il devait tirer une seule conclusion des rencontres qu'il a eues avec les responsables de partis et les représentants de la « société civile » depuis le 7 juin, date de sa nomination, M. Ghazali, à entendre ses amis, n'aurait que le mot « magouilles » à la bouche. La plupart des interlocuteurs du premier ministre auraient, en effet, dénoncé les conditions dans lesquelles se préparaient les élections législatives du 27 juin, convaincus que le pouvoir d'alors n'aurait pas hésité à tout faire, y compris le pire, pour emporter la victoire.

Pour M. Ghazali qui n'a jamais caché son opposition au découpage électoral conçu par l'équipe précédente, la leçon est tirée : si l'on veut éviter la répétition des récents désordres, l'honnêteté des prochaines élections législatives prévues avant la fin de l'année ne doit souffrir de la moindre suspicion. Question de « morale », comme le disent ses proches, mais aussi de réalisme : « Il faut, assure l'un d'eux, savoir enfin qui pèse quoi, quelles sont les réelles forces politiques de ce pays. » Condition qui, dit-on, est nécessaire pour permettre d'éventuelles alliances post-électorales, lorsqu'il s'agira non plus de « voter les suffrages », mais de gouverner sur un programme et... de combattre le Front islamique du salut (FIS).

Car, avec ou sans les blindés qui continuent à assurer l'état de siège, le FIS demeure toujours le principal parti politique. Comme M. Hamrouche, son prédécesseur, M. Ghazali n'échappera pas à la contrainte qui veut que sa politique sera d'abord fonction de la stratégie qu'il mettra en œuvre pour réduire le poids des islamistes. Or, la panoplie du premier ministre est d'autant plus réduite qu'il a peu de temps pour convaincre. Faute de pouvoir rallier à lui des pans significatifs de l'électorat islamiste, il ne peut, pour le moment, que tenter de consolider autour de son projet la volonté de résistance des opposants au FIS, jusque-là dispersés et impuissants.

La candidature de M. Ben Bella

Ses entretiens semblent l'avoir convaincu que ce chemin était praticable, à condition de garantir un scrutin franc et loyal. Ce que M. Ghazali n'a pas manqué de promettre, insistant particulièrement sur la neutralité qui sera celle de l'administration au cours de la prochaine campagne électorale, ainsi que sur un accès équitable aux médias audiovisuels, jugés par tous « de parti pris ». La composition du futur gouvernement qui ne compterait plus dans ses rangs qu'un ou deux ministres membres de la direction du FLN, parmi lesquels le premier d'entre eux, toujours membre du comité central, devrait illustrer cette préoccupation de neutralité d'un gouvernement qui entend « ne pas servir un clan, mais le pays ».

Les autres conditions en mesure de favoriser un scrutin honnête sont, en revanche, plus floues. Il paraissait acquis, il y a encore quelques jours, que le nouveau gouvernement aurait pour priorité de modifier la loi électorale et, notamment, le découpage des circonscriptions tenu pour déséquilibré. La chose semble moins certaine aujourd'hui. Nombre de formations politiques consultées par le premier ministre auraient manifesté à ce sujet une profonde réserve, inquiètes devant les risques d'une discussion interminable. De surcroît, l'Assemblée, compo-

sée en quasi-totalité de députés du FLN, accepterait-elle de se déjuger en votant une loi électorale qui annulerait celle qu'elle venait de voter ? Pour éviter cette inconnue, serait-il possible, comme le suggèrent quelques juristes, de légiférer par ordonnances, quitte à passer, selon une contorsion constitutionnelle qui reste à imaginer, de l'état de siège à l'état d'exception ?

La religion du nouveau pouvoir n'étant pas encore faite, l'initiative de la remise en cause du découpage serait laissée aux partis, avec le secret espoir qu'ils y regarderont à deux fois avant de se lancer dans l'aventure. Quant à l'élection présidentielle, hormis M. Ahmed Ben Bella qui vient de s'y porter candidat, personne n'en parle, pour le moment, autrement tourmenté. Là aussi, le consensus semble régner : laisser décanter les résultats des élections législatives avant de fixer une date pour l'étape suivante.

Beaucoup de regards, en revanche, se tournent vers le FLN qui, pour la première fois depuis l'indépendance, ne gouvernera plus le pays. Désormais dépossédé des privilèges du pouvoir, l'ancien parti unique réunira son comité central le 26 juin, avant un congrès exceptionnel dont la date reste à fixer. L'ambiance à l'intérieur de l'appareil est décrite comme particulièrement tendue.

Le désarroi du FLN

A l'ancienne direction groupée autour du secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, parent par alliance du président Chadli Bendjedid, s'opposent, ceux que M. Hamrouche avait mis sur la touche, parfois avec brutalité. Ce sont, ces derniers, qui ambitionnent de prendre leur revanche et de s'emparer de la direction du parti à la faveur du désarroi qui règne dans ses rangs. Pour sa part, M. Hamrouche pourrait saisir l'occasion de la réunion du comité central pour faire un retour politique et tenter, à temps, de se faire désigner comme le candidat du FLN à la prochaine élection présidentielle. Selon les meilleurs observateurs, le rapport des forces entre les adversaires serait équilibré, ce qui augmenterait les risques d'une scission.

A voir cette effervescence politique, on pourrait douter que l'état de siège est toujours en vigueur. Selon l'entourage du premier ministre, il ne sera pourtant levé qu'avec le complet retour au calme. Personne, il est vrai, n'a demandé que l'armée rentre immédiatement dans ses casernes, ce qui lui permet de procéder tous les jours à des arrestations, parfois après échanges de coups de feu.

Alors que, selon d'invérifiables rumeurs, des centaines d'arrestations auraient eu lieu dans tout le pays, des sources proches du premier ministre font état seulement d'une quarantaine d'interpellations opérées surtout dans les milieux de Hidjra oua Takfir, organisation paramilitaire intégriste plus ou moins autonome du FIS. Ce dernier s'est, pour le moment, bien gardé de protester contre les opérations de l'armée, laissant entendre par son silence qu'il n'avait rien à voir avec les personnes arrêtées chez qui, parfois, des armes et du matériel divers avaient été trouvés.

Un islamiste d'origine française, M. Didier Guillaume, a ainsi été arrêté à Oran en possession de plusieurs fusils, de produits chimiques pour fabriquer des explosifs et d'un livre de recettes pour tuer efficacement. Exposé à la télévision, au milieu de son arsenal, M. Guillaume, dans la meilleure des traditions, a reconnu ses fautes, permettant à la presse de condamner la « main de l'étranger » dans les derniers événements.

GEORGES MARION

► Lire également page 38 l'article de Véronique Maurus sur l'Algérie et le marché financier international.

AFRIQUE DU SUD : dernier des quatre piliers de l'apartheid

La loi sur les classifications raciales est abrogée

Le Parlement devait abroger, lundi 17 juin, « la mère de toutes les lois de l'apartheid », comme M. Jannie Momborg, député du Parti démocrate, décrit la Population Registration Act, cette loi qui classait par catégories les Sud-Africains, en fonction de la couleur de leur peau. Le président De Klerk, qui a convoqué les trois chambres (blanche, métis et indienne), devait prononcer, après le vote, un discours sur l'état de la nation, résumant les travaux d'une session parlementaire historique au cours de laquelle les principaux textes régissant l'apartheid auront été supprimés comme promis lors de la séance d'ouverture (le Monde du 2 février).

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Il ne restait plus à M. Frederik De Klerk qu'à obtenir l'abrogation du dernier des quatre piliers de l'apartheid. Après la suppression annoncée la semaine dernière du Land Act et du Group Areas Act, deux lois régissant la propriété foncière et l'habitat, à la suite de la disparition officielle, le 15 octobre 1990, du Separate Amenities Act qui fixait les conditions d'accès aux lieux publics, le texte classant les Sud-Africains des leur naissance, selon leur race, disparaîtra des tablettes le 30 juin. L'Afrique du Sud reformera ainsi officiellement le registre de l'apartheid ouvert en 1948, après l'accession au pouvoir du Parti national.

La loi souvent appelée « loi des Européens seulement » était la pierre angulaire du « développement séparé ». L'obsession des Afrikaners de définir les communautés en fonction des races, de classer les individus suivant la couleur de leur peau, avait logiquement abouti à l'adoption du Population Registration Act, en 1950. Des textes de 1911 faisaient déjà référence aux groupes raciaux blancs, noirs et métis. Mais cela n'était pas suffisant pour les tenants de l'apartheid et ils allaient ajouter à la panoplie quelques sous-divisions au groupe des métis : « Métis du Cap », « Malais », « Griqua », « autres métis » et créer des rubriques pour les indiens, les Chinois et autres Asiatiques.

Les citoyens sud-africains étaient donc ainsi, dès leur naissance, classés en une dizaine de catégories différentes, qui apparaissent sur les papiers d'identité sous forme de codes : 00 pour les

blancs, 05 pour les Indiens, par exemple. Un tel souci du détail conduisit chaque année le ministre de l'Intérieur à publier des listes étonnantes de personnes changeant de race... En 1988, selon les statistiques du ministère, treize Blancs sont devenus « Métis », vingt-cinq Malais sont devenus « Indiens », trois cent quarante-sept métis sont devenus « Blancs », etc.

En 1989, 1 229 personnes ont demandé de tels changements de catégories et 1 223 d'entre elles ont obtenu satisfaction. L'administration intervenait de son côté de manière autoritaire. Les aberrations étaient fréquentes.

L'une des plus citées concerne une fille née de parents blancs, dans un hôpital pour Blancs, baptisée par un pasteur blanc dans un temple pour Blancs. Les problèmes surgirent pour la jeune Sandra alors qu'elle fréquentait une école pour blancs à Pietermaritzburg, dans le nord du Transvaal. Elle avait la peau mate et les cheveux très frisés. A l'âge de dix ans, elle fut d'autorité reclassée dans la catégorie « Métis ». Il fallut à ses parents dix-huit mois de combat opiniâtre contre l'administration pour que la jeune fille redevenue « Blanche ».

« Blancs d'honneur »

Cette loi cependant ne prévoyait pas qu'un jour les échanges se développeraient avec le Japon, que des relations diplomatiques pourraient être établies avec d'autres pays d'Afrique ou que les Etats-Unis auraient l'impudence d'envoyer à Pretoria un ambassadeur noir. Les problèmes ainsi posés auraient pu relever du casse-tête si l'ingénieuse solution de créer une nouvelle catégorie, celle des « Blancs d'honneur », n'avait été rapidement trouvée pour, par exemple, les hommes d'affaires japonais ou zairais, les diplomates américains et du Malawi, condition indispensable pour leur éviter les outrages de la ségrégation raciale en vigueur dans le pays.

L'abrogation de cette loi n'est rien de moins que « l'enterrement de l'apartheid », pour le ministre de l'Intérieur, M. Gene Louw, qui a défendu son projet la semaine dernière devant le Parlement. Le débat fit fuir les députés du Parti conservateur (CP) sont montés au créneau pour défendre « l'une des meilleures lois sud-africaines » qui permettrait d'« identifier les nations » et qui est supprimée « uniquement parce que les membres du Parti national ont peur d'un tel honneur d'être blancs ». Le porte-parole du CP a publiquement annoncé que son parti allait éditer pour ses militants « un document d'identité » indiquant qu'il est « réellement ». A l'autre extré-

mité de la scène parlementaire, les députés du Parti démocrate (DP) se sont réjouis que la mise au rencart de cette législation implique la fin « du rêve nazi, l'incarnation des convictions de Hitler en matière de pureté de race ».

Abolir les bantoustans

L'abrogation du Population Registration Act a lieu au lendemain du quinzième anniversaire des événements du 16 juin 1976, premier jour des émeutes de Soweto. Les forces de l'ordre avaient ouvert le feu pour réprimer une manifestation d'écoliers protestant contre l'introduction de l'afrikaans comme langue d'enseignement dans leur cursus. Quelque trente mille personnes ont assisté à Soccer City, un stade proche de Soweto, à un meeting de commémoration, convoqué notamment par le Congrès national africain (ANC).

M. Nelson Mandela a rappelé que l'ANC était « fermement engagé dans le processus de négociations » et continuait de réclamer « l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante » ainsi que la nomination d'un « gouvernement intérimaire », jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution. A ses côtés, le chef-minis-

tre du Lebowa, un bantoustane autonome mais non indépendant, M. Nelson Ramodike, a expliqué qu'il était d'accord avec les organisations anti-apartheid pour l'abolition des bantoustans. Sous les applaudissements de la foule, il a souligné qu'il était venu « témoigner de [sa] détermination à ce que l'Afrique du Sud reste une nation unie ».

Sa présence prenait un relief symbolique au moment où les autorités considèrent avoir mis un terme à l'apartheid. Les dix bantoustans (1) créés par Pretoria pour confiner la population noire sur des territoires bien définis, en fonction de critères ethniques et linguistiques, étaient le fer de lance de la politique de séparation des races. Tous les responsables de ces bantoustans se sont prononcés en faveur d'un retour dans le giron sud-africain, à l'exception de M. Lucas Mangope, président du Bophuthatswana, qui entend continuer à profiter d'une indépendance octroyée par Pretoria mais que la communauté internationale n'a jamais reconnue.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

(1) Le Transkei, le Bophuthatswana, le Venda et le Ciskei ont été déclarés indépendants par Pretoria. Le KwaZulu, le Lebowa, le Kapsengwe, le Qwaqwa, le Gazankulu et le KwaNdebele sont autonomes mais non-indépendants.

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

Elections anticipées en octobre

Les soixante-dix membres de l'Assemblée constituante colombienne, autorité suprême du pays, ont prononcé samedi 15 juin, par 54 voix contre 9 la dissolution du Congrès et la tenue, le 27 octobre, d'élections législatives, anticipées de deux ans et demi. La dissolution du Congrès prendra effet le 5 juillet, lorsque la nouvelle Constitution du pays sera terminée. La plupart des membres de l'Assemblée réclamaient la tenue d'élections anticipées, en raison des importantes réformes prévues par le Congrès.

Par ailleurs, les représentants du gouvernement colombien et de trois mouvements de guérilla ont annoncé samedi la suspension de leurs entretiens de paix pendant cinq jours. Ceux-ci, engagés il y a deux semaines, sont dans l'impasse, les deux parties n'ayant pu se mettre d'accord sur les futures « zones de paix » destinées au retrait des guérilleros. - (Reuters.)

IRLANDE DU NORD

Ouverture des négociations politiques

Avec sept semaines de retard, protestants et catholiques d'Irlande du Nord devaient se retrouver, lundi 17 juin, à la même table de discussions à Belfast. Il s'agit d'un face-à-face sans précédent, depuis dix-sept ans, pour tenter de gérer ensemble les affaires de la province britannique. L'ambition des négociateurs, auxquels devrait se joindre plus tard le gouvernement de Dublin, est de résoudre la « question irlandaise ». Le conflit, qui remonte à la partition de l'Irle (1921), a fait près de trois mille morts depuis le début des « troubles » en 1969. Les pourparlers, dont le Sinn Féin (branche politique de l'IRA) est exclu, seront présidés par un juriste australien, Sir Ninian Martin Stephen, qui fut gouverneur général de l'Australie de 1982 à 1989. - (AFP.)

TUNISIE

La Ligue des droits de l'homme dénonce les « bavures » dont auraient été victimes des « comploteurs » islamistes

TUNIS

de notre correspondant

A la suite des bavures policières qui auraient accompagné la découverte d'un « complot islamiste » - qu'elle a dénoncé en son temps - la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) vient d'annoncer sa décision de constituer « un comité spécial d'enquête » sur les conditions suspectes ayant entraîné la mort de deux personnes impliquées dans ce complot, Abderrahouf Larbi et Abdelaziz Mahouchi.

Dans les milieux proches des services de la sûreté, on indique que l'adjudant-chef Mahouchi est mort à l'hôpital militaire de Tunis où il avait été transporté à la suite d'un malaise cardiaque. Selon les mêmes sources, le nom de Larbi ne figurerait dans aucun dossier du ministère de l'Intérieur.

La LTDH fait aussi état de « son inquiétude extrême concernant le nombre de plus en plus élevé de plaintes sur la possibilité de l'extension de la torture ». Rappelant la ratification par la Tunisie de la convention internationale contre la torture, elle demande aux autorités de « tout faire » pour que ses principes soient appliqués et affichés dans

tous les locaux de la police. Selon la Ligue, les derniers affrontements entre le pouvoir et le mouvement islamiste Ennahdha « ont été de façon prévenue et de leur famille ». L'organisation souligne que les familles doivent pouvoir connaître le lieu de détention des prévenus et leur faire parvenir médicaments et vêtements, de même que la loi sur la garde à vue doit être « strictement appliquée ».

« Nous appliquons la loi à l'égard de toutes les personnes qui sont interrogées dans le cadre de dossier de cette affaire », se borne-t-on à répondre à la sûreté où les accusations de torture sont qualifiées d'« affabulations ». Il sera plus difficile de répondre à la LTDH qui dénonce « la censure de l'information » qui s'exerce souvent, avec un zèle maladroit pas seulement à l'égard de ses communiqués... La Ligue rappelle son droit « à recevoir des réponses sur les questions qu'elle pose au ministère de l'Intérieur, à visiter les prisons et les centres de détention et à une collaboration effective avec le pouvoir... »

MICHEL DEURÉ

L'ÉTAT DES MÉDIAS

sous la direction de Jean-Marie Charon

■ Presse, radio, livre, télématique, et surtout télévision : les médias tiennent une place considérable dans la vie quotidienne ; ils sont au cœur des mutations culturelles. Depuis la fin des années soixante-dix, ce secteur a connu de nombreux et profonds bouleversements.

■ Premier ouvrage à offrir une véritable synthèse sur un univers réputé insaisissable, *L'état des médias* offre en plus de 160 articles un panorama complet du paysage médiatique des pays industriels.

■ Pour rendre compte des forts contrastes qui marquent deux pôles majeurs du « monde des médias », l'Amérique du Nord et l'Europe, la réalisation de cet ouvrage a réuni de nombreux spécialistes européens et nord-américains.

une coédition
LA DÉCOUVERTE/MÉDIAS POUVOIRS/CFPJ

AFRIQUE

CÔTE-D'IVOIRE : tensions sociales et politiques dans une apparente démocratisation

Abidjan vit encore à l'heure du parti unique

M. Félix Houphouët-Boigny, a annoncé, samedi 15 juin, dans un message à la nation, qu'une commission allait être chargée de faire « toute la lumière » sur la violente intervention de l'armée, il y a un mois, à la cité universitaire d'Abidjan. Le chef de l'Etat a aussi lancé un appel aux enseignants et aux étudiants pour qu'ils cessent de faire une grève qui, selon lui, est « contre l'intérêt général du pays ».

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

Une quarantaine de partis, autant de publications en vente sur les trottoirs, des syndicats « libres »... Tous les ingrédients y sont, et pourtant, la sauce démocratique n'a pas pris. La multipartisme ? « C'est de la poudre aux yeux pour les bailleurs de fonds », dit l'un, « un gadget », résume l'autre.

En mai 1990, sous la pression de la rue, le président Houphouët-Boigny céda sur le multipartisme. De nouveaux joueurs entrèrent alors sur la scène politique. Mais les règles du jeu, elles, n'ont guère changé, ainsi qu'en témoignent des tensions sociales toujours aussi vives. Comme l'an dernier, le bras de fer oppose le gouvernement aux étudiants et aux enseignants. L'enjeu ? La « vérité ». Le mot est sur toutes les bouches. L'Eglise catholique la réclame, l'opposition l'exige, et même le tout-puissant Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique, vient, après bien des flottements, d'y faire allusion.

Que s'est-il réellement passé dans la nuit du 17 au 18 mai lorsque les paras-commandos sont intervenus dans la cité universitaire de Yopougon ? Qu'il y ait eu « coups et blessures », viols d'étudiantes, « sévices incommensurables », plus personne n'en doute. La Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI), le syndicat « libre », a même fait état de la mort de deux jeunes gens. En annonçant la constitution d'une commission d'enquête, le chef de l'Etat semble apporter quelque crédit à ces rumeurs.

De communiqués contradictoires - le gouvernement a fin-

lement admis qu'il y avait eu dix blessés - en rumeurs, c'est devenu une affaire d'Etat. Marches de protestation, grèves d'enseignants et d'étudiants... Le mouvement de contestation a pris une telle ampleur que les Ivoiriens craignent que cette année scolaire soit perdue, comme la précédente.

Déchirures

Il fallait « rétablir la confiance ». Samedi, le « Vieux » s'y est employé - à sa façon. Rappelant son « serment devant Dieu », il a jamais fait « couler une seule goutte de sang humain », il a enfin admis qu'une commission devait « faire toute la lumière sur ces événements douloureux ». L'opposition, qui réclamait une commission internationale, n'a pas obtenu gain de cause : n'y participeront que des Ivoiriens. A l'en croire, il y a fort à parier que la plupart des membres seront proches du PDCI. Autant dire que les résultats de l'enquête sont déjà acquis.

Car le PDCI n'a rien abandonné de ses prérogatives. L'ancien parti unique a, certes, concédé à ses rivaux 10 sièges sur 175 à l'Assemblée nationale, mais les réflexes n'ont pas changé. La radio et la télévision sont pratiquement interdites à l'opposition pour « raisons de sécurité ». L'administration est toujours aux mains du parti, et le gouvernement prépare un projet de loi sur la presse qui, s'il est adopté, signifiera, selon l'opposition, la disparition de beaucoup de nouveaux journaux.

Pour autant, le PDCI n'est pas, en tant que tel, maître du jeu : l'obsession de « l'après-Houphouët » dans laquelle il vit provoque en son sein des déchirures. La question que tout le monde se pose aujourd'hui à Abidjan est de savoir qui, au cours de cette fameuse nuit du 17 au 18 mai, a pris l'initiative de la répression. Le président et le PDCI déclinent évidemment toute responsabilité. Des témoins soutiennent, quant à eux, que le ministre de l'Intérieur, M. Emile-Constant Bombet, et le chef d'état-major, M. Robert Guel, étaient sur les lieux.

Quoi qu'il en soit, cette intervention militaire a les allures d'une opération de déstabilisation. Mille hypothèses courent les rues. Mais il faut bien

constater que ce qui n'était peut-être, après tout, qu'un simple dérapage a révélé une absence de cohésion au sein de l'équipe au pouvoir, le président revenant sur les propos de ses ministres.

Manœuvres et spéculations cachent toujours la même interrogation : quel en sera le dénouement ? La Constitution a été modifiée l'an dernier, afin que le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim jusqu'à la fin du mandat présidentiel en 1995. Or, M. Konan Bédié est loin de faire l'unanimité : il n'a ni le charisme ni l'autorité du chef de l'Etat.

Banqueroute

M. Houphouët-Boigny continue de croire en sa philosophie - « En politique, on ne résout pas les problèmes, on les déplace » - et a fait de son parti un réservoir d'élus. Lors du dernier congrès du PDCI, en avril, les rénovateurs ont été mis sur la touche. Une partie des caciques ont été évincés à l'occasion du dernier remaniement ministériel. La nomination, en novembre, de M. Alasane Ouattara à la tête du gouvernement, si elle a suscité beaucoup d'espoirs au sein des élites et rassuré les bailleurs de fonds, a divisé les vieux amis du président.

M. Ouattara a aujourd'hui pour tâche de relever un Etat en totale banqueroute. Brillant technocrate, ancien conseiller du FMI et ancien gouverneur de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), il a mis un peu d'ordre dans les affaires. Mais sa marge de manœuvre est réduite : s'il a la haute main sur l'économie, la politique reste l'apanage de la présidence.

« J'ai quatre-vingt-six ans, j'ai refusé de vieillir pour mieux servir mes chers enfants », disait le « Vieux », samedi soir à la télévision. Aujourd'hui, ses « chers enfants » sont les. L'an dernier, ils avaient eu à son départ : atteint dans son honneur par la contestation - la première en trente ans de pouvoir, - il avait laissé entendre qu'il pourrait s'en aller. Un an plus tard, il semble bien décidé, comme tous les chefs de son ethnie, les Baoulés, à mourir à la tâche.

MARIE-PIERRE SUBTIL

EUROPE

ALLEMAGNE : à l'occasion des obsèques de Rainer Sonntag

Plusieurs centaines de néo-nazis ont manifesté à Dresde

Plus de 1 200 jeunes Allemands ont défilé dans les rues de Dresde, samedi 15 juin, pour honorer la mémoire du chef des néo-nazis de la ville, Rainer Sonntag, assassiné en pleine rue il y a deux semaines, alors qu'il partait avec quelques sympathisants attaquer un « sex-shop ». Il s'agissait de la plus importante manifestation néo-nazie sur la voie publique depuis la guerre. La déstabilisation de la société est-allemande après la réunification suscite dans les rangs de l'Est une montée de l'extrémisme de droite dont la violence commence à inquiéter sérieusement les autorités.

DRESDE

de notre envoyé spécial

Rainer Sonntag avait été inhumé en début de matinée dans l'un des cimetières de la capitale saxonne. Sa compagne était entourée de plusieurs dirigeants néo-nazis d'Allemagne de l'Ouest et de quelques gros bras musclés. La petite foule, surveillée de près par la police des frontières, se composait de jeunes aux uniformes les plus divers. Des skinheads au crâne rasé et jeans lacérés aux nostalgiques puristes du III^e Reich en uniforme noir, toute la mouvance néo-nazie allemande était représentée. Brodé sur l'épaule, beaucoup portaient l'écusson « Je suis fier d'être Allemand ». Deux jeunes brandissaient au-dessus de la foule la bannière rouge, blanc, noir du Reich et celle de la Kriegsmarine, emblèmes du néo-nazisme allemand, la croix gammée étant interdite.

Toutefois, la journée s'est déroulée dans le calme. Après avoir longuement hésité, la municipalité s'était rangée aux avis des spécialistes qui lui conseillaient de ne pas interdire la marche funèbre de l'après-midi, et avait fait venir d'importants renforts d'unités spécialisées venues de l'Ouest. Les contrôleurs étaient sévères. Les organisateurs avaient mis en place leur propre service d'ordre. Alors que le cortège s'arrêtait sur les lieux de l'assassinat, où les jeunes néo-nazis de la ville se relaient depuis deux semaines pour une garde funèbre, des bousculades se sont produites avec les photographes. Les « Sieg Heil ! » fusèrent, de même que les cris « Etrangers dehors ! ». Quelques interpellations rodemment menées calmèrent les esprits.

Vingt mille sympathisants

Sur les trottoirs, aux fenêtres des immeubles, des curieux observaient la scène en silence. Pas un cri de protestation. Seule une vieille dame courbée maugréait sa honte en croisant le cortège, sous les ricanements des participants. Un jeune couple de Neues Forum assistait, prostré, à l'événement. De nombreux néo-nazis étaient venus d'autres villes de l'Ouest et de l'Est, mais le gros de la troupe était formé de jeunes de Dresde et de sa région, la plupart encore adolescents et en grande majorité des garçons.

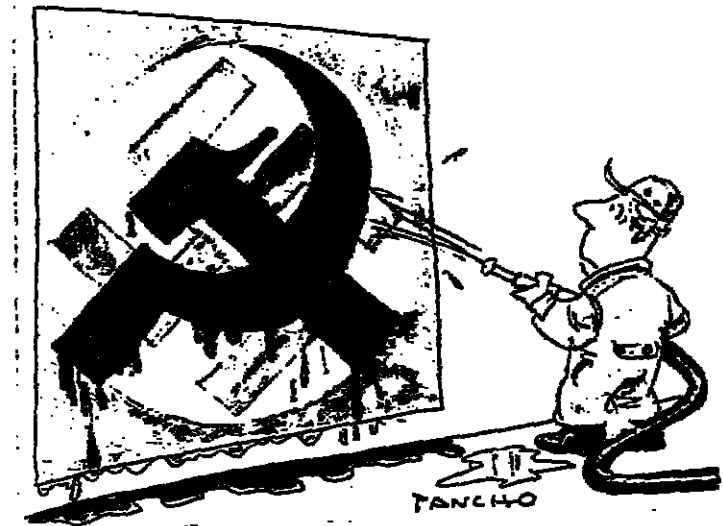
La semaine dernière, au cours d'une conférence de presse à Bonn, le responsable de la police

criminelle pour la lutte contre l'extrémisme dans l'est de l'Allemagne, M. Bernd Wagner, estimait à 2 000 militants et 20 000 sympathisants la mouvance néo-nazie dans l'ancienne RDA, avec une tendance ascendante. « Des groupes de jeunes sans conviction particulière se sentent attirés », notait-il. Dans l'ex-Allemagne de l'Ouest, ces mouvements, contrôlés en permanence, idéologiquement isolés, en étaient réduits ces dernières années à des combats politiques marginaux. Mais l'effondrement du régime communiste, la brutalité de la réunification, ont libéré à l'Est un potentiel de violence beaucoup plus difficile à canaliser et qui s'exprime au grand jour dans la rue.

Depuis le début de l'année, on a enregistré officiellement quatre-vingt-neuf actions criminelles attribuées à l'extrême droite. En avril,

Après les joies du deutchchemant, l'effondrement de l'économie de l'Est a remis les pendules à l'heure. Le système de valeurs occidental est devenu associé au chômage, au sentiment du pillage de l'Est par les « wessis » (Allemands de l'Ouest), à celui de n'être devenu qu'un citoyen allemand de deuxième zone. Cela a provoqué révolte chez les plus jeunes. Quand un jeune chômeur affirme bruyamment qu'il est « nationaliste », que le gouvernement Kohl doit faire plus pour les Allemands de l'Est, « cela veut dire qu'il souhaite qu'on fasse quelque chose pour lui », confie M. Michael Heinisch, un assistant social de l'Eglise évangélique à Berlin, au journal *Der Morgen*.

Ce sentiment d'abandon s'ajoute à un déficit d'identité, propice à l'extrême droite comme on le voit



un Mozambicain a trouvé la mort à Dresde après avoir été frappé et jeté d'un tramway. On ne compte plus les agressions contre les Polonais depuis l'ouverture de la frontière au début du même mois. A Dresde, Rainer Sonntag, trente-cinq ans, personnage controversé venu de l'Ouest après la réunification, lançait ses troupes contre les étrangers et les « cafés de gauche ». Il s'était également mis en tête de « nettoyer » la ville de la « débauche », c'est-à-dire de la prostitution et des sex-shops apparus après la chute des communistes.

La peur de l'étranger

L'ex-RDA n'ignorait pas la violence d'extrême droite. Dans les dernières années du régime communiste, elle s'était manifestée surtout dans les stades de football. Des groupes de « skins » s'étaient formés. La police est-allemande était alors si bien armée et la société si soigneusement encadrée que le phénomène ne pouvait faire tâche d'huile. Lors de la « révolution » est-allemande, la revendication nationale et l'euphorie réunificatrice ont brouillé les pistes. La xénophobie éclatait partout : contre la main-d'œuvre importée vietnamienne, mozambicaine, contre les Polonais et les soldats soviétiques. Mais il était de bon ton de nier qu'il y avait un problème spécifique est-allemand, de peur de passer pour un adversaire de la réunification.

aussi dans les zones d'immigration en France. Il a bien fallu reconnaître que la RDA a eu le temps en quarante-cinq ans de générer d'autres valeurs qu'à l'Ouest. Les jeunes de l'Est se retrouvent brutalement dans un monde hostile dont ils ne connaissent ni les règles de jeu ni les procédures d'arbitrage. Le système autoritaire communiste n'a pas eu le temps d'être compensé. La thématique nazie, avec ses cérémonies qui ne sont pas sans rappeler ceux de la jeunesse communiste, est un vecteur de contestation propice dans une société élevée dans le dogme de la lutte antifašiste.

Le résultat des précédentes élections a montré que le phénomène restait encore limité. Mais une criminalisation pure et simple de ces groupes, comme cela a été possible à l'Ouest, aurait, de l'avis de nombreux dirigeants de l'Est, des effets pervers. Certains des thèmes véhiculés par l'extrême droite, comme la peur de l'étranger, concernent des franges importantes de la population, soulignent des personnalités, comme le superintendant de l'Eglise évangélique de Dresde, le pasteur Cristof Ziemer.

Les autorités doivent faire preuve de doigté de peur de provoquer des phénomènes de solidarité. Elles doivent en outre prendre en compte l'inefficacité de l'appareil judiciaire et policier qui est encore loin d'avoir été réorganisé et dont beaucoup d'agents étaient, il y a peu, de fidèles partisans du régime communiste.

HENRI DE BRESSON

AUTRICHE : selon le gouverneur de Carinthie

La politique de l'emploi du III^e Reich était « correcte »

La classe politique autrichienne a condamné presque unanimement les déclarations de M. Jörg Haider, gouverneur de la Carinthie et chef du Parti libéral de droite (FPÖ), qui avait vanté, lors d'un récent débat à la Diète de Carinthie les avantages de la politique d'emploi du III^e Reich - qui était à ses yeux « correcte » - et reproché au gouvernement de Vienne son incapacité à maîtriser le chômage.

Le chancelier Franz Vranitzky, qui a qualifié les propos de M. Haider de « dérapage verbal monstrueux », a annoncé qu'il demanderait au conseil des ministres, mardi prochain, d'inviter M. Haider à démissionner de son

poste de gouverneur. Selon le chancelier, M. Haider « s'est qualifié pour l'exercer toute fonction publique » en Autriche. Dans une déclaration publiée, samedi 15 juin à Vienne, le président Kurt Waldheim a estimé pour sa part que ces propos « sont de nature à porter préjudice à l'image de la démocratie en Autriche. Elles reflètent un état d'esprit qui ne correspond nullement à la conscience politique des Autrichiens ». Selon un sondage publié par le quotidien de gauche *Arbeiter Zeitung*, 40 % des personnes interrogées sont favorables à la démission de M. Haider. (AFP)

HONGRIE : départ du dernier train de soldats soviétiques. - L'armée soviétique a achevé, dimanche 16 juin, son retrait de Hongrie, deux semaines plus tôt que prévu, ont annoncé les autorités de Budapest. Un petit groupe de militaires reste dans le pays pour remettre les bases abandonnées. Leur commandant, le lieutenant général Victor Chitov, doit partir mercredi, alors que les deux pays ne sont toujours pas d'accord sur le règlement du contentieux financier de quarante-sept ans de présence militaire soviétique. (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINEDes diplômes nationaux de 3^e cycle, des spécialisations spécifiques pour étudiants de cadres d'entreprises !

■ DESS CAEE : Certificat d'aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 Inscription possible par minitel 3616 code IAE.

■ DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNELLE* :
☎ (1) 45 58 00 21

■ DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT* :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28

■ DESS FINANCE* :
☎ (1) 45 58 00 21

■ DESS SYSTEMES D'INFORMATION* :
☎ (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

IAE
DE PARIS
UNIVERSITE PARIS VI
PARIS 7 - JOURDAIN

LE SAVOIR-FAIRE
* Exclusivement réservés aux cadres confirmés

Les EXCEPTIONNELLES de Neubaueur

Véhicules d'exposition ou de direction, ex-véhicules Automobiles PEUGEOT ou FIAT
GARANTIE TOTALE DE 12 MOIS, PIÈCES ET M. O.

* 205 turbo D, 3 portes, D.A., gris graphite	10 000 km
* 205 automatique, 1991, 3 portes, D.A., T.O., cuir, noir	8 150 km
* 306 GT, 1991, T.O., vitres teintées, brun castor	7 000 km
* 306 GTI, 1.9 L, T.O., D.A., vert sorbento	10 000 km
* 309 SRDT, 1991, vitres teintées, gris graphite	6 500 km
* 405 M 16, 1991, Clim., vert sorbento	4 800 km
* 405 SRDT, 1991, T.O., vitres teintées, vert sorbento	12 000 km
* 405 Br. SRDT, 1991, vitres teintées, gris magnan	11 000 km
* 605 SV 24, 1991, T.O., radio, vert sorbento	8 200 km

de -15
à -20%

3616
code IAE

NEUBAUER
PEUGEOT

M. GRIMALDI
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

مکان الامم

EUROPE

centaines de néo-nazis
manifesté à Dresde

Le Monde • Mardi 18 juin 1991 5

Sans ailes, la France n'aurait pas tout à fait la même envergure.



Le plus grand salon mondial de l'aéronautique et de l'espace s'ouvre sur une confrontation de taille: la concurrence plus forte que jamais des Etats-Unis et, dans une certaine mesure, de l'URSS, avec l'omniprésence de leurs matériels les plus performants. La France a les moyens de relever le défi et de rester dans le peloton de tête, grâce à la vocation déployée par 120.000 hommes et femmes qui, combinant talent et rigueur à l'industrie aéronautique et spatiale française. Ce secteur est le premier exportateur industriel français avec 37 milliards de francs de chiffre d'affaires et 100.000 emplois. Il est aussi le moteur de la croissance économique de la France.

soutenu de 27% du chiffre d'affaires en Recherche et Développement, de nombreuses retombées profitent à d'autres activités comme l'informatique, l'aéronautique ou la recherche médicale. leader européen avec de grands programmes menés en coopération internationale, la France se situe au premier rang de toutes les grandes puissances aéronautiques et spatiales mondiales. Ensemble, avec le soutien de toute la communauté internationale, nos quelque 200 entreprises ont le courage de poursuivre de réelles missions de la défense et de l'indépendance de la France. Pour cela, nous nous appuyons sur une solide base industrielle et scientifique qui nous permet de rester à l'avant-garde sur la scène internationale.



L'industrie aéronautique et spatiale française. L'élan vers l'avenir.

EUROPE

URSS : un entretien avec M. Chakhnazarov, conseiller du président soviétique

La coopération se poursuivra entre M. Gorbatchev et M. Eltsine

Conseiller du président Gorbatchev, dont il passe pour être très proche, M. Gueorgui Chakhnazarov est aussi membre du comité central du PCUS et participe aux négociations sur le traité de l'Union. L'analyse qu'il nous a livrée, samedi 15 juin, des conséquences de l'élection de M. Eltsine, ainsi que les déclarations de M. Gorbatchev quelques heures plus tard à la télévision soviétique (1), montrent que le numéro un et son entourage refusent

d'admettre que ce scrutin constitue un désaveu pour le PC, son idéologie et ses candidats. Ils préfèrent y voir tantôt un succès dû à la personnalité de M. Eltsine, tantôt le succès d'un groupe réformateur au sein du PC, incarné notamment par le candidat à la vice-présidence de M. Eltsine, le colonel Routsikof. Cette analyse confirme également que M. Gorbatchev n'a pas l'intention de profiter du choc électoral pour crever l'abcès qui ronge son parti. Il

compte, une fois de plus, sur le caractère velléitaire des conservateurs pour réaffirmer son autorité sur le PC, dont il préfère éviter la scission. Cette nouvelle manœuvre tiendrait donc du replâtrage, alors que M. Chevardnadze, lui, mesurant visiblement mieux l'ampleur de la crise, prend le risque de se faire exclure du parti, comme en témoignent les vives attaques formulées contre l'ex-ministre des affaires étrangères par le quotidien.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

« M. Eltsine vient d'être élu président de Russie à une très large majorité. Pensez-vous que cette victoire va modifier ses rapports avec le président Gorbatchev ? »

— Avant l'élection déjà, Boris Eltsine avait accepté une coopération constructive avec Mikhaïl Gorbatchev, illustrée par l'accord « 9 + 1 » conclu entre neuf Républiques et le pouvoir central, NDLR, et ce processus continue. D'autre part, au Parlement russe, M. Eltsine a accepté un rapprochement avec le groupe réformateur du PC « Communistes pour la démocratie » ; cela lui a permis de constituer un bloc électoral grâce auquel il a été élu. Il y a donc des raisons d'espérer que cette tendance va se poursuivre au-delà de l'élection.

— Gagner cette élection n'était pas facile. La popularité personnelle de M. Eltsine et le fait qu'il occupait déjà de hautes fonctions ont joué un grand rôle. Mais maintenant, cela va être beaucoup plus difficile : les promesses faites pendant la campagne ont fait naître des attentes chez les gens, et ces promesses ne pourront être tenues que dans le cadre d'une coopération avec les autres Républiques et le président de l'URSS. Si se greffe là-dessus un accord sur un soutien occidental aux réformes économiques, cela augmentera l'impulsion de cette alliance, ou de cette coalition démocratique.

— Cela suppose que M. Eltsine comme M. Gorbatchev relèguent au second rang leurs ambitions personnelles... Soutenez-vous M. Eltsine de vouloir devenir président de l'Union ?

— De même qu'une princesse ne peut se choisir un mari dans la rue et doit se soumettre aux intérêts de sa dynastie, les dirigeants politiques doivent conclure leurs alliances sans se préoccuper de leurs sympathies personnelles. Il s'agit d'allier le possible et le

souhaitable, et les derniers événements vont dans ce sens. C'est dans leur intérêt, dans celui des mouvements politiques qui sont derrière eux, dans l'intérêt du pays et du peuple. Celui qui brisera cette tendance y perdra le plus. La société est lasse des affrontements, elle veut une politique commune pour faire avancer les choses.

— Cela dit, les traits personnels demeurent : l'ambition, l'orgueil, les passions... Il est donc difficile de dire d'ores et déjà qui sera candidat à la présidence de l'Union soviétique, d'autant plus que, compte tenu du processus en cours, l'élection du président de l'URSS au suffrage universel n'aura pas lieu avant au moins un an.

Des affrontements « assez graves »

— Ont-ils des contacts fréquents ?

— Assez fréquents. Vendredi, Gorbatchev a appelé Eltsine pour le féliciter. Ils ont des tempéraments très différents, il y a eu des affrontements assez graves entre eux... Leur coopération n'est pas forcément empreinte de cordialité, mais la cordialité n'est pas indispensable en politique ! Ce qui importe davantage, c'est l'honnêteté, la correction et l'accomplissement fidèle des engagements. La cordialité c'est déjà pour les amoureux.

— Une telle coopération ne suppose-t-elle pas aussi de profondes transformations, voire une scission au sein du PCUS ?

— Il n'est un secret pour personne que le PCUS n'est pas uniforme. Gorbatchev a dit lui-même qu'il abritait trois ou quatre partis. L'un des candidats à la vice-présidence de Russie, M. Sergueï (le co-équipier du général conservateur Makachov, NDLR) a appelé à un congrès extraordinaire. La droite du parti a donc déjà posé la question. Ces tendances peuvent-elles cohabiter au sein d'un même parti ? Le moment va arriver où il faudra se démarquer.

— Je suis profondément

convaincu que la majorité des membres se prononcera pour la ligne de la 19^e conférence et du 28^e congrès, qui est une ligne progressiste, celle d'un nouveau modèle de socialisme ou, en d'autres termes, d'une combinaison du socialisme et de la démocratie. L'aile conservatrice devra alors décider pour elle-même de son avenir.

— Dans quel cadre ? Un plénum, une conférence, un congrès ?

— Les conférences et les congrès ne servent qu'à enterrer. Cette démarcation est déjà en cours. Il est difficile de prédire quand cela se fera et sur quelles initiatives. L'initiative de Sergueï revêt un caractère provocateur et aboutirait à une véritable scission ; le parti et la société y perdrait.

— Cela peut prendre une forme plus civilisée, comme lorsqu'un mari et une femme se disent : bon, on ne s'aime plus ; ce n'est pas la peine de se battre, séparons-nous à l'amiable. Mais pour cela, il faut une certaine culture politique et aussi une base concrète qui pourrait être le nouveau programme, en cours d'élaboration, à partir des décisions du 28^e congrès. Je vous rappelle que la commission du programme est présidée par le secrétaire général (Gorbatchev). Si ce programme définit de façon claire et précise la nouvelle politique du Parti, alors se posera la question de ceux qui sont d'accord ; ceux qui ne le sont pas peuvent partir.

— M. Gorbatchev prendrait donc la tête de cette poussée démocratique ?

— Evidemment. Il est le leader, en dépit de toutes les critiques de gauche et de droite, et il a encore beaucoup d'autorité. Beaucoup de communistes se détermineront en fonction de lui.

— Quel rapport y a-t-il entre ces intentions de M. Gorbatchev et les appels à une union des forces démocratiques lancée par M. Chevardnadze ?

— L'initiative de Chevardnadze est l'un des projets existants ; il y

en a beaucoup qui élaborent un tel projet : Chevardnadze, Alexandre Iakovlev, les groupes de communistes réformateurs...

— Le Parti « rénové » continuera-t-il à s'appeler Parti communiste ?

— C'est une question très délicate, car beaucoup de gens sont attachés à ce nom et ressentent un tel changement comme une trahison. Personnellement, je suis pour un changement de nom. Au départ, ce Parti s'appelait Parti social-démocrate ouvrier russe ; c'est un bon nom, qui répond aux objectifs que l'on peut atteindre.

Pas de « table ronde »

— Les démocrates parlent beaucoup de « table ronde ». Voulez-vous ce mécanisme s'appliquer à la situation soviétique ?

— Toutes les tables rondes ont des angles aigus, comme l'Europe du Nord. Elles ont été créées pour écarter le Parti communiste du pouvoir. Ici, je ne vois pas de raison d'avoir recouru à des tables rondes. Il existe déjà des mécanismes permettant la concertation des forces politiques : le Soviet suprême, le congrès, le Conseil de la Fédération et le processus de Novo-Ogarevo (le faubourg de Moscou où a été conclu le premier accord « 9 + 1 », NDLR) qui est pratiquement une table ronde. Non, cela ne me paraît pas une idée productive au stade actuel.

— L'élaboration du traité de l'Union bute encore sur certains obstacles. Quand prévoyez-vous sa signature ?

— Une nouvelle réunion des « 9 + 1 » va se tenir ces jours-ci, lors de laquelle sera proposée une procédure de signature du traité. La variante optimiste prévoit que l'on commence à le signer en juillet. Si cela traîne un peu, ce sera pour l'automne. Les deux ou trois problèmes qui subsistent ne sont pas de nature à empêcher la conclusion des travaux ; ils concernent certains détails de la structure du

pouvoir et la question plus complexe des anciennes Républiques autonomes, qui deviennent des sujets de l'Union soviétique, tout en restant des sujets de la Fédération de Russie.

— Et le problème de la fiscalité ?

— Il y a aussi une discussion sur la fiscalité et la formation du budget. Eltsine est pour un impôt à un seul niveau, payé par les Républiques. Tous les autres sont opposés à lui sur ce point. Le président (Gorbatchev) a souligné que, selon les théoriciens fédéralistes classiques, s'il n'y a pas d'impôt fédéral, il n'y a pas de citoyenneté, donc pas d'Etat. C'est un principe obligatoire : il doit y avoir un Etat fédéral. Eltsine lui-même a dit officiellement plus d'une fois qu'il était partisan d'une fédération. Il y a unanimité sur ce point, et je suis convaincu que la vie elle-même poussera toujours dans ce sens.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

(1) Le scrutin « indique que le peuple est bien disposé à l'égard de l'accord qui commence à se dessiner entre le centre et les Républiques (...), au fait que nous avons récemment effectué de riches progrès vers la radicalisation des réformes (...). (Les électeurs) veulent aller progressivement vers une vie normale », a dit le président soviétique. Notant que 25 millions d'habitants n'ont pas voté et que 36 millions ont choisi un autre candidat que Boris Eltsine, M. Gorbatchev a ajouté : « Il existe dans la société des opinions et des réalités différentes » et que « il faut un accord sur les principaux problèmes ».

La CEE proteste auprès de Moscou à propos des Baltes. L'ambassadeur du Luxembourg à Moscou a protesté samedi 15 juin auprès du ministre soviétique des affaires étrangères contre les attaques de postes-frontières dans les Républiques baltes qui se poursuivent depuis plusieurs semaines. (Renter.)

POLOGNE :

conflit sur la loi électorale

Le bras de fer entre M. Lech Walesa et les députés continue

La Diète (Chambre basse dominée par les anciens communistes) a adopté samedi 15 juin un nouveau projet de loi électorale pour l'organisation des prochaines élections libres en Pologne prévues en octobre, sans y intégrer tous les amendements voulus par le président Lech Walesa. Ce dernier avait mené vendredi de dissoudre le Parlement s'il refusait d'adopter le texte qu'il préconise, après lui avoir demandé d'accorder des pouvoirs spéciaux au gouvernement dans le domaine des réformes économiques (le Monde du 13 juin).

Premier pays d'Europe de l'Est à rejeter le communisme, la Pologne est aussi le seul à n'avoir pas encore tenu d'élections parlementaires totalement libres : aux termes du compromis avec les anciens autorités communistes, Solidarité n'avait pu briguer, aux élections de juin 1989, que 35 % des sièges à la Diète, alors qu'elle détenait 99 des 100 sièges du Sénat pour lequel le scrutin était libre.

La Diète s'est engagée à se dissoudre afin de permettre la tenue d'élections au plus tard le 27 octobre. Mais pour cela, la loi électorale doit être adoptée avant le 3 juillet. Samedi, la Diète a voté un amendement qui oblige l'électeur à choisir un candidat par son nom et pas seulement par son affiliation à un parti. M. Walesa estime qu'un scrutin par liste est suffisant. C'était « une des deux conditions les plus importantes qu'il ait posées », a déclaré un de ses conseillers, M. Jaroslaw Kaczynski. L'autre, également refusée, était de placer les commissions électorales sous supervision du président et non du Parlement. La Diète a cependant accepté, à la demande de M. Walesa, de revenir sur l'interdiction de toute campagne électorale dans les locaux ecclésiastiques et de fixer à 5 % le seuil au-delà duquel un parti pourra être représenté.

Un dirigeant du groupe Gauche démocratique (anciens communistes) a accusé le président Walesa d'exercer « une pression proche du chantage » sur les députés. Le Sénat devait se saisir du texte, mardi, mais toute nouvelle modification doit auparavant être votée par la Diète. M. Walesa a envisagé divers scénarios dans ce bras de fer : M. Walesa pourrait dissoudre le Parlement en disant que ses droits constitutionnels sont bloqués, ou demander aux députés de Solidarité de démissionner, ce qui élèverait le quorum au Sénat et paralyserait le Parlement. (AFP, UPI.)

ROUMANIE : vague de grèves

La commémoration des événements de juin 1990 a été un échec pour l'opposition

La commémoration des événements de juin 1990, notamment de l'intervention des mineurs à Bucarest, a été un nouvel échec pour l'opposition, alors que les ouvriers, qui soutenaient le gouvernement, annoncent une vague de grèves.

La situation sociale a amené le premier ministre, M. Petre Roman, à reporter la visite qu'il devait faire en France à partir de mardi, en se rendant, notamment, au Salon du Bourget.

BUCAREST

de notre correspondant

Triste anniversaire de tristes événements. Malgré l'appel à manifester de la quasi-totalité des

partis de l'opposition, ils n'étaient que quelques milliers, samedi 15 juin et les jours précédents, à crier sans conviction « Jos Iliescu ! » (A bas le président Iliescu) sur la place de l'Université pour l'anniversaire des événements sanglants de juin 1990 (6 morts, 502 blessés), passés dans le vocabulaire roumain sous le nom de « mineuriade ». Les grands chefs de l'opposition ne s'étaient pas déplacés.

Le 13 juin 1990, la place de l'Université, occupée depuis plus de cinquante jours par les opposants, était brutalement évacuée par la police. Pour mettre fin aux émeutes qui ont suivi, le pouvoir faisait appel à des milliers de mineurs de la vallée du Jiu qui allaient faire régner la terreur pendant deux jours à Bucarest : chasse à l'opposition, mise à sac des partis et journaux d'opposition,

arrestations sauvages. L'affrontement illustrait la rupture entre la majorité d'ouvriers et de paysans qui avaient voté pour le Front de salut national (FSN) et les jeunes et les intellectuels. Le nouveau leader de la ligue des étudiants, (M. Munteanu, blessé fin dernier par les mineurs, qui a renoncé à ses fonctions), s'est rendu la semaine dernière dans la vallée du Jiu pour rencontrer le dirigeant des mineurs, avec lequel il n'a pu se mettre d'accord sur l'interprétation de ces événements.

La commission d'enquête parlementaire n'est scindée en deux. Admettant des déficiences des forces de l'ordre, le FSN a maintenu son invariable version de « tentative de coup d'Etat de groupes de l'opposition », justifiant l'intervention « spontanée » mais parfois « excessive » des mineurs. L'opposition a accusé le pouvoir d'avoir provoqué les violences pour justifier une répression.

Malgré la visite de M. Mitterrand, certains pays comme les Etats-Unis poursuivent leur boycott du régime roumain. Alors que le gouvernement est au bord de l'asphyxie financière et soumis aux conditions du FMI, une partie des syndicats a ouvertement basculé dans l'opposition : l'Union confédérale nationale, qui revendique trois millions de membres, a lancé un appel à la grève générale pour le mercredi 19 juin, exigeant à la fois des hausses de salaire et la démission du gouvernement.

Des lundi, dix mille salariés de l'usine de mécanique lourde Faure ont manifesté à Bucarest, et obtenu une promesse de M. Roman de se rendre mardi au siège de l'entreprise.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

TURQUIE : après le congrès du Parti de la mère patrie

M. Mesut Yilmaz remplace M. Yildirim Akbulut à la tête du gouvernement

Pour tenter de regagner sa popularité, très défaillante, avant les élections générales qui devront avoir lieu au plus tard en octobre 1992, le Parti de la mère patrie (ANAP) s'est injecté du sang neuf, samedi 15 juin lors de son congrès, en choisissant un dirigeant jeune, M. Mesut Yilmaz, pour remplacer M. Yildirim Akbulut. Le nouveau gouvernement sera présenté dans le courant de la semaine.

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Plus de 1 100 délégués ont participé au troisième congrès de l'ANAP, qui a été mouvementé sans pourtant causer d'incidents sérieux. Applaudissements à tout rompre et sifflets assourdissants ont tout à tour accueilli les discours des trois candidats. Batni au second tour de scrutin par 631 voix contre 523, le premier ministre en place, M. Yildirim Akbulut, a présenté, dimanche matin 16 juin, sa démission au président Turgut Ozal. Quant au troisième candidat, M. Hasan Celal Guzel, qui n'a recueilli que 20 voix, il a décidé de quitter le Parti de la mère patrie.

Quinze mois après avoir claqué la porte du gouvernement en démissionnant de son poste de ministre des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz, âgé de quarante-trois ans, fait donc sa rentrée politique. Il devrait annoncer la composition de son gouvernement dans le courant de la semaine. A cette occasion, il procédera sans doute à un « nettoyage en profondeur », réduisant l'influence jugée

excessive des conservateurs et des islamistes.

La tâche du nouveau chef du gouvernement ne sera pas facile. Il hérite d'un parti en perte de vitesse et profondément divisé. Les élections approchent, et l'ANAP, qui est au pouvoir depuis 1983, ne figure plus qu'au quatrième rang dans de récentes sondages, avec seulement 13 % des voix. M. Yilmaz lui-même, dans son discours préconisant l'élection, s'est présenté comme un candidat « de la dernière chance » capable de sauver le parti. Contrairement à son prédécesseur, cet homme souvent qualifié de libéral — bien que se situant plutôt à la droite d'extrême — n'est pas connu à l'étranger, où il est considéré comme un intermédiaire de poids.

Le président Ozal contesté

Sa cohabitation avec le président Ozal, qui tire les ficelles en coulisse, pourrait se révéler difficile. Les relations entre les deux hommes, qui remontent à la fondation du parti en 1983, ont parfois été tendues. M. Yilmaz sera probablement moins accommodant que son prédécesseur, souvent accusé de n'être qu'un pantin à la solde du président. Mais politique oblige, dès l'annonce de sa victoire, il s'est empressé de remercier M. Ozal — physiquement absent du congrès mais présent dans les esprits — et l'a assuré qu'il poursuivait sa ligne politique. Officiellement neutre durant la campagne électorale, le président avait accordé son soutien implicite à M. Yilmaz. M^{me} Semra Ozal, qui participait au congrès en tant que responsable de la province d'Istanbul, ne faisait d'ailleurs pas mystère de ses préférences pour M. Yilmaz avant même l'annonce

de sa victoire, qu'elle a accueillie avec une joie visible.

Pour M. Ozal, l'enjeu est de taille. Selon la Constitution, son mandat présidentiel devrait se poursuivre jusqu'en 1996, mais les deux principaux partis de l'opposition — à droite, le Parti de la juste voie (DYP) et, au centre gauche, le Parti populaire social-démocrate (SHP) — sont déterminés à se débarrasser du chef de l'Etat, dont ils contestent la légitimité. Le pouvoir que s'est attribué M. Ozal depuis son accession à la magistrature suprême est constitutionnellement douteux puisqu'il devrait en principe rester neutre et à l'écart de la politique des partis, le système politique turc n'étant pas présidentiel. De plus, une grande partie de son pouvoir actuel repose sur son influence sur l'ANAP, majoritaire au Parlement.

Le nouveau premier ministre devra avant toutes choses tenter de réconcilier les diverses tendances — les libéraux, les conservateurs, les islamistes, les nationalistes — qui s'affrontent au sein du parti. Mais les avis sont partagés sur ses chances de succès. « Il essayera de faire briller M. Yilmaz, mais le vernis ne durera qu'un mois ou deux », écrit Cuneo Arayci dans le quotidien de centre gauche Cumhuriyet. Dans les coulisses du congrès, certains membres de l'ANAP admettent même qu'une défaite électorale était presque inévitable. « Je ne peux pas faire de miracle, seul Allah peut en faire », déclarait M. Yilmaz à ses collègues du parti après sa victoire. Je ne peux rien faire seul, j'ai besoin de votre coopération.

NICOLE POPE

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de France ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

robic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

سكنايمال

EUROPE

Virus bulgares

Les « infecteurs rapides » produits par Sofia donnent des cauchemars aux informaticiens occidentaux

SOFIA

de notre envoyé spécial

M. Todor Jivkov, dictateur déchu, voulait faire de la Bulgarie la Silicon Valley des pays de l'Est. Comme le reste de l'Europe communiste, la tentative a tourné au fiasco. Sauf dans un domaine. La Bulgarie est devenue aujourd'hui le pays au monde qui produit, par habitant, le plus de virus informatiques, et parmi les plus dangereux (1).

« Sur 500 virus connus dans le monde, 150 sont fabriqués en Bulgarie », explique M. Vesselin Bontchev dans son petit laboratoire de virologie de l'Académie des sciences de Sofia. « Fort heureusement, souligne-t-il, tous ne sont pas diffusés dans le monde. » Mais une dizaine de virus bulgares particulièrement destructeurs ont cependant atteint les systèmes informatiques occidentaux de banques ou de compagnies d'assurances.

« Les virus bulgares sont apparus à l'Ouest il y a deux ans. D'abord primitifs, ils sont vite devenus extrêmement efficaces », raconte M. Klaus Braunstein, professeur en sécurité informatique à l'Université de Hambourg, joint par téléphone. De nombreux appels au secours reçus par les centres antivirux occidentaux sont dus à l'action dévastatrice des virus bulgares. En Allemagne et en France, trois virus *made in Sofia* causent, selon le professeur allemand, des cauchemars aux informaticiens : « Vaccine », « Yankee Doodle » (ainsi baptisé car il joue chaque jour à 17 heures la célèbre mais agaçante mélodie) et – le plus célèbre – « Dark Avenger », (le vengeur maussade). « Dark Avenger » fut, selon M. Bontchev, le premier « infecteur rapide ». « Il attaque, dit-il, les programmes et les données lorsqu'on les copie, les imprime ou, simplement, les utilise. »

Selon des experts californiens, cités par l'*International Herald Tribune*, « Dark Avenger » a même infecté les ordinateurs du département américain de la défense. « Aujourd'hui, la situation est très sérieuse. Je détecte un ou deux nouveaux virus par jour », affirme M. Bontchev, qui dispose, pour lutter, d'un seul ordinateur. « Notre part commence cependant à baisser, notamment au profit de l'Union soviétique. Dans quelques années, l'URSS, qui en matière d'informatique a du retard sur nous, va produire beaucoup de virus. » Il estime qu'à eux seuls une vingtaine de programmeurs bulgares sont responsables du mal.

« Nous faisons ce qui nous amuse... »

Dans les années 80, le COMECON, qui répartit le travail entre pays socialistes, décide que la Bulgarie produira des ordinateurs personnels. Une usine de microcomputers est construite. A Pravetz, la ville natale de Todor Jivkov. Elle produit, dès 1982, les Pravetz 82, une copie de l'Apple II, puis le Pravetz 16, un clone de l'IBM PC. Dès 1985, ces micro-ordinateurs sont introduits dans les écoles, et même dans les jardins d'enfants, et envahissent les entreprises. « Pour faire chic, car ils n'avaient aucun rôle économique », explique un informaticien.

Si elle ne produit pas de miracle, la « computerisation » initie une partie de la jeunesse à l'informatique. « Ce fut l'équivalent d'une campagne d'alphabétisation », se

souvient un professeur. Il n'est pas question de faire preuve d'originalité mais de profiter de la technologie de l'Ouest, tout simplement en la volant et en la modifiant. « La copie et l'adaptation en alphabet cyrillique pour l'URSS des logiciels de l'Ouest sont devenues une politique d'Etat », raconte un expert de Sofia.

La Bulgarie a ainsi hérité d'excellents spécialistes dans le « déplombage » des logiciels – le piratage des programmes – en neutralisant leurs protections. Désœuvrés ou écœurés, quelques spécialistes et quelques jeunes talents sont vite passés à l'écriture de virus, « une activité passionnante et amusante car ils sont comme des animaux sauvages, qui parfois s'échappent... », admet un programmeur. « On m'a volé mon travail... alors pour m'amuser et me venger j'ai introduit mon premier virus dans le laboratoire mais il

s'est répandu jusqu'en Italie », raconte un « fabricant » de Sofia, âgé de vingt-trois ans.

Aujourd'hui encore, aucune loi ne sanctionne le vol de logiciels, ni d'ailleurs la fabrication et la diffusion de virus. « Nous avons un besoin urgent de législation. Mais ce phénomène est aussi révélateur de la crise économique, sociale et morale que traverse le pays », estime M. Georgi Balanski, rédacteur en chef de *Computer*, un magazine informatique bulgare qui mène une croisade contre le piratage et les virus. « Ici les valeurs morales ont tellement été renversées que le criminel se sent même supérieur. Les fabricants de virus se cachent à peine », affirme-t-il.

Ainsi un producteur soviétique a-t-il installé une boîte aux lettres informatique, où, en échange d'un nouveau spécimen, on peut obtenir les modèles en circulation. « Ici un programmeur est payé 1 dollar

par jour. Nous n'avons pas de stimulant, beaucoup d'ordinateurs et rien à faire. Alors nous faisons ce qui nous amuse : des virus... », reprend le jeune fabricant, qui estime que l'image informatique internationale de la Bulgarie est déjà totalement dégradée parce que les programmes dits « bulgares » sont des logiciels volés à l'Ouest. « Au moins, conclue-t-il, nos virus sont des originaux. »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Le virus informatique est une sorte de programme que l'on introduit dans un ordinateur et qui va se fixer – tel son homologue biologique dans la cellule – dans les systèmes de fonctions élémentaires. Il peut alors bloquer les mémoires de la machine, polluer certains programmes de travail, détruire tout ou partie des fichiers enregistrés et surtout se reproduire en allant contaminer un autre ordinateur lors d'une interconnexion avec la machine déjà touchée.



Dimensions: 12x12 cm

Voici Ion, de Canon.
(Nous avons souligné tout ce qui est important.)

Grâce à Ion, vous allez - dès aujourd'hui - pouvoir faire
des images photographiques instantanées et,
le plus simplement du monde, les regarder immédiatement sur votre téléviseur.

Grâce à Ion, vous allez également pouvoir regarder sur votre téléviseur
toutes vos images 24x36, professionnelles et privées, négatives et diapositives,
et les stocker sur disquettes (car Ion fonctionne sur disquettes).

De plus, grâce à Ion, toutes vos images (prises avec Ion ou avec votre appareil photo),
vous allez pouvoir les truquer, les animer, les mettre en page,
et les imprimer (car Ion se connecte à votre ordinateur).

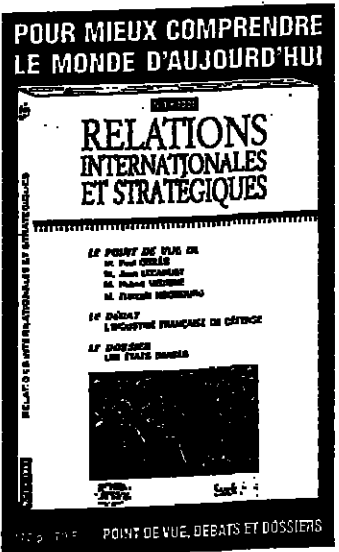
Grâce à Ion, vous allez pouvoir emporter n'importe où toute votre banque d'images
(car Ion tient dans une poche, ses disquettes sont miniaturisées,
et chacune peut recevoir 50 images effaçables).

Grâce à Canon, le module de base du Système Ion ne coûte que 6.000 francs
(prix public TTC conseillé).

Enfin, grâce au 05.05.05.33 (appel gratuit), vous pourrez savoir
où rencontrer, manipuler, mieux comprendre et tester vous-même les potentialités infinies
du Canon Ion, avec de vrais spécialistes photo-video.

Canon

En résumé, Ion est une percée technologique réelle et cruciale pour tous les métiers qui utilisent l'image.
Et cela, veuillez croire que nous ne le soulignerons jamais assez.



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la polémique sur la libération
des anciens otages américainsMM. Bush et Reagan se défendent
d'avoir fait des marchandages
électoraux avec l'Iran

M. George Bush, qui était en 1980 candidat à la vice-présidence sur le thème « ticket » que M. Ronald Reagan, a une nouvelle fois nié, dimanche 16 juin, l'existence d'un quelconque marché avec Téhéran pour retarder la libération des cinquante-deux otages américains et mettre en échec la réélection du président sortant démocrate Jimmy Carter. Huit anciens otages ont demandé jeudi dernier l'ouverture d'une enquête du Congrès sur les conditions de leur libération. Le président Bush a qualifié ces accusations d'« attaque personnelle vicieuse » contre son intégrité dans une interview accordée à des télévisions locales de Los Angeles, où il passait le week-end. « Je ne pense pas que je mériterais d'occuper la place qui est la mienne si, l'espace d'une

minute, je suggérais qu'une personne puisse être retenue en otage afin que j'en tire un profit politique. La même chose est vraie du président Reagan », a déclaré M. Bush. De son côté M. Reagan a réaffirmé samedi qu'il s'agissait d'une « fiction totale ».

Outre les huit otages, l'ancien président Carter ainsi que plusieurs parlementaires démocrates ont demandé l'ouverture d'une enquête. Le président Bush qui a dit ne pas s'y opposer a toutefois ajouté : « Dépenser plusieurs millions de dollars de l'argent des contribuables sur la base de rumeurs, je suis désolé, je ne pense pas que cela soit une bonne chose. » (AFP)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le président Joaquín Balaguer
annonce le renvoi
des immigrants illégaux haïtiens

Le président dominicain, M. Joaquín Balaguer, a annoncé la mise en œuvre d'un plan de déportation des immigrants haïtiens en situation irrégulière. Les mineurs âgés de moins de seize ans et les Haïtiens de plus de soixante ans seront les premiers reconduits à la frontière, précise le décret présidentiel rendu public vendredi 14 juin. Les autres « seront rapatriés lentement, selon un plan qui sera étudié avec les autorités haïtiennes », précise le document.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le président Balaguer a présenté son plan de déportation des immigrants haïtiens en situation irrégulière comme une réponse à « la campagne injuste menée contre la République dominicaine, qui est accusée de réduire les Haïtiens en esclavage ».

A la suite de la récente publication par le Lawyers Committee for Human Rights, un groupe d'avocats new-yorkais, d'un rapport dénonçant l'exploitation d'enfants haïtiens sur les plantations sucrières dominicaines, le Congrès des États-Unis menace à nouveau Saint-Domingue de sanctions. Il y a un mois et demi, la République dominicaine a échappé de justesse à une condamnation qui lui aurait fait perdre d'importants avantages commerciaux sur le marché nord-américain.

L'ambassade des États-Unis avait à l'époque témoigné que le gouvernement dominicain avait pris des engagements et quelques mesures pour améliorer le sort des coupeurs de canne. Une mission de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a visité la République dominicaine en janvier dernier, a cependant pu constater que les conditions de vie et de travail des *braceros* haïtiens demeurent extrêmement précaires.

La campagne pour l'amélioration du sort des coupeurs de canne à sucre risque de se retourner contre la grande masse des immigrants haïtiens qui ont quitté les *bateys* pour d'autres tâches agricoles, moins pénibles et mieux payées, et pour les villes où ils travaillent comme manœuvres dans la construction.

Personne ne sait avec certitude combien d'Haïtiens ont traversé la frontière séparant la République dominicaine et Haïti, les deux pays se partageant la même île. Les estimations varient entre

JEAN-MICHEL CAROIT

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA
En Californie, Florida, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.02.19

ASIE

INDE : alors que le parti du Congrès arrive en tête aux élections

Des terroristes sikhs ont massacré
soixante-seize personnes au Pendjab

A l'issue d'une campagne électorale violente, des terroristes sikhs ont attaqué samedi 15 juin dans la soirée deux trains dans le district de Ludhiana, au Pendjab, massacrant soixante-seize passagers hindous et en blessant quarante-deux autres. Cette tuerie, la plus grave qui se soit produite dans cet État, avait été méticuleusement préparée. Le but des organisations sikhs extrémistes – qui ont appelé au boycottage des élections, qui avaient été repoussées à samedi au Pendjab pour des raisons de sécurité – est d'obliger New-Delhi à annuler le scrutin dans cet État.

Les résultats provisoires des élections qui se sont achevées samedi dans le reste du pays font apparaître une situation instable,

aucun parti n'étant en mesure d'atteindre la majorité absolue à la Chambre basse. Des négociations vont donc être nécessaires pour former un gouvernement de coalition. Sur les 233 sièges – sur un total de 524 sièges à pourvoir – dont les résultats étaient connus, lundi matin 17 juin, le Congrès-I en a obtenu 136, suivi par le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), avec 59, le Front national de l'ancien premier ministre V. P. Singh arrivant en troisième position, avec 10.

Il semble que le facteur de « sympathie » à la suite de l'assassinat de Rajiv Gandhi – qui a été proclamé élu à titre posthume dans la circonscription familiale d'Amethi, en Uttar-Pradesh – ait bien moins joué que

ne l'espéraient les stratèges du plus vieux parti de l'Inde. Le Congrès est en position de revenir au pouvoir, mais dans des conditions beaucoup moins bonnes que par le passé. Disposant de 195 sièges dans l'Assemblée sortante, il devrait améliorer ce score, tout en étant très loin de retrouver celui des élections de novembre 1989 (415 sièges).

Les projections électorales, qui portent sur 412 sièges, lui en accordent 195, contre 96 au BJP et 39 au Front national. Le grand perdant paraît être le Janata Dal, principale formation du Front national, qui avait obtenu 141 sièges lors du dernier scrutin. Le BJP a par contre réussi sa percée électorale, devenant le deuxième parti politique de l'Inde.

Les hindous d'abord !

Suite de la première page

Cette sorte de « mauvaise conscience » s'est traduite par des lois préservant la spécificité des musulmans.

D'où la barrière des hindouistes, pour qui la majorité a été négociée au profit des descendants des « envahisseurs » (allusion aux Moghols musulmans). Le renouveau hindou et sa principale incarnation, le BJP, sont donc d'abord un phénomène réactionnaire, extrémiste, et non fondamentaliste : il ne cherche pas à revenir aux fondements d'une religion qui, par nature, est multiple et anti-dogmatique.

Le cri de guerre du BJP et des multiples organisations satellites plus radicales que lui qu'il tente de contrôler, est de rendre leur « fierté bafouée » aux hindous, de restaurer les « droits de la majorité ». Ce discours a éveillé un formidable écho parce que, dans une Inde influencée depuis plus de quarante ans par la philosophie consensuelle de Nehru, qui interdisait – au nom de la paix « communautaire » – le prosélytisme hindou, le slogan du BJP en faveur de l'Induvya (l'idéologie hindoue), « libère » des forces considérables. C'est en cela que sa croisade contre le « pseudo-sécularisme » de Nehru et du Congrès est dangereuse.

Mélange de sectarisme, d'ultra-nationalisme, de xénophobie et de fanatisme religieux, le renouveau hindou repose sur une addition de phénomènes. La montée du fondamentalisme musulman (l'affaire Salman Rushdie) et la multiplication des séparatismes – des musulmans du Cachemire aux sikhs du Pendjab – expliquent en partie cette prise de conscience. Mais il y a autre chose : face aux errements de partis traditionnels minés par la corruption et dont les convictions semblent limitées à l'accomplissement du pouvoir, le BJP est apparu comme « propre », fruit d'une autre culture.

La croisade
de Rama

Dans les rassemblements monstres organisés par le parti du Lotus (symbole électoral du BJP), où l'on soufflait de la conque et l'on brandissait le trident de Shiva (symboles de l'hindouisme), il n'était pas rare de voir l'assistance arborer des badges proclamant : « Je suis fier de mon héritage culturel ». En ce sens, le BJP est un parti de l'ordre et – toutes proportions gardées – « post-faustiste » dans la mesure où il exprime un rejet de la politique traditionnelle. Il promet une « société organisée et ordonnée » – sa discipline interne est sans pareille – et vante sa capacité à

rétablir la « stabilité » dans un pays où la violence est endémique.

M. Advani a lancé la *Rath Yatra* (la marche du chariot de Rama) à l'occasion de la croisade d'Ayodhya (3). Jouant le rôle de caisse de résonance en faveur des thèses du BJP, cette marche a montré – par la multiplication des hauts parleurs dans son sillage – que le renouveau de l'hindouisme était un phénomène qui divisait la société indienne, faisant naître un sentiment hindou revanchard.

Le chef du BJP, entouré par des hommes-singes – l'armée d'Hannu-mani (4) – a parcouru le pays, mené sur un chariot qui ressemblait à s'y méprendre à celui de Rama. La « marche du chariot » avait été décidée en réaction à la polémique lancée par le premier ministre de l'époque, M. V. P. Singh – sur les recommandations de la commission Mandal, qui prévoyait de réserver des emplois pour les basses castes.

« Nous avons réalisé que ces propositions avaient pour effet de diviser les hindous. La question d'Ayodhya avait pour but de les réunifier », a reconnu M. Advani. Mouvement populaire soutenu par une partie des hautes castes, le BJP a peu à peu fait des adeptes dans les couches « éduquées ». Parti « moderne », il a promis des « transformations sociales et la justice sociale », se déclarant partisan d'une déregulation complète de l'économie.

Les intellectuels se sont inquiétés cependant de cette résurgence d'une droite « musclée ». Cette combinaison du communalisme et du nationalisme,

a estimé V.M. Tarkunde, est typiquement fasciste. Elle est comparable à la technique hitlérienne associant la notion de race aryenne avec le nationalisme allemand. La croisade du communalisme hindou ces dernières années est celle d'un fascisme naissant.

Il est vrai que le BJP a un visage de Janus : d'un côté, les « modèles », comme M. Advani et A.R. Vajpayee, de l'autre les organisations extrémistes – VHP, RSS, Bajrang Dal, Shiv Sena – entourées de groupes d'autodéfense, voire de véritables milices. M. Ashok Singhal, secrétaire général du VHP, parcourt ainsi l'Inde en affirmant qu'en vu des courbes des statistiques respectives des communautés musulmanes et hindoues, la seconde sera bientôt minoritaire. Cette échéance paraît improbable, peut-être M. Singhal aura-t-il plus de chance avec une autre de ses prophéties : « Bientôt, le drapeau safran (couleur de l'hindouisme) flottera sur le fort Rouge » de Delhi.

LAURENT ZECCHINI

(2) Le communalisme, expression typiquement indienne, est la manifestation de l'agressivité entre communautés religieuses.

(3) Ayodhya, « ville sainte » de l'hindouisme, a été marquée par, selon les hindous, la naissance de Rama, le fils d'un temple hindou. Les hindouistes exigent sa destruction.

(4) Dans l'épopée du *Ramayana*, Hanouman est le chef de l'armée des singes qui aide Rama à libérer son épouse Sita, enlevée par le démon Ravana.

PROCHE-ORIENT

KOWEÏT : malgré les mises en garde occidentales

Le tribunal d'exception
multiplie les condamnations à mort

En dépit des critiques adressées par des pays occidentaux, dont les États-Unis et la France, le tribunal d'exception koweïtien multiplie les condamnations à mort. En neuf jours, il a prononcé douze verdicts à la peine capitale, dont cinq par contumace.

Samedi 15 juin, le tribunal, jugeant les « collaborateurs », a prononcé sous occupation, a prononcé d'un coup sept condamnations à mort, dont six contre des journalistes, moins d'une semaine après les accusations d'Amnesty International, qui a qualifié les procès en cours d'« iniques ». Six des sept condamnés samedi étaient des journalistes poursuivis pour avoir travaillé pour *El Nida*, un journal de propagande irakienne diffusé au Koweït sous l'occupation. Des pleurs et des hurlements ont accueilli la lecture des sentences, qui comprenaient également des condamnations à des peines de prison pour dix autres journalistes.

Le président de la Cour, le juge Mohamed Ben Nafi, avait commencé par citer un verset du Coran, puis a indiqué que les individus jugés ne s'étaient pas rangés aux côtés du Koweït lorsque celui-ci « avait besoin d'eux ». Six des sept condamnés à mort l'ont été à partir d'informations apportées par une « source secrète », citée par un policier devant la Cour. Seule la septième personne, une journaliste koweïtienne, Ibtisam El Doukhal, a été condamnée à partir de témoignages. La plupart des prévenus avaient affirmé au cours de l'audience qu'ils avaient été contraints de force par les troupes irakiennes de travailler pour *El Nida*.

Abdel Rahman el Hussein, jordanien, a assuré qu'il évitait d'écrire sur des sujets politiques. Il s'était consacré à une série d'arti-

cles intitulés : « Mesdames, comment élever vos enfants. » Il a été condamné à mort. Un Palestinien, Fawaz Mohamed Bassou, a pour sa part affirmé qu'il s'occupait uniquement de publicité.

Quant à Oussama Abdallah Hussein, un autre Jordanien, il a été accusé de s'être consacré à mettre la dernière touche au portrait de Saddam Hussein publié quotidiennement à la « une » du journal. Tous deux ont également été condamnés à la peine capitale. (AFP)

LIBAN

Le Parti radical français a déplacé
son « université de printemps » à Beyrouth

BEYROUTH

de notre correspondant

Le Parti radical français a organisé, les 14 et 15 juin au Liban, son « université de printemps », deuxième séminaire du genre hors de France, en application de sa décision d'aller sur le terrain chaque année pour étudier les problèmes propres à un pays. Ouvrant les travaux, le président du parti, M. Yves Galland, a souligné que « les radicaux sont conscients qu'il faut aller là où l'actualité fait l'histoire du siècle et où notre pays doit se sentir impliqué ». Du côté libanais, ministres, hommes politiques, hommes d'affaires, économistes et syndicalistes, de tous bords, se sont employés, pour la plupart, à démontrer que le pacte de Taëf et le traité avec la Syrie étaient, pour le Liban,

l'unique voie praticable quels qu'en fussent les aléas. Les radicaux français n'en ont pas moins maintenu leurs réserves et leurs réticences, comme l'a déclaré M. Didier Bariani : « J'aurais voulu partager votre optimisme mais je ne le peux. Certes le retour à la vie normale valait bien des sacrifices mais je ne pourrais accepter que le rêve du président Assad soit devenu réalité ».

Le vice-président du parti, M. Nordman, a placé sur un même plan les occupations israéliennes et syriennes et s'est demandé : « Le traité syro-libanais laisse-t-il aux Libanais la chance de faire la paix avec Israël ou bien vous êtes-vous laissé enfermer dans ce traité ? » Plus que les débats c'est cependant le fait même que de telles assises aient lieu au Liban qui, ici, a retenu l'attention.

LUCIEN GEORGE

IRAK

Des milliers de Kurdes ont manifesté
contre le retrait américain de Dohouk

Pour protester contre le retrait des soldats américains de la ville, des milliers de Kurdes ont défilé dimanche 16 juin à Dohouk, dans le nord de l'Irak. Les manifestants se sont dirigés vers les bureaux du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, où est basé un petit contingent de gardes de l'ONU.

Les Kurdes affirment que ces gardes ne sont pas en mesure de les protéger contre une éventuelle infiltration d'agents de la police secrète irakienne et ils réclament le rétablissement d'une présence

militaire américaine. Les derniers soldats américains ont quitté Dohouk samedi. Faute de fonds, les Nations unies n'ont dépêché dans la ville que trente-sept des cinq cents gardes qu'elles comptent y déployer. Des *peschmergas* (combattants kurdes) conduisaient le cortège de quelque quinze mille manifestants, selon les estimations d'un témoin.

Dans l'entourage de l'armée américaine, on estime que le régime de Bagdad est moins susceptible de s'en prendre aux Kurdes dans le secteur de Dohouk que dans le zone de sécurité alliée.

Les Kurdes souhaitent que les alliés restent jusqu'à la conclusion d'un accord d'autonomie avec Bagdad. Un porte-parole de la rébellion kurde a déclaré dimanche qu'un accord définitif pourrait être atteint d'ici une semaine. Cependant, les points de vue à ce sujet semblent différer entre M. Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et M. Jalal Talabani, le chef du l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ce dernier a déclaré la semaine dernière que les pourparlers entamés à la mi-avril à Bagdad étaient dans l'impasse.

Dans un « message au peuple kurde », M. Barzani affirme pour sa part que, « bientôt », un événement « historique » se produira. Selon le bureau du PDK à Téhéran, il aurait dépêché récemment une mission auprès de M. Talabani, pour lui présenter l'état des négociations et lui demander de venir signer à Bagdad l'accord final avec les autorités irakiennes. (AFP, Reuters)

L'offensive de

Le 17 juin, le régime de Hama a lancé une offensive contre les rebelles. Les forces gouvernementales ont avancé dans la région de Hama, où les rebelles ont installé une base importante. Les combats ont été intenses, avec de nombreux blessés des deux côtés.

M. Joseph pour l'intégration

Le 17 juin, le régime de Hama a lancé une offensive contre les rebelles. Les forces gouvernementales ont avancé dans la région de Hama, où les rebelles ont installé une base importante. Les combats ont été intenses, avec de nombreux blessés des deux côtés.

M. Joseph pour l'intégration

Le 17 juin, le régime de Hama a lancé une offensive contre les rebelles. Les forces gouvernementales ont avancé dans la région de Hama, où les rebelles ont installé une base importante. Les combats ont été intenses, avec de nombreux blessés des deux côtés.

M. Joseph pour l'intégration

Le 17 juin, le régime de Hama a lancé une offensive contre les rebelles. Les forces gouvernementales ont avancé dans la région de Hama, où les rebelles ont installé une base importante. Les combats ont été intenses, avec de nombreux blessés des deux côtés.

M. Joseph pour l'intégration

مكتبة الجليل

POLITIQUE

Le Monde • Mardi 18 juin 1991 9

L'offensive de l'opposition contre la politique du gouvernement de M^{me} Cresson

La première motion de censure déposée par l'opposition contre le gouvernement de M^{me} Cresson, devait être débattue lundi 17 juin à l'Assemblée nationale. Les députés communistes ayant décidé de ne pas la voter, le gouvernement ne courait aucun risque.

L'opposition RPR-UDF cherchait surtout par cette initiative à manifester son union. Les critiques des partis de droite contre la politique de M^{me} Cresson se font plus vives et plus convergentes. Après les drames de Mantes-la-Jolie, tous les chefs de file du RPR

et de l'UDF qui ont pris la parole samedi et dimanche ont prôné une politique d'immigration mieux contrôlée et demandé une sévérité accrue à l'égard des casseurs qui, selon M. Pasqua, sont de « la génération Mitterrand ».

de l'intérieur, a voulu apaiser la police en lui donnant des consignes de fermeté au cours de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1.

Après la mise au point des procédures concernant la désignation de ses candidats pour les prochaines élections, l'opposition veut montrer qu'elle est en ordre de bataille pour un éventuel retour au pouvoir.

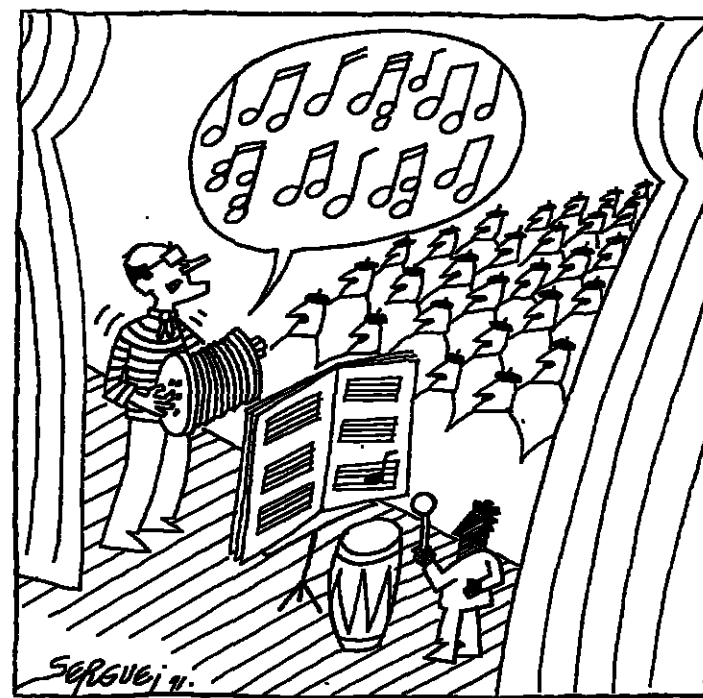
M. Jacques Chirac plaide pour l'intégration et l'« identité française »

Le RPR a présenté, dimanche 16 juin au Zénith à Paris, devant quatre mille personnes, les grandes lignes de son projet politique en cours d'élaboration. M. Jacques Chirac, président du RPR, a été vigoureusement applaudi par un auditoire satisfait d'entendre un discours ferme, sinon musclé, sur l'immigration.

La salle du Zénith était aux trois quarts pleine, dimanche 16 juin, quand M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a donné le coup d'envoi de « l'état du Rassemblement ». Quatre jours après la ratification par le bureau politique de l'UDF de la Charte pour les primaires à la française qui mettront peut-être aux prises MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing dans le cadre de la prochaine élection présidentielle, cette démonstration du RPR avait valeur de clin d'œil en direction de l'UDF, dont il ne fut à aucun moment question tout au long de l'après-midi.

Il s'agissait, également, d'une réunion célébrant l'unité retrouvée d'une famille, celle des « compagnons », selon la terminologie utilisée par ceux qui se réclament du gaullisme. Les quatre mille personnes présentes, déstabilisées par les propos constants de M. Jean-Marie Le Pen sur l'immigration, l'ont compris comme cela. Même si cette manifestation avait été conçue dans « un esprit d'écoute et d'ouverture sur la société française d'aujourd'hui », les auditeurs, qui semblaient vouloir être rassurés, ont incontestablement apprécié le ton ferme du président du RPR.

D'emblée, M. Alain Juppé a donné la ligne : « Cessons de nous flageller, a dit le secrétaire général. Cessons de braquer le projecteur sur nos faiblesses et nos divisions. Ayons confiance en nous pour donner confiance aux Français. Le temps n'est plus aux larmes d'âme, il va être aux états de service. » Fort de cette feuille de route préemptoire, M. Juppé a indiqué la direction du champ de bataille en déclarant : « Qui mieux que les gaullistes rassemblés autour de Jacques Chirac peut entraîner les Français ? Avant que le maître de Paris ne tente d'en persuader les « compagnons », cinq dirigeants du RPR ont fait un court exposé sur l'éducation, sur l'emploi, sur la



promotion sociale, sur l'intégration et sur le cadre de vie. Des « grands rémois », pour la plupart extérieurs au RPR, étaient présents sur le plateau où furent projetés sur deux écrans vidéo.

La France « disloquée »

M. Philippe Méry, écrivain, a affirmé, sous les applaudissements, que « l'école de la République n'est plus celle de la République mais celle des sociaux-communistes », après avoir affirmé que la situation de l'éducation nationale est « pourrie depuis trente ans ». M. Alain Minc, économiste, s'est inquiété des projets du RPR pour « briser le chômage de longue durée ». M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, voulait en savoir plus sur la revalorisation de « l'image du syndicalisme » et sur « l'avenir de la protection sociale ».

Au premier, M. Philippe Séguin, ancien ministre, a répondu que « la crise de l'éducation nationale est une crise d'efficacité ». Du deuxième, M. Charles Pasqua, ancien ministre, a remarqué qu'il était « dynamique et intelligent », au point d'être « de moins en

moins socialiste ». « Jamais les Français n'ont été aussi divisés, jamais la France n'a été aussi déchirée. Ce n'est pas la France, c'est la France disloquée. Voilà le résultat de dix ans de Mitterrand », a déploré le président du groupe RPR du Sénat. Avec le troisième, M. Edouard Balladur, ancien ministre, a souhaité « poursuivre le dialogue dans les jours qui viennent ».

Après une rapide pause musicale assurée par le groupe Image, la réunion est entrée dans une phase plus rugueuse à propos de l'immigration. Le public a vibré, montrant parfois une certaine intolérance. Il n'a pas pris le « biter » contre M. Pierre Patrick Kaltenbach, ancien membre de la commission du code de la nationalité et ancien président du Fonds d'action sociale, quand celui-ci a imaginé la ville de Marseille dirigée par une jeune femme issue de l'immigration maghrébine, et il a surtout applaudi M. Arzelé. D'autant que le président du Front National s'est prononcé pour la fermeture des frontières et contre le droit de vote des immigrés. L'auditoire préférait entendre des formules musclées. De celles qui

ont déjà fait dire au premier ministre, M^{me} Edith Cresson, la semaine dernière à l'Assemblée nationale, qu'elle croit entendre M. Le Pen en écoutant M. Chirac. Au milieu d'elles, pourtant, le maire de Paris a glissé quelques phrases sur l'ouverture d'esprit et sur l'intégration dans un discours dont les quatre mots-clés étaient « peuple, liberté, justice, France ».

Intégration et rigueur

« Nous sommes un rassemblement, et nous avons vocation à rassembler bien au-delà de nous-mêmes, a lancé l'ancien premier ministre. Nous le ferons en étant ouverts à la discussion et fermes dans nos convictions. C'est la seule manière de triompher du scepticisme ambiant où se diluent énergies et volontés. » « Nous sommes un vieux pays qui a intégré, au fil des générations, bien des étrangers venus chercher sur notre sol liberté ou subsistance. L'intégration fait partie de nos traditions », a proclamé M. Chirac, en ajoutant : « Mais elle a ses limites. Le corollaire d'une intégration réussie, c'est la rigueur. » Cette rigueur, le président du RPR veut la voir appliquée aux « faux réfugiés politiques » et aux « clandestins ». Et, sous les ovations, il a promis « l'ouverture du débat sur la limitation aux seuls citoyens français des avantages sociaux qui ne sont pas la contrepartie d'une cotisation ».

La foule a scandé son nom quand, en conclusion, M. Chirac a déclaré : « Au cours des trois dernières années, il n'a été question en France que d'identités culturelles, religieuses, raciales à préserver, et jamais d'une identité française à vivre et à construire ensemble. Le résultat, c'est la juxtaposition de communautés, l'éclatement de notre pays en clans et en chapelles. Et français, c'est se sentir français et se vouloir français. C'est adhérer, quelle que soit son histoire personnelle, à une civilisation, à une culture, c'est se sentir concerné par le devenir de la nation, c'est reconnaître la France pour patrie, avec, naturellement, les droits qui cela comporte et les devoirs que cela implique. »

OLIVIER BIFFAUD

M. Millon invite la droite à éviter le piège du « ringardisme »

« L'Etat se laisse conduire par les événements, les révoltes, les émeutes. Le gouvernement est devenu spectateur des plans d'urgence », a affirmé M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, dimanche 16 juin au « Grand-Jury RTL-Le Monde ».

A propos de « la crise des banlieues » et de l'immigration, M. Millon a proposé deux mesures : la vente des appartements à leurs occupants selon la valeur des emprunts qu'il reste à rembourser et l'exonération de tout impôt pendant cinq ans pour les commerçants et artisans qui viendraient s'installer au rez-de-chaussée des immeubles. « L'immigration clandestine est en train de jouer contre les immigrés qui cherchent à s'intégrer », a ajouté M. Millon, en préconisant dans ce domaine une politique de rigueur. « Il faut revoir la réglementation sur le regroupement familial pour la rendre plus stricte et plus conforme à notre droit. (...) A l'instar de ce qui se fait pour le permis de construire, je propose que si le demandeur de droit d'asile n'a pas reçu de réponse dans les quinze jours, il ne soit pas agréé comme réfugié », a-t-il indiqué.

Estimant que l'institution de primaires au sein de l'opposition pour l'élection présidentielle allait constituer un « immense avantage », celui d'évincer quelques personnes jusqu'en 1995, le président du groupe UDF a encore affirmé : « Les Français se font totalement de savoir si M. Dupont ou M. Durand se préparent à être candidats à l'élection présidentielle. Ils veulent des réponses concrètes sur les problèmes du chômage, de l'éducation, de la désertification rurale, de la santé. Si l'opposition veut redevenir vraiment crédible, qu'elle donne des réponses pas seulement dans les discours, mais dans les faits. Si tous les élus de l'opposition agissent ainsi, ce sera un raz de marée, parce que les socialistes ont échoué et continuent à échouer. M^{me} Cresson, qui avait été nommée, paraît-il, pour créer un électrochoc politique, provoque un choc fiscal et encaisse un contre-choc social. Elle est déjà KO. (...) Les socialistes ont durci leur discours, et ils espèrent que l'opposition fera de même et tombera dans le ringardisme. L'espère que nous ne tomberons pas dans ce piège. »

Trois écueils

par André Passeron

M. MITTERRAND, qui souhaitait que s'établisse dans le pays un « dialogue fructueux », ne devrait être ni surpris ni mécontent d'entendre les responsables de l'opposition adopter un ton qui répond à cette attitude. Jugeant l'écueil à la parole des opposants ont utilisé la seule arme parlementaire dont ils disposent en déposant une motion de censure contre le gouvernement qui devait être débattue lundi 17 juin. Sans aucune illusion, puisque les communistes ne la voteront pas.

Mais l'objet de cette manifestation platonique, puisque sans conséquences pratiques, est cependant d'établir une double démonstration chiffrée : montrer que la coalition socialo-communiste, objet de tous les anathèmes pendant le V^e République jusqu'en 1984, s'est reconstruite ; démontrer aussi que l'union de l'opposition, déjà exprimée lors d'une motion de censure contre le gouvernement Rocard en novembre dernier, s'est solidifiée. M^{me} Cresson fera donc les frais - verbaux - de cette double union antagoniste ainsi reconstruite.

Qu'il s'agisse de M. Charles Pasqua au « Club de la presse Europe 1-Libération », de M. Charles Millon, président du groupe UDF au « Grand Jury RTL-Le Monde » ou des censeurs RPR à l'Est du rassemblement, tous ont, d'une même voix, dans leurs discours dominicaux, dénoncé la nouvelle « Union de la gauche » et exploité leur nouvelle force unie, gage, assurent-ils, de leurs prochains succès électoraux.

Par la grâce de M^{me} Cresson ou plutôt de par la volonté de M. Mitterrand, la torpille des discours des opposants a en effet changé. Ces

derniers affichent une vigueur nouvelle qui contraste avec les langages des toutes dernières années. Le vœu du président de la République est comblé puisque désormais chaque camp est bel et bien en campagne électorale si l'on en juge par la sévérité des réquisitoires dressés de part et d'autre. Mais l'opposition doit maintenant éviter de jouer un simple remake de ses combats passés et pas toujours victorieux. Elle doit adapter son comportement à l'évolution de la société et ne pas se cantonner dans une critique négative. Chacun en est bien conscient et s'est efforcé de le montrer.

Comme l'a notamment dit M. Charles Millon, trois dangers menacent l'opposition. Qu'elle apparaisse tout d'abord comme une coalition aussi « ringarde » que l'est, selon lui, la « nouvelle alliance » socialiste et des communistes ; qu'elle s'exprime en termes de décisions statutaires, leur organisation interne se réglementent, leur volonté s'affaiblit et leur programme s'élabore. Il leur reste à chasser le scepticisme et à convaincre une majorité, ce qui est l'essentiel, mais qui n'est pas forcément le plus facile.

M. Le Pen attaque M. Chirac à propos de l'immigration. - A l'occasion de la fête du Cercle national des combattants (CNC), dimanche 16 juin, à Neuilly-sur-Seine (Cher), M. Jean-Marie Le Pen a déclaré qu'il avait « failli avoir les bras arrachés du corps » en entendant M. Jacques Chirac s'alarmer, à l'Assemblée nationale, de la situation de l'immigration en France. Le président du Front national a également accusé certains responsables de l'UDF et du RPR « d'aller à l'électeur comme d'autres vont au taureau ».

Selon M. Séguin, M. Balladur ferait « un excellent premier ministre ». - M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, invité dimanche 16 juin du « Forum RMC » a estimé que M. Mitterrand cherchait actuellement « à radicaliser l'affrontement politique de manière un peu artificielle afin de redonner confiance aux électeurs socialistes ». Il a noté que M. Edouard Balladur ferait « un excellent premier ministre » et que pour les « primaires » de l'opposition, « incontestablement Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac sont les mieux placés ».

La France s'énervé

Suite de la première page

Que des policiers nient pu, sans être sanctionnés, tourner le dos au premier ministre, n'est une bonne chose pour personne, pas même pour M. Pasqua qui ne manque pas une occasion de se rappeler au bon souvenir de cette police qu'il se flatte, quoi qu'il arrive, de « soutenir ».

Les corporatismes de toutes sortes sont également au rendez-vous de cette France énervée. Les derniers en date à se manifester ont été les professions libérales de santé, auxquelles l'Etat garantit pourtant la solvabilité de leur clientèle, et qui entendent néanmoins pouvoir continuer d'abuser, au besoin, de cette rente de situation. Le relais devrait être pris - mais cette fois avec des motifs plus sérieux - par certaines catégories de personnels et médecins hospitaliers, tandis que le ministre de l'Agriculture s'inquiète, lui, à bon droit, de l'état de nos campagnes et craint pour leur tranquillité, compte tenu notamment de l'évolution des prix de la viande bovine.

Quant aux salariés ils ont, en la circonstance, une bonne raison de méditer sur l'adéquation entre les discours et les actes : M. Rocard prétendait gouverner au centre, alors qu'il a gouverné avec le centre mais à gauche, en pratiquant une politique largement redistributive. M^{me} Cresson, qui est censée gouverner à gauche, agit certes avec l'appui du Parti communiste, mais avec les recettes de la droite : au 0,4 %

de hausse de la CSG, frappant tous les revenus, elle a préféré le 0,9 % de cotisation de l'assurance-maladie à destination des seuls salariés. Il n'en fallait pas plus à la CGT, qui appelle, le 20 juin, à une journée nationale d'action.

Vaut-il d'autres signes ? A-t-on déjà oublié l'état d'inquiétude, et d'esprit, des magistrats ? Dans cette France à cran, il suffit de dire « Livre blanc sur les retraites » pour que la réponse soit : « Grève ! ». Il suffit que telle ou telle banlieue s'enflamme pour que tout le monde craigne une explosion généralisée.

Concentration électorale

Une telle perspective était jusqu'à présent contrariée par le morcellement des problèmes sous le double effet de la décentralisation et de la désidéologisation. Tel était, au reste, le secret de la méthode Rocard. En renvoyant les sujets de mécontentement à la base, en faisant d'eux des enjeux concrets de la vie quotidienne, en enfermant même chaque sujet dans sa propre complexité et sa technicité, M. Rocard leur était tout caractère explosif.

D'autre part, la relativisation, pour ne pas dire le dédain, de la politique est telle qu'elle prive par avance de débouché toute tentative de transformer des révoltes partielles en contestation globale.

Le politique, précisément, redonne lui-même un facteur, qui n'est peut-être que conjoncturel, de nervosité. Tout simplement parce qu'à une période (bénie) de trois ans sans élections succède une phase où, en quatre ans, vont prendre place cinq scrutins parmi lesquels des élections législatives et une élection présidentielle. Autant dire des enjeux majeurs.

Cette concentration électorale fait office de chiffon rouge. Elle relègue aux oubliettes la pacification politique qui avait marqué le début du second septennat de M. Mitterrand. Ce dernier, d'ailleurs, recherche un climat bipolaire, souhaite réédifier le débat public et retrouver des ennemis pour mobiliser les siens. Aussi M^{me} Cresson est-elle vouée à la simplification. C'est pourquoi elle a opposé à l'intervention de M. Chirac à l'Assemblée nationale une réaction disproportionnée en assimilant le président du RPR à celui du Front national. Il est vrai que ce n'est pas la première fois que l'on voit l'Elysée faire de M. Chirac son adversaire favori.

L'opposition, de son côté, a également intérêt à l'énervement général, d'une part pour stopper la dérive du centre vers la gauche, et d'autre part pour endiguer les tentations qui pourraient conduire certains à rejoindre l'extrême droite.

Le jeu et l'enjeu

Le second facteur d'énervement réside dans la distance qui sépare le jeu auquel se livrent les acteurs politiques et l'enjeu social, entre le comportement présidentiel et les attentes de l'opinion. La France est face à de grands problèmes structurels ; ses responsables ne lui proposent aucun discours structurant. Le résultat est une impatience, une

demande de plus en plus pressante adressée aux politiques pour qu'ils changent de comportement.

Le jeu, on le voit bien, continue d'être largement dicté par des considérations tactiques - diviser la droite et faire porter le chapeau à Michel Rocard pour s'en tenir à celui du premier responsable du pays. Les enjeux concernent au moins les deux angos collectives qui dominent la vie publique et qui touchent aux thèmes sécuritaires et identitaires.

Le sentiment et la réalité de l'insécurité ne sont pas limités à telle ou telle banlieue, mais touchent les retraités, inquiets du débat qui s'engage, l'immense cohorte des parents d'élèves, au vu des dégâts de l'échec scolaire, les actifs, au vu des chiffres du chômage, etc. Le vertige identitaire se nourrit de la conjonction de l'ouverture du grand marché européen (avec ce qu'elle implique en matière de libre circulation des personnes, donc, indifféremment, des « autres ») et de la polarisation des esprits sur l'immigration. La Gaulle serait menacée de dilution dans l'Europe et de disparition sous la vague déferlante des « communautés » immigrées.

L'impatience et la nervosité qui résultent de ce catalogue des maux français doivent pouvoir être canalisées et combattues : elles traduisent une exigence de régulation, une demande d'efficacité, qui continuent aujourd'hui d'être adressées au président, mais qui pourraient bien, à brève échéance, s'il n'y prend garde, se traduire par une aspiration majoritaire à leur revenir un Etat de droite, dur.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Presses de la
Fondation nationale
des Sciences Politiques

Mots
Laïc
Laïque
Laïcité

Numéro coordonné par
E. Balibar, S. Bonafant
et P. Fiala

n° 27, juin 1991
128 p. 80 F

27, RUE SAINT-GUILLAUME
PARIS 7^e - TEL. 45.49.80.21

POLITIQUE

Les relations PS-PCF

« Parler de rapprochement avec le gouvernement est prématuré »

déclare M. Charles Fiterman

M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, chef de file des « refondateurs », qui participait, dimanche 16 juin, à Argelès-sur-mer, à la fête du Travailleur catalan, organe de la fédération communiste des Pyrénées-orientales, a estimé, à propos de la rencontre du 6 juin entre M. Georges Marchais et M. Pierre Mauroy, que « le terme de rapprochement entre le gouvernement et le Parti communiste est prématuré ». L'ancien ministre a souligné : « On note simplement un changement de discours gouvernemental. Le Parti communiste est disponible pour favoriser toute avancée politique, mais si les inflexions de ce discours n'ont pas suivi de mesures concrètes et rapides cela pourrait avoir des conséquences politiques graves ».

M. Pierre Zarka, membre du secrétariat du comité central, qui participait, pour sa part, à une fête de la fédération du Rhône, a indiqué : « Nous ne recommençons pas 1981. (...) Malgré les coups qu'il lui a portés et moins d'un an après avoir annoncé sa mort, le PS est amené à reconnaître l'existence du Parti communiste, qu'il n'y a pas de changement à gauche sans le PCF, que celui-ci a changé en tenant compte de notre époque : c'est la reconnaissance également que le PCF est indépendant et soutient l'union des forces de gauche pour une politique de gauche ».

L'humanité a réagi, d'autre part, samedi 15 janvier, à un éditorial de Georges Montaron, dans

lequel le directeur de *Témoignage chrétien*, membre du groupe des trente-deux premiers signataires du manifeste « Refondations », estimait, après le colloque des 7 et 8 juin, qu'un « label Refondations » pourrait être octroyé à certains candidats de gauche, aux prochaines élections, afin de permettre aux citoyens « de reconnaître ceux qui sont décidés à rompre avec des maux politiques dépassés ». « Lors de la rencontre de La Villette, où il ne fut aucunement question d'un tel prolongement, il nous a semblé entendre que « Refondations » n'est pas une machine de guerre contre les partis existants, a noté le quotidien du PCF sous la plume de Marc Blachère. Si le commentaire de Georges Montaron relevait d'une orientation engageant les promoteurs de cette manifestation, cela contredirait les propos publiquement tenus à La Villette. Une telle démarche ne pourrait qu'affaiblir les forces qui affirment vouloir appuyer le mouvement populaire et promouvoir une autre façon de pratiquer la politique ».

□ Lutte ouvrière et « Refondations ». — Dans son hebdomadaire du 14 juin, *Lutte ouvrière* estime, à propos de la rencontre « Refondations », qui a rassemblé les 7 et 8 juin, à Paris, des refondateurs communistes et des dirigeants socialistes, que « ce rassemblement a pris l'allure politique que l'on pouvait prévoir ». « Même si cette nébuleuse prenait corps, elle ne peut en aucune façon incarner ni les espoirs ni les intérêts de ceux qui veulent lutter contre le système capitaliste », ajoute *Lutte ouvrière*.

SCIENCES-PO

ADMISSION EN A.P.

- stage intensif d'été
- stage de pré-rentree
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP

enseignement privé supérieur
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30



BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731

Domaines du Château de Beaune

92 hectares dont 71 hectares de vignes et 21 hectares de forêts

Bouchard Père & Fils au Château de Beaune

Boulevard de la République 75001 Paris

Tél. 01-42-34-41-41 • Téléc. Bouchard 330330F

Trois élections cantonales partielles

AIN : canton de Thoiry (1^{er} tour). Inscr. : 7 376 ; vot. : 3 083 ; abst. : 58,21 % ; suffr. expr. : 2 991. MM. Pierre Montagnier, div. d., m. de Saint-Denis-sur-Chalaronne, 1 018 voix (34,03 %) ; François Chavent, UDF, 869 (29,04 %) ; René Dampin, RPR, 742 (24,90 %) ; Jacques David, PC, 194 (6,48 %) ; Henri Durand, div. d., 168 (5,61 %). Il y a ballottage.

Le scrutin, destiné à pourvoir au remplacement de François Bastide, UDF, récemment décédé, outre qu'il a mobilisé moins de 40 % des électeurs, marque un revers pour les formations politiques. Le Parti socialiste n'avait pas réussi à présenter de candidat ; MM. René Dampin et François Chavent, les candidats officiels du RPR et de l'UDF, ont été devancés par le maire de Saint-Denis-sur-Chalaronne, M. Pierre Montagnier (div. d.), membre du CDS. Seul, M. Jacques David, ancien candidat de gauche, réussit à améliorer, avec 6,48 %, le score obtenu par le Parti communiste en 1985 (4,04 %).

L'issue du second tour dépendra d'une éventuelle entente entre l'UDF et le RPR et plus particulièrement de l'attitude de M. Dampin. Ayant rallié plus de 10 % des inscrits, le candidat du RPR a la possibilité de se maintenir, mais seul son désistement pourrait permettre à M. Chavent de coller M. Montagnier sur le 2^e et à l'UDF officielle de conserver son siège.

Conséquence générale depuis 1979, François Bastide avait été réélu au premier tour des cantons de mars 1985 avec 2 722 voix (65,60 %) contre 695 (16,75 %) à M. Bernard Bion, PS, 564 (13,59 %) à M. Jean-François Laurenceau, Front national, et 168 (4,04 %) à M. Olivier Bled, PC, sur 6 892 inscrits, 4 295 votants (soit 57,68 % d'abstention) et 4 149 suffrages exprimés.

ALPES-MARITIMES : canton de Levens (1^{er} tour).

Inscr. : 10 410 ; vot. : 6 747 ; abst. : 35,18 % ; suffr. expr. : 6 576. MM. Alain Frère, RPR, m. de Tourrette-Levens, 2 966 voix (45,10 %) ; Jean-François Spinelli, div. d., m. de Castagniers, 1 830 (27,82 %) ; Michel Malançon, PC, m. de Saint-Martin-du-Var, 812 (12,34 %) ; Jean-Claude Celis, PS, 538 (8,13 %) ; Jean Théry, Front national, cons. mun. de Colomars, 430 (6,53 %). Il y a ballottage.

(Membre du RPR mais proche du Front national, M. Alain Frère, maire de Tourrette-Levens depuis 1983, semble avoir obtenu la majorité absolue. Cette fois, il explique l'effacement du candidat de l'extrême droite, qui perd 789 voix et 11,4 points de pourcentage par rapport au scrutin de 1985. Il devance largement M. Spinelli, en faveur duquel avait pris position le fils de Joseph Raynaud, dont le décès rendait nécessaire cette partielle. M. Levesque-Raynaud, qui a succédé à son père comme maire de Levens le 13 avril dernier.

A gauche, le PC enregistre un recul (-343 voix et -4,65 points de pourcentage), moins important toutefois que le PS qui perd près de la moitié de ses suffrages (-519 voix et -7,37 points de pourcentage).

Le deuxième tour se limitera à un duel entre MM. Frère et Spinelli, tous les autres candidats étant éliminés. Décidé le 22 mars (*Le Monde* du 24-25 mars), Joseph Raynaud (UDF) élu sénateur, conseiller général depuis 1934, avait été réélu au second tour des cantons de mars 1985 avec 3 942 voix (57,85 %) contre 1 944 (28,52 %) à M. Michel Malançon, PC, et 928 (13,61 %) à M. Jean-Louis Dufour, Front national, sur 9 057 inscrits, 7 114 votants (soit 78,55 %) et 6 814 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. : 9 460 ; vot. : 7 085 ; abst. : 25,10 % ; suffr. expr. : 6 795 ; Joseph Raynaud, 3 646 voix (49,50 %) ; M. Dufour, 1 219 (17,93 %) ; Malançon, 1 155 (16,99 %) ; Pierre Albright, PS, 1 057 (15,55 %).

INDRE : canton de Vatan (2^e tour). Inscr. : 3 690 ; vot. : 2 548 ; abst. : 30,94 % ; suffr. expr. : 2 567. M. Yves Fournier, div. d., m. de Vatan, 1 387 voix (53,59 %) ; ELU : M. Claude Charbonnier, PS, 980 (41,40 %).

(Cette élection partielle était organisée à la suite de la démission pour raison de santé de M. Francis Lerasseur, UDF, ancien député de France en Roumanie, soutenu par M. Daniel Bernadet (UDF), président de l'Assemblée départementale de l'Indre. M. Fournier ne fait pas partie des candidats au second tour de 1985. Son adversaire socialiste s'adresse au second tour le total des voix de gauche du premier : 1 433 voix et 5,81 points de pourcentage, alors que le nombre des suffrages exprimés a augmenté de quinze fois d'un tour à l'autre.

M. Lerasseur avait été réélu au second tour des élections de 1983 sur 3 690 inscrits (69,61 %) contre 619 (30,38 %) à M. Pierre Rousseau, div. d., sur 3 037 suffrages exprimés, 2 393 votants (soit 36,56 % d'abstention) et 3 790 suffrages exprimés.

Les suivants : inscr. : 3 690 ; vot. : 2 456 ; abst. : 33,44 % ; suffr. expr. : 2 452. M. Yves Fournier, div. d., m. de Vatan, 983 voix (39,98 %) ; M. Claude Charbonnier, PS, 595 (25,29 %) ; MM. Daniel Ferragut, div. d., 293 (16,70 %) ; René Lecomte, PC, 242 (10,28 %) ; Hugues Diéler, Front national, 110 (4,63 %) ; Michel Devaux, div. d., 109 (4,63 %).

A Ajaccio

Succès pour les nationalistes hostiles à la loi Joxe

BASTIA

de notre correspondant

Plus de cinq mille personnes (huit mille, selon les organisateurs) se sont rassemblées, samedi 15 juin, à Ajaccio, pour affirmer leur accord avec le slogan : « Corsica Nazione » (« La Corse est une Nation »). Ce succès marque un tournant politique dans la revendication insulaire, après le vote de la réforme des institutions de l'île au Parlement et l'annulation, par le Conseil constitutionnel, de la mention du « peuple corse » dans ce texte.

Pour les observateurs, cette manifestation était d'abord un test de l'unité et de la force des composantes de la famille nationaliste dans la perspective des élections régionales de mars 1992. C'était un test, aussi, du soutien implicite que ces organisations sont susceptibles d'apporter au FLNC — « canal historique », réputé être la tendance « dure » des clandestins, qui prône la « souveraineté du peuple corse ». La recomposition de la famille nationaliste paraît évidente, et l'éventualité d'un durcissement des actions armées ne semble plus provoquer d'écart d'âme chez les nationalistes présents à la manifestation.

Les organisateurs entendaient, aussi, démontrer que les revendications des nationalistes de A Cincolla avec leurs premiers dissidents de l'ANC (Accolta Nazionale Corsica) et avec les autonomistes de l'UPC, soutenus par les écologistes, par la majorité du Syndicat des travailleurs corses (STC) et par de nombreuses associations culturelles, pouvaient être une réponse stratégique aux divisions de la famille nationaliste. Le succès de la manifestation isole davantage les seuls nationalistes absents samedi : les adhérents du Mouvement pour l'autodétermination (MPA). Ce groupe, dissident de A Cincolla, avait favorisé le dialo-

gue avec les représentants de l'Etat pendant l'élaboration de la loi Joxe. Le MPA avait appelé à ne pas manifester le 15 juin, jugeant « trop réducteur » le mot d'ordre de « Corsica Nazione ».

La manifestation nationaliste avait été précédée, dans la nuit du 15 au 16 juin, par un attentat, non revendiqué, contre le monument commémoratif de la bataille de Ponte-Novo, perdue par l'armée corse face aux armées du roi de France en 1769. Ce lieu, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bastia, est considéré par les nationalistes comme symbolique de l'existence de la nation corse.

MICHEL CODACCIONI

□ Moins d'un tiers des Corses approuvent le nouveau statut. — Selon un sondage fait par *Hélicon Consultants* (1) pour la *Corse et Paris-Match*, qui en publie les résultats dans son numéro daté 20 juin, 29 % des personnes résidant en Corse estiment que le nouveau statut de l'île est « plutôt une bonne chose » ; 31 % d'autres « attendent pour juger » ; 9 % estiment que ce statut est « plutôt une mauvaise chose ». A propos du rejet par le Conseil constitutionnel de la notion de « peuple corse, composante du peuple français », 30 % approuvent cette décision, 29 % la désapprouvent, 30 % ne se prononcent pas. 13 % des personnes interrogées jugent que M. José Rossi, président du conseil général de la Corse-du-Sud, député (UDF-PR), rapporteur du nouveau statut à l'Assemblée nationale, est la personnalité qui « paraît la plus compétente pour présider le nouveau conseil exécutif de la Corse en mars 1992 ».

(1) Ce sondage a été réalisé par téléphone du 27 mai au 4 juin auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et de 100 résidents corses. Les résultats sont relatifs aux réponses des six cent six résidents qui ont déclaré être inscrits sur une liste électorale en Corse.

Une délégation de l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna à Paris

« Nous ne voulons pas être les oubliés de la République »

Une délégation de l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna, conduite par son président, M. Clovis Logologofolau, apparenté RPR, et accompagnée notamment du député local, M. Kamilo Gata, apparenté socialiste, a remis, jeudi 13 juin, au ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, au nom de tous les élus et des « forces vives » du territoire, le texte d'un « avant-projet de plan directeur de développement économique, social et culturel » de l'archipel. Sous des apparences banales, cette démarche consensuelle traduit l'existence d'un malaise croissant au sein de cette communauté de douze mille habitants (huit mille sur l'île de Wallis, quatre mille à Futuna, pour la plupart de souche polynésienne), située entre la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Comme tous les gens de Wallis et de Futuna, dont l'éducation est faite de civilisations coutumières héritées des usages polynésiens mais accentuées depuis le dix-neuvième siècle par l'influence des missions catholiques, le président de l'Assemblée territoriale, M. Clovis Logologofolau, et son premier secrétaire, M. Mikaelo Tauhavi, sont des hommes d'une grande plaidoirie. Ils n'ont jamais un mot plus haut que l'autre, et, en ce moment, à Paris, ils n'éprouvent pas le besoin de faire du tapage pour présenter le document de vingt-sept pages qu'ils viennent de remettre au ministre des DOM-TOM. Ils insistent simplement, à voix basse, sur le fait que cet « avant-projet de plan directeur de développement » a été élaboré en trois semaines par trois commissions et que son contenu a obtenu l'aval de toutes les tendances politiques « parce qu'il correspond aux besoins du territoire ».

Au premier abord, ce document ressemble aux catalogues revendicatifs dont sont friands

tous les notables de France et de Navarre lorsqu'il s'agit de solliciter l'aide de l'Etat. Il y est question de la nécessité de goudronner les routes, d'ouvrir des chemins, de réaliser des adductions d'eau, de tirer des lignes téléphoniques, d'allonger les pistes des aéroports, d'installer de nouveaux wharfs, de réaliser des équipements sportifs et culturels, de protéger l'environnement (en particulier la nappe phréatique), d'interdire la pêche à la dynamite, de développer l'agriculture, l'élevage, le tourisme, de créer des emplois, etc.

Quand on y lit, à propos des problèmes fonciers, que « la Wallis et la Futuna refusent de connaître la situation du Kanak de la Nouvelle-Calédonie obligé de revendiquer sa terre à coups de fusil après seulement cent cinquante ans d'occupation extérieure », on se dit que les auteurs de ce texte ont dû faire violence à leur aimable naturel pour oser une telle comparaison.

Image

Puis, au fur et à mesure que MM. Logologofolau et Tauhavi expliquent leur venue à Paris en s'épanchant sur les difficultés de la vie quotidienne de leur lointaine communauté, en exhibant d'autres dossiers, déjà présentés aux autorités parisiennes mais vus aux oubliettes de l'administration, on demande pourquoi les enfants de leurs écoles sont astreints à un concours d'entrée en sismique qui n'existe plus ailleurs, en essayant de comprendre pourquoi la population de leur territoire ne reçoit pas d'allocations familiales, on discerne bel et bien chez eux, sous la montée d'une vague d'émotion, l'esquisse d'un syndrome calédonien. Et il apparaît très vite que leur démarche, loin d'être ordinaire, s'apparente à une révolution, dans leur esprit, à un acte révolutionnaire et que le document en question revêt à leurs yeux l'importance d'un ultime cahier de doléances.

Ce qu'ils disent révèle en fait les profondes mutations de la

plus méconnue des communautés d'outre-mer, dont le métro ne retient généralement que l'image paradisiaque, jugée a priori exempte de risques politiques. Cela ne fait-il pas plus d'un siècle que la République cohabite harmonieusement avec les trois royaumes d'Uvée, d'Alo et de Sigavé qui perpétuent dans ces îles du bout du monde une organisation coutumière immémoriale ? Les électeurs de Wallis-et-Futuna ne sont-ils pas les plus légitimes des antipodes (1) ?

« Sanctionnés à cause de notre fidélité »

Ce qu'expriment aujourd'hui leurs représentants est néanmoins facile à résumer : à quoi sert d'être fidèle à la République si la République vous délaisse ? « Nous avons l'impression d'être les oubliés de la République », disent MM. Logologofolau et Tauhavi en s'excusant presque de paraitre iconoclastes. Pourquoi n'avons-nous pas les mêmes avantages que les autres territoires d'outre-mer ? Nous constatons que nous sommes moins bien traités que la Nouvelle-Calédonie et que la Polynésie, où il existe des délimitations de la présence française. Nous vivons en état d'assistance comme si nous étions arrivés. (...) On ne nous donne pas les moyens publics de nous développer malgré les multiples rapports officiels sur notre situation, et on nous empêche de créer un développement avec le secteur privé (...). Il faudrait que le préfet évolue dans le sens de l'intérêt du territoire (...). Maintenant, avec la télévision, on peut faire la différence avec ce qui est réalisé ailleurs (...). Nous avons l'impression que nous sommes sanctionnés à cause de notre fidélité à la France. Faut-il poser la question de notre appartenance à la France pour être mieux considérés ? Le Wallisien n'a pas de juste milieu : il est pacifique mais quand il sort de son pacifisme, ça cause des dégâts... Faut-il qu'il le fasse pour qu'on nous entende ? Il y a chez nous des hommes qui le

disent : faut-il tuer des gendarmes ? Le plan de développement que nous sommes venus présenter à Paris traduit la volonté de nous les élus unanimes et de tous les chefs coutumiers. Ce que nous attendons du gouvernement, c'est la reconnaissance des besoins du territoire ».

MM. Logologofolau et Tauhavi ont donné rendez-vous à M. Le Pen pour le mois de septembre. Ils veulent croire que d'ici là le ministre des DOM-TOM, soumis à de difficiles arbitrages budgétaires, aura convaincu les autres ministères concernés de consentir un effort particulier pour tous ceux qui attendent leur retour à Wallis-et-Futuna en espérant un peu plus de considération de la part de la République. Dimanche 16 juin, ils se déclareront satisfaits des « assurances » qui leur ont été prodiguées rue Oudinot.

Ils étaient moins de l'attitude de l'Hôtel Matignon. « Je voulais faire une visite de courtoisie au premier ministre mais on me renvoie vers un de ses conseillers, disait le président de l'Assemblée territoriale, en n'osant même pas espérer un geste de l'Elysée. En dix ans, le président de la République n'a reçu qu'une seule fois le président de l'Assemblée territoriale... » Son premier secrétaire ajoutait, dans un soupir : « Le président du FLNKS, qui n'est qu'un chef de parti, a été reçu le même samedi, lui, par M. Mitterrand et par M. Cresson... »

ALAIN ROLLAT

(1) Placé sous la protection de fait de la France depuis le milieu du dix-neuvième siècle (protectorat de droit interne depuis 1886 pour Wallis et Futuna), l'archipel a choisi, par référendum particulier, le 27 décembre 1959, d'être territoire de la République. Il est administrativement régi par le statut du 29 juillet 1961, qui respecte les pouvoirs des trois souverains coutumiers, le lavelu d'Uvée, l'ituaigallo d'Alo et le tamouval de Sigavé, chacun de ses rois étant assisté de plusieurs ministres. L'Assemblée territoriale, élue au suffrage universel, comprend vingt membres.

demain vos retraites ?

Le livre blanc sur les retraites

Au cœur de tous les débats, ce rapport officiel, livré ici dans son intégralité, propose les solutions pour garantir dans l'équité les retraites de demain. Un livre qui vous concerne tous !

Collection des rapports officiels.
238 p., 110 F.



MEDECINE PHARMACIE

stages de pré-rentree encadrement scientifique annuel

IPESUP

enseignement privé supérieur
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

SOCIÉTÉ

Après l'élection de M. Le Néouanic

Changement de tête sans changement de cap pour la FEN

M. Guy Le Néouanic est, depuis samedi 15 juin, le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) : il a remplacé M. Yannick Simbron, élu le 10 juin (le Monde daté 16-17 juin). M. Le Néouanic a immédiatement exprimé sa volonté d'« aller de l'avant » et de « passer aux actes » sur trois terrains en particulier : défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires, défense de la priorité, notamment budgétaire, à l'éducation nationale, enfin poursuite de la stratégie de restructuration interne de la FEN.

« On ne lave pas son linge sale en public, on fait cela en famille. » Cette remarque d'un responsable de la FEN, en février dernier au congrès de Clermont-Ferrand, était finalement prémonitrice. Quatre mois plus tard, la grande lessive de printemps est faite. Lundi 10 juin, était le bureau exécutif, c'est-à-dire la famille proche, composée exclusivement de barons de la majorité UID (Unité, indépendance et démocratie, proche des socialistes), qui « démissionnait » le secrétaire général, M. Yannick Simbron (le Monde du 12 juin). Samedi 15 juin, le bureau fédéral national rassemblait la famille élargie aux trois autres tendances de la FEN (Unité-action, Ecole émancipée et Autrement) pour entériner ce limogeage brutal et introniser le successeur : M. Guy Le Néouanic.

La question reste entière : à quoi rime cette révolution de palais ? Vouloir couper court aux rumeurs, le nouveau secrétaire général a immédiatement renforcé la perplexité : « L'équipe dirigeante est la même qu'hier. C'est celle qui a construit l'image de la FEN aujourd'hui. La FEN ne change pas. Mieux elle avance », a-t-il martelé, en se référant explicitement aux deux derniers congrès de La Rochelle (1988) et de Clermont-Ferrand (1991). Dans ces conditions, à quel bon changer de secrétaire général ?

La réponse officielle tient en deux mots. Entre M. Simbron et l'équipe dirigeante se sont peu à peu installées des « incompréhensions » et une crise de « confiance ». C'est peu dire, effectivement. Celui que l'on présentait volontiers, il y a quatre ans, comme « le Garbachev de la FEN », le rénovateur du syndicalisme enseignant, ne cachait plus, depuis quelques mois, qu'il se sentait « en liberté surveillée », à la fois contrôlé et tenu en laisse par les responsa-

o Trois personnes inculpées pour fraude aux examens à Lille. — Le parquet de Lille a inculpé, samedi 15 juin, trois personnes impliquées dans l'affaire des « fuites » de sujets d'histoire et de géographie du baccalauréat (le Monde daté 16-17 juin). Parmi elles, figurent un employé du Centre régional de documentation pédagogique (CRDP), chargé de traduire les sujets en braille, et une lycéenne qui aurait vendu les sujets. Une information judiciaire a été ouverte pour mesurer l'étendue de la fraude, et d'autres sujets seront proposés aux candidats des académies d'Amiens, Orléans, Lille, Rouen et Versailles. Les fraudeurs sont passibles du tribunal correctionnel.

ENVIRONNEMENT

La CEE adopte une directive contre la pollution d'origine agricole

BRUXELLES

de notre correspondant

Les Douze entendent progressivement limiter la pollution d'origine agricole et en particulier celle résultant de l'élevage intensif. Tel est le sens de la directive « nitrates » que les ministres de l'environnement de la CEE ont approuvée vendredi 14 juin à Luxembourg. Les contraintes qu'elle implique sont encore limitées, mais elles marquent clairement une orientation que les ministres de l'agriculture seront tenus de prendre en compte, lorsqu'ils débattront, l'été prochain, de la réforme de l'Europe verte.

La directive distingue trois étapes. Au cours des deux années qui suivront son adoption formelle (première étape), les États membres désigneront les « zones vulnérables », à savoir celles où la pollution dépasse déjà le seuil de 170 kg d'azote par hectare. En France, la partie ouest de la Bretagne sera visée, ainsi pro-

bles de sa propre majorité et en particulier du principal syndicat de la Fédération, celui des instituteurs. Cette défiance croissante de l'appareil syndical ne pouvait que renforcer, chez un homme qui ne méchait pas ses mots, la tentation de jouer en solo. Attitude suicidaire, dès lors qu'il ne disposait pas de troupes et de réseaux autonomes.

Les flottements de la stratégie

Mais, au-delà des problèmes de personne la crise actuelle traduit des difficultés plus profondes. Des trois grandes orientations stratégiques tracées depuis quelques années, aucune en effet n'est vraiment parvenue à convaincre. L'invitation à « travailler autrement », lancée au congrès de La Rochelle, avait brutalement pris à rebrousse-poil des enseignants peu préparés à une telle conversion. Faute d'avoir obtenu de M. Jospin, en 1988-1989, que cette rénovation soit associée à la « révolution » du métier d'enseignant, la direction de la FEN, M. Yannick Simbron en tête, s'est retrouvée en porte-à-faux.

De même, la stratégie de « reconstitution syndicale », lancée en janvier 1990 et visant des rapprochements avec les autres centrales « réformatrices » (CFDT, autonomes, FO), semble devenue une coquille vide, faute de partenaires disposés à s'engager dans l'aventure. « C'est un flop énorme », remarquent aujourd'hui avec aigreur certains responsables du SNJ, le Syndicat national des instituteurs.

Enfin la réforme des structures internes de la FEN est à l'ordre du jour depuis des mois. Son objectif est crucial : pour la majorité de la FEN, qui ne pourra plus, à terme, compter sur la seule force numérique des instituteurs, il s'agit en effet de redistribuer les cartes autour de plusieurs branches de métier et de limiter l'influence des tendances (en particulier Unité-Action, proche des communistes et majoritaire au SNES, syndicat des professeurs de lycée). Cette réforme de structure dépend de la tenue d'un congrès extraordinaire dont le principe a été voté à l'unanimité au récent congrès de Clermont-Ferrand et qui doit être précédé d'une consultation des adhérents.

Mais depuis quatre mois le débat n'a pas avancé. Ni la date de ce congrès ni les modalités et le contenu de la consultation — prévue initialement pour la rentrée de septembre — n'ont encore été sérieusement discutés et encore moins décidés par le conseil fédéral national de la FEN. A l'évidence, le grand chambardement que provoquerait une telle restructuration et les risques d'éclatement de la fédération n'inquiètent pas seulement les minoritaires de la FEN, mais suscitent des flottements au sein même de la majorité.

Passer aux actes

Ces erreurs d'appréciation depuis trois ans, ces affirmations éculées sans aucun doute l'affaiblissement général de la FEN, la perte d'audience de ses syndicats nationaux, mais aussi le recul sensible de sa majorité au dernier congrès de Clermont-Ferrand, où la tendance UID n'a pu rassembler que 54 % des suffrages, soit une chute de près de sept points, en trois ans. A l'évidence, M. Simbron a payé pour tout

cela. Mais, en faisant sauter le fusible du secrétaire général, l'équipe dirigeante de la FEN n'a pas modifié les données des problèmes. La reconstitution syndicale est toujours inscrite en bonne place au programme de M. Le Néouanic. Mais elle ressemble de plus en plus à une mention rituelle au catalogue des vœux à très long terme.

De même, la restructuration interne reste à l'ordre du jour, et le nouveau secrétaire général a réaffirmé sa « volonté de mettre en application le mandat du congrès de Clermont-Ferrand. Il s'agit bien de débattre avec nos adhérents des conditions et des formes d'organisation, afin, dans le respect du droit d'expression des opinions de chacun, d'en finir avec les divisions systématiques et stériles ». Des divisions qui, à ses yeux, « ont perdu leurs raisons historiques ». On croirait entendre son prédécesseur. Pour preuve du changement d'allure, M. Le Néouanic ajoute simplement : « Au-delà des formules, la direction entend passer aux actes ».

Enfin, le « travailler autrement » est plus que jamais dans les limbes. C'est au contraire vers une action syndicale et revendicative très classique que M. Le Néouanic semble s'orienter. Après avoir rencontré le premier ministre, mercredi 12 juin, il a souligné les « craintes » que lui inspire la politique du gouvernement et affiché sa volonté de « passer à

l'action » dès la prochaine rentrée. Sur le terrain de la fonction publique tout d'abord, où la FEN entend rechercher avec les autres fédérations de fonctionnaires les « formes appropriées d'une action », en particulier pour défendre le pouvoir d'achat.

Mais surtout sur le terrain de l'éducation, où il n'est « pas possible d'accepter une réduction de l'investissement nécessaire et durable. Renoncer à poursuivre dans le budget de 1992 l'effort d'investissement serait, de fait, renoncer aux objectifs de la loi d'orientation et prendre l'énorme risque de décevoir une nouvelle fois la jeunesse », a-t-il lancé en guise d'avertissement à la veille des arbitrages budgétaires. Et, pour bien marquer sa détermination, il a invité tous les syndicats de la FEN à se réunir le 25 juin pour « rechercher ensemble les conditions d'une action au début de la prochaine année scolaire ».

Fallait-il changer de tête pour opérer cette resyndicalisation bien classique et espérer ainsi remobiliser les enseignants ? Ou bien le limogeage de M. Simbron est-il surtout le symptôme d'une direction fragile et aux abois ? Les « actes », comme aime à dire M. Le Néouanic, trancheront.

GÉRARD COURTOIS
et CHRISTINE GARIN

Sida et transfusion sanguine

L'indemnisation des personnes contaminées va être étudiée à l'échelon interministériel

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a indiqué, samedi 15 juin, que le problème de l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du SIDA à partir de produits dérivés du sang allait être étudié à l'échelon interministériel. Pour sa part, M. Henri Caillaud, président de l'ADT (Association de défense des transfusés), qui souhaite que la loi reconnaisse à ces personnes le statut de victimes, a décidé de faire appel au président de la République (lire pages 12 et 13 notre dossier sur le drame des hémophiles).

La décision de M. Caillaud fait suite à la rencontre organisée, le mercredi 12 juin, entre M. Durieux et les responsables de l'ADT. Il s'agissait alors, pour ces derniers, de demander au gouvernement de « s'engager immédiatement » sur le principe d'un projet de loi, reconnaissant, d'une part, le statut de victimes aux personnes (transfusés et hémophiles) contaminées par le virus du SIDA à partir de produits dérivés du sang et, d'autre part, l'indemnisation de ces personnes, qui seraient, en France, près de huit mille. Au terme de cette réunion, l'ADT faisait savoir qu'elle avait dû « prendre acte du refus du gouvernement d'apporter une solution rapide à la situation tragique des transfusés séropositifs ».

M. Caillaud annonçait alors qu'il allait tenter « un ultime recours auprès du président de la République, en vue d'obtenir la présentation d'un projet de loi à la session extraordinaire du Parlement, en juillet prochain ». L'ADT faisait aussi savoir que, en cas d'échec, elle s'engagerait dans la voie de « l'épreuve de force », un boycottage des dons de sang étant envisagé.

Au ministère de la santé, on a vivement réagi devant cette initiative. « Le ministre délégué à la santé dément formellement les termes du communiqué publié par l'ADT », fit-on savoir, en soulignant que M. Durieux faisait procéder, dans les meilleurs délais, à un « examen interministériel d'une proposition de solutions » et qu'il « saisisait le premier ministre ».

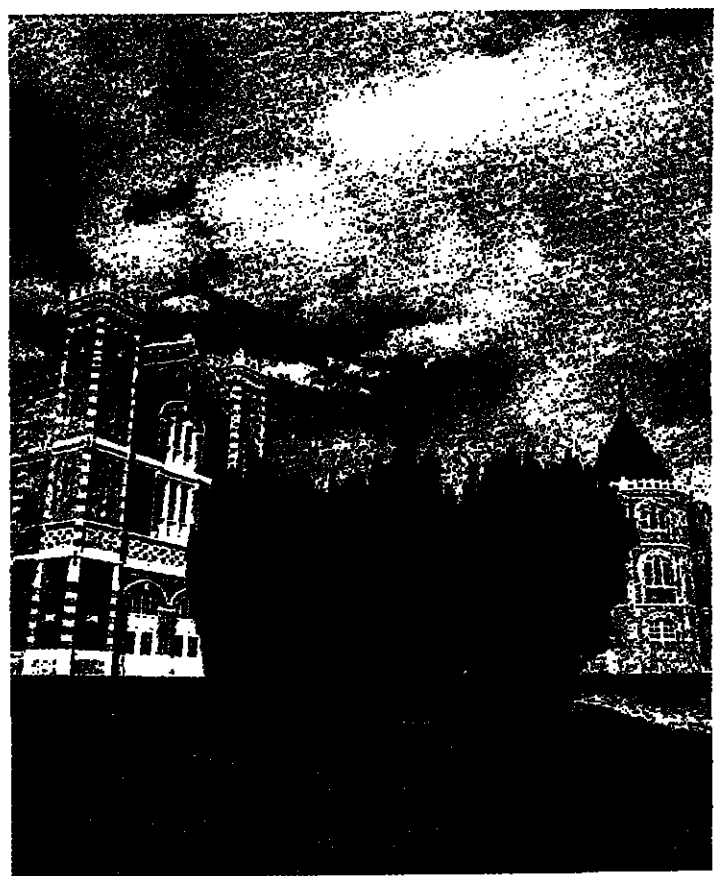
On voit encore mal, aujourd'hui, quel type de solution pourrait être retenue. S'agira-t-il d'un fonds de solidarité, du même type que celui, réunissant des sommes d'origine publique et privée, constitué en 1989 pour les hémophiles contaminés ? Ou ira-t-on jusqu'à reconnaître dans la loi le statut de victime à des personnes dont la contamination par le virus du Sida ne relève pour la grande majorité que du risque thérapeutique ?

JEAN-YVES NAU

POMMERY

CHAPITRE I

OÙ ÊTRE CONÇU DANS CE CHÂTEAU N'EST PAS
SANS IMPORTANCE SUR LE PALAIS.



D

OMINANT REIMS, LE DOMAINE POMMERY - VISAGE DE BRIQUES ET DE PIERRES, CONÇU IL Y A PLUS DE 100 ANS - CERNÉ DE

JARDINS ET DE VIGNES, VEILLE SUR LES TRADITIONS, SES TOURS, SES DONJONS, SES CELLIERS CRÉNÉLÉS ABRITENT LES TECHNIQUES LES PLUS RA-

FINÉES QUI FONT QU'AUJOURD'HUI, COMME HIER, CHAQUE BOUTEILLE DE POMMERY PORTE EN ELLE TOUT L'ESPRIT DE POMMERY.



CHAMPAGNE
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

SOCIÉTÉ

L'affaire des dons

Sida et transfusion : les étapes d'une

Aujourd'hui, près de la moitié des hémophiles français sont victimes
Comment en est-on arrivé là et aurait-on pu prévenir

En 1983, année au cours de laquelle le virus du sida fut découvert à l'Institut Pasteur de Paris, certains des produits du traitement de l'hémophilie - les cryoprécipités congelés et lyophilisés - étaient produits en France en quantité suffisante. En revanche, pour fabriquer des concentrés de facteur VIII, il était nécessaire de recourir à des importations en provenance des États-Unis. Ces importations représentaient alors plus de 20 % du volume des médicaments antihémophiliques utilisés en France.

Dans la revue de l'Association française des hémophiles, l'*Hémophile*, le professeur Jean-Pierre Soulier, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), expliquait (le Monde du 18 mai 1983) : « Si le plasma américain, qui est le moins cher du monde, est exporté en Europe, c'est qu'il existe dans ce pays des stations commerciales de plasmaphères collectant chez des donneurs rémunérés des quantités de plasma allant jusqu'à 50 litres par an et par donneur. Ce plasma est obtenu des classes les plus modestes de la population. Il s'agit de chômeurs, d'immigrés, et parfois de drogués. Cette pratique, contestée par l'Organisation mondiale de la santé, est de plus en plus discutée aux États-Unis même. En effet, semblables prélèvements massifs mettent en danger la santé des donneurs, mais aussi celle des receveurs. Des mystérieuses affections à virus pourraient éventuellement être transmises par des fractions provenant de plasma commercial. »

Sang « propre »

L'objectif était de supprimer très vite les importations. Les autorités sanitaires étaient, en outre, confrontées à un problème qu'elles estimaient alors autrement plus redoutable, celui du mode de fabrication du vaccin contre l'hépatite B. Devant, pour une bonne part, utiliser le plasma importé des États-Unis, les deux fabricants mondiaux du vaccin, Merck Sharp and Dohme et Institut Pasteur Production, craignaient, du fait de l'ignorance dans laquelle on était concernant la

nature de l'agent pathogène du sida, de transmettre cette maladie par l'intermédiaire de leur vaccin.

L'heure était au sang « propre », c'est-à-dire au sang français. Le 30 juin 1983, dans une circulaire relative à la prévention de l'éventuelle transmission du syndrome d'immunodépression acquise (SIDA) par la transfusion sanguine, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, donnait une série d'instructions aux responsables des établissements de transfusion sanguine et aux donneurs de sang destinées à prévenir la transmission du sida. Dans le rapport qui avait servi à la mise au point de cette circulaire, intitulé « Transfusion sanguine et sida », remis le 9 juin 1983 à la commission consultative de transfusion sanguine par les docteurs Bahman Habibi, Jean-Pierre Allain et Anne-Marie Courrouc, les auteurs abordaient le problème du « risque encouru par les hémophiles en France ».

Ce document très complet évoquait l'hypothèse selon laquelle le sida pouvait être transmis par un virus (la publication *Principes de l'équipe* du professeur Luc Montagnier dans *Science* annonçant l'isolement d'un nouveau rétrovirus chez un patient atteint de sida date du 20 mai 1983). Et, bien qu'affirmant que « dans l'état actuel de notre information le risque de transmission du sida en France par voie sanguine aux receveurs en général ne repose sur aucune donnée tangible », les auteurs se fondaient comme objectif d'atteindre, en France, une autosuffisance en matière de fractions coagulantes thérapeutiques. Et ils ajoutaient que « l'efficacité des nouvelles préparations commerciales de facteur VIII traitées par la chaleur dans la réduction de l'incidence des troubles associés au sida demande une préalable évaluation rigoureuse ».

On retrouve une allusion à la technique de chauffage et à son possible effet inactivant dans la revue l'*Hémophile* de décembre 1983. M. André Leroux, président de l'Association française des hémophiles, pose la question de « l'emploi des produits concentrés antihémophiliques chauffés comme il en existerait depuis quelque temps sur les marchés américain et allemand, et qui sont présentés comme diminuant considé-

blement le risque d'hépatite, beaucoup plus sérieux actuellement que le sida pour les hémophiles polytransfusés ». « Si le sida se révélait d'origine virale, ajoute-t-il, pourrait-on dire que ces produits auraient l'intérêt de diminuer le risque de propagation du sida parmi les hémophiles ? »

Le professeur Soulier répondait ainsi dans le même numéro : « L'utilisation des concentrés chauffés pose deux questions : celle de savoir si le chauffage met à l'abri d'un virus dont nous ne connaissons pas la thermosensibilité, et celle de savoir (les Américains ne savent pas et ils font des recherches sur ce point) si des injections de protéines chauffées ne sont pas susceptibles de donner des réactions à long terme. Il ne faudrait pas en effet tomber dans un autre danger. En outre, si nous voulons nous faire une opinion sur l'intérêt des produits chauffés, il nous faut être capables de les comparer à une série de produits non chauffés ».

Plus loin, toujours dans le même numéro, un « ami belge » explique quelle est la politique de son pays en la matière. Avec le recul, et le fait qu'aujourd'hui seulement 7,5 % des hémophiles belges sont séropositifs, ses propos apparaissent prophétiques : « Je vous suggère simplement ce qui a été décidé chez nous, il y a de nombreuses années, de faire en sorte que chaque famille d'hémophiles fournisse un nombre bien déterminé de membres de sa famille ou d'amis directs capables d'assurer la quantité de cryoprécipités et de PPSB nécessaires ».

« Ne pas dramatiser »

Cloûrant la réunion relatée dans l'*Hémophile*, le professeur Jean Bernard fit trois remarques :

« Le danger du sida est actuellement plus petit que celui de l'hépatite ».

« Il est parfaitement possible que si l'un des facteurs de propagation d'une maladie transmissible existe dans les échantillons d'un produit que l'on reçoit de l'étranger, d'autres données relatives à la santé dans le pays où l'on est feront que la propagation n'aura pas lieu ».

« Il ne faut pas dramatiser le fait

qu'un acte médical comporte des risques ».

Dès mars 1984, les spécialistes surent que les hémophiles avaient été fortement contaminés, et ce de manière précoce. Une étude menée sur 405 hémophiles avait montré que 45 % d'entre eux étaient séropositifs. En revanche, la signification réelle de cette séropositivité n'était pas connue avec certitude.

Au cours de cette année 1984, de nombreux articles et colloques abordèrent le problème de l'efficacité du chauffage pour inactiver le virus du sida. Le premier document officiel date du 13 octobre 1984. Il s'agit d'un numéro de la revue américaine *Hemophilia*, l'organe de la Fondation nationale de l'hémophilie, consacré au sida. On peut y lire que, « dans certaines circonstances, l'utilisation de facteur VIII chauffé semble être appropriée ». Il s'agit, d'une part, « des nouveau-nés et des enfants de moins de quatre ans », et, d'autre part, « des patients chez lesquels on vient de découvrir une hémophilie et qui n'ont jamais été traités par des concentrés de facteur VIII ».

Les auteurs ajoutent qu'ils ne disposent pas des données scientifiques suffisantes leur permettant d'affirmer avec certitude que le fait de chauffer des concentrés de facteurs de la coagulation est une mesure qui doit être adoptée systématiquement. « Cependant, ajoutent-ils, des données très préliminaires suggèrent que le HTLV-III (c'est-à-dire le virus du sida) aux États-Unis, on appelle le virus du sida) est sensible à la chaleur. De plus, on ne sait pas si les hémophiles qui ont dans leur sang des anticorps dirigés contre le HTLV-III ont été exposés au virus capable d'entraîner l'apparition du sida, ou bien s'ils ont développé une immunité efficace qui les protège de ce virus ».

En clair, on retrouve là l'une des grandes interrogations de l'époque : la séropositivité était-elle le symptôme d'une infection à venir ou la manifestation de l'existence d'une auto-protection chez la personne testée ?

La revue américaine concluait en recommandant aux prescripteurs de passer aux produits chauffés, « tout en sachant bien qu'il n'est pas prouvé qu'en agissant ainsi ils protègent contre le virus du sida ».

En France, le 19 octobre 1984, à l'occasion d'une réunion du groupe d'experts cliniciens biologistes créé en octobre 1983, et dont l'activité était notamment consacrée au problème du traitement des hémophiles, la recommandation suivante est faite : « Un certain nombre d'hémophiles « vierges » ont reçu un début de traitement avec des fractions à risque de contamination virale diminuée (chauffées, NDRL). Sur recommandation de la Fédération mondiale de l'hémophilie, il est indispensable que ces malades puissent continuer à être traités par le seul produit déjà utilisé. Il est donc recommandé au Centre national de poursuivre l'importation de ces produits (Hémophil T) sur demande et avec justification des utilisateurs ».

Chauffer ou non

Au total, en 1984, le CNTS a importé 3 030 051 de produits chauffés, soit pour des essais cliniques, soit pour le traitement des hémophiles qui n'avaient jamais été transfusés (en 1983, 419 510 UI avaient été importés).

Quelques jours plus tard, le 26 octobre 1984, le Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta, dans les colonnes du *Morbidity and Mortality Weekly Report* (MMWR), indiquait que les données préliminaires concernant les effets du chauffage sur la viabilité du virus du sida montraient avec force l'utilité des produits chauffés pour réduire le risque de transmission du virus du sida. Ces données, ajoutait le CDC, « suggèrent que l'utilisation des produits non chauffés doit être limitée ».

La discussion sur la nécessité ou non de chauffer les traitements antihémophiliques se déroulait également dans les colonnes des plus grandes revues médicales. Ainsi, dans *The Lancet* (daté 22-29 décembre 1984), un éditorial consacré à ce problème concluait que « puisque le HTLV-III est sensible à la chaleur, les concentrés chauffés devraient être rapidement utilisés dans le traitement des hémophiles ».

Deux numéros plus tard, le 19 janvier 1985, trois responsables anglais de la transfusion sanguine au Royaume-Uni, les docteurs A. G. Bird, A. A. Codd et A. Collins, répliquaient à cet éditorial en indiquant quelle devait être, selon eux, « la politique pragmatique basée sur le statut sérologique des patients » qu'il convenait de suivre. Ils préconisaient de traiter les hémophiles séronégatifs avec des produits chauffés et de continuer à donner des produits non chauffés aux hémophiles déjà séro-

positifs. Dans ces articles, et dans bien d'autres, on retrouvait toujours les mêmes incertitudes et les mêmes interrogations. On savait que plus des deux tiers des résultats des tests de dépistage étaient faussement positifs ; on se demandait si les sujets porteurs d'anticorps anti-LAV (ou HTLV III) étaient tous porteurs de virus ou s'ils étaient simplement immunisés, protégés et non contaminés comme le modèle de l'hépatite virale pouvait le suggérer ; enfin, plusieurs spécialistes s'interrogeaient sur le point de savoir si les méthodes de fractionnement plasmatisque ne pouvaient pas induire une destruction des particules virales.

Le 24 janvier 1985, le CNTS signait avec la firme autrichienne Immuno un accord de transfert réciproque de technologies portant sur les procédés de chauffage. Le CNTS prévoyait alors d'assurer la demande en facteur VIII non chauffé, tout en accumulant un stock suffisant en produits traités de façon à en commencer la distribution sans risque de rupture. Mais, en mai 1985, à l'occasion du congrès mondial sur le sida qui avait lieu à Atlanta, il apparut que la procédure de chauffage permettait effectivement d'inactiver le virus du sida. Et qu'il convenait donc de la mettre en œuvre sans plus tarder pour la totalité de la production.

Le premier lot chauffé par le CNTS fut distribué à partir du 30 août 1985, et, dans cette attente, il fallut recourir à des importations de concentrés chauffés et à des produits chauffés distribués par le CTS de Lille (entre janvier et juillet 1985, 5 031 505 UI de concentrés chauffés furent importés).

Était-il possible d'aller plus vite et de fournir à l'ensemble des hémophiles français des concentrés chauffés dès le début de l'année 1985, voire fin 1984 ? Était-il possible d'importer massivement des produits chauffés ?

La décision des responsables de la transfusion sanguine fut d'utiliser les produits existants pour les hémophiles déjà séropositifs durant les quelques mois nécessaires à la production nationale de produits chauffés et de réserver en priorité, dans un premier temps, les produits chauffés importés aux hémophiles séronégatifs. Outre le fait qu'il n'apparaissait pas que les stocks étrangers étaient suffisants pour pouvoir répondre à une éventuelle demande française d'importation massive de produits chauffés, les dirigeants du CNTS préconisaient à importer des produits en provenance des États-Unis et obtenus à partir de dons rémunérés, réputés moins sûrs.

Des pays plus ou moins épargnés

Les autorités sanitaires françaises ont-elles fait moins bien que leurs homologues étrangers ? Quelle est la proportion d'hémophiles contaminés par le virus du sida dans les autres pays industrialisés ? Pour quelles raisons quelques pays ont-ils réussi à éviter ces contaminations massives ?

Un facteur semble avoir joué un rôle fondamental : c'est là où les hémophiles étaient traités avec des produits provenant des dons altruistes de leurs concitoyens que la contamination par le VIH a été la plus faible.

Ainsi, il apparaît qu'en Belgique, en Norvège et en Hongrie, les taux de séropositivité parmi les hémophiles sont actuellement respectivement de 7,5 %, 6,6 % et 3 % (1). En revanche, c'est dans les pays dépendants le plus des produits sanguins commerciaux américains que les taux de séropositivité sont les plus importants : 86 % en Espagne, 72,4 % au Brésil, 60 % aux États-Unis et 47,4 % en RF-A.

En France, selon les études, le pourcentage de séropositivité parmi les hémophiles varie de 46 % à 38 %.

Pour ce qui est de la mise en place du dépistage systématique du virus du sida parmi les don-

neurs de sang, même s'il est vrai que des retards indéniables ont été observés en France comme ailleurs (le Monde du 13 juin 1985), on peut remarquer qu'il a été instauré en mars 1985 aux États-Unis, en mai aux Pays-Bas et en Norvège, en juillet en Autriche et en Italie, en août en Belgique, en France et au Luxembourg, en octobre au Royaume-Uni et en Allemagne, en novembre au Canada, en janvier 1986 au Danemark et en Finlande, en mai de la même année en Suisse et en février 1987 en Espagne.

La décision de généraliser la distribution des produits chauffés a été prise début juin 1985 au Luxembourg et en Italie, en juillet en France (mais cette décision ne sera appliquée totalement qu'à partir d'octobre), en septembre au Royaume-Uni, en octobre en Espagne et courant 1986 aux Pays-Bas, en Belgique et en Suisse.

(1) Ces données, comme d'autres figurant dans ce texte, sont extraites d'un article du docteur Bahman Habibi, directeur médical et scientifique du CNTS, intitulé « Contamination des hémophiles par le VIH », paru dans le *Concours médical* du 25 mai 1991.

(Publié)

Le 21 juin 1991 LA MUSIQUE ENTRE EN GARE

★★★★

GARE MONTPARNAISE
de 18 heures à l'aube
Le Mégabœuf de Jazz
avec plus de 70 jazzmen

GARE SAINT-LAZARE
de 16 h 30 à l'aube
Les Sixties
20 groupes en scène

GARE DE L'EST
de 8 h 30 à 22 heures
Le Classique
avec l'Orchestre national
des Chemins de fer français
Le Quatuor de la Grande Arche...

GARE D'AUSTERLITZ
de 16 heures à minuit
Les Grandes Écoles en concert

**LA MUSIQUE PARTAGÉE PAR TOUS
AVEC LA SNCF C'EST POSSIBLE
ET C'EST GRATUIT**

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

HEC-ESSEC

36.15 LE MONDE

Tapez RES

FACE AU RACISME

Sous la direction de Pierre-André Taguieff

Tome 1 : Les moyens d'agir
Tome 2 : Analyses, hypothèses, perspectives

Face au racisme, les slogans ne suffisent plus. Cet ouvrage collectif en deux volumes s'adresse à tous ceux qui se demandent comment agir efficacement face au Front national et à ses effets. On y trouvera toutes les informations et analyses indispensables à cet engagement.

"Un argumentaire clair et concret"
Liberation

"Un véritable guide pratique élevé sur les décors de l'antiracisme naif des années 80"
L'Express

LA DÉCOUVERTE

SOCIÉTÉ

de sang contaminé

catastrophe

d'une contamination par le virus
cette tragédie ?

Aller plus vite ? Le 2 février 1985, une équipe de chercheurs français, belges et italiens, parmi lesquels le professeur Luc Montagnier, publiait dans *The Lancet* une lettre étudiant l'efficacité du chauffage pour prévenir la transmission du virus du sida par voie sanguine. L'étude, réalisée auprès de dix-huit hémophiles, permettait de conclure qu'*in vitro* les rétrovirus sont sensibles à la chaleur et que les techniques de chauffage permettent «probablement» de prévenir toute transmission de virus.

C'est pourquoi ces chercheurs recommandaient aux fabricants de respecter les mesures de sélection des donneurs de sang et, en outre, de chauffer les produits sanguins. Ils ajoutaient qu'il leur semblait nécessaire néanmoins de mener des études «à long terme» destinées à étudier les effets, sur de longues périodes, des produits hémophiliques chauffés.

L'alarme, en France, ne fut véritablement donnée qu'en mai 1985. Dans un rapport, le groupe de travail de la Société nationale de transfusion sanguine, mis en place en mars 1985 à la demande de la commission consultative de la transfusion sanguine, soulignait à propos des produits destinés aux hémophiles que «la disponibilité des produits ayant subi une procédure d'inactivation virale est considérée comme un objectif prioritaire à atteindre au niveau national dans les délais les plus courts suivant la diffusion du présent rapport (...).

Sur le point de savoir ce qu'il convenait de faire des concentrés de facteurs VIII et IX contaminés, les auteurs du rapport indiquaient qu'ils avaient «le choix entre l'abandon de toute intervention au niveau de la distribution ou, au contraire, le rappel de tous les produits non encore utilisés et l'arrêt de toute distribution. Cette dernière décision, outre son incidence économique, posera, entre autres, le problème de son efficacité réelle à la date tardive où elle interviendrait et celui de la possibilité de la substitution par les produits étrangers chauffés, à supposer qu'ils seraient en quantité suffisante, l'innocuité quant à la transmission du LAV et de l'hépatite non A non B n'est pas encore totalement documentée (...). Le groupe de travail n'a pu atteindre l'unanimité concernant ce dilemme. Le problème est donc posé auprès des autorités sanitaires nationales».

Dépistage systématique

Le 9 mai 1985, le docteur Michel Garretta, alors directeur général du CNTS, informait la direction générale de la santé de «l'urgence absolue» d'interrompre la propagation de la contamination des hémophiles et de leur famille par le VIH. Dans ce courrier classé «confidentiel» adressé à M. M. T. Pierre sous la référence 85 029, il détaillait la «stratégie d'urgence» qu'il était «résolu» à mettre en œuvre en vue de raccourcir les délais de mise à disposition de fractions coagulantes chauffées pour l'ensemble des hémophiles.

Le 10 mai 1985, le bureau de l'Association française des hémophiles adoptait une motion - diffusée le 25 juin 1985 à tous les hémophiles - demandant «que dans un très bref délai, qui ne devrait pas dépasser le 1^{er} octobre 1985, toute cession de produits antihémophiliques non traités selon une des nouvelles techniques dûment homologuées et contrôlées soit interdite sur l'ensemble du territoire» et estimant «que des mesures doivent être prises pour que des produits à contamination virale avérée soient immédiatement disponibles, ce qui implique le traitement d'hémophiles dépourvus d'anticorps anti-LAV chaque fois qu'un médecin jugera bon de les prescrire».

Le 1^{er} juin 1985, un groupe de vingt-huit médecins français et spécialistes de l'hémophilie (les principaux hémophiliques français figuraient parmi les signataires) publiait une motion dans laquelle était recommandée «l'application dans les délais les plus brefs» des mesures suivantes :

- Dépistage systématique des anticorps anti-LAV chez les donneurs de sang ;
 - Utilisation de cryoprécipités congelés préparés à partir de donneurs négatifs ;
 - Application de la méthode d'inactivation virale aux produits thérapeutiques lyophilisés.
- Le 19 juin 1985, le Comité national de l'hémophilie formulait la recommandation suivante, reprise par la commission consultative lors

de sa réunion du 20 juin : «A l'unanimité, le Comité estime qu'il est impératif que ces produits soient mis à la disposition des utilisateurs dans les délais les plus brefs. Une période intermédiaire de quelques semaines, où ces produits coexisteraient avec des fractions non chauffées et non encore utilisées, est acceptable dans la mesure où la production de ces fractions non chauffées est arrêtée au niveau des centres de fractionnement et où il ne s'agit que du délai nécessaire pour les étapes de modification de technologie. Dès maintenant, des fractions chauffées françaises ou d'importation doivent être impérativement distribuées aux hémophiles anti-LAV positifs».

An début du mois de juillet 1985, le CNTS mettait en place un dépistage systématique dans les dons de sang, cessait la distribution des fractions coagulantes non chauffées et mettait à la disposition du corps médical des fractions chauffées. Le dernier lot de facteur VIII non chauffé fut épuisé le 19 juillet 1985.

En 1985, sur 1 670 hémophiles testés, et en 1986, sur 2 049 hémophiles testés, environ 48 % étaient séropositifs. Sur 71 hémophiles séropositifs en mars 1984, 34 ont été retrouvés contaminés en octobre 1985.

Ainsi donc, il s'est écoulé au total plus de deux ans entre la circulaire du 20 juin 1983 précisant les dispositions visant à exclure du don les sujets à risques et l'arrêt du 23 juillet 1985 instaurant le dépistage systématique des anticorps anti-HIV sur chaque don de sang (les dispositions de cet article ont pris effet le 1^{er} août 1985).

Un deuxième arrêt - signé par MM. C.-H. Filippi, directeur de cabinet de M^{me} Georgina Dufour, à l'époque ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et G. Rimareix, directeur de cabinet de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé - en date du 23 juillet 1985 a introduit la qualification «chauffé» pour les concentrés de fractions coagulantes.

L'inactivation des fractions coagulantes fut rendue obligatoire le 1^{er} août 1985, et la distribution de fractions non inactivées fut, quant à elle, interdite le 1^{er} octobre 1985. Ce retard dans la mise en œuvre de cette dernière mesure (prévue par l'arrêt du 23 juillet) est difficilement explicable, même s'il est vrai que durant cette période un nombre infime d'hémophiles séropositifs ont été contaminés (les hémophiles séropositifs étant censés être tous traités par des produits chauffés).

Il faut également ajouter que dans le seul centre, avec Strasbourg, qui ait mis au point sa propre technique de chauffage - celui de Lille, - le pourcentage d'hémophiles séropositifs est de 10 % environ (contre 50 % à 63 % dans des villes comme Paris ou Chambéry).

Au-delà du problème du délai de la mise en œuvre des traitements chauffés, reste celui - fondamental - du risque pris en administrant à des malades des produits que l'on savait contaminés. Ce fut tout le sens de la campagne initiée par l'événement du jeudi lorsque cet hebdomadaire publia des extraits d'un compte rendu d'une réunion qui avait eu lieu le 29 mai 1985 au cours de laquelle, quelqu'un - non identifié dans le document - déclara que tous les lots distribués par le CNTS étaient contaminés.

Cette réunion, à laquelle participaient les principaux responsables de la transfusion sanguine en France, fut conclue par le docteur Garretta. Le directeur général du CNTS indiqua alors qu'il allait faire parvenir «très prochainement» une lettre à M. le docteur Netter, directeur du Laboratoire national de la santé, pour information et avis sur la position actuelle du CNTS et qu'il lui semblait que c'était «aux autorités de tutelle de prendre leurs responsabilités sur ce grave problème et d'éventuellement nous interdire de céder des produits, avec les conséquences financières que cela représentera».

Dans un entretien récemment accordé au *Quotidien du médecin*, le même docteur Netter, aujourd'hui membre de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), croit pouvoir dire qu'en 1985 «aucun hémophile n'aurait dû recevoir de produit non traité».

J.-Y. N. et F. N.

Le drame des hémophiles

Suite de la première page

Rien, par exemple, ne laissait à l'époque penser que le sida était à ce point différent des autres infections virales comme l'hépatite B, pour lesquelles les traces sanguines de la contamination ne signent pas, à tout coup ou presque, un arrêt de mort. Le rappel et l'analyse des faits permettent aussi de démontrer à qui en douterait que les responsables médicaux ne sont très vite inquiétés de l'épidémie et des conséquences qu'elle pourrait avoir chez tous ceux dont la survie tient à l'utilisation répétée de produits dérivés du sang. Ainsi, certains procédés, qui peuvent aujourd'hui apparaître choquants - comme le tri effectué entre les hémophiles contaminés et ceux qui ne l'étaient pas - trouvent au fond leur explication dans les incertitudes scientifiques de l'époque. Il fallait alors se donner les moyens conceptuels de dépasser un énorme paradoxe, les produits coagulants «chauffés» présentés comme vierges de toute contamination virale provenant de tous les pays où le sang, objet de commerce, est connu pour être beaucoup moins sûr que celui recueilli bénévolement en France. Il fallait, en d'autres termes accepter de transgresser un principe éthique, reconnaître qu'un produit fabriqué à partir de sang acheté pouvait être plus «propre» que ceux élaborés à partir d'un sang donné à la collectivité.

Pour une bonne part, les réticences des autorités à importer les produits d'origine américaine tenaient, comme l'explique le docteur Bahman Habibi (directeur médical et scientifique du CNTS), à l'attachement au principe d'autosuffisance nationale basée sur le don altruiste des besoins en produits sanguins. «En France, la problématique était posée en termes de système de santé, précise le docteur Jean-Yves Muller (CTS de Nantes). Notre devoir était de fournir à tous les hémophiles, les plus riches comme les plus démunis, dans un délai minimum, des produits à activité virale atténuée et non comme dans certains pays, d'offrir le plus vite possible à la classe la plus aisée les traitements les plus sûrs».

On ajoutait qu'un véritable discours préventif (réduire la consommation des médicaments coagulants) s'opposait alors à la volonté de la majorité des hémophiles français de bénéficier des traitements les plus avancés afin d'avoir une existence la plus proche de la normale.

Comment enfin ne pas s'intéresser aux pourcentages de contamination par le virus du sida dans les autres pays industrialisés, à commencer par les Etats-Unis, qui permettent de dire que si l'attitude des responsables français peut être critiquée, elle ne peut être présentée comme «le plus grand scandale de l'histoire de la médecine».

Pour autant, l'analyse de la chronologie des faits ne va pas sans soulever d'importantes questions. On aurait sans aucun doute utilement pu développer - plus rapidement que cela ne le fut - des stratégies préventives ciblées, par exemple, sur le modèle belge. Il restera aussi à établir les véritables raisons qui ont fait qu'une technologie d'inactivation mise au point par le CTS de Lille n'a pas été plus vite développée à l'échelon national. Quel rôle ont joué durant toute cette période les médecins prescripteurs de produits antihémophiliques? Les malades et leurs familles ont-ils été informés du dilemme thérapeutique auquel ils étaient confrontés? Mais, là encore, l'analyse des responsabilités impose de tenir compte de la perception que l'on avait en 1984 et en 1985 du risque infectieux.

Quelles séquelles, notamment chez les donneurs, entraîneront l'exploitation de cette affaire et la campagne à laquelle elle donne lieu? Comment mesurer les dégâts causés par l'attitude et les accusations de ceux, médecins ou malades responsables de l'Association française des hémophiles, qui sont les principaux acteurs de cette affaire et qui participèrent en 1989 à la création d'un fonds national de solidarité? A l'heure du scandale, comment ne pas craindre, moins de deux ans avant l'avènement du grand marché européen, que tout cela ne ruine la structure transfusionnelle française, déstabilise et compromette un système fondé sur l'altruisme et la dignité humaine?

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

Deux anomalies génétiques

L'hémophilie correspond à deux anomalies génétiques différentes : l'une, l'hémophilie A, qui est un trouble congénital du facteur VIII de la coagulation; l'autre, moins fréquente, l'hémophilie B, qui concerne les personnes ayant un désordre congénital du facteur IX.

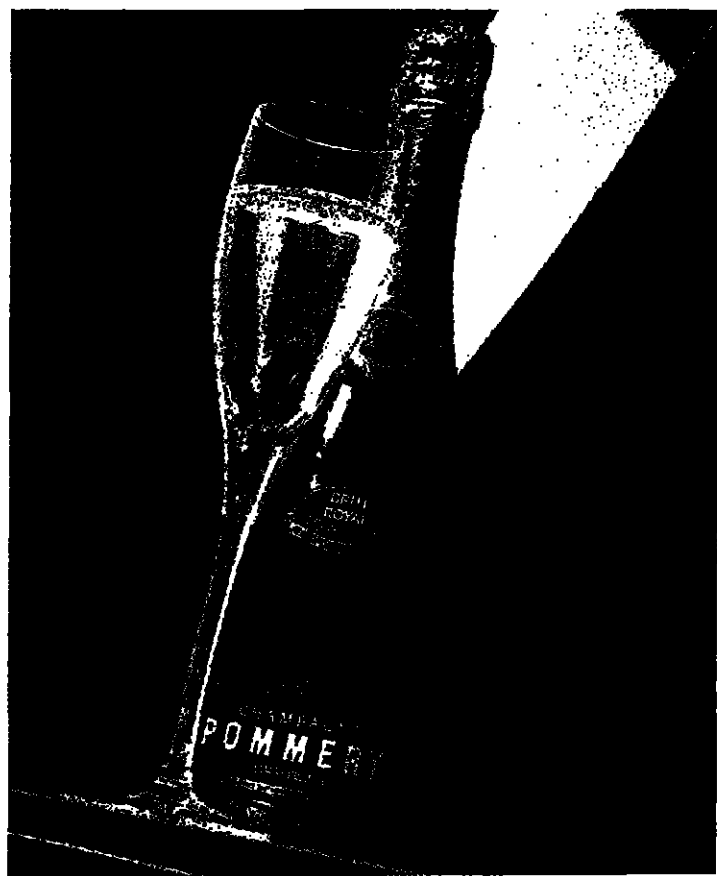
mineures de la maladie. Il y avait en outre environ 500 hémophiles B. Cette pathologie se manifeste cliniquement par des hémorragies, typiquement au niveau des articulations (hémarthroses) et des muscles.

Le traitement consiste à apporter le facteur de la coagulation qui fait défaut sous la forme de cryoprécipités congelés ou lyophilisés ou bien de concentrés de facteur VIII ou IX.

POMMERY

CHAPITRE II

OÙ IL EST DÉMONTRÉ QUE L'ON PEUT ÊTRE
A LA FOIS BRUT ET ROYAL.



LE BRUT ROYAL REFLÈTE L'ART DE CRÉER POMMERY. SECRET TRANSMIS À TRAVERS NOS GÉNÉRATIONS D'ENOLOGUES.

ASSEMBLAGE DÉLICAT DE CRUS CHOISIS UN À UN POUR PÉRPUÉTER LA PERSONNALITÉ POMMERY : PARFUMS RAFFINÉS, TOUJOURS DISCRETS.

FRAÎCHEUR ET VIVACITÉ EN BOUCHE, SUITE LONGUE ET SOUPLE. UN CHAMPAGNE TOUT D'ÉLÉGANCE NATURELLE ET DE CLARTÉ : POMMERY.



CHAMPAGNE
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

SOCIÉTÉ

Après plusieurs explosions du volcan

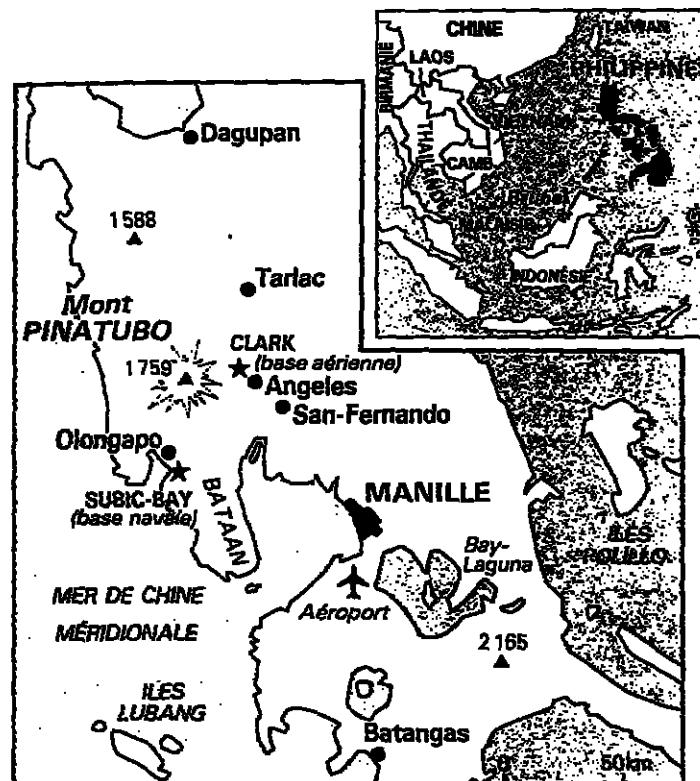
Les Philippins fuient la colère du Pinatubo

Dans une région désorganisée par les pluies de cendres, les secousses telluriques et les rafales d'un typhon, plusieurs milliers de personnes ont fui, pendant le week-end, les environs du volcan Pinatubo, aux Philippines. Trois explosions ont causé la mort d'au moins soixante et une personnes dimanche 16 juin. Malgré une apparente accalmie de l'activité du volcan, les spécialistes restent partagés sur la suite des événements.

Des centaines de milliers de Philippins fuient par tous les moyens possibles les environs du volcan Pinatubo qui, dans un rayon de 40 kilomètres, ont été déclarés « zone de sécurité », c'est-à-dire zone interdite. Les villes d'Angeles, Olongapo et San-Fernando, qui comptent en temps normal quelque cinq cent mille personnes, ont été partiellement évacuées par leurs habitants affolés.

Le dimanche 16 juin, le volcan a tué au moins soixante et une personnes lors de trois explosions. A Olongapo, proche de la base navale américaine de Subic Bay, la toiture d'un hôpital s'est effondrée dans la nuit de samedi à dimanche, provoquant la mort de neuf personnes. Dans la commune voisine de Castillejos, onze personnes ont été écrasées lors de l'effondrement d'une église protestante. Les autorités américaines ont commencé l'évacuation par bateau des familles de militaires de la base aérienne Clark, près de la ville d'Angeles. Neuf cents citoyens américains ont quitté les Philippines, dimanche, à bord de trois navires de l'US Navy.

Dormant depuis quelque six siècles, à demi réveillé depuis le mois d'avril dernier, grondant, explosant et crachant depuis la première semaine de juin, le volcan est le siège, depuis le vendredi 14 juin, d'une activité très intense. Pendant ces quatre jours, le Pinatubo a explosé à plusieurs reprises, projetant chaque fois jusque dans la haute atmosphère



des nuages noirs et épais de cendres de toutes tailles et émettant de fortes pluies pyroclastiques (des débris mélangés à des gaz qui sont à très haute température et qui dévalent les pentes à grande vitesse).

Pluies de cendres

A cela s'ajoutent des coulées de boue faites de débris de roches volcaniques et de l'eau des pluies, d'autant plus abondantes que le typhon Yanya a traversé samedi l'île de Luzon, provoquant des inondations dévastatrices qui ont emporté ponts et maisons. S'ajoutent aussi des séismes répétés dus, sans nul doute, à l'activité du Pinatubo.

Toutes ces manifestations ont fait des victimes dont le nombre est inconnu. Selon certaines

sources, on avance le chiffre de cent trente-sept morts et on parle d'un nombre indéterminé de disparus. Certaines des victimes ont été écrasées dans des bâtiments qui se sont effondrés sous le poids des cendres et des ponces accumulés sur les toits. D'autres ont dû être surprises par les coulées pyroclastiques qui leur ont littéralement fondu dessus.

Les pluies de cendres sont si abondantes sur la région de Manille, pourtant éloignée de 80 kilomètres, qu'il a fallu fermer l'aéroport international : les réacteurs des avions auraient pu être endommagés ou mis en panne par les fines particules qu'ils auraient avalées.

La situation des centaines de milliers de personnes qui se sont enfuies des environs du Pinatubo est particulièrement difficile. Elles sont parties, bien évidem-

ment, sans rien emporter et le gouvernement de M^{re} Corason Aquino a demandé à la population des zones plus calmes, en particulier de Manille, d'aider le plus possible les réfugiés par des dons de nourriture et de vêtements. Pour le moment, on enfasse comme on peut des milliers de personnes dans les écoles, les églises, les stades et autres bâtiments publics.

L'opinion des volcanologues est partagée : pour les uns, le pire est passé. Pour les autres, au contraire, il est à venir, le Pinatubo pouvant exploser et être détruit en partie comme l'ont fait dans le passé d'autres volcans de la « ceinture du feu » du Pacifique. — (AFP, Reuters).

► Demain dans « Le Monde Sciences-Médecine », un dossier sur la ceinture de feu du Pacifique.

Energie d'apocalypse

Les explosions de volcans sont des phénomènes extraordinaires violents, qui libèrent des quantités d'énergie fantastiques. Pour les apprécier, il faut se rappeler que la bombe d'Hiroshima (20 kilotonnes) a libéré une énergie de 1,4 x 10 puissance 14 joules (1). Des calculs ont permis de se faire une idée de l'énergie libérée par quelques explosions volcaniques majeures. Le record revient au Tambora (Indonésie, 1815) avec 840 x 10 puissance 18 joules, soit six millions de fois la puissance de la bombe d'Hiroshima. Viennent ensuite le Sakurajima (Japon, 1914), 4,6 x 10 puissance 18 joules ; le Bezymianny (Kamtchatka, 1956), 2,2 x 10 puissance 18 joules ; le mont Saint-Helens (Etats-Unis, Etat de Washington, 1980), 1,7 x 10 puissance 18 joules ; le Krakatoa (Indonésie, 1883), 1 x 10 puissance 18 joules (plus de 7 000 fois Hiroshima).

Vagues monstrueuses

Pour le nombre des victimes tuées par ces phénomènes naturels, la première place revient encore au Tambora : 82 000 morts, dont 12 000 victimes directes de l'explosion, les autres n'ayant pas survécu à la famine consécutive à l'éruption. Ensuite viennent le Krakatoa (36 417 morts, engloutis pour la plupart par le tsunami, des vagues monstrueuses engendrées par les explosions successives du volcan situé dans une petite île entre Java et Sumatra et qui ont déferlé sur les côtes) (voir Le Monde du 24 août 1983), la montagne Pelée de la Martinique en 1902 (30 000 morts), le Vésuve en 79 (15 000 à 20 000 morts), l'Unzen au Japon en 1792 (15 000 morts), dont 10 000 dans des coulées pyroclastiques ou des coulées de boue et 5 000 par le tsunami consécutif à l'arrivée de toutes ces coulées dans la mer), le Laki en Islande en 1783-1784 (10 000 morts, soit le cinquième de toute la population de l'île, dans la famine qui a été provoquée par l'éruption).

Y. R.

(1) Unité d'énergie correspondant au travail d'une force commensurable à une masse de 1 kg par une accélération de 1 m/s par seconde se déplaçant sur un mètre.

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Mexique de formule 1

« Doublé » de Williams-Renault

L'italien Riccardo Patrese (Williams-Renault) a gagné le Grand Prix du Mexique de formule 1 automobile, disputé dimanche 16 juin, à Mexico. Sur un circuit réputé difficile, il s'est imposé devant son coéquipier britannique Nigel Mansell. Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda), troisième de cette course marquée par l'abandon des deux Ferrari, reste en tête du championnat du monde des pilotes avec vingt-quatre points d'avance sur Patrese.

L'écurie Williams-Renault tient sa revanche. Privée d'un succès qui semblait acquis, quinze jours plus tôt au Canada — Nigel Mansell, en tête de la course, avait abandonné lors du dernier tour — elle a obtenu une éclatante victoire, dimanche 16 juin, à Mexico. En remportant un grand prix qu'il a précédemment remporté de bout en bout devant son coéquipier Mansell, l'italien Riccardo Patrese a confirmé les possibilités des Williams face à leurs rivaux McLaren-Honda. Chef de file de cette écurie, le Brésilien Ayrton Senna, qui a dû se contenter de la troisième place, semble en bascu de régime, même s'il reste largement en tête du championnat du monde des pilotes avec quarante-quatre points, soit vingt-quatre d'avance sur Patrese, le vainqueur du jour.

Car ce succès est avant tout celui du pilote italien. Depuis plusieurs semaines, il pouvait pour autant se croire maudit. A Monaco, il avait été privé d'une seconde place pour avoir glissé sur une flaque d'huile en fin de course. A Montréal, il avait été victime d'un accident aux essais libres (toujours une flaque d'huile), ce qui l'avait par la suite obligé à courir avec une minerve. Au terme d'une course courageuse, il s'était classé troisième derrière Nelson Piquet (Benetton-Ford) et Stefano Modena (Tyrrell-Honda).

A Mexico, à l'occasion de son deux cent quarante-neufième grand prix, Patrese a donc mis un terme à cette série noire. Après deux faux départs, sur une piste balayée par un vent violent, il n'a pourtant pas en tête facile. Contrairement aux prévisions, son adversaire le plus coriace n'a

pas été le revêtement cabossé de ce circuit réputé difficile et dangereux — aux essais, la veille, Ayrton Senna avait été victime d'une spectaculaire sortie de route — mais plutôt son coéquipier britannique Nigel Mansell.

Les deux hommes avaient réuni les meilleurs temps aux essais. Mais Nigel Mansell, sans doute stimulé par son abandon dans le dernier tour à Montréal (le Monde du 4 juin), n'avait visiblement pas l'intention de partager les honneurs avec son partenaire. Au quarantième tour, alors que l'italien, considéré comme le « numéro deux » au sein de l'écurie, s'apprêtait à le doubler pour s'installer à la première place, il fut « éliminé » la piste, quitta à risquer l'accident.

Intérêt relatif

Dans les « paddocks », les grimaces de Frank Williams, le patron de l'écurie britannique, et des ingénieurs français de la régie Renault, trahissaient l'émotion de cette situation. Patrese finit par pourrir la victoire de la tête de la course. Il s'est fait plus le quitter, laissant à plusieurs reprises le record du tour. Derrière lui, son coéquipier britannique, toujours aussi combatif, précéda en deuxième place, après un extraordinaire retour sur un Patrese fatigué en fin de course.

Ce circuit en altitude ne ménage guère les mécaniques — les Français Prost et Alain Prost (Ferrari), le Brésilien Piquet (Benetton-Ford), entre autres, ont dû abandonner — mais l'italien a su mener une course régulière et intelligente, sans jamais changer de pneumatiques. Sa victoire et, plus globalement, le doublé des Williams à Mexico ont permis à l'écurie d'un champion du monde que les quatre victoires d'Ayrton Senna lors des quatre premiers grands prix (Monaco, Brésil, Saint-Martin, États-Unis) avaient fini par rendre lénifiant. Le prochain Grand Prix de France, le 7 juillet à Magny-Cours (Nièvre), devrait être décisif dans la lutte entre McLaren et Williams.

Ph. R.
(Lire page 41 la chronique de Pierre Georges)

Les JO d'hiver de 1998 auront lieu au Japon

La ville japonaise de Nagano a été choisie par le Comité international olympique (CIO) pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver de 1998.

A l'issue de cinq tours de scrutin à bulletins secrets, les responsables du CIO, réunis samedi 15 juin à Birmingham (Angleterre), ont préféré par 46 voix con-

tre 42 la candidature japonaise à celle de Salt Lake City (Etats-Unis). Les autres candidats, Acoste (Italie), Jaca (Espagne) et Oesterlund (Suède) — avaient été écartés aux tours précédents.

Nagano sera donc la deuxième ville japonaise à organiser les Jeux olympiques d'hiver après Sapporo en 1972.

Les résultats

ATHLETISME

Nouveau record de France du 200 mètres (dames)

L'athlète du Stade Français Marie-José Pérec a établi un nouveau record de France du 200 mètres, samedi 16 juin, à l'occasion de la réunion d'athlétisme de Dijon. Elle a couru le temps de 22 s 25, soit dix centièmes de moins que Marie-Christine Cazier (22 s 32) lors des championnats d'Europe 1986 à Stuttgart (Allemagne). Elle a devancé la championne d'Europe du 400 mètres, l'Allemande Grit Bruer. Elle a également remporté le 100 mètres devant une autre Allemande, elle aussi championne d'Europe en titre, Karin Knäuper.

AUTOMOBILISME

Prix du Mexique
1. Riccardo Patrese (Ita., Williams-Renault), les 298,207 km en 1 h 29 min 52 s (moyenne 197,757 km/h) ; 2. Nigel Mansell (Gr., Williams-Renault), à 1 sec ; 3. Ayrton Senna (Br., McLaren-Honda), à 57 s ; 4. Andrea De Cesaris (Ita., Jordan-Ford), à un tour ; 5. Roberto Moreno (Esp., Benetton-Ford), à 1 tour ; 6. Eric Bernard (Fra., Lola-Larousse-Ford), à un tour.

Classement du championnat du monde des conducteurs (après six courses) : 1. Ayrton Senna (Br.), 44 pts ; 2. Riccardo Patrese (Ita.), 20 ; 3. Nelson Piquet (Br.), 16 ; 4. Nigel Mansell (Gr.), 13 ; 5. Alain Prost (Fra.), 11.

BASKET-BALL

Tournoi de Pau
L'équipe de France de basket-ball s'est classée à la deuxième place du tournoi de Pau, préparatoire au championnat d'Europe qui aura lieu à Rome du 24 au 29 juin. Dominés par les Yougoslaves (71-63), samedi 16 juin, les Français s'étaient auparavant inclinés face aux Bulgares (83-61), mais avaient emporté contre les Soviétiques (103-98). La victoire finale est revenue à la Yougoslavie.

CYCLISME

Le tour d'Italie
L'italien Franco Chioccioli (Del Tongo) a remporté, à Milan, le soixante-quatrième édition du Tour d'Italie cycliste. A trente et

un ans, le coureur toscan signe ainsi le premier succès majeur de sa carrière. Son compatriote et coéquipier Mario Cipollini, s'est adjugé la vingt et unième étape, au terme de 153 kilomètres de course entre Pavie et Milan.

GOLF

Open des Etats-Unis
Les Américains Payne Stewart et Scott Simpson, ex-aequo dimanche 16 juin avec une carte totale de 282, soit 6 sous le par, à l'issue du quatrième tour de la quatrième édition de l'Open des Etats-Unis de golf, devaient se retrouver lundi 17 sur le parcours de Hazeltine long de 6 495 m (par 72) à Chaska (Minnesota), pour disputer un barrage en 18 trous.

MOTOCYCLISME

Grand prix d'Europe (vitesse)
L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a remporté l'épreuve des 500 centimètres cubes du Grand Prix d'Europe de vitesse, disputé à Jarama (Espagne). Il s'est imposé devant les deux Australiens de l'écurie Honda, Michael Doohan et Wayne Gardner. Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, le vainqueur est revenu à l'italien Luca Cadurolo (Honda).

TENNIS

Tournoi de Queen's (Londres)
Le Suédois Stefan Edberg, numéro un mondial, a remporté le tournoi sur herbe de Queen's, épreuve de l'ATP Tour dotée de 517 000 dollars, en battant l'Américain David Wheaton (vingt-cinquième mondial) en deux sets (6-2, 6-3), à Londres. Finaliste de cette même épreuve en 1988, Edberg a affiché une forme étonnante à une semaine du début du tournoi de Wimbledon où il défendra son titre.

TRIATHLON

Triathlon de Nice
L'Américain Mark Allen a remporté le dixième triathlon de Nice (4 km de natation, 120 km de cyclisme, 32 km de course à pied), sur la Côte d'Azur. Il porte ainsi à huit le nombre de ses victoires dans cette épreuve.

RELIGIONS

Nomination et décisions contestées de l'évêque de Namur

Tempête dans l'Eglise catholique en Belgique

NAMUR

de notre envoyé spécial

Deux mois seulement après son sacre à la cathédrale Saint-Aubin, en présence du premier ministre, M. Maertens, des autorités de l'Etat — et d'une poignée de manifestants — Mgr André Léonard, évêque de Namur-Luxembourg, est en plein naufrage. Le conflit qui l'oppose à la plus grande partie de son diocèse, clergé et laïcs réunis, fait la une des journaux belges. Il n'aurait qu'un intérêt local, si de telles frondes, contre de nouveaux évêques jugés conservateurs ou autoritaires, ne se multipliaient, comme à Coire-Zürich (Suisse), à Vienne ou à Salzbourg (Autriche), à Cologne (Allemagne), à Recife (Brésil), etc.

L'abbé Léonard, cinquante ans, est un théologien bien en cour à Rome. Déjà président du séminaire Saint-Paul de Louvain, il rompt des lances, dans des articles et des livres, avec les courants les plus ouverts. Il est pressenti pour devenir évêque de Liège, mais devant les réticences locales, Rome renonce. Candidat au poste de recteur de la prestigieuse Université catholique de Louvain, il n'obtient que trois voix. Mais en février dernier, malgré les consignes de prudence du cardinal Daneels, primat, de la conférence des évêques belges, du chapitre des doyens du diocèse, le pape nomme l'abbé Léonard au siège de Namur. Cette désignation est ressentie sur place comme un « coup de force ».

La crise ne tarde pas à éclater. C'est au pas de charge que le nouvel évêque reprend son diocèse en mains. Il commence par éliminer l'entourage de son prédécesseur et, un mois après son installation, annonce la fermeture de la section de théolo-

gie du séminaire, ainsi que la fusion d'un centre de formation de religieux et de laïcs (le *Senevè*), qui a près de dix ans d'existence et accueille plus de 300 étudiants, avec une minuscule Ecole de la foi qu'il avait créée, mais n'était pas reconnue.

S'ensuit une cascade de communications contradictoires, de provocations et de maladroites verbales, de bruits de portes qui claquent. Du bras de fer entre l'évêque et son clergé, il ressort que le responsable de la formation théologique des futurs prêtres a démissionné, que trente-quatre doyens sur trente-huit sont entrés en dissidence, que quarante-deux jeunes prêtres, ordonnés par son prédécesseur, qualifient leur nouvel évêque de « fossyeur » et se disent prêts à prendre leurs dispositions s'il les estime « mal formés ». Des pétitions circulent. Des paroisses, des mouvements protestent.

L'enjeu de la formation des prêtres

Cette affaire est exemplaire, car elle touche au point le plus sensible dans l'Eglise catholique : celui de la formation des prêtres, dans un contexte d'effondrement des effectifs. Pour un diocèse de 650 000 habitants, qui est le plus vaste de la Belgique francophone, Mgr Léonard ne compte que sur 350 prêtres en service actif. La moyenne d'âge de son clergé est de soixante-deux ans. Une vingtaine meurt chaque année ou deux jeunes prêtres per an. Ce cas est loin d'être unique et de telles crises sont en train de couvrir ailleurs, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en France.

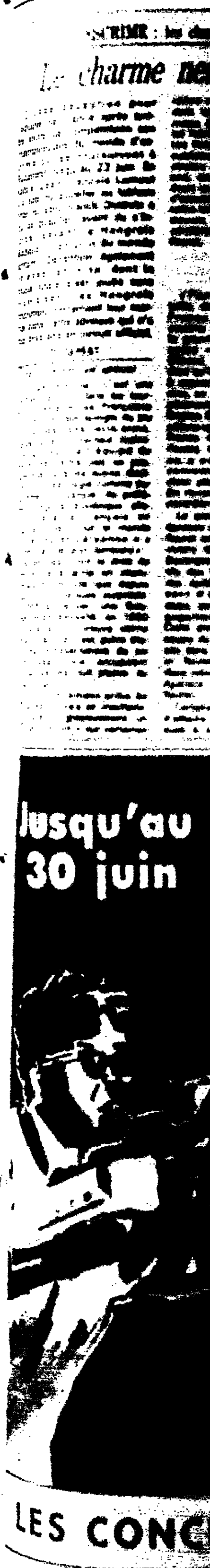
Pour obtenir des prêtres « plus

nombreux et plus performants », comme dit Mgr Léonard, la solution serait d'offrir aux candidats une formation plus directive et sécurisante, insistant sur l'identité traditionnelle du prêtre plus que sur la responsabilité du laïc, sur le prêtre plus que sur l'engagement dans le monde, éliminant tout esprit de contestation et préconisant une fidélité absolue au magistère de l'Eglise. Telle est l'orientation donnée par Rome aux études théologiques. Elle heurte de front une génération de formateurs qui avaient puisé dans le concile Vatican II (1962-1965) un modèle de prêtre surtout à l'écoute des questions du monde moderne, plus soucieux de dialogue et de responsabilité partagée, dans et hors de l'Eglise, que de certitudes à asséner.

C'est l'enjeu du conflit qui a éclaté en Belgique. Lundi 17 juin, Mgr Léonard devait rendre publique une lettre d'apaisement, revenant sur sa décision de fermer le séminaire, mais se réservant le droit d'envoyer ses futurs prêtres dans des établissements plus sûrs comme le centre Saint-Paul de Louvain ou l'Institut d'études théologiques de Bruxelles, où des évêques français, classés comme conservateurs, adressent aussi certains de leurs séminaristes. Mais le clergé et les théologiens de Namur continuent d'exiger de leur évêque une « réhabilitation publique » de leur action. En attendant, les autres évêques, comme le cardinal Daneels, se taisent. En cas de conflit entre un évêque et son diocèse, comme à Namur, à Coire-Zürich ou à Recife, aucune médiation n'est possible. Le clergé et les fidèles n'ont aucun recours dans une Eglise où la démocratie interne reste à inventer.

HENRI TINCO.

مكتبة الأمل



ESCRIME : les championnats du monde à Budapest

Le charme neuf de l'épée féminine

Grosse déception pour l'équipe de France après quatre jours de compétitions aux championnats du monde d'escrime qui se poursuivent à Budapest jusqu'au 23 juin. En sabre, Jean-François Lamour n'a pas pu accéder au tableau final où seul Franck Ducheix a pu se qualifier, avant de s'incliner devant le Hongrois Nebald, champion du monde sortant. Déception également en épée féminine, dont la phase finale s'est jouée sans Françaises. Les Hongrois impriment nettement leur marque dans cette épreuve qui n'a que trois ans en circuit officiel.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

« L'épée féminine ? C'est une boutée d'air pur dans les tournois. » Même si les Françaises n'ont pu tirer leur épingle du jeu cette année dans cette arme, Claude Leclerc, directeur technique national de l'équipe de France, ne cache pas sa joie. Alors que dans les autres disciplines, tout est réglé comme sur du papier à musique, de préférence hongrois, soviétique, allemand, italien et français, en épée féminine « tout le monde se cherche et personne n'a encore marqué son territoire ».

Les femmes n'ont le droit de pratiquer cette arme en championnats du monde que depuis 1989. D'où quelques surprises. En 1989 à Denver, une Suissesse l'avait emporté, en 1990 une Cubaine. Et, preuve ultime que la hiérarchie n'est guère établie : les représentantes de six nations, pas moins, occupaient cette année les huit places du tableau final.

Traditionnellement arme de duel, arme « dure » et machiste, l'épée tire progressivement un trait — au féminin — sur certaines

idées reçues. Dans un sport dont tous s'accordent plus ou moins à dire qu'il est fait « par les hommes pour les hommes », les femmes ont relégué aux oubliettes les rires de « ces messieurs » qui estimaient, il y a dix ans, encore que le sexe faible était incapable, à leurs yeux, d'accuser les coups acérés de la lame triangulaire de l'épée et devait, par conséquent, se contenter de l'arme d'étude : le fleuret.

« Une arme de maturité »

« Pourtant, estime Gilbert Lefin, directeur des équipes de France, c'est de la belle escrime. » L'homme qui a « fait » la grande équipe masculine de cette « arme de maturité » (Riboud, Boisse...) avoue cependant qu'il reste encore beaucoup à apprendre, pour la gent féminine, en technique... et en tempérament. « A l'épée, expliquent Brigitte Benon et Valérie Barlois, sélectionnées en équipe de France, il faut toujours aller de l'avant, toujours progresser. On ne s'embarrasse pas des conventions du fleuret. C'est donc plus ludique, plus direct. En revanche il faut savoir se contrôler ».

Le pentathlon (qui inclut une épreuve d'escrime) et surtout le fleuret ont alimenté les premiers viviers de la « nouvelle » arme. Devançant aujourd'hui les effectifs des fleurettistes, le nombre des épéistes féminines ne cessent d'augmenter dans les clubs, ainsi que le nombre d'engagements en compétitions. Cette année, treize tournois de coupe du monde ont été organisés dans cette arme contre sept en fleuret. A Budapest, trente deux nations avaient engagé une épéiste contre vingt-neuf au fleuret.

Certains pays, très vite, ont d'ailleurs compris l'intérêt qu'il y avait à former au plus vite de

véritables épéistes femmes. La Hongrie, qui a misé dès le départ sur l'arme neuve, a récolté, cette année, les fruits de ses efforts : une médaille d'or (Marian Horvath) et une de bronze (Marin Varkonyi). En trois ans à peine, au pays du sabre, l'épée féminine se sera imposée comme deuxième arme, devant l'épée homme et le fleuret. L'Union soviétique, elle-même, qui généralement regarde à deux fois avant d'investir dans une épreuve non olympique, n'a pas non plus dédaigné la toute nouvelle discipline, décrochant même un titre mondial aux championnats 1990 juniors.

Dans le concert international, la dernière prestation des Françaises fait piètre figure. En l'absence de Sophie Moressée, demi-finaliste l'an dernier, Brigitte Benon, victorieuse d'un championnat du monde officieux en 1988 à Orléans, et Marlène Hauterville, la Guadeloupéenne victorieuse aux Jeux centraméricains 1988, n'ont pu se hisser dans le tableau final et se sont classés respectivement 21^e et 26^e.

Reste maintenant à l'épée féminine à trancher la question olympique. A l'heure où les instances internationales envisagent de condenser l'ensemble des épreuves d'escrime jugées trop encombrantes par leur calendrier étalé sur dix jours, en rajouter une tiendrait de la gageure. « Mais ne pas l'inclure au programme des JO », confie M. Pierre Abrie, le président de la Fédération française d'escrime, « serait oublier qu'à terme l'épée, arme de loisir, s'affirmera comme l'arme la plus promotionnelle pour l'escrime. » Aussi est-il optimiste : il prévoit un essai olympique féminin à l'épée pour 1996.

JEAN-MICHEL DUMAY

Base-ball, basket-ball et football

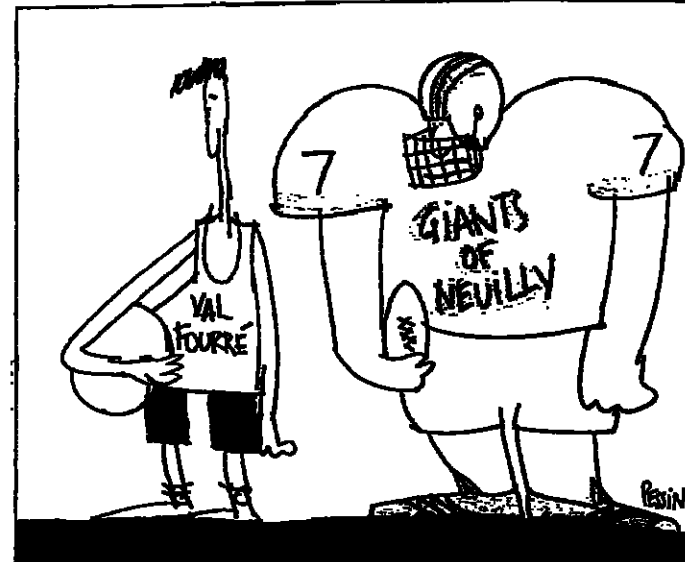
La nouvelle vogue américaine

Les Argonautes d'Aix-en-Provence sont devenus champions de France de football américain en dominant les Castors de Paris, samedi 15 juin à Paris. Ce même week-end, l'équipe italienne Nettuno remportait, au stade Pershing, la Coupe d'Europe de base-ball. Tout comme le basket-ball, ces deux sports originaires des Etats-Unis comptent de plus en plus d'adeptes en France, pour la plupart des jeunes gens fascinés par la culture américaine.

Une Coupe d'Europe de base-ball à Sarcelles, un championnat de football américain au stade Jean-Bouin, des matches de basket-ball sur Canal Plus... La France du sport se donne des airs d'Amérique. Elle s'invente des super-bowl à la porte d'Antenn 2 et des world series à Vincennes. Bien sûr, le titre de champion de France de football américain des Argonautes reste affaire confidentielle. Certes, la cinquième place du PUC dans le tournoi européen de base-ball ne laissera guère de trace dans l'histoire du club universitaire. Pourtant, dans quelques années, ces anonymes feront peut-être figures de pionniers, tant les sports « américains » gagnent du terrain.

Le basket-ball (trois cent cinquante mille licenciés en France) bénéficie pleinement de cet effet de mode. Ce sport, indissociable de la culture des quartiers populaires de Washington, Chicago ou Los Angeles, serait-il en passe de connaître le même succès dans les banlieues françaises ? Il ne concurrence pas encore le football, loin de là. Mais l'engouement est indéniable. Les jeunes le découvrent sur fond de musique rap. Ils aiment le look des champions, leur dynamisme, leur décontraction, et s'arrachent les mensuels français consacrés au basket-ball (Maxi-Basket, Cinq Majeur, Mondial Basket) ou, plus généralement, à l'ensemble des sports américains (Newsports, Sports Actions).

Au-delà des modes musicales et vestimentaires, le phénomène s'ex-



plique aussi par la stratégie de la National Basketball Association (NBA), la ligue professionnelle de basket aux Etats-Unis. Après avoir longtemps ignoré l'Europe, terre d'exil de ses champions en pré-retraite, elle semble d'avantage s'intéresser à ce nouveau terrain de jeu. Bien lui en prend : organisé par la société Nike, la simple venue à Paris, en septembre 1990, de Michael Jordan, meilleur joueur du monde et idole des jeunes Noirs américains, a attiré sept mille fans.

Ni le base-ball, ni le football américain ne peuvent encore revendiquer un tel succès. Ils ne séduisent guère les gamins de banlieue. Trop compliqués. Trop lointains. Trop chers, surtout. En revanche, ils attirent de plus en plus des étudiants, des jeunes gens « branchés », également fascinés par la société américaine.

En dix ans, la fédération de base-ball a vu le nombre de ses licenciés multiplié par vingt-cinq, pour atteindre cette année treize mille pratiquants. « Les jeunes sont d'abord attirés par le côté américain, l'équipement, l'ambiance. Puis, rapidement, ils se

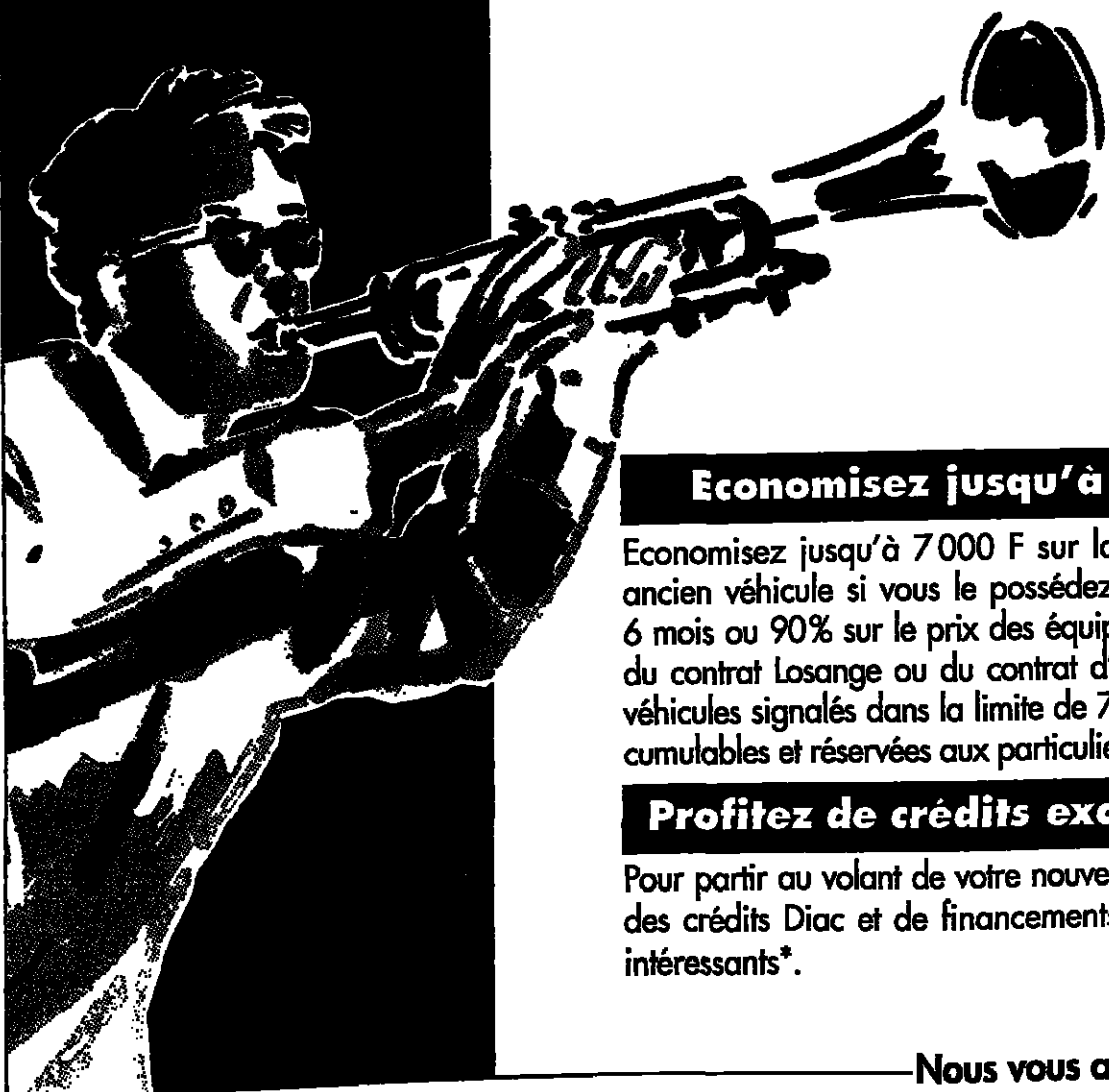
passionnent pour les finesses de ce sport, qui met en valeur l'expression individuelle dans un cadre collectif », explique Jean-Jacques Louis, le directeur technique national, qui rêve de présenter une équipe nationale aux Jeux olympiques avant la fin de la décennie.

Le football américain suscite également un engouement indéniable. La France assimile doucement les pratiques de ce sport vénéré aux Etats-Unis. Les licenciés, au nombre de quatre mille, tentent d'estomper peu à peu leur mauvaise réputation de « surhommes » violents. Afin d'attirer de nouveaux adeptes, le jeu au sol, difficile à comprendre pour les non-initiés, fait place à un jeu plus aérien, riche en passes à grande distance décochées par les *quarterbacks* (meneurs de jeu). La fédération française envisage aussi de multiplier ses efforts en milieu scolaire, sous une forme plus adaptée : le *flagball*, variante du jeu, moins « physique », qui consiste à arracher au porteur du ballon un petit drapeau fixé à sa ceinture.

STÉPHANE BRULÉ

Jusqu'au
30 juin

C'est en musique sur toute la gamme Renault.



Economisez jusqu'à 7 000 F

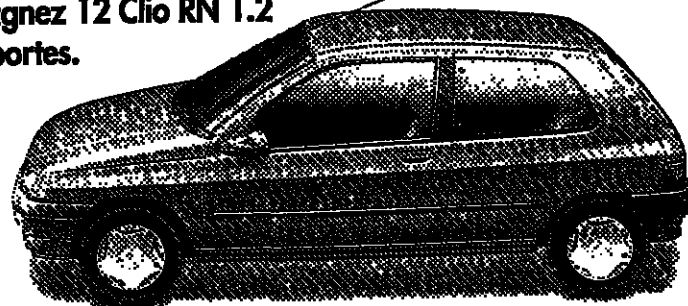
Economisez jusqu'à 7 000 F sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois ou 90% sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de 7 000 F. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

Profitez de crédits exceptionnels

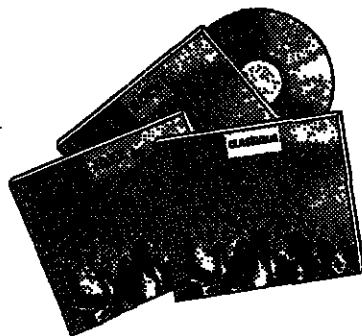
Pour partir au volant de votre nouvelle Renault profitez des crédits Diac et de financements particulièrement intéressants*.

Jouez et gagnez

En participant au grand jeu national gratuit de la Clé de Sol.
Gagnez 12 Clio RN 1.2
3 portes.



Des milliers
de disques laser.



Un million de Pin's.

Nous vous attendons

LES CONCESSIONNAIRES ET AGENTS RENAULT.



TAPEZ 36-14

* Sous réserve d'occupation du dossier par le Diac - RCS Nanterre B 702 002 221.

CULTURE

MUSIQUES

L'élixir du vieux John

Dans « Falstaff », l'ultime opéra de Verdi, la vie est bien une farce. Quel soulagement !

FALSTAFF
au Théâtre des Champs-Élysées

« Patras », chantent les comédiens déchaînés en balançant dans la Tunisie, pour châtiment de son outrecuidance, Sir John Falstaff, l'Aldo Mascione du lyrisme (« elles ne peuvent pas me résister »). Patras : Falstaff a déboulé samedi soir sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées devant un public désabusé de penser qu'un spectacle d'opéra puisse être tout simplement un bonheur partagé.

Ce bonheur, les chanteurs et l'orchestre ont eu tout loisir de le goûter : la mise en scène réalisée en 1988 par Peter Stein pour Cardiff et son Welsh National Opera est passée par Londres, Milan, New-York et Tokyo. Mais il faut un bon acte d'adaptation pour que ce bonheur devienne tout à fait le nôtre. On reçoit comme un embrasement dans l'œil le premier accord pétaradant. On se demande d'où vient aux chanteurs cette expression d'exaspération intérieure, ces airs de conspirateurs : on leur en veut un peu de chanter si fort pour couvrir un orchestre tonitruant et, non contents d'ouvrir de la voix leurs machinations compliquées, de heurter mûrs et mûbles systématiquement, d'agiter convulsivement bras et jambes comme sous l'action de poil à gratter. Quand arrive enfin la superposition rythmique par laquelle le premier acte vole en éclats — ternaire pour les dames, binaire pour les messieurs — le bafouillage dans la fosse devient fort peu britannique.

Puis les troupes se retrouvent à l'acte deux, un peu moins survoltées. Et nous voici pris, enchaînés, au rythme de cette « conversation en musique » entrecoupée, comme dans la vie même, de gestes triviaux ou inconsidérés, vrai dialogue de théâtre où se coupe la parole, où le temps presse, et où le beau chant, le chant de l'opéra, est écarté en romances et en arias, s'insinue comme il le peut — sublimement — dans les rares parenthèses de cette logorrhée. Si Falstaff est une farce, c'est aussi une fêlée, une illusion comique. Bien des metteurs en scène se sont engouffrés dans ses grandes heures de poésie (couple d'amoureux à la Peynet, mascarade surréaliste au troisième acte) comme dans le phantasme de jalousie, le grand vent de folie, qui emporte Ford au second acte, dans le sillage de Lear, de Pro-



Suzanne Murphy et Donald Maxwell dans « Falstaff » mis en scène par Peter Stein : un Helzapoppin élisabéthain

pero. Verdi savait que chacun penserait, alors, surtout à *Othello* (son Falstaff, Victor Maurel, avait été le créateur de Iago six ans plus tôt).

Le héros idéal

Composant à près de quarante ans son ultime opéra, sur un livret librement adapté de Shakespeare par Boito, le musicien revenu de tout s'offre ainsi tous les luxes de l'illusion, de l'auto-critique, de la parodie, jusque dans des détails strictement musicaux : deux voix de baryton au sommet de l'affiche, comme dans *Don Giovanni*.

Stein ne s'est engouffré dans aucune de ces voies détournées. Il a respecté au plus près les indications très précisément notées par le musicien et son scénariste pour ne les modifier que lorsque le réa-

lisme — l'illusion de réalité, plutôt — l'imposait. Au jardin du second tableau, il a substitué une place de village à deux accès, plus commode pour les déplacements symétriques. Le repaire de Falstaff ressemble davantage à un grenier qu'à une hôtellerie, ce qui ajoute à la bizarrerie du premier tableau. On suit la progression de cette folle journée au déclin d'une belle lumière indirecte qui a des reflets dorés de campagne anglaise. Le pourpoint carmin de l'obscur hyperbolique — la page diaphane, le verre de vin vissé à la main — est un objet de collection, comme tous les costumes d'une production pourtant modeste dans ses décors et son budget ; l'interprète du rôle de Pistol a été dégingandé : Filochard flanqué de son Ribouldingue en la personne de l'apoplectique Bardolffo. Un paravent, une malle en osier, sont les accessoires incontrôlables de

cet Helzapoppin élisabéthain. Mrs Quickly (un peu espagnole, peut-être) est la diablesse électrique voulue par le livret.

Depuis le rideau de scène (des toits stylisés) jusqu'au moindre détail du sabbat final (soir de fête que s'offre tout un village riant sous cape, les enfants en tête), Peter Stein a joué sur l'unité du lieu, sur l'intimité du groupe, sur la peinture « vraie » d'une mini-société à une époque donnée. Accessoirement, il dit à travers Falstaff, mais sans forcer, son respect aux forces vitales, son admiration pour l'excentricité, pour l'énergie de s'accepter comme on est, et d'accepter aussi que la vie soit une farce insignifiante.

Falstaff est peut-être la machine la plus sophistiquée de toute l'histoire de l'art lyrique : on n'y a cette fois rien créé, instruit par un *Othello* difficile, également produit deux ans plus tôt au Pays de Galles, le maître d'œuvre a obtenu de Brian McMaster, patron de l'Opéra de Cardiff, une équipe de jeunes chanteurs, en majorité anglais, des répétitions illimitées, un chef d'orchestre expérimenté, mais qui ne lui dispute pas les rôles. Des années après, cette distribution formidable est quasiment inchangée (!), preuve que les bons principes peuvent encore être appliqués au travail d'opéra.

Fidèle à une amitié mûrie au fil des années pour John Falstaff, l'homme de la Schaubühne est même venu retravailler sa mise en scène, pendant deux semaines, aux Champs-Élysées. Il a trouvé le temps d'adresser une lettre personnelle au vieux John (la lettre est dans le programme). Il le remercie d'être, pour un metteur en scène de théâtre, le héros idéal. Celui qui, comme le disait déjà Boito dans le livret, « donne de l'esprit aux autres ».

ANNE REY

(1) Le rôle titre est toujours tenu par Donald Maxwell, celui de Ford par David Morris (il est par Mark Holland le 25). Suzanne Murphy est Alice Ford, Nuccia Focile incarne Mamelet, Wendy Verco prête sa voix à Meg Page et Paul-Charles Claret à Fenton. Seul le rôle de Mrs Quickly est confié à une nouvelle venue : Claire Powell ; et ce n'est plus l'orchestre de l'Opéra gallois mais celui de Bournemouth qui dirige Richard Armstrong.

Les 17, 19, 21 et 25 à 19 h 30, le 23 à 17 heures. Tél. : 47-20-36-37.

La grange musicienne

Les 28^e Fêtes musicales en Touraine boycottent Mozart et révèlent un jeune piano-forliste

TOURS

de notre envoyé spécial

La grange de Meslay est pleine à craquer. Après deux années d'absence, Sviatoslav Richter est de retour. Mille personnes sont venues le fêter. Toujours aussi rebelle, il a décidé qu'on ne jouerait pas Mozart dans sa grange cette année. Le programme du festival est donc centré sur Haydn, et sur Bach à qui Richter consacre trois récitals (les 14, 20 et 22 juin) et un concert avec orchestre qu'il donnera, le 30 juin en clôture, et qui sera dédié à la mémoire du « génèreux musicien et ami Oleg Kagan » et en soutien à l'action humanitaire de Médecins sans frontières. Ces quatre manifestations affichent bien sûr complet.

Richter entre en scène, un peu assombri, toujours aussi impressionnant. Il s'assoit devant un grand Yamaha, dont le couvercle est fermé. Il pose ses partitions sur le pupitre. A sa gauche un jeune tourneur de pages. A sa droite une minuscule lampe éclairant faiblement la scène, comme à l'accoutumée. La salle est plongée dans le noir. Sa sonorité est fluide, ses attaques variées, sa maîtrise du temps et son pouvoir de concentration sans équivalents (malgré de petits dérapages, d'infimes choses, sans importance).

Richter renvoie les *Suites italiennes* à leur destination première, qui est didactique, familière comme l'est la quasi-totalité de la musique pour clavier du Cantor. Richter n'a rien du pianiste extraverti qui éblouit son public, le violente, rien non plus de Glenn Gould qui doutait tant du sien, que de son studio d'enregistrement il lui livrait un Bach tout maché, le plus souvent suffisamment assésé pour plaire à tous. Richter, lui, joue comme s'il était chez lui, comme s'il travaillait en artiste. Une telle attitude est irremplaçable, même si l'on se dit que, décidément, *l'Ouverture à la française* qui clôturait son premier récital vendredi soir résiste vraiment au piano : son écriture exige le clavier. Le problème de l'instrument se reposait dès le samedi 15 après-midi à travers le récital d'Andreas Staier. Est-ce Haydn ou le piano-foriste qui ont retenu chez eux les auditeurs de la veille ? Il n'y avait plus que 250 personnes pour écouter et fêter ce jeune artiste allemand. Le piano-foriste fait encore peur.

Il ne faut pourtant pas à Andreas Staier plus d'un mouvement de sonate pour démontrer la supériorité de cet instrument sur le

piano moderne dans le répertoire classique. Ce qu'il faut imaginer puis tenter de reconstruire sur le grand piano sonne de façon naturelle sur un instrument ancien dont les basses sont plus légères, plus chantantes, le médium plus souple, les aigus moins pénétrants, moins féroces, pour ne rien dire des pédales (des genouillères dans le cas présent, plaques sous le clavier) qui modifient la nature même du son, presque à la manière des jeux du clavecin.

Merveilleuse liberté

Andreas Staier sait plier ce bel outil à sa volonté. Ce jeune interprète de trente-cinq ans aborde les cinq sonates de Haydn qu'il avait choisies avec une merveilleuse liberté. Il sait prendre le temps de rêver, de laisser s'épanouir la sonate impétueuse. Ce charme, cette expressivité sont portés par une logique de construction assez fascinante. Le public fait un triomphe à Staier, triomphe qui ne sera dépassé que le dimanche midi après l'exécution des *Sept dernières paroles* de Christ sur la croix de Haydn par le Quatuor Lindberg. Cet ensemble britannique témoigne de conceptions musicales d'une réelle grandeur, et n'accorde à la beauté classique qu'un intérêt mesuré, préférant se concentrer sur le matériau, l'expression, la forme.

Le ténor allemand Uwe Heilmann faisait ses débuts français à Meslay, la veille au soir, dans les *Contes de Haydn*, Schubert et Schumann. Un excellent chanteur, pensionnaire de l'Opéra de Stuttgart, dont les petits problèmes d'intonation, l'aigu pas toujours bien maîtrisé dans la puissance, ne sont rien en regard de la beauté de son timbre, de la longueur de son souffle, du raffinement de ses nuances. Ses mimiques extasiées, ses airs renoués donnent malheureusement le fou rire pendant les *Amours du poète de Schumann*.

Le pianiste Norman Sheller est sans doute un excellent accompagnateur (*Il se trouve dans Haydn et Schubert*) mais, pour Schumann, Tchaïkovski, de multiples doigts et plus d'imagination.

ALAIN LOMPECH

Prochaines concerts à Meslay : récital des violoncelles Rameau, Vivaldi et Beethoven (le 21 juin) ; Rameau, Gurtmann (le 22 juin) ; Quatuor Mosquieu (le 23 juin) ; récital de piano par Jean-Bernard Pommerehne (le 26 juin), de clavecin par Christophe Rousseau (le 30 juin). Tél. : 47-21-65-06 et 66-15.

Un entretien avec le metteur en scène

« Je trouve l'opéra compliqué, les relations avec les chefs d'orchestre difficiles » nous déclare Peter Stein

Metteur en scène de Falstaff, Peter Stein est désormais chargé du théâtre au Festival de Salzbourg.

« Depuis les origines, dit Peter Stein, le théâtre est présent au Festival de Salzbourg : une création, la reprise de l'année précédente, et *Jedermann* en hommage à Max Reinhardt, qui y a monté la pièce pour expérimenter sa conception du spectacle total. J'ai accepté la proposition de Gérard Mortier à condition de pouvoir doubler la mise. Deux créations, les reprises de l'année précédente, quelques spectacles invités. J'offre alors 350 % de spectateurs supplémentaires. Ces spectateurs sont évidemment évanescents. Aucun nom ne peut apporter une garantie absolue. Mais à partir de cet apport, un public nouveau se dégagea forcément, auquel, j'espère, s'ajoutera celui de toujours, qui s'intéressera et paiera. J'ai demandé que, pour chaque représentation, la moitié des billets ne dépasse pas 400 ou 500 schillings, environ 200 F. Même si les places étaient gratuites, Salzbourg reviendrait cher avec le voyage, les restaurants, les hôtels, d'ailleurs tous réservés d'une année sur l'autre. Mais on peut loger dans les villages alentour, comme à Bayreuth. On peut venir de Munich, à une heure et demie de voiture, ou même de Vienne. C'est pourquoi les représentations se donneront en matinée, à 15 heures et 17 heures.

« Dans mon contrat, j'ai demandé l'exclusivité du Petit Théâtre et du Manège d'été, pour les spectacles de plein air — on peut le couvrir en cas de mauvais temps et y installer 1500 spectateurs. Nous allons y monter la trilogie romaine de Shakespeare, *Coriolan*, *Jules César*, *Antoine et Cléopâtre*. Mon idée est de rassembler les meilleurs comédiens de langue allemande, avec les meilleurs metteurs en scène européens. J'ai envie depuis longtemps de travailler avec Patrice Chéreau et Luca Ronconi. Nous appartenons à la même génération, nous avons débuté pendant les années 60, notre conception de la société va dans un même sens. Nous avions déjà envisagé un travail parallèle à la Biennale de Venise, avec des élèves, des jeunes comédiens de différentes nationalités. L'expérience n'a pas eu lieu, nous avons l'occasion de la reprendre sous une autre forme.

« Nous avions trente ans, nous en avons cinquante »

« Les chroniques sont favorables : le travail se concentre sur une durée courte, dans une période habituelle de vacances. Les répétitions commencent fin mai, début juin, et la première a lieu vers le 25 ou le 26 juillet. On donne dix représentations et basta. On reprend l'année suivante. Entre-temps, je ne suis pas de tournées. Pas en

Allemagne en tout cas, où n'existe pas d'endroit comme le Manège d'été. Je n'en connais pas.

« Je suis entièrement responsable du théâtre, mais c'est clair, je discute avec Gérard Mortier. Quand j'ai signé — pour trois ans reconductibles — il avait déjà établi son programme de 1992, nous en sommes donc à 1993. Nous allons peut-être nous trouver en concurrence sur les metteurs en scène. Chéreau doit monter *Don Giovanni* en 1994. Moi non. Gérard Mortier m'a demandé *Pelléas et Mélisande* et je vais le faire (!), mais je trouve l'opéra compliqué, les relations avec le chef d'orchestre difficiles, normalement c'est moi. A lui de dire ce qui est musicalement possible, mais j'attends de lui qu'il me laisse choisir entre trois ou quatre possibilités.

« Je n'ai jamais abandonné le théâtre. Je prépare Faust pour novembre 1993 avec dix mois de répétitions à la Schaubühne. Je n'en reprends pas la direction, Salzbourg à mi-temps me suffit même si, comme indépendant, je suis finalement moins libre d'organiser le suivi des spectacles. Il y a vingt ans, en réaction contre le système allemand et à partir de zéro, nous avions créé cet appareil très fort, très productif. Mais pendant quinze ans, organisant un collectif et m'y consacrant, je me suis coupé des autres. Je ne suis pas la scène allemande — et je

dois chaque été engager cent cinquante comédiens. Que va devenir la Schaubühne ? Nous avions trente ans, nous en avons cinquante. Imagine-t-on un ensemble, un collectif de quinquagénaires, de sexagénaires ?

« Je n'entends pas parler de nouvelles écritures »

« Si de jeunes comédiens veulent recommencer l'expérience, pourquoi pas ? Mais ils ne retrouveront jamais la situation que nous avons connue. Elle a correspondu à un essor formidable de la RFA, à la situation particulière de Berlin « vitrine de l'Occident ». C'est fini, c'était déjà sur le déclin avant la réunification. Les « événements » faisaient toujours salle comble, mais pour le quotidien, nous avions du mal. Les théâtres sont ouverts toute l'année, c'est un service public. Je ne vois pas, pour l'instant, ce qui va se passer. Je connais les meilleurs auteurs, je n'entends pas parler de nouvelles écritures. Quant aux metteurs en scène, ils subissent la pression de l'événement. Et puis, ils ont l'impression que notre génération a tout fait, qu'il ne leur reste plus rien à inventer. Il faut les laisser revenir aux origines, aux formes des années 50 éventuellement. Quand ils sauront où ils veulent aller, il faudra seulement leur ouvrir la route.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) En coproduction avec le Châtelet.

VENTES

Le premier des « Carnets de guerre » de Sartre acquis par la Bibliothèque nationale

Cinq des quatorze manuscrits sont déjà publiés. Où sont les autres ?

L'ont-ils cherché ce carnet, ce premier *Carnet de la drôle de guerre*, les sartiens, sarteux, sartrologues, sartraphiles ? Sa réapparition dans la vente de la collection du professeur Millot a créé l'émotion (*Le Monde* daté 16-17 juin). A 100 000 francs, la Bibliothèque nationale a pu faire valoir son droit de préemption, qu'elle a également fait jouer pour des brouillons de la pièce *Le Diable et le Bon Dieu*, dont elle possède déjà un important manuscrit.

En septembre 1939, à Mammoutier, Sartre commence ce *Journal de guerre* — c'est le titre qu'il inscrit sur la première page du petit carnet de moleskine qu'il avait emporté avec lui lors de la mobilisation. S'il a d'emblée l'idée de le publier, il le destine d'abord à ses familiers, Simone de Beauvoir en particulier, à qui le carnet est dédié. Son but : témoigner de la place qui est la sienne, soldat de deuxième classe versé dans la météorologie, et penser l'événement, penser la réalité humaine comme « être-pour-la-guerre » et non comme « être-pour-la-mort » ainsi que l'avait fait Heidegger.

Jusqu'en juin 1940, quand il est fait prisonnier, Sartre emplit quatre carnets avec une liberté d'écriture qu'il n'a jamais connue, abordant tous les sujets, esquissant un autoportrait, réfléchissant sur ses lectures de journaux d'écrivains dans la guerre, cherchant à renouveler le genre.

Cinq de ces carnets étaient restés en sa possession. Arlette Elkaim-Sartre, sa fille adoptive, détentrice du droit moral sur son œuvre, les a publiés en 1983, chez Gallimard, sous le titre *Les Carnets de la drôle de guerre*, un volume de 430 pages, et l'un des meilleurs

ouvrages de Sartre. L'année dernière, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, Pierre Assolonne publiait dans le magazine *Lire* les résultats de l'enquête qu'il avait menée, avec l'aide de tous les familiers de l'écrivain et des spécialistes de l'œuvre, pour retrouver les carnets disparus. Il était arrivé à la conclusion que l'un au moins était aux mains d'un collectionneur qui ne souhaitait pas se faire connaître.

Un trésor ignoré

On le sait à présent : c'était le professeur Millot. Le carnet lui avait été vendu par un célèbre marchand parisien vers la fin des années 50. Peut-être avec l'accord de Sartre, qui ne s'en souciait plus, l'avait donné à un familier ou se l'était laissé subtiliser sans protester. Où sont les huit autres ? Les quatre ou cinq que Jacques-Laurent Bost, ami de Sartre, avait dans sa musette quand il fut blessé et évacué en 1940 sont-ils détruits ? Rien ne l'assure (il serait les carnets numérotés VI à X). Une autre piste mène du côté d'un gynécologue vivant dans le Jura au début des années 50. Quelques-uns des carnets se trouveraient parmi des papiers non inventoriés, regus en héritage. L'actuel détenteur ignorerait donc qu'il possède un trésor.

A la télévision, Pierre Bellemare, Jean-Marie Cavada, Bernard Pivot, Pierre-André Boutang ont dit leur intérêt pour la chasse aux manuscrits perdus. D'autres que ceux de Sartre pourraient resurgir par la même occasion. Mais l'expérience reste à tenter.

MICHEL CONTAT

Brosses et p...

Robert M...

la position m...

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

MA. AVAL

CONSTRUCTION

CULTURE

ARTS

Brosses et paillettes

Quoi de commun entre Robert Malaval et Roy Lichtenstein ?
L'art de faire de la peinture sans en avoir l'air

ROBERT MALAVAL
à la galerie Boudouin Lebon
ROY LICHTENSTEIN
à la galerie Daniel Templon

Rencontre posthume, et sans doute fortuite, d'un pop américain et d'un inclassable français : deux galeries, à quelques rues de distance, exposent des tableaux qui ont un air de parenté, surfaces où s'entroulent et s'étalent des boucles de couleurs passées à grands gestes et larges mouvements du bras. Compositions abstraites, à l'évidence, mais d'une abstraction arrêtée, figée, comme mise sous verre. Les expressionnistes de New-York et de Paris des années 30, Pollock, Kline, Hartung, Schneider, avaient de ces envolées rythmiques, ils les espéraient lyriques, émouvantes au moins, et que l'œil du regardeur reconnaît les traces de leur inspiration.

Robert Malaval, quand il peint sa série des *Paillettes*, entre 1973 et 1980, procède à l'inverse. Sur l'acrylique dont il recouvre la toile par balayages en spirales, il souffle des nuages de paillettes brillantes qui se prennent dans la couleur. On dirait une poudre de métal ou les confettis d'un bal masqué. L'abstrait est travesti, l'expression fardée - la peinture trop joye pour être honnête, comme dans les portraits de Warhol. En rose grossière, bleu électrique, noir velouté et jaune doré, les compositions s'inspirent des classiques du moderne et citent le carré noir inscrit dans un rectangle noir et l'emboîtement des formes façon mandala.

Mandalas pour rire cependant. Malevitch comiques : rien de sérieux dans ces œuvres, si ce n'est leur dérision et la lassitude d'un peintre qui joue à démontrer les artifices de son art. Il y a aussi, bien, avec tant de conviction, qu'il se suicida en août 1980, après quelques ultimes *Paillettes*, peut-être parce qu'il lui a semblé inutile désormais de continuer à peindre puisqu'il peignait si bien.

Lichtenstein a suivi, mais moins loin, la même logique de la négation. Méthodiquement, il observe depuis trente ans la dégradation de la peinture, photographiée, reproduite, démultipliée, et, au cours de cette diffusion, privée de qualités.

Appliquée à l'expressionnisme abstrait, cette entreprise de démolition l'a conduit à isoler le geste du peintre, qu'il traite à la manière d'un stéréotype en juxtaposant sur le blanc du fond des coups de brosse que ce traitement neutralise. Plus d'expression, là encore : rien que des fantômes.

Dans ses collages récents, dont sont exposées des pièces issues de trois séries exécutées entre 1984 et 1990, il combine ces fragments d'abstraction à des éléments de bande dessinée agrandis et à des images d'intérieurs que l'on croit tirées d'un magazine d'ameublement spécialisé dans les salles d'attente de dentistes et d'experts-comptables.

Comme Lichtenstein a infiniment de savoir-faire et maîtrise adroitement le mélange des genres, ce qu'il montre là ne manque pas d'élégance - mais manque de vigueur, manque de cette violence froide qui a fait la grandeur de Malaval.

PHILIPPE DAGEN

► Robert Malaval, *les Paillettes*, Galerie Boudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004, Paris ; tél. : 42-72-09-10. Jusqu'au 13 juillet.

► Roy Lichtenstein, Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg et 1, impasse Beaubourg, 75003, Paris ; tél. : 42-72-14-10. Jusqu'au 20 juillet.

Le design recyclé

Provocants mais utilisables, les meubles et les objets détournés d'un créateur grinçant

LE MOBILIER DE COLL'PART
à la galerie Cath'Art

La dernière exposition de meubles de Coll'Part, galerie Via, avait pour titre « Quelle horreur ! » Triomphe du détournement purifié et du recyclage kitsch : là, un bar roulant précollé à partir d'un landau monté sur patins à roulettes et spatules de ski, ici une chaise dite *Pas cap de s'asseoir*, avec dossier et assise découpés dans des radiographies, ou encore une *Table cruelle pour jeune fille au pair*.

L'exposition, qui se tient actuellement à la galerie Cath'Art, est bien sûr une suite. Son titre ? « Mais ça pourrait être pire. »

Loufoque, grinçant, Radjar Coll'Part maintient le chahut avec le lyrisme, dilués allégrement les débris des villes et des champs. Avec de la toile ondulée, des balayettes, des piles électriques, des bouts de céramique, des morceaux de béton recouverts de papier peint fleur, ce Lucifer du design réalise des objets domestiques à partir des standards du mobilier de style : lampadaires, sellettes, buffets, chiffonniers, etc.

A la différence des dandys ferrailleurs de toute la génération londonienne et parisienne, prise dans l'engrenage mondial de la série limitée, Coll'Part privilégie l'« hénaurne », la farce, la désillusion trébuchante.

Des pavés dans la mare

Ici, la représentation n'est pas simplement médiatique, elle est théâtre, on est au spectacle. Car, dans cette caverne postindustrielle, tous les débris de la société de consommation se retrouvent, maquillés, pomponnés : chaises longues en toile tressée de fil électrique, coiffeuse hortico-cosmétique garnie de fleurs artificielles, bonheur du jour en acier coussu, plié - sorte de corps ventru que soulignent quatre tuyaux de douche - parvenant pimpants à base de morceaux de cuir.

Avec toute la série *Lourdes*, l'humour se fait plus noir, à contre-courant des tendances si rassurantes, si convenues de la décoration et de la maison-cocon : présence inquiétante que cette chaise réalisée à partir de matériel orthopédique et de bandes Velpeau.

Ce sens de la provocation n'a rien de gratuit ni d'improvisé. Coll'Part joue le jeu, l'exercice de style ne s'impose jamais à l'insu

de la fonction (s'asseoir, ranger, poser), même s'il la parodie le plus souvent. De meuble en commentaire (Coll'Part a déjà publié deux ouvrages, dont *Mémoire d'un prodige de foire*, édité par Bourgois), on retrouve ici pêle-mêle les hommages lancés à Duchamp et au détournement des surréalistes ainsi qu'à tous les maîtres de la contre-culture des années 60, assemblage dénonciateur de Kienholz, tableaux-pièges de Spoerri.

Radjar Coll'Part, qui se cache derrière une biographie inventée, des photos-montages, raconte les flûtes de l'époque. Mais son réalisme ne consiste pas à photographier et à coller. S'il part de la réalité, c'est pour construire un monde totalement imaginaire et fantasque où domine le goût de l'artifice, du faux, de l'illusion, de ces mensonges qui disent la vérité.

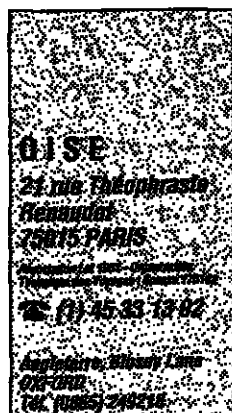
Impossible de réduire cet univers à celui d'un Richard Baqué, artiste contemporain marseillais venu présenter à la Fondation Cartier des sculptures à base de sacs de supermarché recyclés. En marge de l'académisme, du culte apprêté de l'installation, Coll'Part met les pieds dans le plat avec une cruauté tendre et sincère dans laquelle chacun pourra retrouver ses souvenirs d'enfance : napperon, bol à oreille, aspirateur-cireuse, ventouse-déboucheuse de waters.

Tant de pavés dans la mare ne pouvaient qu'intriguer les bureaux de style. C'est chose faite : dans leur cahier des tendances mode ou design de l'hiver 1992-1993, les dévins de l'air du temps comme Li Edelkoort, directrice du bureau *Trend Union*, ou Peclers, ont retenu le recyclage comme l'un des thèmes vedettes de la nouvelle écologie urbaine. On annonce pour demain l'avènement des meubles de rangement en bois de composition, des vêtements en toile de jute et boutons de ferraille, bref d'un art du patchwork et de l'accumulation « poubellesque ». La boucle est bouclée et la récupération déjà récupérée.

LAURENCE BENAÏM

► Galerie Cath'Art, 13, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris. Tél. : 48-04-80-10. Jusqu'au 7 juillet.

L'ANGLAIS A OXFORD



Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

OISE

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

ACCES DIRECT
2,19 F LA MINUTE

SIRENE
MINITEL

36.27.36.44

L'identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement :

Adresse complète, code APE, date de création, n° SIRET...
■ Plusieurs clés d'accès
■ Grande souplesse de recherche

INSEE INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

BACCALAURÉAT

BREVET

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ
36.15 LMBAC
36.15 EDUC

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEF

Education

ESIG

Le Monde

REDACTION ET SIEGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Impression : 44 Mode, 13, rue de Valenciennes, 94812 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDUPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-72 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composition 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

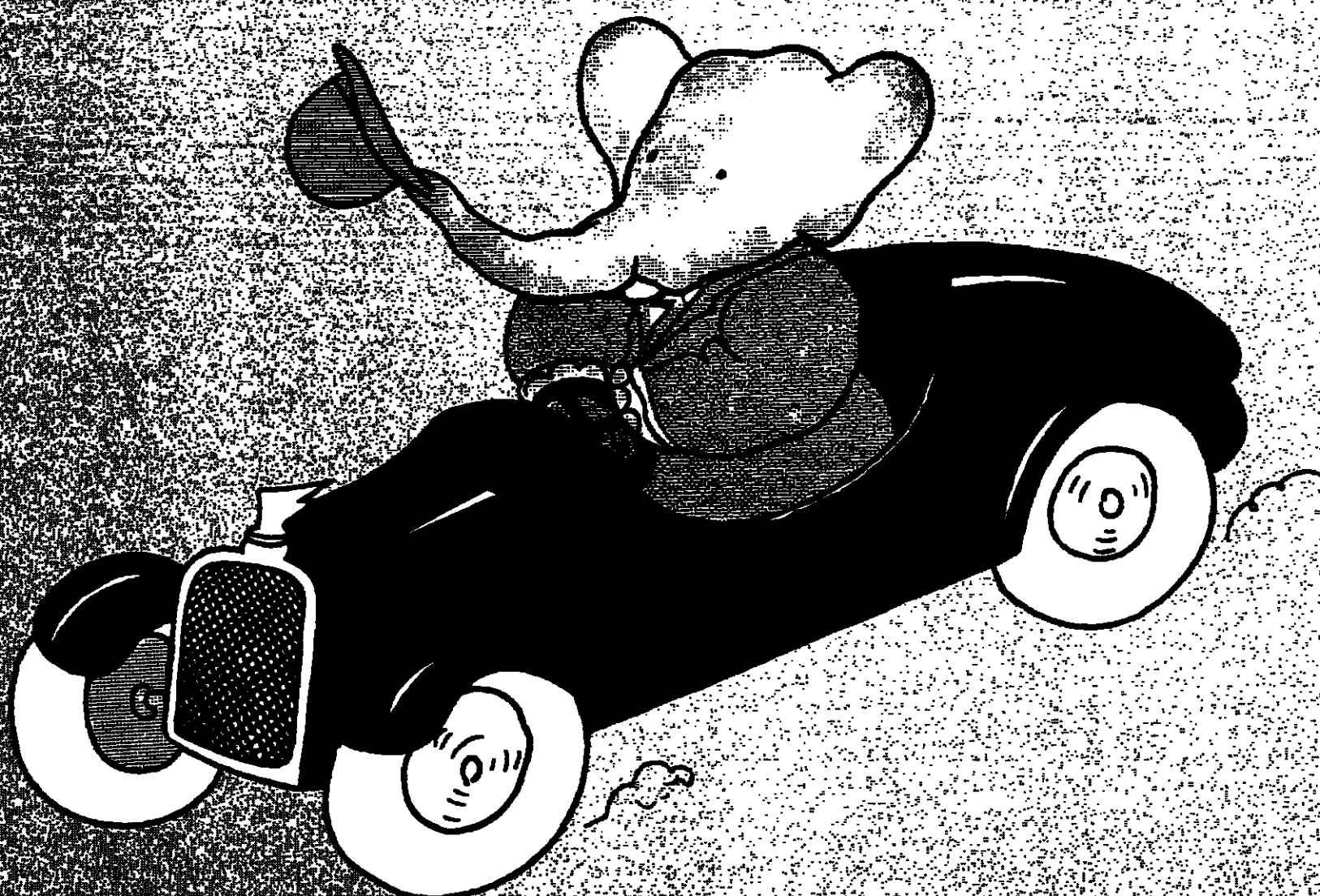
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

ial à Addis-Abe



**A GOLDORAK, AUX TORTUES NINJA, AUX ROBOTS TRANSFORMERS,
NOUS RÉPONDONS D'UN SEUL MOT: BABAR!**

Alors Canal+ investit. Et Babar, avec sa personnalité forte et attachante est reçu dans plus de 60 pays. Il plaît même aux Américains et aux Japonais, qui nous ont envoyé Goldorak, les Tortues Ninja et les Transformers. C'est là un exemple parmi d'autres de la capacité de création française et européenne en matière de fiction et de dessins animés. Canal+ y a son rôle à jouer. Ainsi, quand Canal+ annonce des profits, c'est pour les réinvestir; d'une part dans la production télévisuelle, en créant Ellipse Programme, qui a pris en charge de nombreuses coproductions internationales dont "Babar", "Zorro", vendus dans plus de 50 pays et "Les Aventures de Tintin"; d'autre part dans la fabrication, en créant le plus grand studio d'animation en France, Le Studio Ellipse, qui a fabriqué une partie des 65 épisodes de "Babar" et la majorité des 39 "Aventures de Tintin".



LA TELE PAS COMME LES AUTRES.

COMMUNICATION

Un colloque du Syndicat de la presse quotidienne régionale

Les médias face au miroir de la justice

Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) organisait les 14 et 15 juin à Paris un colloque intitulé « Presse-justice ». Près de deux cents personnes y ont participé, parlementaires, magistrats, avocats, journalistes et éditeurs de journaux.

Le Syndicat de la presse quotidienne régionale n'a pas attendu les événements de Tchernobyl ou ceux de la guerre du Golfe pour s'alarmer de l'image que donnent parfois de eux les médias ni pour s'inquiéter de l'augmentation des procès qui sont intentés aux journaux. Voici deux ans qu'il s'en préoccupe, s'efforçant de sensibiliser à ce phénomène les quarante-cinq titulaires qu'il représente, les

quels emploient six mille journalistes et touchent vingt-cinq millions de lecteurs.

La réflexion qu'il mène n'a que partiellement valeur d'autocritique. Les quotidiens régionaux se sentent moins visés par les reproches faits aujourd'hui à la presse que pourraient l'être certains médias parisiens. C'est ce que pense en particulier M. Jacques Saint-Cricq, président du SPQR, qui opposerait volontiers une « certaine agressivité » de la presse parisienne à la « sérénité » dont sauraient faire preuve les quotidiens de province.

Néanmoins, ceux-ci ont préféré prendre les devants. Leur syndicat a édité récemment un *Vade mecum presse-justice*, sorte de garde-fou à l'usage des journalistes qui ont à faire à l'institution judiciaire. Cette brochure explique aussi bien ce qu'est une chambre

d'accusation ou une citation directe qu'il détaille les arcanes de la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Lorsqu'un organe d'information met en cause telle personne ou telle institution, il n'est pas inutile d'avoir à l'esprit que l'auteur de l'article et le directeur de la publication auront, le cas échéant, à s'en expliquer devant un tribunal correctionnel.

« Censure diffuse »

Courtoisie oblige, les gens de loi conviés à ce colloque n'ont guère insisté sur ce qui justifie de tels rappels : la légèreté avec laquelle certains articles sont rédigés. On a malgré tout entendu M. Richard Bouazis, avocat général à Aix-en-Provence, évoquer « l'honneur perdu du diffamé » et le bâtonnier

Claude Chambonnand (Bordeaux) faire remarquer que la mise en cause d'une personne par la presse locale était, pour elle, beaucoup plus infamante qu'une éventuelle condamnation judiciaire.

La presse se voyant ainsi reconnaître un rôle quasi judiciaire, il n'est pas surprenant que la justice se montre plus exigeante à son égard, si ce n'est trop sévère. Le SPQR redoute que ne s'étende à la province la mauvaise habitude parisienne du « rétro-provisionnement », une procédure qui permet à une personne prétendument diffamée d'obtenir sur-le-champ la condamnation pécuniaire d'un journal sans lui laisser le temps de préparer réellement sa défense.

Plus généralement, le SPQR s'alarme de voir les tribunaux civils trancher de plus en plus souvent les affaires de diffamation, au détriment des juridictions pénales. Elles, elles, de respecter le formalisme – protecteur de la liberté de la presse – de la loi de 1881. Certains magistrats eux-mêmes s'inquiètent de ces dérives, tel M. Philippe Bilger, substitut général à Paris, qui voit dans le « rétro-provisionnement » « une censure diffuse du journalisme ».

Malgré les exigences que la loi de 1881 impose aux organes de presse, le SPQR s'accommode fort bien de celle-ci et ne souhaite pas qu'on y touche, comme il en est périodiquement question. Il est cependant favorable à ce que la publication d'un droit de réponse puisse être considérée comme une preuve de la bonne foi du journaliste cité en correctionnelle. Pour le reste, le SPQR croit à la pédagogie, à la concertation avec la magistrature – ce colloque en témoigne – et à la formation. Il compte mettre prochainement sur pied des « stages d'échange » entre les journalistes de province, l'Ecole nationale de la magistrature et la police.

BERTRAND LE GENDRE

Six groupes de presse dont « le Monde » reprennent la revue « Médiaspouvoirs »

Médiaspouvoirs, la revue trimestrielle consacrée à la politique, l'économie et la stratégie des médias, publiée depuis six ans par le groupe Bayard Presse, vient d'être reprise par six groupes de presse – ceux du *Monde*, de *Libération*, du *Point*, de *l'Événement*, du *Jeu*, de *Télérama* et Bayard Presse – ainsi que par les éditions La Découverte et une « Association des amis de Médiaspouvoirs » regroupant les membres de l'ancien comité éditorial comme MM. Jean-Louis Missika, Jean-Pierre Delalande, Daniel Junqua, Jérôme Jaffré, etc. La Découverte, déjà éditeur de revues (*Hérodote*), sera le nouvel opérateur et son PDG, M. François Gêze, le gérant.

Médiaspouvoirs, qui avait suc-

cédé en décembre 1985 au mensuel *Presse Actualité*, tire à 3 000 exemplaires pour une diffusion totale en France et à l'étranger de 2 600 exemplaires, dont 2 200 par abonnements. Le déficit de la revue, qui n'a pas été repris par ses nouveaux actionnaires, s'établit à 400 000 francs.

Le nouveau capital de *Médiaspouvoirs* sera de 80 000 francs, souscrit à égalité par les huit partenaires. En outre, les six groupes de presse alimenteront le compte-courant de la revue à raison de 50 000 francs chacun bloqués, pendant cinq ans. Le nouveau conseil éditorial ainsi que le comité de rédaction comprendront des représentants de chacun des groupes de presse désormais copropriétaires de la revue.

Le rédacteur en chef demeure M. Jean-Marie Charon, ingénieur au CNRS, sociologue et auteur de différents ouvrages sur les médias (*La Presse en France*, éd. Points-Seuil, *L'État des médias*, éd. La Découverte-Médiaspouvoirs-CFJ). L'objectif est d'alléger les coûts de fabrication en modifiant notamment la maquette et de parvenir à l'équilibre financier, en gagnant 500 abonnés de plus, grâce à une réflexion sur le contenu.

Le « Trombinoscope » racheté par le groupe Capital Media

Le groupe de presse spécialisée Capital Media a pris le contrôle de la société éditrice du *Trombinoscope du gouvernement et du Parlement*. Fondé en 1981 par Felix Colin, qui continuera d'en assumer la direction, associé avec son imprimeur M. Jean Marcellin, le *Trombinoscope* rassemble les biographies et photographies de 8 000 élus, ministres, membres de cabinet et fonctionnaires des Assemblées. Tiré à 10 000 exemplaires et financé en grande partie par la publicité, il est remis à jour à chaque changement important dans les institutions politiques.

Capital Media est une société holding spécialisée dans la presse professionnelle, qui a des intérêts dans les secteurs de la finance (*Capital finance*), de l'assurance (*le Journal de l'assurance*), de la presse vinicole (*Revue vinicole*, *Licence IV*, *Revue du vin de France*), ou de communication (groupe Pubblita en Italie). Ses fondateurs, MM. Henri J. Nijdam et Nicolas Tassy, sont aussi dirigeants du groupe Stratégies.

L'OTO		SAMEDI 16 JUIN 1991	
198155			
5	7	19	25 30 34 23
6		2 163 430 F	
7		51 260 F	
8		3 230 F	
9		87 F	
10		11 F	
20835		PRIME DE 24	
3	5	8	22 30 38 32
1		25 198 520 F	
2		189 550 F	
3		6 075 F	
4		125 F	
5		13 F	

EN BREF

□ Hachette revend à Masson la division médicale de Salvat. – Le groupe Masson va reprendre les publications médicales de Salvat, filiale de Hachette. Les revues et livres médicaux représentent environ 15 % des 631 millions de francs de chiffre d'affaires de Salvat, cinquième éditeur espagnol, qui va ainsi se recentrer sur l'édition encyclopédique et de référence. Le rachat de Salvat en 1988 (avec celui de Grolier aux États-Unis) fait partie des opérations qui ont nettement alourdi l'endettement de Hachette, que le groupe français cherche maintenant à réduire.

□ Le prix de l'Association des femmes journalistes à Catherine Bedarida et Caroline Helffer. – Le prix de l'Association des femmes journalistes, décerné pour la deuxième fois, récompense cette année notre collaboratrice Catherine Bedarida et Caroline Helffer pour leur enquête « Filles : la fausse réussite scolaire », parue dans le *Monde de l'éducation* en juillet-août 1990.

□ M. Philippe Bouriez proposé comme administrateur de l'*Est républicain*. – L'Assemblée générale des actionnaires de l'*Est républicain* qui se réunit le 19 juin devrait nommer administrateur la société des Éditions mondiales, représentée par son PDG, M. Philippe Bouriez. Patron du groupe Cora, ce dernier avait pourtant échoué dans sa tentative de prendre le contrôle du quotidien de Nancy (*le Monde* du 22 décembre 1990). Depuis, le groupe Hersant est entré au capital de l'*Est républicain* (*le Monde* du 25 janvier).

□ Le SNJ en tête des élections à la commission de la carte des journalistes professionnels. – En obtenant 44,3 % des voix et 4 sièges aux élections à la commission de première instance de la carte des journalistes professionnels, le Syndicat national des journalistes (SNJ) améliore son score de 1988 (33,14 %) et devance les autres syndicats. La CFDT obtient deux sièges avec 21 % des voix (27,87 % en 1988), la CGT un

siège avec 11,6 % (11,39 % précédemment), et la CGC un siège également avec 10,7 % des voix (la liste commune CGC-CFTC avait obtenu 13,81 % en 1988). Quant à la FO (7 % contre 9,79 % il y a trois ans) et la CFTC (5,3 %), ils n'obtiennent pas de siège dans cette commission qui contrôle l'attribution des cartes professionnelles. Le SNJ remporte également les trois sièges de la commission supérieure, et 18 des 19 sièges de délégués régionaux.

□ La grève du Livre CGT : précision. – A propos de la grève du Comité intersyndical du livre parisien qui a paralysé vendredi dernier les quotidiens nationaux nous avons écrit, dans le *Monde* daté 16-17 juin, que ce mouvement était organisé pour protester contre le refus des éditeurs d'accorder 1 % d'augmentation de salaire en juillet. En réalité les éditeurs avaient donné leur accord dès le mois d'avril pour ouvrir des négociations sur les augmentations indiciaires de juillet, le Comité inter demandant 1 %. Ces négociations devaient s'ouvrir lundi après midi 17 juin à Paris.

MARIAGE FRANCO-SUÉDOIS DANS LES ÉTOILES

LA CHAMBRE (DE COMBUSTION) NUPTIALE EST SIGNÉE VOLVO

La fusée européenne Ariane est, comme chacun sait, particulièrement chère au cœur des Français. Et lorsque la France est là, Volvo n'est jamais très loin. C'est Volvo qui fabrique la chambre de combustion d'Ariane. Et participe au développement des moteurs de la nouvelle génération qui équiperont les fusées du XXI^e siècle. Sur Terre aussi, Volvo

et la France sont très liés. Volvo achète plus à la France qu'il ne lui vend. Et pourtant il lui vend beaucoup : la France est un des principaux marchés de Volvo dans le monde. L'accord Renault-Volvo consacre cette amitié traditionnelle entre notre groupe et la France. Une amitié qui ne date pas d'hier. Et qui ne s'arrêtera pas demain.

Volvo : Effectif : 68 000 personnes. Chiffre d'affaires : 83 milliards de SEK*. Secteurs d'activité : voitures ; camions, bus et cars ; moteurs marins et industriels ; aéronautique ; services financiers et des intérêts stratégiques importants dans l'industrie pharmaceutique et agro-alimentaire. Volvo est l'un des principaux

Groupes industriels dans le monde. Il doit sa position à ses exigences de qualité, de sécurité, d'éthique et de respect des personnes et de l'environnement. En France, Volvo emploie plus de 2 000 personnes et réalise plus de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires. *1 SEK : environ 1 FF.

VOLVO

et la France... une longue histoire d'amour

هكذا من الأصل

23 Un projet pour La Ciotat
24 Le Salon du Bourget

25 à 28 Champs économiques
38 Des prêts pour l'Algérie

38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Terrain mouvant

Du 4 au 14 juin, M^{me} Edith Cresson a sacrifié au rite imposé à tout nouveau premier ministre, la série d'entrevues avec les partenaires sociaux. L'exercice veut que, de part et d'autre, on tente à cette occasion de sonder les intentions, voire que l'on mesure les déterminations. Officiellement, il s'agit d'établir les règles non écrites d'une concertation à plusieurs voix, retransmise par les «déclarations de parrain» à la sortie de Matignon.

Cette fois, la succession des rendez-vous a été placée sous le signe d'une double turbulence dont on ne peut pas dire qu'elle ait facilité la tâche du chef du gouvernement, pressé d'agir.

Jamais, en effet, l'état de délabrement des organisations syndicales n'a été aussi patent que pendant cette période, ni même aussi inquiétant pour l'avenir, la crédibilité de certains des interlocuteurs pouvant être mise en cause. Un simple rappel des faits : M. Yannick Simbron a été «démisionné» de son poste de secrétaire général de la FEN au même moment ; secrétaire général sortant de la CGT, M. Henri Krasucki a vigoureusement critiqué le mode de fonctionnement de son organisation, révélant ainsi un malaise interne. Si l'on ajoute à cela que la CGPME a choisi la veille de sa rencontre avec M^{me} Cresson pour réclamer une suspension des négociations sur la formation professionnelle, dans le but de mieux peser sur les décisions en faveur des petites et moyennes entreprises, on comprend que le premier ministre s'avance sur un terrain social mouvant.

Parallèlement, les discussions se sont déroulées avec, en toile de fond, de nombreux dossiers délicats à régler. Lesquels ne se prêtent pas tous à la manifestation d'un certain consensus et ont par conséquent ajouté à un climat déjà malmené. La même semaine, le gouvernement a dû annoncer une hausse de cotisation pour financer la Sécurité sociale, et l'on ne peut pas dire que son choix ait été vraiment apprécié. De plus, il est entré dans la phase de préparation de l'augmentation annuelle du SMIC, qui a révélé des désaccords en son sein, et gêne passablement les partenaires sociaux eux-mêmes. Depuis que M. François Pericot, président du CNPF, a assuré au président de la République que le patronat négocierait une revalorisation des bas salaires, le sujet est devenu hautement symbolique, d'autant que M. Michel Rocard avait promis, lui, que l'évolution du pouvoir d'achat du salaire ouvrier serait intégralement répercutée. Ce qui fait dire à M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, que M^{me} Cresson est tiraillée entre «deux raisonnements, l'un économique, l'autre social».

ALAIN LEBEAUCHE

Journée d'action de la CGT le 20 juin

Le comité confédéral national de la CGT, à l'issue de ses travaux le 14 juin, a appelé à une journée nationale d'action le 20 juin afin de défendre «la Sécurité sociale, les salaires, le SMIC à 7 000 francs, les retraites et l'emploi».

Par ce mouvement, la centrale syndicale souhaite avant tout réagir contre la décision gouvernementale d'augmenter de 0,9 point la cotisation salariale d'assurance-maladie.

La réforme de la taxe d'habitation

La volonté des socialistes de créer un nouvel impôt départemental sur le revenu gêne le gouvernement

Un nouvel impôt sur le revenu à usage des collectivités territoriales est presque né. Contre toute attente et malgré l'opposition du ministre de l'économie et des finances, la demande déjà ancienne des socialistes de réformer la taxe d'habitation a finalement été acceptée. Un amendement voté la semaine dernière au projet de loi «portant diverses dispositions d'ordre économique et financier» prévoit qu'à partir de janvier 1992 – si le projet n'est pas modifié en seconde lecture à l'Assemblée nationale – la taxe d'habitation, l'un des grands impôts locaux, sera calculée en fonction du revenu des propriétaires ou des locataires.

Cette réforme de la taxe d'habitation est importante même si elle ne concerne pas les résidences secondaires et ne touche pas la totalité de cette taxe mais seulement la part allant au département, soit le quart du rendement global de l'impôt : 12 milliards sur 48. Réforme importante parce que le Parti socialiste, bravant l'hostilité du gouvernement, a imposé une nouvelle réforme fiscale qui, dans un premier temps, n'accroît pas le rendement global de l'impôt mais va sensiblement redistribuer la donne entre contribuables. La taxe d'habitation sera en effet calculée en fonction du revenu pour sa part départementale.

Seize millions de Français paient actuellement la taxe d'habitation, calculée sur la valeur locative des propriétés. Des valeurs locatives, dans la plupart des cas, fort écartées des valeurs réelles puisque les recensements qui, en principe, doivent remettre régulièrement les pendules à l'heure, sont sans cesse remis à plus tard tant ce genre d'opération est lourd et difficile à gérer pour le fisc.

La taxe d'habitation (TH) calculée sur la valeur locative des biens est donc critiquable sans qu'on puisse dire d'ailleurs que le développement systématique des petites gens – souvent exonérés – par rapport aux gros propriétaires ou occupants, mais plutôt certains départements et communes par rapport à d'autres. Dans la mesure où la fiscalité locale s'alourdit d'année en

année, dans la mesure aussi où ses taux varient d'une commune à l'autre et où la taxe d'habitation est souvent très sollicitée, le caractère dénué de valeurs locales cadastrales pose depuis longtemps un problème d'équité que les contribuables soulignent eux-mêmes et pas seulement les contribuables modestes.

Les socialistes, qui, de leur côté, demandent depuis le début des années 80 une fiscalité plus redistributive, ont depuis longtemps en ligne de mire la taxe d'habitation. Leur volonté réformatrice s'est trouvée renforcée à partir de 1985-1986 par la construction européenne et ce qu'elle oblige à faire en matière fiscale.

Se faire pardonner

Devaçant la fin du contrôle des changes prévu pour juillet 1990, MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy avaient dû prendre des mesures très favorables aux revenus de l'épargne, cela pour éviter une fuite des capitaux dans d'autres pays plus accueillants. Choqués par ces cadeaux faits à l'épargne, les socialistes ont alors commencé à harceler le gouvernement : sur l'immobilier, sur les plus-values, sur l'impôt de solidarité sur la fortune, sur la taxe d'habitation. C'est ainsi qu'à l'automne 1989 le gouvernement n'a pu repousser le projet réformant la taxe d'habitation malgré la demande de M. Bérégovoy de procéder d'abord à des études de simulation.

Il faut dire que l'ancien ministre de l'économie et des finances craignait plus que toute autre chose – et continue probablement de craindre – un nouvel impôt départemental sur le revenu entraînant des transferts de charges importants entre contribuables. Chacun se souvient de fin la patente, transformée il y a une quinzaine d'années en taxe professionnelle. Réforme raisonnable mais opérée sans aucune précaution, qui avait alors provoqué un gigantesque tollé, ébranlant certaines carrières politiques (M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances, s'en souvient amèrement) et sapant les finances d'un Etat forcé de prendre à sa charge une partie importante du produit de l'impôt (quelque 25 milliards de francs actuellement).

C'est pour éviter de pareilles mésaventures que M. Bérégovoy, aidé de M. Michel Charasse, ministre du

budget, a depuis le début freiné la réforme tant voulue par les socialistes. Pour éviter aussi qu'après la CSG (contribution sociale généralisée) beaucoup de Français pensent que, décidément, les socialistes ne savent que créer des impôts nouveaux. La nouvelle taxe départementale prend de ce point de vue un nom sans équivoque : taxe départementale sur le revenu (TDR).

Ce que craignait M. Bérégovoy risque fort d'arriver car, si la réforme doit avoir pour conséquence d'exonérer quelque 1,3 million de contribuables (l'impôt global, TH et TDR, ne sera pas recouvré au-dessous de 200 F), elle va faire tomber dans le champ de l'impôt quelque 900 000 nouveaux contribuables dont la plupart sont des célibataires vivant sous le toit de leurs parents et qui, jusqu'à présent, étaient exonérés. La prise en compte du revenu pour l'établissement de la TDR aura cette conséquence logique mais politiquement dangereuse d'imposer des contributions souvent élevées et jeunes qui, jusqu'à présent, ne payaient rien, leurs parents acquittant seuls la taxe d'habitation.

Les simulations réalisées par le ministère de l'économie et des finances montrent que 70 % des contribuables payant la taxe d'habitation verront leurs impôts baisser, rester stables ou augmenter que de moins de 100 F. Il n'empêche qu'à partir d'un revenu imposable d'environ 140 000 F (100 000 F après les abattements autorisés) les redevables actuels verront leur cotisation augmenter. Cette augmentation sera importante à partir de revenus annuels de l'ordre de 260 000 F. Elle sera par exemple de 40 % (TH et TDR) au-delà de 400 000 F. Aussi l'administration a-t-elle prévu d'étaler la réforme dans certains cas. C'est ainsi que pour les augmentations supérieures à 30 % et dépassant 500 F le seuil des cotisations sera divisé par cinq. Ce qui aboutira à laisser cinq ans à la réforme pour s'appliquer quand les hausses seront importantes.

Il n'est pas sûr que les résultats des futures élections législatives ne soient pas influencés par la réforme. M. Charasse a en tout cas prévenu les députés socialistes qu'il n'accepterait pas une seule lettre lui exposant le cas d'un contribuable malmené par la réforme. A bon entendeur...

ALAIN VERNHOLES

La politique de l'emploi du ministre du travail

M^{me} Aubry veut obtenir l'appui des entreprises pour lutter contre le chômage

Changement de style. Le gouvernement Cresson ne devrait pas présenter de plan emploi en septembre prochain. En revanche, plusieurs mesures seront annoncées en conseil des ministres avant les vacances. Sans doute le 26 juin. Mais cela sera-t-il suffisant pour ralentir l'augmentation du chômage, qui sévit actuellement ?

Pour M^{me} Edith Cresson, premier ministre, et M^{me} Aubry, ministre du travail, la fin de ce mois risque d'être mouvementée. Dans la semaine du 24 juin, le premier ministre devra décider de la délicate revalorisation du SMIC. Le 25 juin, théoriquement, les chiffres mensuels du chômage devraient être rendus publics, et l'on sait déjà qu'ils seront exécrables. Dans un environnement difficile, le mois de mai, avec douze jours fériés, n'a pas pu être favorable à l'emploi. D'où l'idée, actuellement agitée par le conseil des ministres du 26 juin à des mesures en faveur de l'emploi et à la présentation des orientations futures.

Courir dans la durée

Mais, pour la nouvelle équipe, installée depuis à peine quatre semaines, le temps peut venir à manquer pour être prêts à cette date. Pour des raisons techniques, les cabinets préfèrent aborder le sujet un peu plus tard et de toute manière avant la trêve estivale.

Question de délai, de calendrier, autant que de méthode : le ministre du travail voudrait prendre l'habitude d'annoncer des dispositions dès que celles-ci sont prises, afin de pouvoir agir immédiatement. Elle se refuse à sacrifier au sempiternel rendez-vous du plan emploi de septembre, institué par M. Philippe Séguin et parfaitement respecté par M. Jean-Pierre Soisson pendant trois ans. «Le coup de tam-tam ne présente aucun intérêt, dit-on Rue de Grenelle. Mieux vaut lancer tout de suite des actions intelligentes et ne pas cesser d'intervenir.»

Avec 105 000 chômeurs de plus depuis le début de l'année, la situation nécessite un pilotage à vue. A proximité d'échéances électorales, la définition annuelle d'un plan d'action ne suffit plus. En outre, personne ne se fait d'illusions. Quelles que soient l'inventivité déployée et la pertinence des solutions avancées, il ne fait aucun doute que l'arsenal des moyens mis en œuvre ne permettra pas de résorber rapidement le chômage.

Dans ce contexte difficile, M^{me} Aubry veut en venir à une politique de vérité, qui lui interdit de tirer un bénéfice contestable des facilités du traitement social – auquel elle répugne – et qui l'empêchera de profiter, au moins dans le court terme, des effets de la méthode qu'elle entend initier. Paradoxalement, et alors que les mois sont comptés, elle entend travailler dans la durée pour changer radicalement les perspectives.

A entendre son entourage, les données sont claires. L'action de l'Etat intervient pour 70 % dans l'évolution possible et il s'agit alors

des conséquences d'un bon accompagnement de la tendance économique. Viennent ensuite les 10 % à 20 % dus aux mesures adaptées aux besoins très «ciblés» de publics en difficulté, les jeunes sans qualification et les chômeurs de longue durée, par exemple. Entre ces deux pôles, d'inégale importance, reste une place limitée pour ce qu'on appelle le traitement social. Héritage des politiques passées, celui-ci a surtout son «plafond incompressible», et, fait-on observer, provoque «un dégoût, un refus des stages», particulièrement sensible dans les banlieues.

L'Etat ne peut rien tout seul

Dans ces conditions, que faire ? Les ingrédients sont toujours les mêmes puisque l'on évoque aussi bien les baisses ou les franchises de charges sociales que les emplois de proximité. Dans le premier cas – baisse des charges – M^{me} Aubry, qui ne croit pas aux vertus magiques de la diminution du coût du travail, choisira la prudence. Outre qu'elle serait coûteuse, toute facilité nouvelle présente en effet le danger d'offrir un avantage financier pour des emplois qui se seraient de toute façon créés, et qu'il est donc inutile de subventionner, ou, si elle est conçue de manière trop large, elle autorise les contournements abusifs. Ainsi en serait-il, par exemple, d'une exonération pour l'embauche d'un deuxième ou d'un troisième salarié.

A. Le.

Lire la suite page 23

Le débat sur les aides aux entreprises publiques

Bruxelles s'interroge sur les cas de Bull et de Thomson

La Commission européenne s'apprête à demander des comptes au gouvernement français à propos des aides qu'il a annoncées vouloir verser à Bull et à Thomson. Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission compétente, craignant que cette intervention des pouvoirs publics soit de nature à fausser le jeu normal de la concurrence au sein du Marché commun, a proposé à ses collègues d'ouvrir une enquête en application des articles 92 et 93 du traité de Rome sur les aides d'Etat. La décision pourrait être prise cette semaine.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

On reproche souvent en France à Sir Leon d'appliquer de manière trop rigoureuse le traité de Rome, et l'on souhaite qu'il prenne davantage en considération les nécessités de la politique industrielle. Alors que la Commission a récemment transmis aux Douze une communication sur les actions à entreprendre pour sauvegarder l'industrie électronique européenne, c'est là une opinion qui se fait jour désormais aussi à Bruxelles. M. Brittan, qui connaît bien M^{me} Edith Cresson pour avoir travaillé à ses côtés durant le second semestre de 1989 – alors que la France exerçait la présidence des travaux des Douze, – a d'ailleurs avec elle, ainsi qu'avec M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie, la semaine passée à Paris. On espère à Bruxelles que les bonnes relations qu'entretennent le premier ministre et le commissaire faciliteront un dialogue qui ne peut plus être étouffé.

Le cas de Bull ne se présente pas exactement de la même manière que celui de Thomson. Pour ce dernier, l'Etat s'est à ce stade contenté d'annoncer son «intention» de lui accorder une dotation en capital de 2 milliards de francs. Il semble que la décision, sans être remise en question, n'ait pas été formellement prise, et la Commission n'a pas de raison de précipiter son action. S'agissant de Bull, même s'il n'y a pas urgence (la Commission doit se prononcer avant le 27 juillet, deux mois après les dernières informations transmises par le groupe français), l'aide (4 milliards de francs pour deux ans) a bien été notifiée et la Commission doit se prononcer. Les services de M. Brittan trouvent que le dossier Bull n'est pas suffisamment étoffé pour apprécier si, placé dans la même position, un actionnaire privé aurait agi de la

même façon que l'Etat français. Car tel est leur critère de base pour évaluer le bien-fondé d'une aide. Lorsqu'il existe un doute, la jurisprudence veut que la Commission ouvre l'enquête pour être en mesure d'obtenir un maximum d'éléments d'information. L'introduction d'une telle procédure ne signifie pas du tout qu'elle va interdire l'aide projetée. L'appréciation des «conditions normales du marché» est complexe. La Commission doit, par exemple, tenir compte que, dans un secteur aussi concurrentiel que l'informatique, il est nécessaire, pour un actionnaire public comme privé, de faire des investissements à long terme avec une rentabilité réduite.

M. Brittan souhaite-t-il engager un dialogue constructif avec Paris ? Les choses se sont passées comme s'il avait fallu prendre un maximum de pages avant de croiser le fer avec M^{me} Cresson. En effet, plusieurs affaires concernant la France sont arrivées coup sur coup sur le devant de la scène. La Commission vient d'imposer à Paris la suspension d'aides consenties au PMU, alors qu'il n'y a pas encore de décision finale sur le caractère illégal ou non de ces aides. C'est là une procédure extrêmement rare. Les services bruxellois continuent à enquêter sur l'aide de 2 milliards de francs que le gouvernement veut octroyer à Air France. Enfin, en vertu de ses pouvoirs en matière de concentrations, la Commission a décidé d'engager une enquête à propos du projet d'achat du constructeur d'avions canadien De Havilland par Aérospatiale et Alenia (Italie).

PHILIPPE LEMAITRE

Les institutions communautaires paralysées par une grève. – L'ensemble des institutions communautaires, qui emploient 24 000 fonctionnaires européens, étaient paralysées, lundi matin 17 juin, par la grève générale d'avertissement de quarante-huit heures lancée par tous les syndicats représentés à la CEE (FSP, SFE, SFIE). La Commission a suspendu toutes les réunions à l'exception de la réunion des ministres des affaires étrangères qui devait se réunir lundi matin. Ces derniers doivent, en effet, se prononcer sur le protocole d'accord, signé entre la Commission et l'intersyndicale en octobre dernier, et instaurant les nouvelles règles de calcul des rémunérations des fonctionnaires européens à compter du 1^{er} juillet. Ce protocole prévoit, en particulier, la suppression du «prélèvement exceptionnel et temporaire de crise», qui a, selon les organisations syndicales, provoqué «une perte de pouvoir d'achat de 2,7 % sur dix ans».



LOUIS DREYFUS FINANCE SA

devient

Correspondant en Valeurs du Trésor (C.V.T.)

à partir du 1^{er} août 1991

Louis Dreyfus Finance SA
(anciennement Louis Dreyfus SNC)
est une filiale
du Groupe Louis Dreyfus

87, avenue de la Grande Armée - 75762 Paris cedex 16

juin 1991

CIN

GE

Le Cin
River
Berke
Cinem
Georg
Austm
Nicht
(1987
20 h :

LES

Cinod
AKIR
(42-7
52-45
74-95
ALICI
(43-2
74-95
L'ALL
wan,
ALLO
(A., v
L'AM
Orion
Georg
2- (4
(47-7
(43-4
55-81
20-11
AN F
dais,
(48-3
L'AN
9- (41
AUX
Bois,
BAS
men,
BIX
10-9
LE C
(A., v
Gran
CHE
83-9
52-3
10-3
94-9
DAN
Bret
Amb
Rex,
(43-
55-6
46-0
DAN
83-9
94-9
DELI
3- (4
25-1
94-9
Parat
Jullie
tral,
18-
(46-
LES
Mark
LA I
8- (4
14-1
DIX
Lune
LES
Expr
ritz,
(43-
06-5
70-2
LA I
Pol,
26-
60-2
22-
(43-
12-
59-
48-4
30-
84-
00-
04-
Gal
42-
EA
6- (1
ED
(A.
48-
L'E
AV
Les
Arr

P/

de
Mc
d'I
Sal
14
(Lu
vie
La
qu
Ro
rie
Ro
qu
17
mi
1-
(M
La
dr
IV
Ni
ph
ID
hi
P

Paris-Tokyo en 6 heures? Notre technologie ne manque pas d'étoffe.



FUTUR.

Le nouvel avion supersonique Alliance reliera Paris-Tokyo en 6 h et Paris-Rio en 5 h sans escale. AEROSPATIALE est fière d'avoir initié ce projet et saura grâce à son expérience mener à bien avec ses partenaires. Après Ariane et Hermes, AEROSPATIALE prouve encore son avance technologique. L'entreprise investit plus de 38 % de son C.A. dans la recherche et le développement. Ce pourcentage, le plus élevé du monde, fait d'AEROSPATIALE une des entreprises les plus technologiques de l'Europe.



aerospatiale

AEROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.

Le maire de La Ciotat a pu...

Le maire de La Ciotat a pu...

Siemens serait...

Siemens serait...

EN BREF

EN BREF...

EN BREF...

EN BREF...

مكتبة المجلد

ÉCONOMIE

SOCIAL

L'affectation du site des anciens chantiers navals Le maire de La Ciotat a présenté un projet de reconversion maritime

LA CIOTAT

de notre envoyée spéciale

M. Jean-Pierre Lafond, maire UDF-PR de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) a présenté, le 14 juin, un projet d'aménagement du site des anciens chantiers navals sur lequel il veut implanter un « pôle maritime et technologique ». Cette reconversion représenterait un investissement de 2 milliards de francs et serait capable, selon lui, de créer neuf cents emplois à terme.

Le secteur nord regroupait, sur 13 hectares achetés par la commune en 1990, des établissements destinés à l'enseignement, la culture et l'administration - notamment l'hôtel de ville édifié dans les murs de l'ancienne direction de la NORMED. Au sud, le maire souhaite ouvrir un chantier européen de réparation et de construction de haute plaisance, un centre scientifique maritime,

un aquarium, des salles de congrès et un héliport. Une douzaine d'entreprises et quelques investisseurs auraient déjà manifesté l'intention de s'y installer.

Toutefois, cette zone sud, qui couvre 30 hectares, relève du domaine public maritime. Elle appartient à l'Etat bien que sa gestion soit confiée au conseil général. Pour réaliser ses projets, le maire doit demander un changement d'affectation du site, jusqu'ici dévolu à la construction industrielle navale. Si le gouvernement refuse, M. Lafond essaiera d'obtenir la concession du domaine pour trente ans. Il serait prêt pour l'exploiter à verser 4 millions de francs par an, soit le prix que le département avait proposé à la société Lexmar-France afin qu'elle relance les chantiers navals.

RAPHAËLE RIVAIS

ÉTRANGER

Selon le magazine allemand « Der Spiegel »

La direction de Siemens serait impliquée dans un scandale de pots-de-vin

La direction du géant allemand de l'électronique Siemens était au courant des pratiques de corruption de fonctionnaires dont se sont rendus coupables certains de ses cadres, affirme l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* dans son numéro du 17 juin.

Cinq cadres des installations munichoises de Siemens ont déjà été inculpés pour avoir versé 1,3 million de marks (4,4 millions de francs) à un fonctionnaire municipal et à un conseiller régional. La direction de Siemens a refusé la condamnation de deux autres cadres d'équipement. Deux ont été remis en liberté, mais le parquet se prépare à inculper d'autres cadres, précise *Der Spiegel*.

Selon le magazine, la ville de

L'Argentine accélère son programme de privatisations

Pour accélérer son programme de privatisations, le gouvernement argentin a présenté, la semaine dernière, une série de projets visant l'électricité, les chemins de fer, le gaz, la santé et les ports.

Selon le président Carlos Menem, toutes les compagnies ferroviaires seront privatisées à la fin de l'année prochaine. Seront également privatisés plusieurs ports maritimes et fluviaux. En outre, le ministère de l'économie a transmis au Parlement des projets de lois pour privatiser les compagnies d'électricité, de gaz, d'eau potable, des égouts.

Grâce aux ventes au privé d'Aerolíneas Argentinas et de la compagnie de téléphone Entel, le pays a déjà réduit sa dette extérieure de 8 milliards de dollars et l'a ramenée à 60 milliards de dollars. - (AFP)

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976.

- Classes préparatoires HEC
- Cours professionnels réputés
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "pilotes" HEC

- Conditions d'admission
- Valeur générale
- Bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Valeur économique
- Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GROUPE ESLSA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. (0) 45 66 99 98
enseignement supérieur privé

John Rapal

RÉPUBLIQUE

PRÊT-A-PORTER

HOMMES

GRANDS

HOMMES

FORTS

40, AV. DE LA RÉPUBLIQUE

75011 PARIS
Tél. 43.55.66.00
Parking Gratuit
Du Lundi au Samedi
de 9 h 30 à 19 h

Lutter contre le chômage

Suite de la page 21

Dans le deuxième cas - les emplois de proximité - il s'agit d'élargir les dispositions existantes afin de les rendre accessibles à d'autres catégories : l'emploi de personnes chargées de la garde des enfants au-delà de trois ans ou de malades de moins de soixante-dix ans, pourrait notamment être facilité. De même, on pourrait exonérer les associations, et pas seulement les employeurs privés.

A ce propos, on souligne que, progressivement, il faudra intervenir pour que l'offre de ces emplois de services se structure, en même temps que la demande. Mais, au-delà, cela permet surtout d'avancer sur l'un des thèmes favoris de M. Cresson et Aubry, à savoir la nécessité d'accroître le teneur en emplois de la croissance. Fondamentalement saine, malgré le ralentissement de ces derniers mois, l'économie française dégage en effet moins d'embauches, notamment dans le secteur tertiaire, que celle de nombreux pays occidentaux, à commencer par les États-Unis ou l'Allemagne. Au travers des emplois de proximité, le gouvernement voudrait corriger cette anomalie.

Au fond, l'intervention du ministre du travail sera donc d'abord d'inspiration économique, sa conviction étant que l'emploi renaitra de la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire de leur capacité à se placer sur les bons créneaux et à fabriquer les bons produits. Selon un raisonnement qu'elle affectionne, cette voie du succès suppose une meilleure organisation du travail et une amélioration de la qualification des salariés qui, à leur tour, auront des effets bénéfiques sur le plan social.

« L'Etat ne peut rester seul »

dans la lutte contre le chômage, répète-t-on au ministère du travail, qui ne voit d'autre solution que dans le soutien actif des entreprises, une position que M. Aubry s'apprête à défendre dans le rapport qu'elle devait remettre le 24 juin à M. Michel Delebarre, pour l'aider dans la définition de sa politique à l'égard des banlieues. Mais, pour y parvenir, encore lui faudra-t-il du temps pour convaincre les chefs d'entreprise du bien-fondé d'un tel enchaînement vertueux...

ALAIN LEBEAUE

AFFAIRES

Poursuivant une nouvelle stratégie internationale

Gaz de France s'implante aux États-Unis

Poursuivant sa nouvelle stratégie de développement international, Gaz de France a pris une participation dans une société américaine basée à Houston, Tejas Power Corporation, spécialisée dans l'interconnexion des réseaux gaziers et le stockage souterrain. C'est la première fois que GDF prend pied directement sur le marché américain, second marché mondial pour le gaz. Après l'accord conclu en mars avec une société québécoise pour la création en commun d'un stockage souterrain, cette opération confirme la nouvelle politique de l'entreprise publique française, décidée à participer directement, par des joint-ventures, à la distribution de gaz dans des pays étrangers.

L'accord conclu avec Tejas Power prévoit que GDF, associé avec deux sociétés financières du groupe Rothschild (Pétrorep et Francap), prendra une participation d'une valeur de 25 millions de dollars (150 millions de francs environ), dans le capital de la société américaine. Cette participation lui permettra d'être représenté au conseil d'administration et dans les différents organes exécutifs de la société américaine. « Cet accord, précise le communiqué commun publié lundi 17 juin, ouvre la voie à l'implantation de technologies gazifiées françaises sur le marché américain ».

Ce n'est qu'un premier pas pour GDF, qui mène actuellement des négociations afin de prendre pied

sur les marchés allemand et portugais du gaz. En Allemagne orientale, GDF espère prendre une participation de 25,5 % dans une société régionale de distribution desservant le district de Potsdam, dans le Brandebourg.

Au Portugal, le projet est beaucoup plus important puisqu'il s'agit de participer à la création d'un terminal gazier et d'un réseau de transport national, ainsi qu'à terme à la distribution du gaz. Deux consortiums sont en compétition, dont l'un est conduit par GDF, pour un investissement estimé à 450 millions de dollars, soit environ 2,7 milliards de francs.

V. M.

GROUPE eslsca

4 CYCLES SPECIALISES

Un plus pour votre formation en Management

Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING

INGÉNIERIE FINANCIÈRE

MANAGEMENT DES ENTREPRISES

GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements : 3^e Cycle Spécialisé GROUPE ESLSCA
1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél. : (0) 45 51 32 59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE

DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

IFAM, the best way for the M.B.A.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet à ses étudiants de déboucher en quatre années après le baccalauréat (trois après une prépa.) sur le diplôme MBA des meilleures universités américaines et sur le diplôme IFAM.

Outre ses partenaires associés, *University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie*, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à *University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U., University of Wisconsin, Duke U., George Washington U., Mac Gill U.* Enfin, le développement de l'IFAM a entraîné la création en 1986 du programme «MBA University» en association avec plusieurs business schools américaines. Ce programme offre aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux cadres, la possibilité d'obtenir le MBA en un an. Un atout supplémentaire pour l'IFAM, établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
Établissement d'enseignement supérieur privé, 19, rue Cécile,
75015 Paris-France. Tél. : 47 34 38 23

INSAM

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Études à Paris, États-Unis, Europe

Admission 1^{re} année : bac + concours.

2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

GROUPE eslsca

1, rue Bougainville, 75007 Paris - France
Tél. : (0) 45 51 32 59
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1949 - RECONNUE PAR L'ÉTAT

Observateur

ENTREPRISES

TELECOMMUNICATIONS

dossier spécial

LE BUREAU INTELLIGENT

40 pages sur les nouveaux outils de performance du cadre.

AVANT-PREMIERE

Le premier portable Radio communiquant.

AU MEME SOMMAIRE

- NOUVEAU le fax comme moyen de gestion
- Demain, la communication mobile personnelle
- EUTELSAT cherche ingénieur désespérément
- ENTRETIEN avec le PDG de CANON France

EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX POINTS DE VENTE

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Europe en mal d'industriels

Au-delà d'un dialogue de routine, les oppositions de doctrines et d'intérêts empêchent la définition d'une stratégie communautaire

LE 19 avril, à Sanliu, Jacques Delors, président de la Commission européenne, rencontrait discrètement les principaux dirigeants de l'industrie électronique communautaire pour examiner comment enrayer la crise qui la frappe. De son côté, le vice-président Filippo Maria Pandolfi, responsable de la politique de la recherche, s'efforce de mettre d'accord industriels, opérateurs de satellites et chaînes de télévision sur l'introduction progressive de la norme D2 Mac, passage obligé avant la mise sur le marché de la télévision à haute définition (TVHD) version européenne.

Au même moment, les commissaires européens débattent avec la nouvelle Association européenne de constructeurs d'automobiles (AECB) des modalités de l'ouverture du marché des Douze aux importations en provenance du Japon. Le président du groupe PSA, Jacques Calvet, en délicate avec ses collègues, qu'il juge trop accommodants à l'égard de Tokyo, n'est pas membre de ladite association, mais il a été également reçu par Jacques Delors.

Une concertation technique

Alertée par les résultats franchement mauvais de ces deux filières — électronique et automobile — la Commission renoue ainsi sur les dossiers les plus opérationnels — politique commerciale extérieure, recherche, rapprochements d'entreprises, investissements étrangers dans la CEE — un dialogue direct avec l'industrie, ou au moins avec ses secteurs les plus exposés. Dans le même esprit, Bruxelles s'est récemment prononcée, en termes il est vrai encore prudents, pour la mise en œuvre d'une politique industrielle, puis, première illustration, a suggéré aux Douze de réfléchir à une série d'actions en faveur de l'électronique.

Il reste à passer des paroles aux actes, ce qui impliquerait une contribution active des entreprises, comme le sollicite d'ailleurs Martin Bangemann, le vice-président de la Commission chargé de la politique industrielle. Y sont-elles prêtes? Cela reste à vérifier tant il est vrai que, jusqu'à ce jour, les divergences d'intérêts et de doctrines, ont surtout suscité l'attentisme.

La concertation entre les pouvoirs publics communautaires et l'industrie existe, mais elle reste principalement technique et juridique, comme si les organisations professionnelles, conscientes de leurs propres divisions, évitaient délibérément les sujets brûlants. L'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE) rassemble les grandes fédérations patronales, rattachant largement au-delà de la Communauté puisque vingt-deux pays et trente-trois fédérations y sont regroupées.

« Le devoir de l'UNICE consiste à regarder l'ensemble des dossiers

communautaires, des propositions de la Commission, et à prendre position à travers un réseau de groupes de travail (au nombre de cinquante-cinq). L'important, c'est d'identifier clairement sur chaque sujet ce que veut l'industrie, de ne pas tenir un langage vague au législateur », explique Zygmunt Tyszkiewicz, son secrétaire général.

Elle ne se contente pas de réagir, elle s'efforce d'anticiper, d'ouvrir des pistes favorables à l'entreprise. A l'initiative du président Delors, elle s'emploie, aux côtés des syndicats, à jeter les bases, au niveau européen, d'un dialogue social renouvelé.

Déjà moins généralistes apparaissent les fédérations par branche (FEBI), tel l'Organe de liaison des industries mécaniques, électriques, électroniques et de la transformation des métaux (ORGALIME). Celui-ci, par le truchement de ses fédérations nationales, rassemble de 30 000 à 40 000 entreprises totalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 milliards d'euros et 7 millions d'emplois!

« C'est un problème de représenter de manière efficace des entreprises aussi nombreuses et variées, car bien sûr on se trouve confronté parfois à des intérêts contradictoires », s'exclame Trevor Gay, son secrétaire général. Les FEBI suivent dans le détail les projets de directives qui concernent les métiers qu'elles représentent. L'ORGALIME a ainsi dépensé beaucoup d'énergie pour faire réagir les « syndicats sectoriels » — le troisième échelon — au Livre vert sur la normalisation présenté voilà quelques mois par la Commission.

Les syndicats sectoriels, lorsqu'ils sont directement concernés par le travail communautaire, ont créé leur propre bureau à Bruxelles. On en compte ainsi une dizaine qui sont membres de l'ORGALIME. Ils examinent eux aussi les textes en discussion et font du « lobbying ». « Une partie non négligeable de notre mission consiste à nous coordonner avec l'UNICE et avec ses comités européens sectoriels. On a permis à notre système de représentation d'être trop dispersé. Si l'on avait bûti quelque chose de plus cohérent, on essaie maintenant de corriger le tir », observe Trevor Gay.

Cette bureaucratie pyramidale pourrait-elle aller au-delà du travail de routine, contribuer comme elle y est invitée à la définition d'une politique industrielle européenne imaginative? Rien n'est moins sûr, car ses moyens sont limités : les professions ont multiplié les antennes bruxelloises sans toujours leur donner la possibilité d'agir. Une réalité qui illustre jusqu'à un point tout récent le désintérêt des gros bataillons de l'industrie des Douze pour la construction européenne.

Le tournant se situe vers 1986-1987, après l'adoption de l'Acte unique. « En octobre 1985, la CBI (le patronat britannique) a invité sept cents entreprises à un colloque sur le Livre blanc.

Soixante-cinq sont venues, et l'échec fut total. Nullement encouragés, elle a recommencé l'opération en 1987 et elle a rempli la salle. Poussées par les entreprises, les fédérations nationales ont étoffé leur représentation communautaire. Elles se sont rendu compte qu'avec l'adoption des directives à la majorité qualifiée le « lobbying » au niveau national ne servait plus à grand-chose, que chaque décision importante dépendait désormais d'alliances qui se nouaient au niveau central, à Bruxelles », raconte Zygmunt Tyszkiewicz.

Ces permanents bruxellois partagent l'opinion que ce processus d'apprentissage est trop lent. Que peut sérieusement accomplir Trevor Gay avec seulement deux cadres pour le second? « Notre tâche la plus évidente consiste à suivre les projets de directives. Mais comment réagir lorsque la Commission engage le débat pour définir une politique d'ensemble comme elle vient de le faire pour l'électronique? Nous avons demandé à nos associations membres de nous dire s'il y avait un rôle pour nous, en attirant leur attention sur les aspects horizontaux du document : politique commerciale, formation... »

« Nous avons souvent pensé que nous devrions tenter d'exercer une influence sur les grandes orientations de la Commission, par exemple sur ses programmes de recherche. Nous sommes tout à fait conscients que nous ne traitons pas des problèmes centraux », commente Trevor Gay.

Pour comprendre cette hésitation à intervenir sur l'essentiel, Bernard Moreau, secrétaire général du Comité économique et social européen (CES), renvoie dos à dos patrons et commissaires : « La vie économique reste marquée par la domination des Etats-nations. Les entreprises ont des difficultés à atteindre une dimension suffisante. Il n'y a pratiquement pas d'entreprises européennes : elles demeurent nationales : allemandes, françaises... avec une culture allemande, française. Il leur est difficile, dans ces conditions de suffisamment se concerter pour définir une stratégie à proposer à la Communauté, par exemple concernant l'ouverture des marchés ».

Des divergences philosophiques

Quant à la Commission, « elle a du mal à déterminer comment elle peut inciter les entreprises à se rassembler. Les programmes ESPRIT et RACE ont signifié un certain démarrage, mais, par rapport aux objectifs, les résultats sont restés limités ».

Un point de vue partagé par Etienne Davignon, président de la Société générale de Belgique, qui souligne le handicap que représente l'absence d'homogénéité de l'industrie communautaire par rapport à ses concurrentes japonaises ou coréennes. Celles-ci, explique-t-il, ont été reconstruites de manière planifiée, ce qui a facilité ensuite les synergies. Et puis

on paie aujourd'hui les erreurs du passé. Ainsi, selon l'ancien vice-président de la Commission, l'échec d'Unidata (1) à la fin des années 70 a sans doute sonné le glas des tentatives pour rassembler l'industrie européenne.

Outre les diversités de situation, toute tentative de l'industrie pour orienter les pouvoirs publics se heurte à des divergences de nature philosophique. « Il y a en permanence le conflit de deux conceptions », observe Bernard Moreau. Le libéralisme domine : « La politique sectorielle, admettons-le, c'est la politique de protection d'un secteur. S'il y a trop d'interférences, cela fausse les ajustements, le recyclage naturel. Il y a des industries qui meurent, d'autres qui naissent : ce qu'il nous faut, ce que préconise d'ailleurs Martin Bangemann, c'est créer un environnement favorable au développement industriel », affirme Zygmunt Tyszkiewicz. Un point de vue qui ne fait pas l'unanimité.

« Il y a contradiction entre la démarche libérale de la Commu-

nauté, que nous approuvons, et son peu de conviction à réclamer la réciprocité à nos partenaires commerciaux. Il y a là un déséquilibre profond, et nous n'avons pas vraiment réussi à tirer la sonnette auprès des pouvoirs publics. »

Le mur de caoutchouc

« Les Japonais, les Canadiens, peuvent venir en Europe : nous ne pouvons pas entrer aux Etats-Unis ou au Japon. Siemens a perdu des dizaines de millions en essayant de pénétrer le marché américain de la commutation. De 1985 à 1988, Alcatel y a entretenu une équipe de vente musclée, sans résultat. Il est totalement anormal que nous ne soyons pas aux Etats-Unis. L'UNICE devrait avoir en permanence à la bouche l'exigence de réciprocité », note Etienne Crespel, directeur du bureau bruxellois d'Alcatel-Alsthom.

Peut-on sortir de ce type de controverse, et donc de l'immobilisme? Créer dans la représentation de l'industrie un échelon stratégique qui manque aujourd'hui? « La

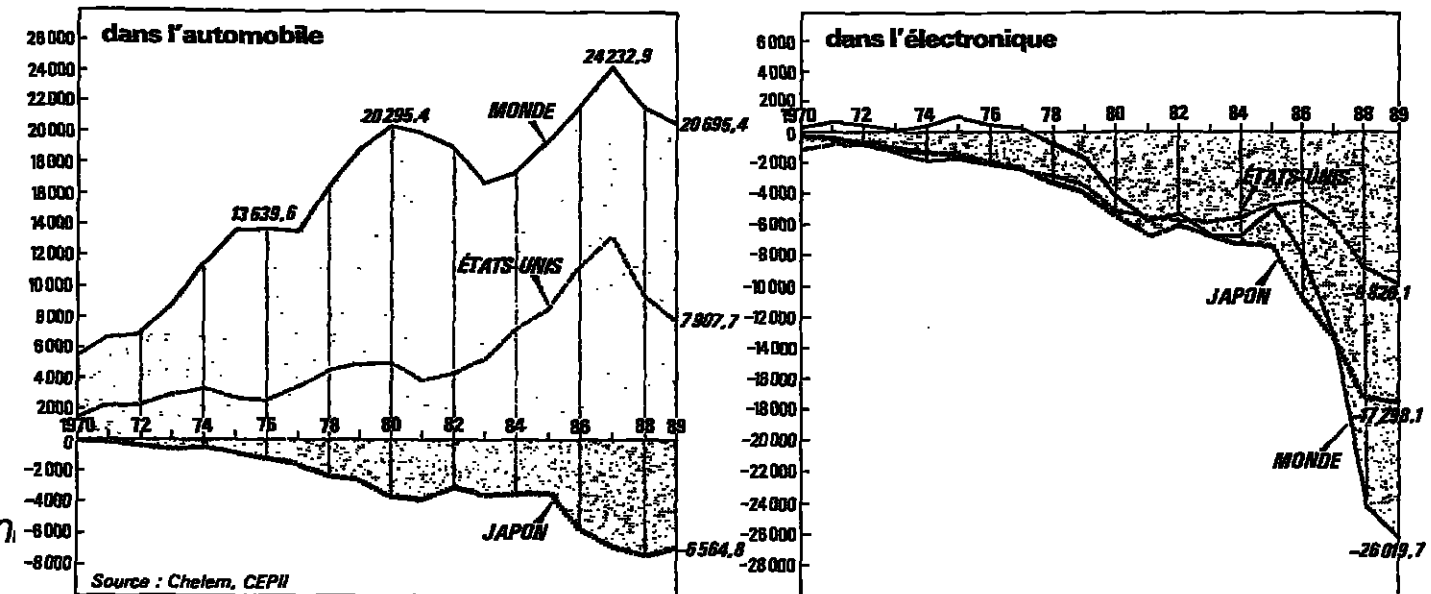
Commission devrait fortifier la capacité des industriels à prendre des initiatives, insiste Etienne Davignon, qui n'est pas pessimiste. La Commission, face à des partenaires passifs, aussi intelligente qu'elle soit, c'est le mer de Caoutchouc Mousse. Elle ne peut agir. Ce que veulent les gens aujourd'hui n'est pas clair, mais il est clair, en revanche, qu'il y a un débat en cours et qu'elle a un rôle à jouer. »

En guise de conclusion, il salue à sa manière le volontarisme manifesté par M^{me} Edith Cresson : « Il va inquiéter autant que séduire, parce que c'est une théorie contestable de chercher à donner vie à des champions européens même si les conditions ne s'y prêtent guère... Mais que la France soit intéressée par quelque chose fait toujours naître un débat plus actif dans la Communauté. »

de Bruxelles
PHILIPPE LEMAITRE

(1) Il s'agissait d'un projet visant à réunir les activités informatiques de Siemens, de CIL, d'ICT et d'Olivetti.

SOLDE COMMERCIAL DE LA CEE AVEC LE JAPON, LES ETATS-UNIS ET LE MONDE (en millions de dollars courants)



LA DOUBLE COMPETENCE...

Face à la globalisation des affaires, les entreprises ont besoin d'hommes et de femmes aptes à agir dans un environnement complexe. Les doubles compétences originales constituent une réponse à ce défi :

PHARMACIE - MARKETING, INGENIEUR - NEGOCIATEUR INTERNATIONAL, GESTIONNAIRE - LOGISTICIEN,...

S'appuyant sur son réseau international d'experts de premier plan, Sup de Co Rouen propose quatre programmes de ce type, dans des domaines à forte valeur ajoutée technique.

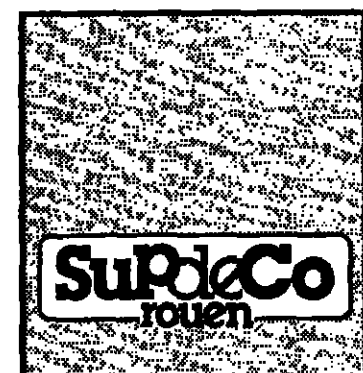
- **M.S. TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET DE TECHNIQUES DE MANAGEMENT**
- **M.S. TECHNIQUES QUANTITATIVES APPLIQUEES AUX METIERS DU MARKETING**
 - Spécialisation Grande Consommation
 - Spécialisation Marketing Pharmaceutique
- **M.S. LOGISTIQUE ET TRANSPORTS INTERNATIONAUX**
 - Sélection ouverte aux titulaires d'un Bac + 5 : D.E.A., D.E.S.S., Grandes Ecoles d'Ingénieurs et de Gestion, Pharmacien, Médecin...
 - Date limite d'inscription : 3 Septembre 1991
- **3^{ème} CYCLE : MANAGEMENT DES OPERATIONS INTERNATIONALES**
 - Sélection ouverte aux titulaires d'un diplôme de 2nd cycle (Bac + 4) : Maîtrise, Ecoles de Gestion, I.E.P.
 - Date limite d'inscription : 3 Septembre 1991.

Renseignements :

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE
Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 188
76136 MONT SAINT-AIGNAN CEDEX

Tél. : 35 74 03 00 - Fax : 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN



CHAMPS ECONOMIQUES

La Communauté européenne

La fausse Assemblée

Emettant des avis souvent pertinents, les cent quatre-vingt-neuf membres du Comité économique et social ne veulent plus faire tapisserie

UNE fois par mois, dans une salle Europe, au dernier étage d'un immeuble offrant une vue imprenable sur Bruxelles, se réunit l'aréopage le plus hétéroclite des institutions des Douze : cent quatre-vingt-neuf hommes et femmes, patrons, salariés, agriculteurs, artisans, commerçants, membres des professions libérales. Ecouteurs de traduction simultanée rivés aux oreilles, bouteilles d'eau minérale réglementairement disposées devant chaque siège pour un débat qui n'a pourtant rien d'un marathon tant il est rondement expédié, ces gens sont venus de tous les coins d'Europe pour la session plénière du Comité économique et social (CES).

Dans une plaquette qu'il n'a pas pu intituler « Le CES, une autre Assemblée », parce que cela irritait le Parlement de Strasbourg, cet organe se présente comme l'émancipation des « forces vives des Etats membres » pour « associer les divers groupes d'intérêts économiques et sociaux à la réalisation du Marché commun ». La documentation qu'il distribue à ses visiteurs, avec la gentillesse propre à ceux qui ont le sentiment d'être méconnus, rappelle ses attributions : donner des « avis » sur les projets de règlements, directives et résolutions de la Commission ou du conseil des ministres des Communautés européennes ; formuler, même quand on ne les lui demande pas, certains autres « avis » sur de grands sujets d'actualité.

Ainsi, fin avril, un mois avant le voyage de Jacques Delors à Tokyo,

le CES s'est exprimé sur les relations entre la Communauté européenne et le Japon de façon inhabituellement peu conventionnelle : « Il a été observé qu'une des raisons du succès de la pénétration des produits japonais sur les marchés européens réside dans les analyses approfondies effectuées par les chefs d'entreprise japonais sur les exigences et les préférences des consommateurs occidentaux, alors que les opérateurs européens sont bien loin d'avoir une connaissance comparable du marché de la consommation japonais. »

Un rôle réduit

Le rapport sur lequel s'appuie cet avis a été rédigé par Aldo Romoli, un Italien de la Montedison, membre du groupe « employeurs » du CES, qui comprend aussi un groupe « travailleurs » et un groupe « activités diverses ». C'est au premier groupe qu'il appartient, par nature, de faire valoir les vues du monde industriel, mais, dans la pratique, ce rôle est réduit, pour de multiples raisons.

Il y a d'abord une ambiguïté dans la mission du CES qui, contrairement à ce qu'avaient voulu les Français, notamment Georges Pompidou, il y a deux décennies, n'est pas le pendant européen du Conseil économique et social de l'avenue d'Iéna. C'est une auberge espagnole où chacun peut mettre sur la table ce pour quoi il a du goût.

Les syndicalistes et le gouvernement belge voudraient en faire un

lieu de négociation de conventions collectives du travail, alors qu'il n'est qu'un instrument de dialogue entre patrons et salariés, et entre producteurs et consommateurs. Les Allemands souhaitent lui adjoindre un nouveau groupe, représentant les régions, ce qui serait lui enlever son caractère professionnel, estimant les Français, parce que « les membres de ce quatrième groupe seraient nécessairement des politiciens ». D'autres pays aimeraient privilégier des activités périphériques telles qu'une défense plus résolue des consommateurs et la protection de l'environnement.

Dans cette cacophonie, le groupe des employeurs (privé des PME, qui ont préféré siéger dans le groupe « activités diverses », avec les agriculteurs) a d'autant plus de mal à se faire entendre qu'il est lui-même peu homogène. Quelques gros bonnets figurent dans le « trombinoscope » du CES, mais un peu perdus parmi toutes ces bonnes figures d'Européens moyens, illustres inconnus venus du Dodécane ou des Canaries.

« Il y a de tout, des amateurs, des battants et des has been, constate un habitué. Contrairement aux parlementaires européens, qui touchent un bon salaire, les membres du Comité doivent se contenter d'une indemnité journalière de 4.400 francs belges (730 francs français). Vu la lourdeur des procédures, il faut passer au moins une semaine par mois à Bruxelles pour faire correctement son travail, ce qui élimine les grands patrons, trop occupés. Finalement, c'est une fonction peu gratifiante, mais il y a toujours trop

plein de candidats, parce qu'elle fait bien sur une carte de visite. »

Les membres du CES sont proposés par les gouvernements et nommés par le conseil des Communautés européennes pour une durée de quatre ans renouvelable. En principe, ils siègent à titre personnel, mais très souvent ils ont été mandatés. S'agissant du groupe « employeurs », les Allemands envoient souvent des fonctionnaires des organisations patronales. Les Italiens délèguent volontiers des cadres de grandes entreprises.

Des moyens accrus

Parmi les représentants de la France, il y a François Ceyrac, président d'honneur du CNPF, Robert Deloroy, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Île-de-France, Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, François Perrin-Pelletier, conseiller du directeur de Peugeot. « Toutes ces personnalités sont fort estimables, constate un responsable, mais on ne peut pas dire qu'elles représentent aujourd'hui les grands secteurs de l'industrie ou l'ensemble d'une profession, par exemple les constructeurs d'automobiles. »

Deux Français animent le CES : François Staedelin comme président, Jacques Moreau comme secrétaire général, tous les deux venus du monde syndical. « Jacques Delors nous perçoit davantage comme des agents du dialogue social que comme des interlocuteurs sur les dossiers économiques », confie Jacques Moreau. La réalité est que les organisations professionnelles ne

souhaitent pas une revalorisation du CES puisqu'elles ont le contact direct avec la DG 5 » (direction générale de la Commission chargée de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales).

Une certaine confusion règne dans les débats en session plénière du CES, quand ses membres cessent de travailler dans neuf sections spécialisées pour voter tous ensemble, les agriculteurs étant par exemple appelés à se prononcer sur des problèmes industriels qui ne les concernent pas. Pourtant, les avis du CES sont souvent pragmatiques et opérationnels en raison des compétences propres de ceux qui les ont préparés, et ils constituent parfois une préfiguration des réactions du Parlement européen. Les fonctionnaires européens qui participent à la gestation des directives s'évitent sans doute quelques déboires s'ils en tenaient davantage compte.

« Depuis 1989, la Commission nous dit ce qu'elle fait de nos avis. Le conseil, lui, ne nous indique même pas s'il les a lus, se plaint le service de presse du CES. A part la française, qui joue le jeu, nos relations sont difficiles avec les RP » (représentations permanentes, les ambassades des Douze à Bruxelles, distinctes de celles chargées des relations avec la Belgique).

Le CES compte bien profiter des prochaines modifications des traités rendues nécessaires par la mise en œuvre de l'union économique et monétaire et de l'union politique pour voir son rôle redéfini et ses moyens accrus. Pour le moment, il est pratiquement sous la tutelle du conseil, qui ne se donne pas la

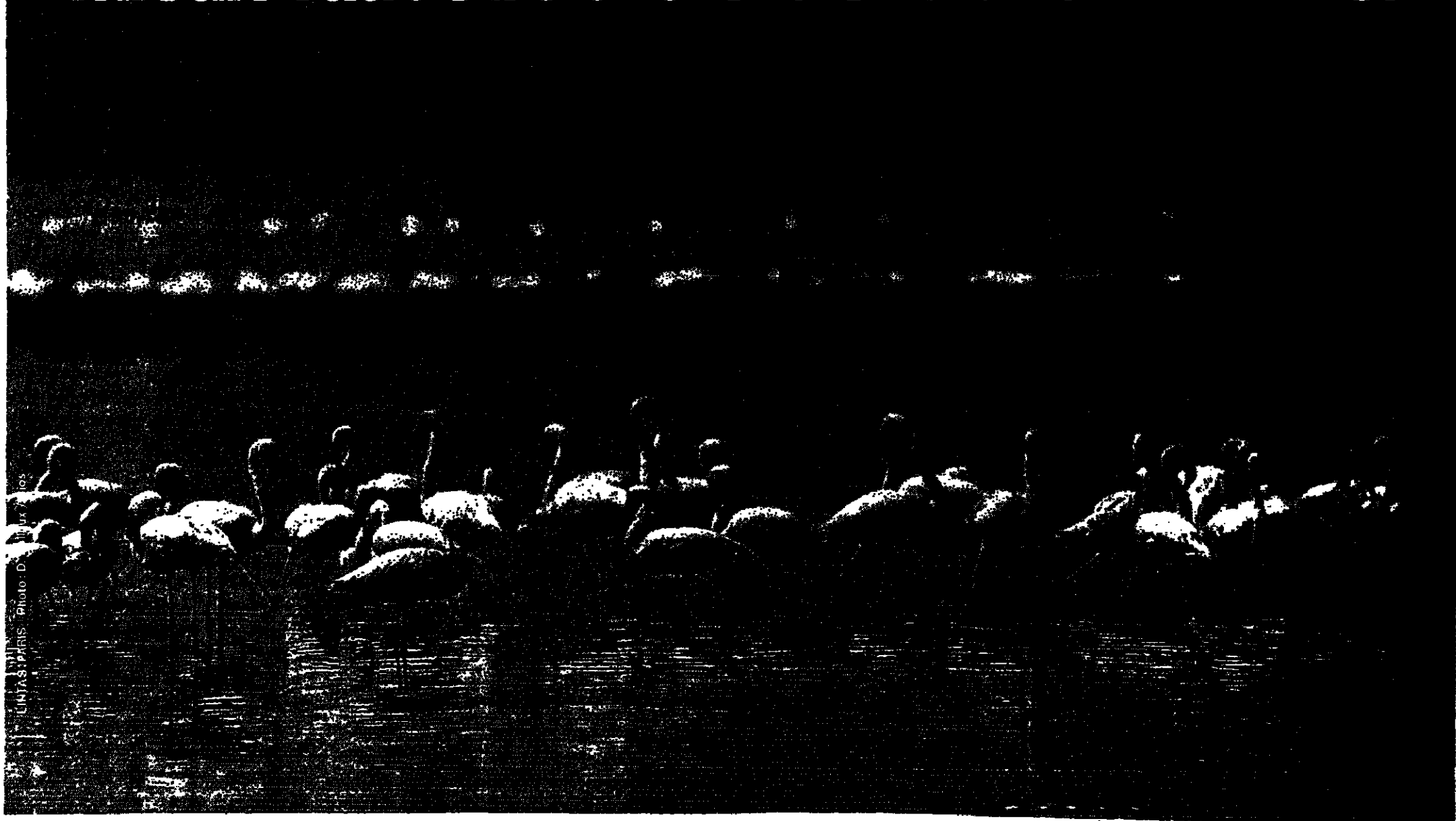
peine de lire tout ce qu'on lui fournit ses ressources budgétaires (48 millions d'euros pour 1991) et nomme ses cadres administratifs.

Le CES a deux objectifs : une réelle autonomie en matière de règlement intérieur et un statut matériel amélioré pour les conseillers, condition même de la crédibilité, selon les intéressés. Les réformes demandées suffiraient-elles à convaincre les organisations nationales de privilégier le dialogue avec la Commission et le conseil par l'intermédiaire du CES, qui souffre plus que jamais de son étiquette d'organe consultatif et s'est peut-être dévalorisé en multipliant à l'excès ses interventions (près de cent quatre-vingts avis l'an dernier) ?

La fausse Assemblée de la rue Ravenstein s'efforce d'attirer les regards, par exemple en adressant, le 22 mai, au nouveau premier ministre français, un message de félicitations rédigé selon la méthode Coué (« Nous sommes convaincus que vous continuerez à plaider pour que notre rôle soit affirmé et conforté »), mais elle sait bien qu'elle fait tapisserie. Il n'est pourtant pas illégitime de se part d'essayer de donner un sens au travail de quelque cinq cents fonctionnaires, dont deux cents pour les seuls interprètes et traducteurs, qu'elle emploie à plein temps.

de Bruxelles
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Quand on veut multiplier ses contacts,
mieux vaut être à la croisée des chemins.



SE
A

CHAMPS ECONOMIQUES

face aux industriels

Vive le lobbying

L'industrie de l'influence mobilise plus de trois mille personnes qui s'efforcent d'« aider » les eurocrates

AC et F sont des lettres redoutables pour qui consulte à la hâte l'annuaire téléphonique de Bruxelles. Des moutardiers aux ferrailleurs, la « capitale de l'Europe » est aussi le siège d'innombrables « associations », « comités » et « fédérations » chargés de faire valoir des intérêts divers, sans parler de ceux qui s'intitulent « représentation permanente » par un minotisme avantageux avec les vraies « RP », celles qui expriment les vœux des douze Etats membres auprès des Communautés européennes.

Aux étages des buildings qui ont défiguré le centre de la ville ou dans quelque ancien hôtel à cocotte des flots préservés, quelque trois cents bureaux, d'inégale importance mais employant au total plus de trois mille personnes, agissent pour le compte d'organes nationaux (régions ou collectivités locales, associations de chambres de commerce et d'industrie) ou sont mandatés par des regroupements au niveau européen (constructeurs automobiles, producteurs agricoles, etc.), voire fonctionnent au profit d'une seule grande entreprise (Elf, Rhône-Poulenc, par exemple). Spécialistes de haut niveau, amateurs, affairistes convaincus ou fumeistes, leurs cadres n'ont plus peur de se présenter pour ce qu'ils sont : des lobbyistes (de lobby : couloir).

Les Français ont perdu leurs dernières inhibitions depuis les déclarations de M^{me} Edith Cresson, alors ministre des affaires européennes, en 1988, lors d'un colloque de l'Ex-

pansion sur « le lobbying à visage découvert » : « Les entreprises françaises, en particulier les petites et moyennes entreprises, se doivent aujourd'hui de penser européen et d'obtenir le label européen par une percée plus large sur le marché communautaire. Le lobbying est un outil indispensable qu'elles doivent connaître et utiliser. »

Bien sûr, les PME n'ont pas les moyens de s'offrir, pour elles seules, les services d'un bon lobbyiste : un « pantoufflard » de la Commission, de la « RP » ou du service commercial de l'ambassade, voire un ancien journaliste spécialisé. Mais les regroupements d'intérêts se font au niveau des régions, particulièrement dynamiques, ou des corps de métiers.

Une subtilité dialectique

Une partie du travail des lobbyistes consiste en fait à informer leurs mandataires sur les conséquences pratiques de la production communautaire en textes de toute nature. Dans les chiffres parfois avancés quant aux effectifs de « l'industrie de l'influence », il faut compter de nombreux « consultants » dont l'activité principale réside dans la lecture attentive du bulletin bleu que publie chaque jour l'agence de presse Europe.

Reste néanmoins la subtilité dialectique entre les décideurs du Berlaymont et les représentants des agents économiques qu'ils rencontrent dans les restaurants, les dîners d'amis et, sans aucune équivoque, dans leur bureau puisque consulter les professionnels concernés par

leurs projets de directives, et même les y associer, fait partie de leur travail. Les plus adroits des lobbyistes ne cherchent pas nécessairement à rencontrer le sommet de la hiérarchie.

Contacté la personne qui convient à la place qui convient peut être plus productif qu'une conversation hâtive avec un patron de direction générale. La tâche du lobbyiste de base se trouve facilitée par le fait que la Commission est une maison de verre au propre comme au figuré. Pour 1 300 francs, tout le monde peut se procurer *Euroconfidential*, une publication privée qui donne le nom des principaux eurocrates avec leurs fonctions.

« Les fonctionnaires européens sont ouverts au dialogue et pleins de bonne volonté », concède Ulrich Fazio, un Allemand, directeur de l'antenne bruxelloise de la Fédération de l'industrie européenne de la construction. *Leurs idées ne sont pas mauvaises mais se révèlent souvent inadéquates par manque de connaissance des problèmes réels. Il faut les aider.* Cette « aide » va-t-elle au-delà des bons conseils ?

Il a été question naguère d'un mouton noir, un « monsieur pourcentage » vite repéré, mais la vénalité n'est vraiment pas le reproche fait habituellement aux eurocrates. Les Américains essaient évidemment de jouer leur carte à Bruxelles. Leurs manières trop directement calquées sur ce qui est admis à Washington ont déplu, notamment quand ils ont commencé à s'intéresser aux affaires agricoles. Depuis quelques échecs cuisants, ils s'adressent volontiers à

des cabinets britanniques travaillant à la carte, tels Coopers and Lybrand ou Belmont.

Une espèce nouvelle de lobbyistes s'est développée avec l'importance prise par les programmes d'aide aux régions ou à la coopération dite « transfrontalière ». Evoquant les sommes distribuées par le Fonds européen de développement régional (FEDER), un consultant explique tout de go : « Nous sommes devant une énorme tirelire. Encore faut-il savoir l'ouvrir ! » Représentant le Hainaut, le Nord-ouest Westfalen, la région Nord-Pas-de-Calais et le Yorkshire, l'Association des régions européennes de tradition industrielle (RETI) indique sans ambages qu'elle « a développé son activité en direction de la Commission en vue d'influencer les politiques, programmes et réformes affectant les régions industrielles en profonde restructuration ».

Des sujets tabous

Le chef du bureau de Bruxelles, Marc Varlet, un Lillois qui fait tous les jours la navette avec la Belgique, raconte : « On s'y est mis avec un certain retard sur les autres grandes régions industrielles. On loue cet appartement notamment avec l'argent des départements. J'ai un réseau d'une centaine de personnes qui me renseignent bénévolement, surtout des fonctionnaires européens originaires du Nord, qui ont formé une association. Il y a un cercle des délégués permanents français (régions, départements, grandes entreprises, etc.) qui se réunit deux

fois par mois. On est passé de sept en 1980 à quatre-vingts aujourd'hui. »

La première réaction de l'étudiant de Sciences-Po informé par l'*Indépendant* de la rue Saint-Guil-laume, organe des élèves, que la filière « Europe communautaire » de l'institut prépare notamment au lobbying — « servant d'interface entre l'administration européenne, les administrations des Etats membres et les entreprises » — est de demander quelques beaux exemples d'efficacité. Sujet tabou.

Des anecdotes circulent pour le folklore, mais, des vrais « coups », personne n'a intérêt à se vanter. Est-ce possible d'ailleurs, tant le jeu est complexe et dilué le pouvoir de décision ? Le lobbyiste sérieux cherche moins à bloquer une mesure voulue par la majorité des acteurs qu'à empêcher que ne germent certaines « mauvaises » idées.

« La Commission va trop vite, pour être prête en 1993, affirme une « lobbyiste » un peu déconfitée par dix ans d'activité. Certains textes ne tiennent pas debout et sont carrément incompréhensibles. La traduction dans les différentes langues communautaires n'arrange rien. Une directive en grec, c'est parfois délirant et en contradiction avec le texte français ou anglais. Il y aura de plus en plus de recours devant la Cour de Justice. Notre rôle c'est d'éviter ces aberrations. »

Il se dit maintenant que les députés de Strasbourg sont plus malléables que les eurocrates du Berlaymont, parce que moins assurés de leur compétence dans les matières techniques, plus disponibles pour qui sait les caresser dans le sens du

poil. Avec l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen, l'avenir du lobbying communautaire serait donc près de l'hémicycle et, encore plus, aux abords des salles de commissions. Les cyniques prétendent que, pour les affaires vraiment importantes, rien ne vaut une intervention auprès des ministres nationaux, qui pourront toujours bloquer une directive au Conseil. Le « lobbying dur » se ferait à Paris, Londres, Madrid ou Rome, plutôt qu'à Bruxelles.

Propos de débus ? En tout cas, il restera toujours ici les antennes de Japonais de plus en plus attentifs aux travaux de la Commission et du Conseil, les envoyés de grands patrons convaincus que le propre intérêt de leur entreprise passe par une authentique concertation européenne, et — bientôt sans doute — tous les frères européens qui frappent à la porte des Doux.

Le lobbying bruxellois a encore de beaux jours devant lui, avec ses délicatesses de bonne compagnie : l'entretien des amitiés de jeunesse nouées dans les grandes écoles ; le « séminaire » ou le « colloque » organisés sous d'académiques prétextes, avec au programme « le point de vue de la Commission », exprimé par le directeur d'une « DG » ou le responsable d'une « task force » de type « contrôle des opérations de concentration entre entreprises », à moins que ce ne soit — chic suprême réservé aux réunions dans quelque forêt avoisinante — un commissaire en personne.

de Bruxelles, J. de la G.

ses contacts,
e des chemins

PARIS SE RENCONTRE A LA DÉFENSE

La Défense
l'Adresse Capitale

SARIS
N°VERT 05.20.20.10

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

SMIC et chômage

On doit savoir gré à l'OCDE d'avoir osé prétendre qu'en France la SMIC était une cause de chômage, notamment pour les jeunes. Non pas que ce thème soit particulièrement neuf ni que les conclusions de l'étude des experts du château de la Muette fassent beaucoup avancer la connaissance du sujet. Mais elle bouscule opportunément une croyance qui arrange de plus en plus de monde, et pas seulement dans notre pays : la croyance dans la fatalité du chômage. A partir du moment où l'on a choisi la voie royale du développement économique, celle qui passe par la concurrence, on doit en accepter le prix sous la forme d'un sous-emploi plus ou moins permanent. Tel est l'argument pris de plus en plus pour argenter comptant.

La partie que François Mitterrand peut tirer et tire de ce préjugé largement partagé est évidente : non seulement il fait oublier l'échec le plus flagrant de ses dix ans de pouvoir, mais il en fournit une explication honorable qui vaut - presque - excuse. A quoi bon rappeler les promesses faites par l'actuel président de la République au début de la précédente décennie sur la fin prochaine du chômage de la pénurie d'emplois disponibles ? Il est parvenu à faire passer de 1,7 million en avril 1981 (8 % de la population active) à un peu plus de 2,6 millions (9,4 %) à avril 1991. Tout cela est malheureux, très malheureux, mais le moyen de faire autrement ?

En contrepartie de quoi, assure-t-on, la France est passée d'un monde dans un autre. Ce que les gouvernements précédents n'avaient pas fait en matière de modernisation de l'appareil productif a été, à partir de 1981, mené tambour battant. Sous l'impulsion de la gauche, l'économie française a choisi de vivre plus dangereusement, pour être plus compétitive, quitte à ce que le gouvernement en atténue les rigueurs par une politique sociale appropriée.

C'est ici que le rapport annuel de l'OCDE modèle 91 fait figure de petit scandale qui pourrait devenir grand. Il invite à poser d'autres questions, nullement en contradiction avec la partie la plus positive du raisonnement précédent, mais néanmoins fort embarrassantes pour la politique incarnée par François Mitterrand. Cette étude met sérieusement en doute l'un des postulats de cette politique, à savoir le « plus » apporté par un gouvernement d'inspiration social-démocrate dans son œuvre d'accompagnement de la modernisation et de

l'internationalisation (du moins jusqu'à nouvel ordre pour ce qui est de cette dernière) de l'économie française.

Pour l'OCDE, c'est précisément les mesures destinées à alléger le « coût social » de la marche en avant qui seraient, pour une partie non négligeable, à l'origine de l'aggravation du chômage. Les économistes du château de la Muette s'en prennent non seulement au SMIC en tant que tel, mais aussi aux récentes augmentations contractuelles du salaire minimum négociées - en réponse, rappelons-le, à une initiative élyséenne largement rendue publique - dans diverses branches. Pour faire bonne mesure, ils invitent l'opinion publique et les gouvernements français - seront-ils entendus sur une question aussi délicate ? - à s'interroger sur l'échec du RMI, dont il est rappelé qu'il est destiné à favoriser l'insertion.

Le débat est suivi de près en Grande-Bretagne, où n'existe pas de salaire minimum légal (pas plus qu'en Allemagne), mais où le Parti travailliste propose d'en instituer un. La façon la plus mauvaise de poser le problème est celle d'un professeur à la London School of Economics du nom de Meghad Desai. Celui-ci écrit, dans une lettre publiée par le *Financial Times* (édition du 6 juin), qu'en regard des « facteurs macroéconomiques qui déterminent le niveau agrégé du chômage... le salaire minimum [n'a que] des effets sectoriels et microéconomiques ». Traduite en termes familiers aux citoyens de l'hexagone, cette thèse revient à dire que « c'est la faute à Bérégozov ». C'est du reste ce que, en termes plus choisis et plus techniques, soutient le professeur londonien, attribuant le chômage à la politique de bas taux d'inflation exigée par le SME.

N'en déplaise au correspondant de notre confrère, le problème doit d'abord être posé en termes « microéconomiques », c'est-à-dire en termes de marché. On verra dans un instant comment réintroduire l'aspect « macroéconomique » si l'on tient absolument à employer cette expression ambiguë et propre à égarer l'action. La source de confusion et d'erreur tient à la nature de la méthode dont il s'agit.

La macroéconomie vise à poser et résoudre les problèmes à partir des grands - « agrégats » - statistiques et non pas à partir des réalités du marché qui

s'imposent à l'entrepreneur. On devrait toujours partir de l'idée que toute transaction est individuelle et que c'est à ce niveau qu'il convient d'abord de l'aborder. C'est ce parti qui semble adopter l'INSEE qui analyse (surtout) l'incidence du SMIC sur les décisions de l'employeur et du salarié.

Commençons par le premier. Les économistes du château de la Muette considèrent qu'« après une longue période de modération salariale, il apparaît peu probable qu'un niveau général excessif des coûts de main-d'œuvre demeure à l'origine du chômage », c'est exclusivement à l'embauche des salariés du bas de l'échelle des rémunérations que s'applique leur réflexion. Ce qui leur semble « vraisemblable » est que « le coût global de travail [y compris, donc, les charges sociales] pour les travailleurs les moins qualifiés est supérieur au niveau d'équilibre, avec des conséquences importantes en termes d'emplois perdus ».

PASSONS ici sur la formulation « néo-classique » (le « niveau d'équilibre »), qui serait avantageusement remplacée par une analyse plus directe (et pas « marginaliste ») en termes d'« embauches rentables », pour hasarder la remarque suivante : comme les entreprises emploient, à un salaire proche du SMIC, des effectifs nombreux et peu qualifiés, composés le plus souvent d'émigrés, on peut au moins s'interroger sur le point de savoir si le « niveau d'équilibre » est ou non dépassé de façon significative. Le fait (rappelé par l'OCDE) que les plans ministériels du gouvernement Rocard aient prévu systématiquement des alignements de cotisation sociale tend en sens contraire à prouver que le coût global d'embauche est un frein à l'emploi.

Si, comme cela est probable, c'est surtout dans les PME qu'on pourrait espérer une augmentation substantielle des effectifs au travail, la question du coût global de la main-d'œuvre ne peut être dissociée de la situation financière des entreprises de ce type et de leur accès à des ressources supplémentaires. Les PME ne peuvent généralement pas, au contraire des grandes sociétés, faire appel au marché pour des augmentations de capital. Elles ne disposent que de la voie de l'emprunt, à des conditions plus onéreuses que celles faites aux « grosses ». C'est à ce stade que

s'établit le lien avec la politique générale (appelée à tort « macroéconomique »), à cet égard que les pays qui ont laissé dans un passé récent filer le crédit intérieur - Grande-Bretagne, Espagne - sont ceux qui doivent aujourd'hui pratiquer les taux les plus élevés.

A cela s'ajoute la fiscalité. Du fait qu'elles procèdent plus souvent et plus systématiquement à des investissements lourds, les grosses entreprises peuvent, à la faveur de facilités d'amortissement, soustraire à l'IS (impôt sur les sociétés) une part parfois importante de leurs bénéfices. Les PME n'ont généralement pas cette faculté mais acquittent l'impôt aux mêmes taux. Ne conviendrait-il pas de lancer une étude pour savoir, compte tenu des modifications de l'assiette possible, à quels taux sont en réalité imposées les grandes sociétés ? Les analyses faites en Suède à ce sujet ont donné des résultats surprenants (taxation voisine de 0 pour les grandes entreprises de ce pays). Mais, en France, tout ce qui touche aux intérêts des grands groupes est interdit au public. Les vituperations de la gauche contre les « monopoles » sont pour la galerie.

Génées aux entourures, les entreprises françaises (et européennes en général) ne songent même pas à créer des postes de travail peut-être modestes et n'atteignant pas de connaissances spéciales, mais dont l'utilité serait grande (exemple au hasard : services rapides de livraison à domicile). Au Japon, qu'il est devenu si courant de vilipender, et où, paraît-il, la consommation est insuffisante, les services à la clientèle sont incomparablement plus étendus et de meilleure qualité (allez chez un coiffeur, et vous verrez) qu'en Occident.

En relevant le SMIC - il faut se rappeler qu'il n'est malgré tout qu'à 31,94 F l'heure soit un salaire mensuel brut (pour 169 heures) de 5 397,86 F et de 4 431 F net - plus vite que le salaire moyen n'augmente, on introduit un autre facteur de rigidité (auquel l'OCDE fait brièvement allusion). L'effet, très vraisemblablement préjudiciable sur l'emploi, concerne, cette fois-ci, au premier chef le demandeur d'emploi potentiel. L'incitation à acquiescer une qualification est certainement diminuée si le gain à en attendre par rapport au salaire le plus bas est modeste. Entre la « politique du SMIC » et la priorité donnée à l'appren-

tissage, il y a opposition. On verra sous peu dans quelle mesure le premier ministre est conséquent avec elle-même.

USANT d'une traduction littérale de l'anglais (comme on pense de moins en moins en français, on ne se donne plus la peine de trouver un équivalent intelligible), l'OCDE s'interroge sur l'existence d'un « piège de la pauvreté ». Le piège en question est celui dans lequel tombent les gouvernements qui prétendent trop bien faire. Les chômeurs « hésitent à prendre un emploi qui s'offre à eux par crainte de voir baisser le montant des divers transferts sociaux dont ils bénéficient ou de subir une déclassification ». Le nombre très élevé des jeunes au chômage - cinq fois plus qu'en Allemagne ! - incite à admettre, à condition de ne pas en exagérer la portée, l'existence d'un tel phénomène. Dans ce cas, plus importante que le niveau du SMIC en soi est la relation entre le montant de celui-ci et le montant de l'indemnité de chômage.

En France, l'indemnisation varie en principe entre 70 % et 57 % du salaire antérieur, le pourcentage le plus élevé s'appliquant pour les bas salaires. Le principe est certainement juste, mais on peut concevoir que dans certains cas il favorise le refus du travail. Tel chômeur pourra préférer renoncer à 30 % de son ancien salaire pour pouvoir disposer de son temps et en consacrer une partie à des travaux occasionnels et non déclarés.

On n'aurait certes pas résolu le problème du chômage mais on améliorerait fortement les politiques visant à le combattre si on cessait de considérer le plein-emploi comme un objectif incompatible avec l'économie de marché. Il est tentant d'assimiler cette dernière, sous prétexte qu'elle se fonde sur la libre concurrence, à un mécanisme de sélection naturelle à travers lequel les moins aptes sont éliminés. Si on veut dire par là que le fabricant A sera mis hors-jeu et probablement absorbé par le fabricant B mieux géré, offrant des produits plus adaptés à la demande, c'est l'évidence. Si l'on veut dire par là que la compétition, par nature, voue à l'extinction une part importante et peut-être croissante de la population, on méconnaît purement et simplement l'un des ressorts les plus puissants de l'échange, celui qui suppose le mieux son dynamisme. C'est à l'endroit qu'on examinera dans une prochaine chronique.

LECTURES

BERNARD MARIS

Dieu existe, c'est le marché

Après la déesse Raison, le dieu Marché, lequel n'est d'ailleurs que l'image mâle de la première, qui bientôt béatifiera l'Afrique. Mais l'ubiquité, symptôme de la divinité, impose de refaire les anciennes croyances, la solidarité ou l'Etat. Toute nouvelle religion suppose mal les anciennes : elle les détruit ou les absorbe.

Immoralité de la morale

Solitaire, si je le veux, d'Alain Laurent (1). Grande doit être la confiance d'un auteur qui donne la parole en ouverture et conclusion de son ouvrage à ses vibrants ennemis ! François Mitterrand en préface involontaire, les évêques français, le pape et Raymond Barre pour fermer le ban, et tous chantant la gloire de la solidarité.

Ce livre décrit d'abord la famille solidariste. Autour du père, Léon Bourgeois, Nobel de la paix 1925, le grand-père Montesquieu, et les enfants, Durkheim et le philosophe américain Rawls. Décrire pour mieux détruire : Alain Laurent n'a pas de phrases assez fortes pour les distributeurs de primes à la paresse. Il est, lui, de la branche Malthus, Tocqueville, et Proudhon.

Si la solidarité sociale infantilisait et déresponsabilise, il faut savoir aussi, dit-il justement, qu'elle crée une double confusion : entre assistance et assurance (dommage de ne pas avoir insisté sur cette coupure essentielle), et entre assurance et redistribution. Or, depuis 1981, la redistribution aggrave les inégalités, affirmation qui méritait aussi démonstration. Mais si les lois solidaristes font les pauvres, les pauvres font les faiseurs de lois : dialectique mère-enfant, où Big Mother (la Sécu) allaide des enfants attardés, un peu dépendants, pour mieux les vampiriser.

Mais il y a pis : en inversant la hiérarchie des droits et en créant des droits sociaux prioritaires, dont l'extension paraît infinie, la solidarité a introduit une forme terrible d'immoralité. Elle a réinventé, pas moins, le travail servile. L'esclavage à temps partiel, certes, mais l'obligation de certains hommes de travailler de force pour d'autres. Elle a violé des droits réels pour la satisfaction de droits fantômes.

Alain Laurent se méfierait-il des lois ? Ces droits sociaux sont légers, constitutionnels parfois. S'ils sont illégitimes, c'est qu'il n'y a pas toujours légitimité de vote. Sous l'apparence démocratique, la réalité de la séduction entre lobbies solidaristes et classes assistées. « Un gouvernement où la majorité tranche de tous les problèmes ne peut être fondé sur la justice telle que les hommes l'entendent ». Citation bien inquiétante.

Solitaire si je le veux : mais derrière cet appel rien moins que pathétique - car le pathos appartient aux solidaristes - on discerne une contre-morale, moins innocente qu'il n'y paraît. Une morale du travail. De la famille (à travers de petites remarques sur le remboursement de l'avortement). Une critique des « petits malins », du style

de vie débaillé, du vice, de la paresse, de la cloche, bref une morale de l'ordre et du progrès. Et si l'ordre moral se cachait derrière l'immoralité libertarienne ? Au fait, les libertariens : aimez-vous Jules Bonnot ?

Sans doute. Car Alain Laurent termine sur un appel à la désobéissance civile, un livre fort désobéissant. Un livre original, dénonçant le coup d'Etat-Providence permanent, caustique, anti-sentimental, qui pêche par excès de pédagogisme (« droit-de-l'homme », mais agaçant, vif, acide, agaçant. Un livre qui réveille. Le solidariste s'y rafraîchira.

Capitalisme et démocratie

Analyse économique de la politique, de Françoise Largier (2).

Analyse microéconomique serait un titre mieux approprié à cette exhaustive revue de la production (anglo-saxonne très largement) consacrée à deux grandes

Suicide économique, mode d'emploi

Jeunes étudiants africains, prêteurs ou éponges de dettes, tristes experts « dont l'utilité jaugée à l'aune de l'aggravation du sous-développement ne souffre aucune discussion », et vous, élites narcissiques, osez-vous encore jouer du miroir pour vous regarder gémir sur le naufrage de l'Afrique après avoir lu le livre d'Axelle Kabou ?

C'est qu'elle n'y a pas de main morte pour souffler et réveiller ce pauvre intellectuel africain, éternel Vendredi, qui se complait dans son humiliation, son incapacité et sa haine amoureuse du Robinson blanc ! Les élites africaines, dont la dignité est « inversement proportionnelle au rang social », ont créé une mentalité de refus du développement, de la méfiance de la technologie, et de la main tendue : telle est la thèse simple et forte d'un livre qui déchire les masques.

Première faute : l'invocation de l'éternel complot extérieur. Le néo-colonialisme, les dictats du FMI, le dictat de la conjoncture, le dictat des marchés des matières premières... Laisser croire que l'Afrique n'est en rien responsable de ses maux.

Deuxième faute : favoriser le sentiment de victime ayant un droit de réparation de l'ancien colonisateur. Laisser entendre que le développement ne peut venir que de capitaux extérieurs. Comptabiliser la dette morale de l'Occident en remise de dette financière.

questions : le vote et le cycle politico-économique. Le vote, et au-delà le passage de l'individu au collectif, ont toujours, depuis Arrow, fasciné les économistes. La vieille impossibilité d'Arrow et le problème plus moderne de l'électeur-médian sont exposés simplement dans le premier tiers du livre.

L'approche du cycle politico-économique - qui suppose que les gouvernements agissent sur la conjoncture, le taux d'inflation et de chômage notamment, pour satisfaire leurs électeurs - est ensuite traitée avec force outillage technique, mais peu d'applications. Comme on eût aimé voir apparaître, par exemple, depuis 1981, le grandiose cycle économique-mitterrandien ! A noter : l'auteur évoque *in fine* une périodicité aléatoire des élections. L'aléa comme forme ultime de la démocratie ?

Politique économique, de Gny Quaden (3). Pour comprendre la modestie explicative des cycles politico-économiques, mais surtout pour un panorama des objectifs et techniques de la politique économique, lisons le livre du directeur de la Banque nationale de Belgique. Le

lecteur est attiré de la voir perpétuellement chargée de toutes les chaînes de la négritude. D'où cet afro-pessimisme, cette délectation morose (et comode) du sous-développement. A tel point que nos « Vendredis intellectuels » sont aujourd'hui pris de court par la reconversion des tiers-mondistes français à l'Est, plus proche, plus exotique...

Avec beaucoup d'humour et de formules, Axelle Kabou conte les dernières trouvailles locales pour éviter à tout prix le développement : rêver que l'Occident est en déclin, par exemple, ou que l'Afrique, en symbiose avec la nature, est... en avance écologique !

En finir avec la diabolisation de la technique, la soi-disant « borné » ou « supplément d'âme », la solidarité de l'Africain. En finir avec le bon nègre ! « L'Afrique du vingt et unième siècle sera raciale ou ne sera pas », conclut Axelle Kabou. Lisez ce livre, étudiants, experts, professeurs. Et prenez une belle leçon. De style et d'orgueil.

Et si l'Afrique refusait le développement ? d'Axelle Kabou. L'Harmattan, 208 p., 110F.

propos est sobre. Il résiste à la quête constante d'idées nouvelles qui sont toujours secondaires.

Un tour complet de politique économique est proposé, de la comptabilité nationale à la construction des modèles macro, en passant par la politique des prix, des changes, des revenus, monétaire et budgétaire, agricole (et la politique agricole commune), avec de pédagogues encadrés (le SME, les élasticités croisées...) et la petite tempête de l'export OCDE, qui connaît trop la relativité des théories.

Dans la jungle des affaires. Pour une morale de l'entreprise, de Victor Scherrer (4).

« Un idiot riche est un riche, un idiot pauvre un idiot », disait déjà le maître-confiseur Barenton. Dans la grande tradition de la morale et de la confession, Victor Scherrer, qui fustige le Français indolent, lit Kant et propose, dans un projet d'entreprise intitulé sobrement « Missions et Valeurs », de devenir le meilleur Européen de l'Europe. Europe de l'Est comprise. Farine de capitalisme cherche mains socialistes, ou la nouvelle ontologie de la démocratie et du cholestérol.

Sociétés pré-marchandes

Sociétés paysannes de tiers-monde, sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch (5).

Les dix-huit très beaux articles de cette réédition sont à la mesure du travail de terrain effectué en Afrique, au Brésil, dans les Andes, à Java, en Inde, en Chine. Ils se lisent avec le sentiment amer de sociétés sacrifiées. Plus que de modes de production, il s'agit de modes d'existence, où la valeur d'usage reste forte. Un mythe disparaît : celui de communautés isolées. L'autarcie avait disparu bien avant la pénétration du « marché ».

Politiques d'aménagement du territoire au Maroc, de Nicolas Brejon de Lavergne (6).

Bilan d'une forte expérience de professeur-chercheur, cette économie des services collectifs de la région nord-ouest du Maroc est un ouvrage de fonds humaniste et de forme quantitative, avec de nombreuses estimations de l'incidence des équipements et des politiques. L'auteur ajoute la distance « sociale » à la distance « spatiale ». Une manière de donner une dimension qualitative aux questions de santé et de transports.

- (1) Les Belles Lettres, 325 p., 150 F.
- (2) Cujas, 475 p., 280 F.
- (3) Ed. Labor, 342 p., 130 F.
- (4) Seuil, 315 p., 120 F.
- (5) L'Harmattan, 285 p., 160 F.
- (6) L'Harmattan, 271 p., 180 F.

FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE GAZ ET EAUX

L'assemblée générale ordinaire, tenue sous la présidence de M. Bruno Roger, a approuvé les divers résolutions qui lui ont été proposées.

Les comptes de l'exercice 1990 font apparaître une marge sur opérations courantes avant impôt de 178,2 millions de francs contre 112,8 millions de francs en 1989. Le résultat net comptable est de 335,7 millions de francs contre 520,7 millions de francs en 1989, compte tenu des résultats sur immobilisations financières et des opérations exceptionnelles.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende net par action de 55 francs assorti d'un avoir fiscal de 27,50 francs, correspondant à une distribution globale de 126,4 millions de francs au titre de 1990, contre 114 millions de francs au titre de 1989, soit une progression de 10 %.

Au cours de l'assemblée, il a été indiqué que l'actif net réévalué de Gaz et Eaux pouvait être estimé à 3,3 milliards, soit 2 586 francs par action ; ce calcul prend en compte les seules plus-values latentes sur les titres cotés et assimilés (avant impôts), les titres non cotés étant retenus sur la base de leur prix de revient net comptable.

COMPAGNIE LEBON

Communiqué

A la suite du jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Paris le 30 janvier 1991 dans l'affaire PETROS/STOFILIS, les sociétés GENEST ENTREPRISES et TPBT avaient été condamnées à payer chacune à la Compagnie LEBON la somme de 5 583 333,03 US dollars majorée des intérêts au taux légal à compter du 26 juillet 1988. Il était précisé que, pour le cas où la société TPBT serait insolvable, la société GENEST ENTREPRISES devrait payer à la Compagnie LEBON la somme de 8 375 000 US dollars (au lieu de celle de 5 583 333,03 US dollars) avec les intérêts au taux légal à compter du 26 juillet 1988.

La société GENEST ENTREPRISES ayant interjeté appel de cette décision, la Cour d'Appel de Paris a confirmé, le 4 juin 1991, le jugement déferé.

P
GROUPE PALUEL-MARMONT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Changement et continuité

Nos actionnaires, considérant que la banque est filiale d'un groupe où prédomine la direction collégiale, ont décidé d'adopter la formule de la Société Anonyme avec Directoire et Conseil de Surveillance. Cette formule permettant une bonne séparation des pouvoirs et une meilleure sécurité dans la gestion.

L'Assemblée générale mixte des actionnaires, réunie le 23 mai 1991, a procédé à la désignation du Conseil de Surveillance, qui a élu Monsieur Michel ERNST en qualité de Président.

Le Conseil de Surveillance a nommé les membres du Directoire :

- Monsieur Daniel SCHWARTZ, Président du Directoire,
- Monsieur Gilbert LASFARGUES, Directeur Général,
- Monsieur Robert SEVIN, Directeur Général.

Les résultats 1990 ont atteint 11.760.402 Francs.

La RNB entend soutenir ses efforts de rigueur et de prudence afin de continuer à apporter à chacun de ses clients l'entière satisfaction qu'il attend.

**REPUBLIC
NATIONAL BANK
OF NEW YORK
(FRANCE)**



**IN
INTERTECHNIQUE**

CONVOCAZIONE A L'ASSEMBLEA GENERALE ORDINARIA

Une assemblée générale ordinaire appelée, notamment, à statuer sur les comptes de l'exercice 1990, se réunira le mardi 25 juin 1991, à 15 h 30, au siège social : 61, rue Pierre-Curie, 75370 Paris.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée devront demander une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

Les documents relatifs à cette assemblée, ainsi que les formulaires de vote par correspondance ou par procuration pourront être demandés, par lettre recommandée avec accusé de réception, à partir du 6 juin 1991, au siège social de la société : 61, rue Pierre-Curie, 75370 Paris.

**845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres**

(IPSOS 90)

36 15

FM

Le service téléphonique
expert de l'emploi des cadres

JAEGER

Société anonyme au capital de 156 000 000 F
Siège social : 2, rue Baudin, 92300 LEVALLOIS-PERRET
RCS NANTERRE : B 552 150 195

AVIS AUX ACTIONNAIRES

A la suite de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mai 1991 de rendre nominatives l'ensemble des actions de la société JAEGER, les opérations de mise au nominatif obligatoire débuteront le 18 juin 1991.

En conséquence, les actionnaires au porteur disposent d'un délai de deux ans à compter de la même date pour procéder à cette opération, en s'adressant à leur banquier ou intermédiaire habituel qui se chargera d'effectuer, sans frais pour les actionnaires, les formalités de conversion au nominatif auprès de l'EUROPÉENNE DE BANQUE, gestionnaire du Service des Titres de JAEGER.

Les actions, de 50 F de nominal, non pourvues de la forme nominative à l'expiration de ce délai seront vendues et le produit de leur vente sera tenu à la disposition des ayants-droit pendant dix ans, dans un compte bloqué ouvert au nom de JAEGER au CRÉDIT LYONNAIS.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Les Sicav monétaires
des Caisses d'Epargne Ecureuil
notées AAAm
par Standard & Poor's-Adef**

L'agence de notation S&P-Adef attribue la note AAAm aux Sicav :

**ECUREUIL MONETAIRE
ECUREUIL TRESORERIE
ECUREUIL MONEPREMIERE**

Cette note est le meilleur niveau d'appréciation de l'agence.

Elle confirme la rigueur des procédures de gestion, la qualité et la liquidité du portefeuille des Sicav, la sûreté du dépositaire.

Son attribution donne aux Sicav monétaires des Caisses d'Epargne Ecureuil un véritable label de haute sécurité.

Etablissement gestionnaire : Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance
et de la Caisse des dépôts et consignations.

Dépositaire : Caisse des dépôts et consignations.

**Caisse d'Epargne Ecureuil
L'Ami Financier**



IMMOBILIERE COMPLEXES COMMERCIAUX

L'assemblée générale, réunie le 31 mars 1991 au nouveau siège social : Grand Ecran, 30, place d'Italie, 75013 Paris, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui font apparaître un bénéfice de 53 700 000 F. Elle a décidé de mettre en paiement, le 11 juillet, un dividende de 21,50 F par action, contre 20,50 F l'année dernière.

Dans son allocution, le président Christian Sabbe a rappelé que le conseil d'administration a décidé de répondre à la réforme du statut des SICOMI par une stratégie de développement. A cette fin, ICC optera pour le maintien de ce régime jusqu'au 31 décembre 1995 afin de devenir le pôle SICOMI de la structure de crédit à l'immobilier d'entreprise d'ISM-SA, son principal actionnaire, a entrepris de constituer autour de sa banque, SELECTIBANQUE. Dans ce but, le conseil a également approuvé la fusion d'ICC avec CODEMIBAIL, la SICOMI de CODETEL, autre filiale d'ISM-SA, cette dernière étant soumise et en cours d'absorption par SELECTIBANQUE.

Au 31 décembre 1990, le montant brut cumulé des engagements de CODEMIBAIL s'élevait à 1 761 millions, de francs dont 806 millions en crédit-bail et 955 millions en patrimoine. ICC dispose ainsi d'une force de pénétration accrue pour ses produits de crédit bail et de location simple. En outre, l'élargissement du marché du titre sera de nature à accroître l'intérêt des investisseurs pour la valeur.

Les actionnaires seront convoqués le 31 juillet 1991 en assemblée générale extraordinaire pour approuver cette fusion avec une parité d'une action ICC pour deux actions CODEMIBAIL. ICC restera contrôlée par ISM-SA à travers SELECTIBANQUE.

**Le Monde
HEURES LOCALES**

Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Chaque samedi - Date dimanche (lundi)



compagnie
foncière
internationale

L'assemblée générale des actionnaires réunie le jeudi 6 juin 1991 sous la présidence de M. Dominique Châtillon a approuvé les comptes de l'exercice 1990 et les résolutions qui lui étaient proposées.

L'exercice, qui a été marqué par l'intégration des actifs immobiliers reçus de la CLH-Compagnie La Hénin fin 1989 et l'émission d'obligations convertibles pour un montant de 700 MF a donné à la société un nouveau développement. A l'issue de la fusion de la CLH-Compagnie La Hénin/Compagnie de Suez, le 20 juin prochain, la CFI deviendra une filiale directe de la Compagnie de Suez.

Le résultat social net est en progression à 254,5 MF. Par contre le résultat consolidé, en raison des provisions constituées, est en baisse de 118,4 MF.

L'assemblée a décidé la mise en paiement d'un dividende global de 119,5 MF contre 100,6 MF l'an dernier, soit, le nombre d'actions ayant augmenté d'un exercice à l'autre, un dividende net de 13 F par action, contre 12 F pour l'exercice 1989, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6,50 F.

Elle a en outre renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Dominique Châtillon, Maurice Gontier et Jack Frances, ratifié la décision du Conseil d'administration de coopter MM. Gérard Worms et Bernard Eglhoff et nommé administrateurs la Banque La Hénin et la société ISM-SA.

Une assemblée générale extraordinaire a par ailleurs renouvelé au conseil diverses autorisations d'émission lui permettant de saisir éventuellement l'opportunité d'accroître les moyens financiers de la société.

Le conseil d'administration qui s'est tenu après l'assemblée a nommé M. Patrick Ponsolle président directeur général, en remplacement de M. Dominique Châtillon, dont le mandat de président était venu à expiration.

Les fonctions de directeur général de M. Claude Altmayer étant également venues à expiration, le conseil a, d'autre part, sur proposition de M. Patrick Ponsolle, nommé M. Bernard Eglhoff vice-président directeur général, et M. Eric Dutoit directeur général.

Le conseil a rendu hommage à l'action menée par M. Châtillon à la tête de la société depuis 1986, et l'a nommé président d'honneur.

Le conseil a par ailleurs exprimé sa gratitude à M. Claude Altmayer pour les services qu'il a rendus depuis quarante ans à la société, a approuvé sa nomination comme conseiller du président et confirmé son titre de vice-président.



Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.03.1991
approuvés par le Conseil d'Administration
du 5 juin 1991 présidé par M. Christian MAUGEY.

Actif net au 28.03.1990 : F 3.810.841.368

Taux actuariel du 28.03.1990 au 28.03.1991 :

+ 9,17 %

Performance entre le 28.12.1990 et le 04.06.1991 :

+ 3,54 % soit + 8,38 % annualisée

Valeur liquidative au 04.06.1991 : F 1.800,94

Capitalisation des revenus de l'exercice.

Consultez les valeurs liquidatives
de nos Sicav et FCP
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

MONTANT DES OBLIGATIONS

5 000 francs.

PRIX D'ÉMISSION

99,82 % soit 4 991 francs
par obligation.

TAUX D'INTÉRÊT

9,30 % l'an, avec premier coupon
payable le 1^{er} juillet 1992.

JOUISSANCE ET RÈGLEMENT

1^{er} juillet 1991.

DURÉE

11 ans.

AMORTISSEMENT NORMAL

au pair le 1^{er} juillet 2002.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ

possible par rachats en Bourse.

TAUX DE RENDEMENT

ACTUARIEL

9,33 % au règlement.

Une note d'information
(voir CDB n° 91-238 du 13 juin 1991)
est disponible sans frais auprès des établissements
chargés du placement et au siège de la BFCE
21, bd Haussmann, 75009 Paris
Boulevard du 17 juin 1991.
L'émission sera close sans préavis.

**La BFCE émet
en juin 1991
1 milliard de francs
d'obligations
à taux fixe
avec la garantie
de l'Etat.**

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

DIRECTEUR COMMERCIAL MARCHÉ DES ENTREPRISES

Banque - assurance

Paris - Nous sommes un groupe financier européen en plein développement. L'un des leaders de la banque-assurance sur le marché de l'épargne et de la prévoyance auprès des particuliers et des entreprises. Nous recherchons le directeur commercial pour le marché des entreprises. Rattaché au directeur des grands comptes et opérations collectives, il sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie commerciale vers les grandes et moyennes entreprises. A ce titre, il animera l'équipe des cadres commerciaux responsables du montage et de la négociation des contrats. Il bénéficiera de notre notoriété, de nos capacités innovatrices et s'appuiera sur

le savoir-faire de nos spécialistes internes (financiers, actuaires et fiscalistes). Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de grande école (Mines, ECP, HEC, ESSEC...) ayant déjà acquis une expérience réussie d'une dizaine d'années dans le développement commercial de produits et services financiers auprès de grandes entreprises. De réelles perspectives sont offertes au sein du groupe pour un candidat de valeur. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en précisant vos prétentions et la référence A/F9898M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.22.

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

VIA TRANSPORT, UNE DIVISION DU GROUPE VIA GTI

Avec 18.000 personnes, 7500 véhicules, 2 métros, 1 tramway... **VIA TRANSPORT** est la première entreprise privée française de transports publics de voyageurs. Nous agissons en partenariat étroit avec les collectivités publiques (municipalités, départements, régions...). Nous recherchons des

DIRECTEURS DE SOCIÉTÉ

Notre implantation sur l'ensemble du territoire comprend une centaine de sociétés et notre management, fortement décentralisé, favorise l'autonomie et la responsabilisation de leur directeur.

Nous étendons notre potentiel et recherchons plusieurs de ces dirigeants.

Après formation à notre métier, ils se verront confier la direction d'une société en province.

Nous recherchons des diplômés études supérieures (bac + 5), ayant au minimum 5 ans d'expérience, impliquant gestion, direction d'opérations sur le terrain, animation d'équipes, relations sociales et développement commercial.

Nous recherchons des candidats ayant de solides caractéristiques de patron d'entreprise que nous ferons débiter dans des unités de moyenne importance (100 à 200 personnes) et qui seront mobiles pour progresser dans notre groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V., et photo sous réf. 25 A 2194-1M à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS

VIA G.T.I.

NOTRE POUVOIR DE FAIRE EST VOTRE LIBERTÉ

X, ECP, ENA, HEC

UN DIRIGEANT DE PREMIER PLAN POUR DEVELOPPER ET GERER UNE ACTIVITE DE CONSEIL

Un grand Cabinet international de conseil intervenant au niveau de la direction générale et des grandes fonctions de l'entreprise (ressources humaines, systèmes d'information, marketing, finances...) recherche le dirigeant de sa branche "ressources humaines".

Pour développer cette activité au niveau européen, être l'interlocuteur des directions générales et l'animateur d'une équipe étendue de consultants confirmés, nous recherchons une personnalité d'envergure.

L'équipe qu'il dirigera en France est très compétente et se situe au meilleur niveau technique sur les principaux problèmes de R.H. : politique d'emploi, adaptation des compétences, rémunérations, classifications...

Notre projet est de compléter les compétences techniques actuelles par une compétence de manager acquise par l'exercice de responsabilités élevées impliquant d'avoir participé à la globalité de la vie d'une entreprise.

Quelques années d'expérience de conseil, avant d'avoir été un opérationnel de haut niveau, permettra au candidat d'assurer sa motivation à faire maintenant carrière dans le Cabinet qui l'intégrera comme directeur associé.

La rémunération proposée est importante et s'assortit d'un intéressement aux résultats.

Ecrire sous réf. 25 B 2171-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

FORMATION ET DE CONSEIL DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE recherche

SECRÉTAIRE GENERAL

MISSION :

- Assurer l'administration et le contrôle de gestion de l'organisme.
- Gérer une école d'ingénieurs et assurer les relations avec l'enseignement supérieur.
- Participer à des analyses stratégiques d'entreprises de la filière agro-alimentaire.

FORMATION :

- Ingenieur Agro-Alimentaire + CPA, ISA, MBA, IFG, etc...
- Docteur de gestion (Dauphine, etc...)
- Sup de Co - cycles finances ou stratégies (+ CPA, ISA ou MBA).

EXPERIENCES :

- 5 ans dans un poste de cadre dirigeant dans une entreprise de préférence agro-alimentaire.
- Spécialiste dans l'engineering et/ou études de faisabilité financières en société de conseil.
- Pratique courante de l'anglais.

photo et prétentions shrt. 46527, à Lévi Tournay, St-Lezard, 75010 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE BRANCHE PÉTROLE

INGÉNIEUR X, PONTS, MINES, CENTRALE

Paris - 420 KF +

La C.I.M. est le n° 1 français du stockage pétrolier et développe d'autres filières techniques au service notamment des industriels de la chimie et de l'agroalimentaire. Elle gère un C.A. consolidé d'environ 1 320 MF pour un résultat de 100 MF avec plus de 1 900 personnes. La C.I.M. doit sa réussite au fait d'être dirigée par des ingénieurs visionnaires de perfection. Dans chaque activité son esprit de service est ainsi poussé jusqu'au moindre détail et fait la différence.

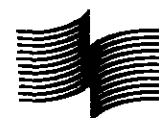
Avec ses 320 MF de C.A., 30 MT de flux traités, 320 personnes, ses installations sur 150 ha au HAVRE-ANTIFER, ses sites en région parisienne reliés par un réseau de pipelines et, dans un proche avenir, des créations en province et à l'étranger, la branche pétrole est le fer de lance de la Compagnie.

L'ingénieur que nous cherchons, après un an d'immersion dans le groupe en tant que membre du comité stratégique, devient le Responsable de cette activité au Siège. A ce titre, il supervise le management d'exploitation et le commercial, construit de nouveaux projets d'investissements internes ou externes et les défend au sein du comité ; il négocie avec les raffineurs et les autorités portuaires les chartes tarifaires ; il tisse des relations positives et durables avec les partenaires sociaux.

Ce poste convient à un Ingénieur de haut niveau X, PONTS, MINES, CENTRALE, confirmé dans le management industriel ; organisateur réputé pour sa diplomatie, il a l'âme robuste du bâtisseur. Il jouera un rôle de tout premier plan dans l'avenir du groupe.

Vous vous reconnaissez : pour en parler, René CASIMIR, Directeur AWW RESSOURCES HUMAINES, est votre contact personnel et confidentiel :

appelez-le maintenant au
(1) 47-20-06-50 ou écrivez-lui (lettre, C.V., photo) :
1, rue Auguste-Vacquerie, 75116 PARIS.


C I M
Compagnie Industrielle Maritime

AWW
Resources Humaines
Ingénieurs et Développeurs

Transport et gestion des valeurs

Directeur général

Lyon

Manager rompu à la gestion et à la direction d'un centre de profit, vos qualités de meneur d'hommes ne sont plus à démontrer. A 40 ans passés, vous aspirez aujourd'hui à concrétiser votre expérience très polyvalente dans un poste de Direction générale.

Leader en Rhône-Alpes depuis 30 ans, avec environ 400 personnes dans 15 agences, notre société a largement démontré sa capacité à évoluer dans son métier.

Interlocuteur du monde bancaire et de la distribution, nous développons des solutions touchant à la sécurité et à l'ingénierie des flux de valeurs. Une forte motivation pour les activités de services vous permettra d'être un initiateur, toujours à l'écoute du marché, et un patron qui a le souci de donner à ses hommes les moyens matériels nécessaires à leur sécurité et à la bonne marche de l'entreprise.

Très largement autonome dans la conduite de ce poste, vous serez attentif à maintenir la bonne qualité du service de notre société, tout en veillant à promouvoir notre projet d'entreprise auprès de nos clients et de notre personnel.

Merci d'écrire, sous réf. 955 A, à notre Conseil M. Dominique de VERNEUIL, qui traitera, bien entendu, votre candidature en toute confidentialité.

75 bis rue de Séze, 69006 Lyon.

ADM

**GRANDE
ECOLE DE
COMMERCE**

recrute son

DIRECTEUR

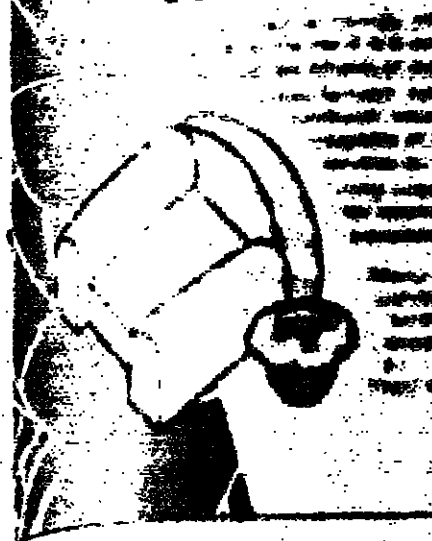
De formation Grandes Ecoles ou Universitaire, niveau Doctorat ou Ph.D, vous avez l'expérience de l'enseignement et de la recherche, des contacts avec les entreprises, les écoles ou les universités étrangères. Vous parlez couramment l'anglais.

Rejoignez une école et une équipe dynamique ayant mis en place une stratégie de développement solidement engagée et étayée par une Chambre de Commerce et d'Industrie puissante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous la référence LM17 portée sur l'enveloppe à PROMO 1 - 15 rue de Paris - 92100 Boulogne qui transmettra.

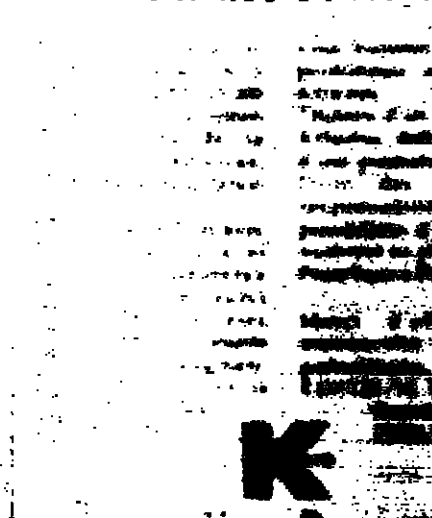
REPAYS OU L'AVENIR

JURISTE



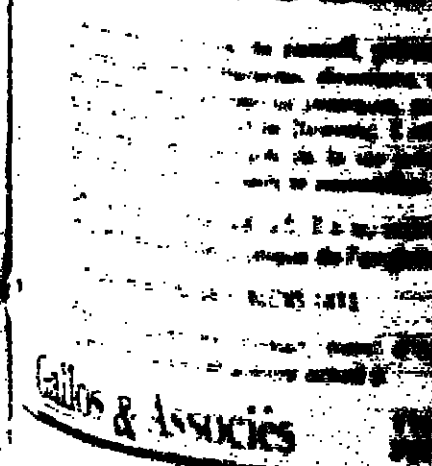
RESPONSAB

Jeune juriste Droit des Sociétés



Poulisier

Juriste d'Ent



مكتبة المجلد

SABLE BRANCHE PETRO
SABLE A FINES MINES
Paris 42041

Transport et gestion des valeurs

Directeur général

PAYS OU L'AVENIR EST OUVERT

CONFORAMA, leader européen dans l'équipement de la maison - 12,5 milliards de CA, 7 800 personnes, 149 magasins - recherche un

JURISTE GENERALISTE

Vous avez le niveau maîtrise ou DESS et votre expérience de 4 à 5 ans vous a familiarisé avec le Droit des Affaires et des Entreprises.

Directement rattaché à notre Directeur Juridique, vous serez en relation avec nos magasins et les différents responsables des services du Siège.

Votre capacité d'autonomie et vos qualités relationnelles seront des atouts indispensables pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. LM à l'attention de Madame MAHGOUB - CONFORAMA, 80, bd du Mondinet - LOGNES 77432 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

CONFORAMA

JURISTE EN DROIT SOCIAL JEUNE ET TALENTUEUX

Notre DRH attend SON juriste : c'est dire que vous serez impliqué(e) dans tous les domaines touchant à vos compétences : droit des contrats, préparation et participation aux négociations avec les partenaires sociaux. Vous serez en outre un élément essentiel de la révision des classifications de l'ensemble du Personnel dans le cadre des dispositions conventionnelles. Véritable conseil tant auprès de notre équipe RH que des opérationnels, vous serez un interlocuteur fiable et reconnu, aussi diplomate que ferme !

Notre environnement a de quoi vous séduire : importante Compagnie reconnue dans son secteur, le commerce extérieur. 1200 personnes. De nombreux avantages sociaux. Un contexte en pleine évolution (Classification, informatique,...)

Une opportunité à saisir après une première expérience de 2 à 4 ans.

Si ce poste, basé à La Défense, vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet sous la réf. L/JDS/LM à notre conseil, Michèle DUCHER, à RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Raymond Poulain Consultants

Nous sommes un des tout premiers groupes européens dans le domaine de l'équipement automobile.

Nous recherchons pour notre filiale française (proche banlieue ouest) notre

RESPONSABLE JURIDIQUE

Vous intervenez sur toutes les questions juridiques relatives à notre activité (droit des contrats, droit des sociétés, droit de la concurrence...) pour les différentes sociétés du groupe en France.

Agé de 30-35 ans, de niveau DEA ou DESS, vous êtes juriste généraliste en droit des affaires, avec une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le service juridique d'une entreprise ou au sein d'un cabinet d'affaires.

Anglais juridique indispensable.

Rémunération : 320 KF+

Merci de téléphoner ou adresser votre CV sous réf. 3003.

FAIRWAY Horizon Juridique, 27 rue Marbeuf, 75008 Paris. 47.23.32.75.

FAIRWAY HORIZON

ROCAMAT Producteur Européen, leader de la pierre naturelle de construction, associé à des réalisations prestigieuses : Le Grand Louvre, Orsay, l'Opéra de la Bastille, etc... 1 100 personnes, 500 MF de CA, dont 35% à l'exportation.

recherche pour son SERVICE JURIDIQUE, CONTENTIEUX ET ASSURANCES un

RESPONSABLE

pour animer une équipe de 3 personnes. Une première expérience dans un service assurances dans le secteur du BTP est indispensable. Ce poste, basé à l'île Saint Denis, nécessite de fréquents déplacements en province.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser vos lettres manuscrites, CV, photo et prétentions s/ref.RJ à Virginie PAULET - ROCAMAT SNC 58, quai de la Marine - 93450 ILE SAINT DENIS

ROCAMAT

Jeune juriste Droit des Sociétés

Prenez en charge le suivi juridique d'un Groupe (CA : 3 milliards de F; effectif : 15 000 personnes) leader européen dans le domaine de la prestation de services, spécialisé dans la restauration de collectivités.

En étroite collaboration avec la Direction Juridique et Fiscale, vous assurerez principalement le suivi juridique des Sociétés (constitution, gestion, conseils d'administration, augmentation de capital...) et la mise en œuvre des opérations de restructuration.

Vous traiterez également des problèmes en Droit des Affaires.

Titulaire d'un DESS Droit des Affaires, débutant ou doté d'une première expérience en Droit des Sociétés, les possibilités d'évolution vous motivent au plus haut point.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. E105128/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOFIA-ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Jeune juriste

Association de gestion agréée en pleine expansion, notre vocation est de conseiller nos adhérents en matière de fiscalité.

Rapportant au Président, vous prendrez en charge de façon autonome des dossiers diversifiés de droit fiscal, et vous serez l'interlocuteur privilégié de nos adhérents.

Titulaire d'une maîtrise de droit, vous êtes motivé(e) à exercer votre activité dans le domaine de la fiscalité. Nous vous proposons de rejoindre une petite équipe jeune et conviviale.

Pour une première rencontre, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 2003 à Claude Jacquemain, CURSUS CONSEIL, 21 rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL

Lyon

Responsable juridique

H/F

Notre société a acquis une position de leader dans le domaine du matériel médical de haute technologie et est fortement implantée sur le marché mondial (200 personnes, 250 MF de CA). Elle est cotée au second marché de Paris.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous jouez un rôle d'assistance et d'étude auprès de la DG et de l'ensemble des Directeurs opérationnels en France et à l'étranger.

Vos domaines d'action seront très variés : opérations de secrétariat juridique, gestion des contrats commerciaux et scientifiques, règlement des litiges, suivi du titre et communication financière...

Vous veillerez à la protection des marques et vous intervenez enfin sur toutes les questions juridiques de la société (assurances, baux commerciaux...).

Vous avez entre 28 et 30 ans, une formation juridique (maîtrise + DEA, DESS ou équivalent), vous possédez 2 à 5 ans d'expérience acquise dans une entreprise ou un cabinet fortement orienté vers l'international. Votre anglais est excellent. Vos qualités de diplomate, de disponibilité et d'autonomie vous permettront de réussir ce challenge.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. RJM, à notre conseil ICS, 31 rue Grenette, 69002 Lyon.

ICS

Poulain
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

à BLOIS

Filiale de CADBURY SCHWEPPE, nous réalisons près de 900 MF de CA avec 550 personnes, et avons récemment ouvert notre nouveau site de production fortement automatisé. Nous recherchons un jeune

Juriste d'Entreprise

Il exercera un rôle de conseil, prévention, et assistance auprès de nos différentes directions, principalement dans les domaines commercial (marques, publicité, concurrence, distribution) et industriel (brevets). Il interviendra également dans les actes courants de la vie juridique de la société : droit du travail, conseils et assemblées...

De formation Bac +4/+5, il a au moins 4 ans d'expérience et une très bonne pratique de l'anglais.

Ce poste est basé à BLOIS (41).

Pour un premier contact, merci d'écrire sous réf. 1064 avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés
116 Champs Elysées
75008 PARIS.

Un groupe important de BTP,

Juriste

Vous avez une formation maîtrise de droit, avec 2 à 3 années d'expérience acquises de préférence dans le secteur du BTP.

Vous serez principalement chargé du contentieux (privé et public), du droit des contrats, des marchés, et de la gestion des sociétés.

Des déplacements en région parisienne et en province sont à prévoir (une fois par semaine).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 1224 à NC COMMUNICATION, 6, Cité Parado 75010 PARIS, qui transmettra.

JURISTE MARITIMISTE INTERNATIONAL
Compagnie de transports maritimes de premier plan basée à Marseille recherche

UN JURISTE MARITIMISTE

Rattaché à la Direction juridique du groupe, il prendra notamment en charge le traitement des litiges « cargaisons », des litiges d'affrètement ainsi que les dossiers « corps » en liaison avec nos assureurs anglais et avec l'assistance d'avocats français et étrangers.

Il assurera une mission de conseil interne auprès des différentes branches du groupe en France et à l'étranger.

Il sera amené à négocier et rédiger (en anglais) des contrats et accords de joint-venture dans un environnement très international. Le candidat aura une première expérience réussie dans ce domaine d'activité.

Envoyer CV à C.M.A., Direction du Personnel 20, quai du Lazaret - 13002 Marseille
Télécopie : 91-55-00-38

DIRECTEUR

ADME

Connaisseurs des métiers de la banque et de l'assurance



Prenez goût à l'Europe

Les vrais connaisseurs sont fiers de savoir choisir et apprécier les meilleurs vins d'Europe. Tout aussi exigeants en ce qui concerne la qualité de son équipe, Price Waterhouse recherche des professionnels qualifiés capables de conseiller les meilleures institutions financières en Europe.

Pour ceux qui veulent mettre en œuvre leurs solides connaissances, dans un environnement stimulant et en évolution permanente, nous pouvons vous proposer:

- Des projets internationaux au sein d'équipes multinationales et pluridisciplinaires,
- Des clients prestigieux,
- Un rattachement principal dans l'un de nos centres d'excellence européens à Londres, Paris, Francfort, Luxembourg, Madrid ou Zurich.

Vous avez le goût du défi et de la variété et vous devez également répondre aux critères suivants:

- De Diplômé(e) grandes écoles,

- Quatre années d'expérience au moins dans une banque, une compagnie d'assurances ou toute autre institution financière,
- Une solide compétence dans les domaines de la gestion financière, de l'informatique, du marketing ou de la planification stratégique,
- La parfaite connaissance d'au moins deux langues européennes.

Si vous pensez que le conseil en gestion est votre 'domaine' adressez votre dossier de candidature sous la référence MCS/8610 à notre centre Européen:

Anita Harris,
European Financial Services,
Recruitment Manager,
Price Waterhouse Management Consultants,
Milton Gate, 1 Moor Lane, London EC2Y 9PB.

Indiquez la ville où vous préférez travailler. Toutes les correspondances et tous les entretiens ultérieurs seront organisés par le bureau concerné à l'étranger.

Price Waterhouse Management Consultants



PARIS - AMSTERDAM - ATHENS - BERLIN - BRUSSELS - BUDAPEST - CHLOT - COPENHAGEN - DUBLIN - DUSSELDORF - FRANCFORT - HELSINKI - HAMBURG - LISBONNE - LONDRES - LUXEMBOURG - LYON - MADRID - MARSEILLE - MUNICH - NANTES - OSLO - PRAGUE - RENNES - STOCKHOLM - STRASBOURG - ZURICH

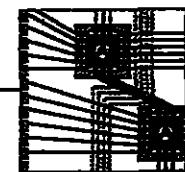
THOMSON ELECTROMENAGER (plus de 5 milliards de C.F. 7000 personnes, 13 filiales) conçoit, fabrique et commercialise cinq familles de produits sous les marques Brandt, Vedette, Thomson, Thermor et Sauter. Notre direction financière recherche pour le siège social à Boulogne :

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Vous effectuez des missions d'audit ou d'analyse dans les sociétés filiales, assurez le suivi du budget de la société holding, et faites évoluer l'outil de reporting de trésorerie.

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC ou ESCP), vous justifiez d'une première expérience dans l'audit ou le contrôle de gestion. Ce poste, qui exige autonomie, rigueur et vivacité, vous permettra de prendre toute la mesure de la gestion d'un grand groupe et d'évoluer à terme dans une de nos filiales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. JCG à : THOMSON ELECTROMENAGER - Marine MOUYAL - 122 Av. du Général Leclerc - BP 30 - 92101 Boulogne Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Nous sommes un des grands de la micro-informatique mondiale (CA 5 700 millions en Europe). Pour faire face à notre développement, nous recherchons notre service Contrôle de gestion et Systèmes d'information et recrutons :

Jeune Auditeur Interne

C'est l'ensemble de nos activités qui appelle votre attention et votre perspicacité.

Basé en Bretagne ouest, vous mènerez des missions d'audit opérationnel, financier et informatique : contrôle de la cohérence de nos systèmes d'information, diagnostic de notre organisation - régularité et conformité des opérations - application des procédures internes manuelles et informatiques, présentation des recommandations.

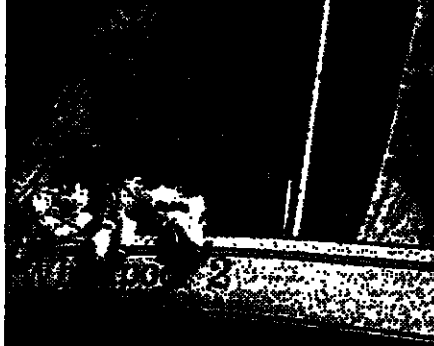
Agé d'environ 25 ans, diplômé d'une ESC, vous êtes Auditeur en cabinet international ou déjà opérationnel en entreprise depuis 2 ans. Vous faites preuve de la rigueur et de la souplesse nécessaires dans un contexte en constante évolution.

Merci d'adresser rapidement - ou de faxer au 47 04 95 38 - votre dossier de candidature (prétentions + photo), en précisant la réf. LM/12, à notre Conseil ARCOS SELECTION, 6 Avenue d'Eylau 75116 PARIS



Analysez notre performance...

Entrez dans le monde Whirlpool !



Whirlpool, c'est l'histoire d'une grande réussite. Premier groupe mondial d'électroménager, l'univers Whirlpool est un monde d'audace, de défis, de créativité et d'innovation technologique. Ce monde peut aujourd'hui être le vôtre ! Participer à notre développement, choisir un groupe capable de favoriser vos initiatives, de pousser votre créativité, de récompenser vos compétences et de mener à bien votre évolution, c'est ce que nous vous proposons aujourd'hui.

ECONOMISTE INDUSTRIEL

Au sein de Whirlpool France, le Centre d'Electroménager d'Amiens (640 personnes) est spécialisé dans le développement et la fabrication de lave-linge.

Vous aurez la responsabilité de développer des méthodologies d'analyse des coûts et des prix de revient industriels.

Vos objectifs seront d'optimiser les résultats et de définir des indicateurs de performance pertinents (tableaux de bord) pour mettre en valeur les succès obtenus.

De formation supérieure Bac + 5 en économie et gestion, votre expérience de 2 à 3 ans dans un service de gestion vous a permis de développer vos qualités d'action et de réalisation.

Poste basé à Amiens.

Merci d'adresser votre candidature à Pascal Desbordes, Whirlpool France, 408 rue d'Abbeville, BP 0922, 80009 Amiens Cedex 1.

Whirlpool

N°1 MONDIAL DE L'ELECTROMENAGER

LE N°1 MONDIAL DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE PORTE UN GRAND NOM

AUDIT MANAGER

(ESC, DAUPHINE, SCIENCES PO, DECF)

GM

GENERAL MOTORS FRANCE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة المجلد

Une banque à taille humaine, adossée à un groupe diversifié prestigieux
recherche son

Futur Directeur de l'Exploitation

Paris

Vous êtes un exploitant bancaire de haut niveau. Votre expérience professionnelle d'environ 8 à 10 ans vous a familiarisé avec les contacts commerciaux face à une clientèle de grandes entreprises.

Vos performances pour gérer et développer votre fonds de commerce comme vos qualités naturelles d'animateur de petites équipes, doivent vous permettre de devenir à court terme le Directeur de l'Exploitation de notre

Autour de 35 ans, de formation supérieure, vous avez une démarche et un comportement d'entrepreneur avec une réelle motivation pour évoluer dans notre groupe dynamique, exigeant ainsi qu'un goût affirmé pour le travail en équipe.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FS7082MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Un groupe US de haute technologie (CA : \$ 270 M) recherche son

Contrôleur de Gestion

Paris Sud

Rattaché au Contrôleur Financier, vous êtes responsable du reporting et du "Cost Control" en relation avec les opérationnels. Vous êtes chargé du budget et du contrôle budgétaire.

Un aspect important de votre mission est le suivi des stocks.

Agé de 25 à 28 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum en contrôle de gestion dans un environnement anglo-saxon.

La maîtrise de l'anglais et de l'informatique sont indispensables pour réussir dans cette structure qui peut vous offrir de réelles possibilités d'évolution.

Contactez Richard Bolster, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RB7111MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Michael Page France dans le cadre de son développement, concentre ses activités de recrutement de cadres de l'assurance au sein d'une nouvelle division :

Michael Page Assurances

10 rue Jean Goujon
75008 PARIS.
Tél. 42.89.30.03



Michael Page Assurances
Spécialiste en recrutement Assurances

2 Auditeurs Seniors

Tourisme, restauration, ferroviaire, locations de voitures... La COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS y tient une place de tout premier ordre. Elle propose aujourd'hui 2 nouvelles opportunités, dont les missions, encore que très proches, sont à mener dans 2 contextes différents.

Le premier poste, rattaché à notre HOLDING, vous fait intervenir sur l'ensemble de nos activités, celles-ci générant un CA d'environ 16 milliards de F.

Le second concerne spécifiquement nos ACTIVITES TOURISME (CA de 2 milliards de F). Ce dernier contexte exige, outre une formation supérieure, de très solides bases comptables.

Et l'un comme l'autre impliquent 2/3 ans d'expérience en audit, une pratique courante de l'anglais, voire de l'espagnol.

Compte tenu enfin de la mondialisation de nos activités, il convient d'accepter de fréquents déplacements à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature au Service Recrutement - C.I.W.L.T. - 69 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Parmi les premiers
Cabinets Français
d'Audit et Conseil,
650 personnes
(Paris, province, étranger)
plus de 4.000 clients,
nous offrons nos équipes
et recherchons des :

CHEFS DE MISSION AUDIT

A nos clients, nous offrons : • des prestations de qualité marquées par la rigueur et le sens du service • notre expérience de certains secteurs dans lesquels nous sommes spécialisés : banque, assurance.

A nos collaborateurs, nous offrons : • la responsabilité des équipes et la gestion des interventions - de la mise en œuvre du programme à la synthèse finale • une formation permanente à nos méthodes • la reconnaissance de votre activité et de vos qualités • une bonne ambiance au sein d'une équipe soudée.

Votre Profil : • Etudes supérieures et expérience de 4 à 6 ans en cabinet d'audit • méthode, rigueur, autonomie • sens de l'écoute et force de conviction.



Merci d'adresser CV, lettre, photo à
ADJ Consultants, 34 Boulevard
Haussmann 75009 PARIS en
précisant la réf. 1299 sur la lettre et
l'enveloppe ou de télécopier au
45.23.18.30

Trésoriers d'Entreprises : Un nouveau challenge, le Conseil

Vous avez démontré vos compétences opérationnelles comme Trésorier ; Vous avez exercé des responsabilités d'organisation et de management au sein de Directions Financières ; Vous avez acquis une expérience significative auprès de groupes internationaux, industriels ou commerciaux.

ERNST & YOUNG CONSEIL, dans le cadre de son développement, recherche pour son activité ingénierie financière un :

DIRECTEUR DE MISSION

Nous vous offrons, outre de réelles perspectives d'évolution, la possibilité de découvrir des techniques nouvelles et de participer au développement et à la réalisation de missions de conseil auprès de Directions de grands groupes dans les domaines de la finance, notamment :

- PLANIFICATION FINANCIERE
- CASH MANAGEMENT INTERNATIONAL
- ORGANISATION D'UNE TRÉSORERIE DE GROUPE
- CONTRÔLE DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Agé(e) d'environ 35 ans, vos qualités de rigueur, d'autonomie, d'écoute et votre sens des responsabilités vous permettent d'envisager une intégration au sein de nos équipes pour conduire les missions que nous souhaitons pouvoir vous confier.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence LM 9106 à Joëlle Feyh-Labbez, Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, BP 629-08, 75366 Paris cedex 08.



Contrôleur de gestion "productivité industrielle"



7 usines, 3 000
personnes en France,
1^{er} producteur mondial de
produits laitiers ultra-
frais. Qualité, fiabilité et
rapidité : trois règles d'or
pour satisfaire chaque
jour un million de
consommateurs.

Rattaché au Directeur de la Planification et du Contrôle de Gestion et en prise directe avec le Directeur Industriel et les directeurs d'usine, vous participerez à l'élaboration de notre politique industrielle. Vous examinerez toutes les possibilités d'amélioration de la productivité : de l'analyse des coûts à la gestion des investissements.

Proposer, négocier, concrétiser la mise en œuvre de vos solutions et développer des systèmes de gestion performants : des responsabilités importantes qui feront appel à vos qualités de réflexion, d'animation et de communication.

De formation supérieure, de préférence Ingénieur, ou ESC, vous avez acquis depuis quelques années de solides compétences dans un environnement industriel. Votre réussite dans ce poste vous ouvrira des perspectives d'évolution au sein de Gervais Danone ou du Groupe BSN.

Ce poste est basé à Levallois-Perret (92).

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 5182/M, à BSN, Service recrutement des cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Responsable Finance et Contrôle de Gestion

Améliorez les performances de notre groupe (240 millions de CA, 230 personnes) spécialisé dans les activités de négoce et entamant un processus de diversification en France et à l'étranger. Rattaché à la Direction Générale, avec un groupe de 5 personnes, vous :

- mettez en place un contrôle de gestion opérationnel dans nos sociétés ;
- organisez le fonctionnement de la comptabilité (générale, analytique) ;
- redéfinissez les besoins et les procédures informatiques existantes ;
- suivez les questions juridiques ;
- préparez les dossiers de montage

d'opérations pour nos banquiers. A 35 ans environ, de formation supérieure + DEC5 si possible, vous avez une expérience réussie de mise en place de contrôle de gestion. Vous désirez vous investir dans une petite structure en forte croissance et en phase de diversification. Poste basé à la périphérie nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1058/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



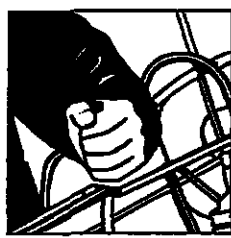
BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

SLIGOS, 2ème Société Française de Service en Informatique, 4ème Européenne, (5000 personnes, près de 3 Milliards de CA en 1990) recherche

UN ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

Rattaché au Directeur Comptable, vous supervisez l'activité de l'ensemble du département.

Après une première phase d'intégration et connaissance du groupe où vous menez à bien votre rôle d'expert et de conseil, nous vous proposons d'assurer l'encadrement hiérarchique de 3 services (30 personnes).



Titulaire du DEC5, vous pratiquez la comptabilité depuis 7 ans minimum dont une expérience significative avec encadrement d'équipe dans une grande entreprise ou dans un grand cabinet d'expert comptable. Vous maîtrisez l'anglais, savez être disponible et vos compétences relationnelles sont à la mesure de vos compétences techniques.

Rejoignez une entreprise en développement qui vous offre des outils de travail performants et une évolution rapide digne de votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MT/RD:91 à : Martine TURPIN
SLIGOS - D.R.H. - 3 place de la Pyramide - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE



LA DOUBLE COMPETENCE INFORMATIQUE

La gestion au coeur de votre évolution

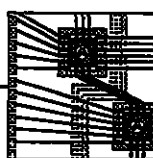
La Compagnie d'Électronique et de Piézo-électricité (300 personnes), filiale de Thomson-CSF, est le leader européen des composants piézo-électriques. Son unité, située en proche banlieue Nord-Ouest de Paris recherche :

CONTROLEUR DE GESTION

Véritable bras droit du Directeur Administratif et Financier, vous prenez en charge l'ensemble du contrôle de gestion de la société dans ses aspects industriels, commerciaux et budgétaires. Vous assurez notamment le développement de la comptabilité analytique et industrielle. De plus, vous animez et supervisez l'équipe informatique (3 personnes) gérant l'ensemble de nos systèmes.

Agé de 28/32 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), votre expérience de 3/4 années en cabinet d'audit puis en entreprise industrielle vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des méthodes industrielles. Des compétences en informatique de gestion et de production (GPAO) seront appréciées. Motivé et doté d'une grande capacité d'écoute, vous saurez appréhender toute la dimension managériale de ce poste et vous ouvrir des perspectives d'évolution au sein de notre société et du Groupe. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CG/LM à : Mr RAMBAUD - CEPE/THOMSON
44 avenue de la Glacière - BP 165 - 95105 Argenteuil



DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS



Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Directeur de la Gestion

300/350 KF

PARIS OUEST

Cette société, spécialisée dans l'importation et la distribution de produits agro-alimentaires, avec un C.A. de 200 millions de francs, est désormais intégrée au sein d'un groupe pratiquant une politique dynamique de croissance externe. Rattaché au Directeur Général, ce responsable mettra en place les systèmes d'information et de contrôle autorisant la maîtrise totale de la gestion. Très opérationnel, il interviendra sur le terrain pour informer, prévenir, corriger, orienter les décisions et prendra une part prépondérante dans le développement de l'entreprise. Avec une équipe de 8 personnes, ses domaines seront ceux de la comptabilité, du budget, de la finance, des prévisions, du contrôle et des analyses économiques, de la gestion sociale. Pour ce poste, une formation type ESCAE est nécessaire, ainsi qu'une expérience de 5 à 10 ans du contrôle de gestion acquise si possible dans le domaine de la distribution. Il requiert une personnalité offensive, volontaire, pour introduire toute la rigueur professionnelle souhaitée. Au salaire annuel, s'ajoutera un intéressement. La dynamique du Groupe permet de réelles évolutions. Ecrire sous réf. A/1061/LM à :



Jean-Bernard FOURNIER et Associés
3 rue Racine - 44000 NANTES - Tél. 40.73.46.33
(Les entretiens auront lieu à PARIS)



FILIALE DU GROUPE PARIBAS,

recherche

UN SPÉCIALISTE EN GESTION

D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET IMMOBILIER D'ENTREPRISE

De formation supérieure et disposant d'une solide expérience, ce collaborateur assurera, au sein d'une structure spécialisée, la gestion locative et les fonctions de syndic de copropriété d'un important patrimoine immobilier.

Adjoint de directeur, il collaborera avec le service commercial et les services techniques dans le cadre de missions recouvrant les différents domaines de la profession. Une pratique de l'informatique de gestion sera appréciée.

Adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à M. Pierre QUERRIOUX - GERER - BP 140 - 93504 Pantin Cedex

LOUIS VUITTON

MAILLERIE À PARIS

Notre Entreprise, 4,2 milliards de chiffre d'affaires en 90 dont 80 % à l'exportation, 2700 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe. Notre Direction Logistique vous propose de participer à son développement.

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Basé à Gergy Saint-Christophe, vous animez une équipe de 5 personnes avec pour objectif prioritaire : le service du client et une logistique performante. Vous êtes directement responsable pour notre réseau de vente - 140 magasins dans le monde - de l'approvisionnement en produits finis et en pièces détachées, des commandes spéciales, des réparations, des moyens de lancement, des nouveaux produits et de la supervision des transports. L'information, la communication, l'animation sur le terrain sont vos missions principales : vous managez votre équipe en lui insufflant cet esprit, vous communiquez au réseau les informations sur les produits, les stocks, la collection. Vous déterminez les règles de fonctionnement du centre de distribution vis à vis des clients.



Pour animer et maîtriser cet environnement international une formation supérieure de gestion et une solide expérience de cette fonction sont vos meilleurs atouts. Votre anglais est parfait et votre réussite s'appuie sur le sens du service, la rigueur et le talent d'animation.

Pour un premier contact confidentiel, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RAV 1651 à notre conseil : QUEL Ressources et Perspectives - 160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE. Une suite sera donnée à chaque dossier de candidature complet : CV, photo et rémunération actuelle.



COURVOISIER
L'Esprit de l'Asie

CA de + 1 milliard de francs dont 95% à l'exportation - 400 personnes, recruté son

Contrôleur de Gestion

Depuis Jarnac en Charentes, et rattaché au Directeur Financier, vous assurez la consolidation et le suivi de l'ensemble des budgets de COURVOISIER S.A., y compris de ses filiales spiritueuses (Cognac SALIGNAC et Distillerie JUBERT), dans leurs aspects préparation, suivi et révision.

Vous êtes en relation avec toutes les fonctions de l'entreprise, pour notamment les assister dans la réalisation de leurs objectifs valorisés. Vous êtes un interlocuteur privilégié des services financiers de notre maison mère (ALLIED-LYONS, UK).

Vous effectuez le développement du système informatique de gestion et vous vous assurez de son efficacité, y compris de la comptabilité analytique (coûts et prix de revient). Agé d'environ 30 ans, de formation ESC (option Finances-Comptabilité) ou maîtrise de gestion, complétée par un DEC5, vous avez 5 ans d'expérience du contrôle de gestion en grande entreprise ou en cabinet d'audit international.

La connaissance de l'anglais opérationnel, les qualités de négociation et de contacts sont les atouts indispensables pour intégrer ce poste dynamique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (prétentions + photo) en précisant la réf. LM/13, à Monsieur R. Von RAESFELD, ARCOS SELECTION, 6 Avenue d'Eylau 75116 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.



UCPA
International

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Avec nos 2 000 collaborateurs, nous gérons aujourd'hui plus de 90 centres en France. Nous avons des objectifs de croissance importants et venons de créer, sous forme de société anonyme, une structure internationale.

Sous l'autorité du Directeur Opérationnel de l'UCPA International, vous aurez à créer et gérer nos outils et procédures de gestion. Vous assurerez le contrôle budgétaire de nos activités, l'administration du personnel détaché à l'étranger, avec l'aide de nos services centraux, vous traiterez les questions fiscales et juridiques spécifiques à un environnement international.

De formation de type ESC + DEC5, vous avez une première expérience en audit, contrôle de gestion, service financier, tournée vers l'international. Vous maîtrisez bien l'anglais.

Si vous adhérez à nos valeurs associatives, écrivez sous référence 14.32.02/LM à notre Conseil DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.

DROUOT-L'HERMINE

CONSULTANTS

VEZ REJOINDRE UN
DÉPARTEMENT DYNAMIQUE
EN PLEIN ESSOR ÉCONOMIQUE

LE CONSEIL
GÉNÉRAL DE
L'ÉCONOMIE



recherche

CHARGÉS DE MISSION FINANCIÈRE

Au sein de la sous-direction Finances, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration du budget départemental, du suivi des décisions et de la réalisation des opérations de caractère financier.

Fonctionnaires titulaires de catégorie A, vous avez une formation supérieure de type économique ou financière, une expérience réussie de la gestion financière dans une collectivité territoriale ou une administration d'État.

Votre rigueur, votre dynamisme, votre disponibilité et votre goût pour la nouveauté sont des atouts supplémentaires pour réussir dans ce poste à évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + CV sous référence 1456 M à notre conseil EFFONE, Avenue de la Vallée, 17-19 rue Jeanne d'Arc, 92364 NEUILLY LA FOREST Cedex.

EFFONE

مكتبة الأمل

CHARGES D'AFFAIRES FINANCIERES

Bien implantés en France nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des collectivités locales. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de 290 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires. Premiers par tradition nous développons une stratégie de diversification de nos activités. Ce courant novateur nous engage à renforcer nos équipes dans les secteurs :

GRANDS PROJETS

Vous participez à la recherche de projets, à l'analyse économique de leur rentabilité, à leur montage financier et au suivi de leur réalisation. De formation supérieure financière grande école (école de Commerce, d'Ingénieurs, IEP...) ou universitaire (DESS Dauphine...), vous avez acquis une première expérience dans le domaine des financements d'infrastructures, d'aménagements urbains ou des financements spécialisés. Familiarisé à la micro-informatique, vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances en droit des sociétés et en fiscalité. (Réf. M/GP)

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

INVESTISSEMENTS

Vous prenez en charge l'étude et la négociation des dossiers de prises de participation, d'opérations en fonds propres ou concernant les relations financières au sein du groupe, en vue d'une présentation à la Direction générale.

De formation supérieure financière grande école (école de Commerce, d'Ingénieurs, IEP...) ou universitaire (DESS Dauphine...), vous avez acquis une première expérience d'1 ou 2 ans dans un domaine d'activité comparable au sein d'un grand établissement. Familiarisé à la micro-informatique, vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances en droit des sociétés et en fiscalité. (Réf. M/D)

AFFAIRES EUROPEENNES (EUROPE DU NORD)

Vous analysez et suivez les marchés de l'Allemagne et du Bénélux. Vous développez, organisez et coordonnez l'activité du groupe Crédit Foncier sur ces marchés. En liaison avec la Direction financière, vous assurez l'alimentation financière des structures opérationnelles ainsi que la mise au point des instruments nécessaires à leur intervention.

De formation supérieure financière grande école (école de Commerce, d'Ingénieurs, IEP...) ou universitaire (DESS Dauphine...), vous avez acquis une première expérience de 1 à 3 ans dans l'utilisation des instruments financiers à l'intérieur d'une Direction des marchés, d'une Direction financière d'une banque française ou étrangère ou encore d'une Direction internationale. Vous êtes impérativement bilingue allemand et avez un excellent niveau d'anglais. Vous avez également une bonne connaissance des milieux professionnels allemands. (Réf. M/AE)

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous la référence du poste choisi, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75050 Paris Cedex 01.



En premier, le Crédit Foncier.



Media-Style



Avec son équipe, le Responsable d'Agence gère un centre de profits, développe sa clientèle.

Le Conseiller de Clientèle Entreprises prospecte, gère et développe son portefeuille commercial.

L'Animateur du Marketing local est chargé de la promotion des produits et services destinés aux particuliers.

UN MÉTIER À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

JEUNES DIPLOMÉS

Devenez un acteur du développement de notre réseau bancaire et soyez l'interlocuteur privilégié de nos clients. Nous vous proposons d'embrasser un métier. De multiples opportunités vous sont offertes.

Jeunes diplômés BAC + 4/5 d'écoles de commerce, d'ingénieurs ou d'universités (MSG, DESS Banque - Finances...), venez vous associer au talent d'une banque universelle présente sur tous les métiers bancaires et financiers.

Société Générale - Service Recrutement (réf. MON.6.DES)
7, rue Caumartin - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source d'information
des cadres supérieurs

(IPSOS 90)



Audit-interne I/F

Inventez pour progresser

2,5 MILLIARDS DE C.A.,
1 500 COLLABORATEURS,
100 000 LOGEMENTS
LOCATIFS,
3 000 LOGEMENTS
CONSTRUITS PAR AN.

Nous recherchons pour notre siège à Paris, un diplômé d'une grande Ecole (ESSEC, ESCP, SC.PO...) ayant acquis deux ans d'expérience d'audit pour l'essentiel financier, en entreprise ou dans un cabinet de renom.

Nous vous proposons dans un premier temps d'intégrer notre service audit interne au sein duquel vous serez chargé :

- de préparer les missions
- d'analyser l'existant
- d'identifier les risques
- de proposer des recommandations.

Si vous faites vos preuves après une courte période, nous vous confierons la responsabilité du service audit, rattaché au directeur général.

Si vous vous reconnaissez, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Jean-Claude HUGONNARD - DRH
Groupe Immobilier 3F - 159, rue Nationale
75638 Paris Cedex 13

Communication et Prospects

Groupe industriel de 1^{er} plan, nous sommes leader européen dans notre domaine d'activité et recherchons un

CADRE FINANCIER PARIS

Rattaché au Directeur des affaires financières vous assisterez dans de nombreuses missions telles que :

- le reporting mensuel en relation avec les services centraux de comptabilité et les filiales étrangères,
- la fiscalité internationale,
- la réalisation d'études financières et fiscales.

De formation supérieure en comptabilité/gestion (DEC, MSTCF, ESC...) complétée par une première expérience d'environ 3 ans en cabinet, vous souhaitez intégrer une entreprise à forte rentabilité, capable de vous offrir de réelles perspectives d'évolution en France ou à l'étranger.

Pour ce poste polyvalent, qualités relationnelles, maîtrise de la micro-informatique et de la langue anglaise sont indispensables. La connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la réf. CF/M à CARA CONSEIL - 29, rue de Miromesnil - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.



Media-Style

MARCHÉS FINANCIERS

Prêt italien avant celui de la Banque mondiale

Les troubles sociaux ne semblent pas avoir entamé la crédibilité de l'Algérie sur le marché financier international

La Banque centrale d'Algérie a assuré dimanche 16 juin que les troubles provoqués par les islamistes algériens ces dernières semaines « n'ont pas entamé la crédibilité de l'Algérie » sur le marché financier international. Elle s'est félicitée de la décision, annoncée le 15 juin, de l'organisme italien de garantie de crédits, de débiter la première tranche de 2,7 milliards de dollars du prêt de 7,2 milliards accordé il y a un mois par l'Italie.

La banque algérienne a précisé que la Banque mondiale devrait finaliser avant la fin du mois l'octroi d'un prêt de 500 millions de dollars et que le Crédit lyonnais poursuivait « normalement » ses négociations sur un montage financier de 2 milliards de dollars destiné à « reprofiler » la dette extérieure algérienne en remplaçant des emprunts à court terme par des prêts à plus longue échéance.

Des décisions vitales pour l'Algérie, littéralement étranglée par les échéances de sa dette, qui absorbent depuis deux ans près des trois quarts de ses recettes extérieures, et ne lui laissent quasiment aucune marge de manœuvre pour mener à bien sa politique d'assainissement économique en profondeur. Car si le gouvernement précédent a bien mis ses promesses à exécution en engageant une série de réformes libérales touchant les entreprises, les banques, le commerce extérieur, les investissements étrangers, les prix, la monnaie, etc., ces réformes, prises dans une conjonction hostile, ont eu pour conséquence d'aggraver la situation quotidienne en Algérie, sans avoir le temps de produire des effets positifs.

Contrairement pour faire face à ses engagements extérieurs de réduire les importations au strict minimum (elles ont baissé de moitié en termes réels depuis 1985), tandis qu'il dévalait le dinar des trois quarts afin de rendre la monnaie à terme convertible, le gouvernement a ainsi aggravé considérablement la situation des entreprises. Manque de pièces et de matières premières, renchérissement des importations,

concurrence accrue de l'extérieur, crédit plus rare, la plupart des entreprises algériennes, même parmi les mieux gérées, ont subi une chute spectaculaire de leurs résultats, au moment même où les autorités les sommaient de devenir rentables. Résultat : des licenciements qui ont aggravé un chômage touchant déjà un quart de la population active et une envolée des prix alourdissant l'inflation, estimée à 30 % l'an environ.

Il y a un an en juin, l'Algérie, en dépit de ces restrictions, a frôlé la cessation de paiement. Elle n'a dû son salut qu'à la guerre du Golfe, qui, provoquant une envolée des cours du brut, lui a apporté 2,5 milliards de dollars de recettes exceptionnelles. Cette année, les échéances s'avèrent tout aussi délicates. Avec plus de 6 milliards de dollars de remboursement d'emprunts, le pays ne peut tabler que sur un excédent réduit de sa balance commerciale et doit trouver au moins 3 milliards de dollars de crédits pour passer le cap en évitant un réchauffement qui handicaperait l'avenir.

Compte tenu des tensions sociales croissantes, il doit aussi « lâcher du lest » vis-à-vis des consommateurs, de plus en plus las des pénuries et qui ne peuvent plus faire face à l'envolée des prix. Une gageure impossible à tenir sans un coup de pouce extérieur.

VÉRONIQUE MAURUS

■ M. Attali se prononce en faveur d'une capacité d'emprunt accrue de l'URSS à la BERD. — Poursuivant à Moscou sa tournée des grandes capitales, le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), M. Jacques Attali, s'est prononcé samedi 15 juin en faveur d'un assouplissement des règles de la nouvelle banque à l'égard de l'URSS. Les statuts de la BERD stipulent que l'URSS ne pourra, pendant une durée de trois ans, emprunter davantage que la fraction effectivement versée de sa participation au capital de la Banque. Selon l'agence Tass, le président Gorbatchev, attendu à Londres pour la clôture du sommet du G7 le 17 juillet, a accepté de se rendre au siège de la BERD, à l'invitation de M. Attali.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Bail investissement

Réunies le 31 mai 1991, les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de BAIL INVESTISSEMENT, SICOMI du groupe ISM SA, ont approuvé les comptes de l'exercice 1990, décidé la distribution d'un dividende de 72 F par action et modifié les statuts, à charge pour le conseil d'administration d'en fixer la date d'entrée en vigueur.

Dans son allocution, le président Michel Hénar a rappelé que, comme toutes les SICOMI, BAIL INVESTISSEMENT avait perdu son régime fiscal particulier du fait de la loi de finances, sauf à le conserver partiellement sur option pendant cinq ans. Faisant valoir que, contrairement aux autres SICOMI, BAIL INVESTISSEMENT n'intervenait dans son nombre de secteurs attractifs de l'économie et de gérer convenablement le patrimoine loué en location simple au moyen d'une politique dynamique d'arbitrage, ce que BAIL INVESTISSEMENT a toujours regretté de ne pouvoir faire.

Le conseil d'administration a dès lors décidé d'abord que BAIL INVESTISSEMENT opérerait pour le maintien du régime SICOMI et le garantirait tant que son activité resterait conciliable avec ce régime, ensuite qu'elle conserverait en toute hypothèse l'agrément de société financière et ainsi la faculté de transférer par contrat de crédit-bail la propriété des immeubles loués en location simple, enfin qu'elle procéderait désormais à des réinvestissements partout en Europe où des opportunités de haute rentabilité se présenteraient, comme elle l'a déjà fait en Angleterre pour près de 150 millions de francs.

DIRECTION GENERALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants et experts reconnus.

800 HEURES DÉCISIVES POUR VOTRE CARRIÈRE

CPA - Plein Temps

jouy en Josas

Programme "résidentiel" de 12 semaines dont 2 à l'étranger.

Prochaines sessions :

Automne : 23 septembre/14 décembre 1991

Printemps : 30 mars/19 juin 1992

GROUPE CPA

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : AL 60.19.25.19 Marie-Christine Deumare

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Les autorités de la Bourse de Hongkong acceptant le principe d'une réforme

Sur la pression de l'organisme compétent de la colonie britannique, à savoir la Securities and Futures Commission, les autorités de la Bourse de Hongkong ont accepté le principe d'une réforme du marché financier. Cette réforme prévoit d'élargir la représentation indépendante au sein du conseil de direction de la Bourse et de rendre ce dernier imperméable au profit.

Un porte-parole de la Bourse a confirmé que le conseil général avait été atteint sur ces deux points. La SFC veut augmenter le nombre des représentants indépendants, comme les banquiers et les investisseurs individuels, au conseil de direction de la Bourse, actuellement dominé par des courtiers dont la plupart sont des Chinois. Le conseil de direction a récemment révisé la liste des candidats à la Bourse de Hongkong, après qu'il a avalisé et voté une résolution autorisant ses membres à accepter des attributions d'actions préférentielles émises par les entreprises nouvellement cotées à la Bourse de Hongkong.

Les autorités de la colonie britannique ont sur une note officielle, le 15 juin, demandé à la Bourse de Hongkong de contrôler sur la Bourse après le krach de 1987, pendant lequel le marché avait été fermé durant quatre jours. Le conseil a accepté les recommandations d'aller plus loin.

TOKYO, 17 juin ↑

Alourdissement

La semaine s'est ouverte au Japon sur une note alourdie. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est graduellement accéléré durant la séance. Déjà en baisse de 0,3 % le matin, l'indice Nikkei s'inscrivait finalement à la cote 24 942,09, soit à 150,80 points (-0,60 %) au-dessous de son niveau précédent.

Après les professionnels, ce renversement de tendance a été essentiellement dû au facteur technique après la vague d'achats enregistrée à la fin de la semaine écoulée. Cela étant, les opérateurs ne se sont pas rabaissés pour vendre, comme le suggèrent les courants d'affaires en témoigne avec seulement 220 millions de titres délaissés contre 900 millions vendus vendredi. C'est le marché typique d'un lundi, assurait un spécialiste travaillant chez une société d'assurances. « Quelques titres liés aux Jeux olympiques d'hiver à Nagano se sont appréciés. »

VALEURS	Cours du 14 juin	Cours du 17 juin
Alcatel	1.220	1.220
Banque Paribas	1.220	1.220
BNP	1.220	1.220
Crédit Lyonnais	1.220	1.220
Crédit Agricole	1.220	1.220
Crédit Commercial	1.220	1.220
Crédit Industriel	1.220	1.220
Crédit Municipal	1.220	1.220
Crédit National	1.220	1.220
Crédit du Nord	1.220	1.220
Crédit du Sud	1.220	1.220
Crédit du Centre	1.220	1.220
Crédit du Littoral	1.220	1.220
Crédit du Massif Central	1.220	1.220
Crédit du Midi	1.220	1.220
Crédit du Nord-Est	1.220	1.220
Crédit du Nord-Ouest	1.220	1.220
Crédit du Nord-Sud	1.220	1.220
Crédit du Nord-Est-Ouest	1.220	1.220
Crédit du Nord-Est-Sud	1.220	1.220
Crédit du Nord-Ouest-Est	1.220	1.220
Crédit du Nord-Ouest-Sud	1.220	1.220
Crédit du Nord-Est-Ouest-Sud	1.220	1.220

FAITS ET RÉSULTATS

■ M. Jean-Philippe Thierry PDG de PFA Tard et Cie. — Récemment nommé PDG de PFA Tard et Cie, M. Jean-Philippe Thierry a pris ses fonctions le 12 juin. Il succède à M. Guy Verdel, qui se consacre désormais au développement de la filiale de PFA Tard et Cie, la PFA Tard et Cie, administrateur général d'Athena, MM. G. Boucher et J.-F. Lamoux, conservent leur poste, respectivement de vice-président directeur général de PFA Tard et Cie et de directeur général de PFA Tard et Cie. M. J.-P. Thierry, PDG des compagnies PFA Tard et Cie, PFA Tard et Cie, administrateur général d'Athena, est aussi associé gérant de Worms et Cie et de Pechelbronne. Pour 1990, PFA Tard et Cie ont réalisé des chiffres de ventes nettes de 4,47 et 1,45 milliard de francs.

■ ST Dupont conjugue l'écriture avec amour. — La Société ST Dupont, qui a été créée en 1924 par le designer italien Gio Ponti et le designer français Jean Dunand, a été rachetée par le groupe LVMH. Le groupe LVMH a décidé d'élargir l'opération à trois pays voisins, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne. Ce projet de rendre à l'homme le goût d'écriture s'inspirera cette fois du cœur. « Écrire, avait dit Jean Dunand, est un acte d'amour. » Fort de cette affirmation, ST Dupont, afin de promouvoir ses instruments d'écriture, demandera entre les 15 septembre et 15 octobre prochains à 250 millions d'Européens d'écrire une lettre sur le thème : la plus belle lettre d'amour. Les personnes intéressées pourront retirer dans un point de vente ST Dupont une lettre-enveloppe pour lui confier le message. L'an passé la première campagne lui avait permis de réunir le lancement de son nouveau stylo St Germain avec 15 000 pièces vendues. Contrainte d'accroître sa diversification, la firme avait néanmoins enregistré une baisse de 10 % de son chiffre d'affaires, revenu à 492 millions de francs. Pour 1991, le président de ST Dupont, M. Maurice Guinot, reste discret. Malgré le marasme des affaires, il espère que les ventes de la société (35 % bragues, 30 % écriture, 8 % cuir, 2 % horlogerie) augmenteront de 7 % à 12 millions de francs.

■ Annuaire de l'industrie pharmaceutique en France pour 1991. — L'édition 1991 de l'annuaire de l'industrie pharmaceutique en France est parue. Réalisé par le Quotidien du Médicament, cet ouvrage contient la liste, avec adresses, numéros de téléphone et organigrammes, de plus de 1 000 sociétés. En outre, 7 000 noms y sont répertoriés. Les syndicats et associations y figurent aussi, de même que la direction de la pharmacie et les organismes d'inspection des médicaments. Le Quotidien du Médicament, 2, rue Anselme 92200 Neuilly-sur-Seine (01 47 47 12 32).

PARIS, 17 juin ↓

Tassement

Après la reprise de dernière minute enregistrée à la veille du week-end, la tendance s'est quelque peu adoucie, rue Vivienne. L'ouverture avait pourtant paru prometteuse (+ 0,18 %). Mais, rapidement, le marché a reperdu le terrain initialement gagné, et même largement au-delà puisque, vers 11 heures 09, l'indice CAC 40 enregistrait un recul de 0,40 % sous les « Grands ».

Les dernières statistiques économiques publiées aux États-Unis n'auraient-elles pas réussi à convaincre les plus pessimistes que la reprise était en vue, du moins dans le Nouveau Monde, appelant nécessairement une réaction, mais un peu plus tardive de ce côté-ci de l'Atlantique ? D'après les spécialistes, il semble que, une fois encore, le phénomène du fait accompli ait joué.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'hiver prochain dans le meilleur des cas, plus sûrement en 1992, avec les milliards retirés à la consommation pour boucler le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le chômage ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenue, pour les opérateurs, un facteur majeur de préoccupation.

Malgré le démenti catégorique du Jussieu de la Bourse sur une émission de M. P. Bédaride, ministre de l'économie, des finances et du budget, tout le monde s'est contenté de constater que la belle union, mais mensuelle n'est plus qu'une façade lézardée. Si tant est qu'il y en ait jamais eu. Les investisseurs sont d'ailleurs de plus en plus nombreux pas fondamentalement pessimistes, ils veulent être en mesure de parer sur l'avenir, ce qui leur est actuellement impossible. L'expectative semble la meilleure politique en attendant de connaître l'indice de la production industrielle française pour avril, probable le 18 juin.

■ M. Christophersen promet une aide accrue de la Pologne à la Pologne. — En visitant à Varsovie samedi 15 juin, M. Henning Christophersen, vice-président de la Commission européenne, a affirmé que la CEE aiderait la Pologne à affronter les difficultés économiques issues de la chute de ses échanges commerciaux avec l'Union soviétique. Des négociations sont actuellement en cours à Varsovie pour les importations d'acier, de textile et de produits agricoles en provenance de Pologne. Selon M. Christophersen, la Commission travaillera aussi à favoriser les investissements étrangers. Une nouvelle loi sur les sociétés mixtes a été approuvée samedi à la Diète, autorisant les partenaires étrangers à rapatrier la totalité de leurs bénéfices.

PARIS					
Second marché					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3945	3950	AXA	300	300
Alcatel Alsthom	290	290	AXA	300	300
B.P.A.C.	137 50	138	AXA	300	300
Banque Paribas	825	825	AXA	300	300
Banque Paribas	365	365	AXA	300	300
Banque Paribas	215	211	AXA	300	300
Banque Paribas	1050	1055	AXA	300	300
Banque Paribas	400 50	414	AXA	300	300
Banque Paribas	857	852	AXA	300	300
Banque Paribas	105	105	AXA	300	300
Banque Paribas	228	227 50	AXA	300	300
Banque Paribas	550	557	AXA	300	300
Banque Paribas	1130	1132	AXA	300	300
Banque Paribas	240	240	AXA	300	300
Banque Paribas	335 50	343	AXA	300	300
Banque Paribas	1134	1134	AXA	300	300
Banque Paribas	467	501	AXA	300	300
Banque Paribas	1070	1080	AXA	300	300
Banque Paribas	340	348	AXA	300	300
Banque Paribas	127	123 20	AXA	300	300
Banque Paribas	226	220	AXA	300	300
Banque Paribas	308	307	AXA	300	300
Banque Paribas	127 50	128	AXA	300	300
Banque Paribas	144	139 50	AXA	300	300
Banque Paribas	284	288 50	AXA	300	300
Banque Paribas	332	332	AXA	300	300
Banque Paribas	218	218	AXA	300	300
Banque Paribas	765	760	AXA	300	300
Banque Paribas	550	550	AXA	300	300
Banque Paribas	258	248 40	AXA	300	300

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 14 juin 1991

Nombre de contrats : 98 929

COURS

ÉCHÉANCES

	13 juin	14 juin	15 juin
Dernier	185,38	185,38	185,38
Précédent	185,04	185,16	184,98

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	1,17	1,52	0,74	1,24

CAC 40 A TERME

Volume : 10 300 (MATIF)

COURS

	13 juin	14 juin	15 juin
Dernier	1 863	1 856,50	1 864
Précédent	1 854,50	1 847	1 854

CHANGES

Dollar : 6,1150 F =

Le dollar se maintenait lundi 17 juin non loin de ses plus hauts niveaux atteints en fin de semaine dernière. A Paris, la monnaie américaine, à 6,1150 francs, était inchangée par rapport au vendredi 14 juin, les opérateurs redoutant des interventions des banques centrales.

	14 juin	17 juin
FRANCFORT	14,14	17,91
Dollar (en DM)	1,800	1,791
TOKYO	14,14	17,91
Dollar (en yen)	141,87	140,93

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (17 juin) : 9 576 - 9 574

New York (14 juin) : 9 576 - 9 574

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	13 juin	14 juin
Valeurs Françaises	185,38	185,38
Valeurs Étrangères	128,68	128,68
(SBF, base 100 : 31-12-87)		
Indice global CAC	489,38	489,38
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 847,24	1 854,17

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	13 juin	14 juin
Industriel	2 965,12	2 968,45

LONDRES (indice Financial Times)

	13 juin	14 juin
100 valeurs	2 554,60	2 522,38
30 valeurs	1 978,88	1 976,38
Moyenne	2 528	2 518
Fonds d'Etat	83,95	83,95

FRANCFORT

Dax : 1 692,63 - 1 699,83

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 25 053,89 - 24 943,69

Indice global : 1 936,58 - 1 913,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

	13 juin	14 juin	15 juin
\$ E.U.	6,1065	6,1080	6,1080
\$ can.	5,3425	5,3462	5,3462
Yen (100)	4,3339	4,3365	4,3365

	13 juin	14 juin	15 juin
DM	3,3982	3,3999	3,3999
Florin	3,0173	3,0188	3,0188
FB (100)	16,5048	16,5170	16,5170
PS	3,9570	3,9593	3,9593
L (1 000)	4,5545	4,5574	4,5574
F	9,5444	9,5530	9,5530

	13 juin	14 juin	15 juin
\$ E.U.	5,1316	5,1516	5,1516
Yen	7,1516	7,1516	7,1516
DM	8,1116	8,1116	8,1116
Flia	8,34	8,34	8,34
FB (100)	7	7	7
PS	12,58	11,34	11,34
F	9,78	9,78	9,78

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 17 juin

Gérard Bremon,

PDG de Pierre et Vacances.

Mardi 18 juin

Nicolas Bouteau,

secrétaire général de l'Association des anciens de Procter et Gamble.

Le Monde Interactif a du 18 juin publié une enquête sur les réseaux.

مکانم انجمن

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 JUIN

Cours relevés à 13 h 48

Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
4085	CNE 3%	4030	4040	4031	+0.02	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier <td>%</td> <td>Compan-</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours</td> <td>Précéd.</td> <td>Dernier<td>%</td><td>Compan-</td><td>VALEURS</td><td>Cours</td><td>Précéd.</td><td>Dernier<td>%</td></td></td>	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier <td>%</td> <td>Compan-</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours</td> <td>Précéd.</td> <td>Dernier<td>%</td></td>	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier <td>%</td>	%
815	BAP. T.P.	877	877	875	-0.23	4086	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4087	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4088	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
816	Orlyan. T.P.	877	877	875	-0.23	4089	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4090	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4091	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
817	Orlyan T.P.	877	877	875	-0.23	4092	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4093	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4094	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1571	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4095	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4096	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4097	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1572	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4098	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4099	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4100	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1573	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4101	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4102	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4103	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1574	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4104	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4105	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4106	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1575	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4107	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4108	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4109	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1576	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4110	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4111	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4112	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1577	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4113	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4114	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4115	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1578	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4116	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4117	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4118	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1579	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4119	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4120	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4121	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1580	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4122	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4123	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4124	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1581	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4125	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4126	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4127	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1582	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4128	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4129	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4130	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1583	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4131	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4132	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4133	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1584	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4134	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4135	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4136	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1585	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4137	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4138	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4139	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1586	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4140	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4141	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4142	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1587	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4143	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4144	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4145	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1588	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4147	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4148	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4149	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1589	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4150	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4151	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4152	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1590	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4153	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4154	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4155	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1591	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4156	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4157	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4158	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1592	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4159	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4160	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4161	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1593	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4162	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4163	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4164	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1594	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4165	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4166	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4167	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1595	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4168	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4169	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4170	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1596	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4171	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4172	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4173	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1597	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4174	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4175	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4176	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1598	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4177	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4178	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4179	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1599	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4180	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4181	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4182	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1600	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4183	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4184	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4185	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1601	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4186	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4187	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4188	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1602	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4189	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4190	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4191	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1603	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4192	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4193	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4194	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1604	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4195	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4196	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4197	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1605	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4198	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4199	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4200	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1606	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4201	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4202	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4203	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1607	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4204	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4205	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4206	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1608	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4207	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4208	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4209	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1609	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4210	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4211	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4212	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1610	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4213	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4214	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4215	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1611	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4216	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4217	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4218	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1612	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4219	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4220	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4221	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1613	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4222	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4223	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4224	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1614	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4225	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4226	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4227	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1615	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4228	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4229	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4230	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1616	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4231	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4232	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4233	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1617	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4234	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4235	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4236	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1618	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4237	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4238	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4239	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1619	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4240	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4241	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4242	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1620	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4243	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4244	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4245	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1621	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4246	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4247	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02	4248	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02
1622	Orlyan T.P.	1282	1280	1286	+0.15	4249	CLM 3%	4030	4040	4031	+0.02												

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

14/6

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Emission Fraie incl.	Rachet net		Emission Fraie incl.	Rachet net		Emission Fraie incl.	Rachet net		Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations						Etrangers						Hors-cote						Actions								
Emp. Etat 10.875	124.95	0.80	CIM	951	951	Megaron	750		A.E.G.	880	880	A.A.A.	1058.95	1000.11	Facilities	80.07	838.09	Panama Gas.	6003.48	6003.48						
Emp. Etat 10.875	100.75	9.12	C.I.T. (R.M.)	2200		Mil. Deloy.	682	574	Alco Ind. Soc.	125.10	94	Acclion	229.80	223.65	Facilities	28.03	28.91	Panama Gas.	10022.13	10022.13						
Emp. Etat 10.875	102.80	8.46	Colong	268		Mors	120	116.80	Alcan Alumin.	132.10	130.20	Agropave	783.78	783.78	Facilities	11483.27	11313.57	Priv. Assoc.	109.40	108.32						
Emp. Etat 12.5/83	109	6.53	Comphos	558	554	Neug. (Pte)	210	205	Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
Emp. Etat 11/85	109.45	4.48	Concord	425	425	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						
10.2/85	104	2.71	Cos. Gl. (Pte)	438	400	Opting	298		Alcan Alumin.	132.10	130.20	Amalgam	7528.45	7274.47	Facilities	4887.17	4864.76	Priv. Assoc.	28977.85	28977.85						

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Renseignements :
46-62-72-67

SCIENCES

Lanceur lourd européen Ariane-5

Premier essai de longue durée du moteur Vulcain

Le programme de la fusée européenne Ariane-5 vient de franchir une étape importante, avec l'essai réussi de son moteur Vulcain sur les installations de la Société européenne de propulsion de Vernon (Eure). (Le Monde daté 16-17 juin). Pour la première fois, celui-ci a fonctionné pendant six cents secondes, soit la durée totale qui lui permettra, en avril 1995, de propulser le nouveau lanceur lourd de satellites de l'Agence spatiale européenne.

Les responsables du programme Ariane-5 sont d'autant plus satisfaits de ce tir que les précédents essais avaient été perturbés par différents incidents. L'un d'entre eux avait conduit au « froissement » pur et simple — comme une feuille de papier — du divergent, l'une des parties basses du moteur. Un autre essai, effectué en Allemagne, s'était interrompu pendant la séquence de démarrage quinze secondes seulement après la mise à feu. Un autre tir encore, conduit à Vernon le 5 juin, n'avait pu

dépasser les cent quatre-vingt-deux secondes en raison de la mauvaise tenue mécanique de certains capteurs de température.

C'est dire les difficultés que comporte la mise au point de ce type de moteur cryogénique, qui brûle environ 1 tonne de carburant (ergols) toutes les quatre secondes. La puissance d'une des turbo-pompes qui permet cette performance frise les 12 mégawatts, soit presque deux fois la puissance nécessaire pour animer une rame du TGV Sud-Est. Avec plus de 100 tonnes de poussée, Vulcain éclipse, de loin, son prédécesseur, le moteur cryogénique HM-7 (6 tonnes de poussée) qui équipe le troisième étage des Ariane-4. Aussi ne faut-il pas s'étonner que 8 milliards de francs aient été réservés à son développement. Soit un peu plus du quart de la somme (28,7 milliards de francs) affectée au programme Ariane-5.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du dimanche 16 juin :

UN DÉCRET

Du 14 juin 1991 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation de la liaison Châteauroux-Sud-La Croisière de l'autoroute A 30 Vierzon-Brive, pour les sections Châteauroux-Sud-

Argenton, déviation de Colom, déviation de Clidier-L'Aumône, déviation de Rhodes, classant dans la catégorie des autoroutes la liaison Châteauroux-Sud-La Croisière, portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Saint-Maur, Lunet, Velles, Saint-Marcel et Celon dans le département de l'Indre.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue. Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	560 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-30
« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____
• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____
Signature obligatoire _____
Expire à fin _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

BOUTIQUE
Christian Dior
SOLDES
PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES FÉMININS
BOUTIQUE POURRURE
PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES MASCULINS
CADEAUX
LINGERIE
LINGE DE MAISON
BABY DIOR
DU 17 AU 22 JUIN 1991
DE 10 H À 18 H 30
32, Avenue Montaigne
PARIS 8°

Décès

M. et M^{me} Robert Blanchard, son épouse, et tous ceux qui l'ont aimé, ont la douleur de faire part du décès de

Eric BLANCHARD, directeur de l'Association d'aide sociale et médicale à l'enfance du tiers-monde (les Amis de Sœur Emmanuelle), survenu le 10 juin 1991, dans sa trente-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le vendredi 14 juin au Pecq (Yvelines).

28, avenue du Centre, 78230 Le Pecq.

Aix-en-Provence, Toronto, Paris, Fort-de-France, Nice, Miami.

M^{me} Bordelais, M. et M^{me} Laurent de Jaham et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Bordelais et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Segalen et leurs enfants, M. et M^{me} Andrew Guerra-Mondragon et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Chéné-Bordelais et leurs enfants, ont la grande peine d'annoncer le décès de

M. Bernard BORDELAIS, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, magistrat,

survenu le 12 juin 1991 à Aix-en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 15 juin en l'église Saint-Jean-Baptiste d'Aix-en-Provence.

Priez pour lui !

Son épouse, Sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. HUYNH XUAN CANH, survenu le 7 juin 1991 à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 12 juin.

L'Oratoire de Sébastien (H 2 B), 91210 Draveil.

Agnès et Jean-Pierre Kahane, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Frédérique KACZANDER, survenu le 13 juin 1991 à Paris-14, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 juin, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

11, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

M^{me} Anne-Marie Koukles-Pujo, son épouse, Son fils, sa belle-fille, ses petites-filles, Sa famille, ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Michel KOUKLES, Serge Garin dans la Résistance, survenu le 10 juin 1991 à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'inhumation a eu lieu, dans la plus stricte intimité, au cimetière russe de Saint-Gervais-des-Bois.

« Christophe, près de tomber, touche enfin à la rive et il dit à l'enfant : « Comme tu étais lourd ! Enfant, qui donc es-tu ? » Et l'enfant dit : « Je suis le jour qui va naître. » Romain Rolland, Jean-Christophe.

19, rue de l'Yser, 92330 Sceaux.

SOLDES
PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES
NINA RICCI
SAMEDI 15 JUIN
ET JOURS SUIVANTS
DE 10 H 00 À 18 H 30
39, AVENUE MONTAIGNE
17, RUE FRANÇOIS-I^{er}
22, RUE CAMBON
ET POUR L'HOMME :
Ricci-Club
19, RUE FRANÇOIS-I^{er}

CARNET DU Monde

M^{me} Jacques Lacheret, son épouse, M. et M^{me} Gérard Gré et leur fille Stéphanie, M. Cyril Lacheret, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LACHERET, HEC promotion 29, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 13 juin 1991 dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux aura lieu le mardi 18 juin, à 14 heures, en l'église réformée d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Châtelet, 3 bis, rue du Bel-Air, 92190 Meudon.

Philippe et Sylvie Legaret, ses parents, Nicolas et Carole, son frère et sa sœur, M^{me} Jean Legaret et M^{me} Serge Valent, ses grands-mères, Ses oncles, tantes, cousins, Toute la famille, Et leurs amis, font part du rappel à Dieu de leur petit

MATHEU, qui les a quittés subitement le vendredi 14 juin 1991, à l'âge de deux ans et demi.

La messe d'obsèques sera célébrée le mardi 18 juin, à 10 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue des Nonnains-d'Hyères, 75004 Paris.

Il a plu à Dieu de rappeler à Lui

le docteur Jean C. LEVADITI, professeur honoraire à l'Institut Pasteur, officier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'Institut Pasteur de Tunis, ancien membre du conseil d'administration de l'Institut Pasteur de Paris, ancien chargé de cours des facultés de médecine de Phnom-Penh et d'Abidjan,

décédé à Paris le 13 juin dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 juin, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, chapelle de la Vierge, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

De la part de M^{me} Jean C. Levaditi, née Jeanne Cazalières, son épouse, Sylvie et Alain Melchior-Bonnet, ses enfants, Laurence et Jean-Luc Leroy, Bertrand Melchior-Bonnet, Constant Melchior-Bonnet, ses petits-enfants, Camille et Coline Leroy, ses arrière-petites-filles, M. Jacques Cazalières, son beau-frère, Et des familles Schneider, Cazalières et Wiggishoff.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, place de Breteuil, 75015 Paris.

Tim Levenson, son épouse, David et Claire, ses enfants, Les familles Schneider, Włodarczyk, David-Schneider, Hirsch, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Tim LEVENSON, née Anne Schédel, professeur agrégé de lettres classiques au lycée Voltaire, survenu le 26 mai 1991 à l'âge de quarante-quatre ans, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 3 juin au cimetière du Père-Lachaise.

15, avenue du Petit-Parc, 94300 Vincennes.

M^{me} Suzanne Mandel-Vigderhans, M. et M^{me} Dany Mandel, ses enfants, Jonathan et Zacharie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abraham MANDEL, chevalier de l'Ordre du Mérite, ancien député,

le 13 juin 1991 en sa quatre-vingt-quatrième année.

Ses obsèques auront lieu le mardi 18 juin, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Bernard Landau, Thierry Gianni, Patrice et Catherine Dotard, Et ses amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Christine MICLOT, survenue à Paris le jeudi 6 juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu à Yutz dans la plus stricte intimité.

M^{me} Marie OKDEH, née Bonko, rappelee à Dieu, dans sa soixante-huitième année, à Tripoli, Liban, le 23 mai 1991, munie des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera célébrée, à son intention, le samedi 22 juin, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5.

M. et M^{me} Jean-Louis Quilhot, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Villiers-Moriamé, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Claude Debière, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Nane Quilhot, M. et M^{me} Denis Quilhot et leurs enfants, M. et M^{me} Thierry Petitjean et leurs enfants, Les religieuses et le personnel de la congrégation des sœurs augustines, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Felicien QUILHOT, née Madeleine Béchard, survenue le 13 juin 1991 dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 juin, à 10 h 30, en la chapelle de la congrégation des sœurs augustines, 29, rue de la Santé, Paris-13^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Fiers (Orne), à 16 h 30, dans le caveau de famille.

Remerciements

Les familles Léandri, Milonini, Et Chantal Goffo, très touchées par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jackie LÉANDRI, et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui, par leurs messages, envois de fleurs et de courriers, se sont associées à leur douleur, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs remerciements émus et unifiés.

M^{me} Félix NATAF, M. et M^{me} J. Maldonado, très touchés par les témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de leur regretté

Félix NATAF, expriment leur reconnaissance à tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-85-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F
Abonnés et actionnaires 80 F
Communications diverses 95 F
Thèses étudiants 50 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5543

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Four travailler, ont besoin d'une bonne taloche. — II. Mise dans la bonne direction. — III. Un roi au théâtre. Mor indiquant qu'on refuse d'endosser une paternité. — IV. Devenus plus sérieux. Instruments du hasard. — V. Qui a du chemin à faire. — VI. La grenouille de la fable en était une chétive. Possessif. — VII. Pronom. Queilles dans les jachères. — VIII. Quand on y entre, on est dans le bain. Coule en Ethiopie. — IX. Préposition. Pas frites. — X. Ont toujours le beau rôle. Est noir quand il vient des champs. — XI. Effets de travail. Est souvent sur la planche.

VERTICALEMENT

1. Parmi eux, il y a des fous et aussi des manchots. — 2. Autre-

Avis de messe

M. Jacques Lassalle, administrateur général de la Comédie-Française, M^{me} Catherine Samie, doyen des comédiens-français, La troupe et le personnel de la Comédie-Française, vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée à la mémoire de

M^{me} Yvonne GAUDEAU, le vendredi 21 juin 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, 24, rue Saint-Roch, Paris-1^{re}.

Une messe sera célébrée le vendredi 21 juin 1991, à 18 heures, à l'église Saint-François-de-Salles, rue Ampère, Paris-17^e, pour

Henri MEL, décédé le 8 juin, à Paris.

Anniversaires

Il y a cinq ans disparaissait Robert ALTMANN.

Que son souvenir soit rappelé à tous ceux qui l'ont estimé et apprécié.

Il y a dix ans, le 17 juin 1981, disparaissait le vice-amiral d'escadre Marc ANTOINE.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de lui.

M^{me} Marc Antoine, Toulon, Catherine Antoine, Nancy.

Le 17 juin 1990, le docteur Henri DEBIDOUR nous quitte.

Que ceux qui l'aimaient aient une pensée pour lui.

Il y a quatre ans, le 16 juin 1987, disparaissait

Arnold MANDEL, écrivain, critique littéraire.

Ses amis d'Information juive, dont il fut pendant près de quarante ans le collaborateur, gardent fidèlement son souvenir.

Une pensée pour le premier anniversaire de la mort de

Sophie SCHEIN.

Mort du Prix Nobel d'économie Sir Arthur Lewis

Sir Arthur Lewis, qui reçut conjointement avec le professeur Theodore Schultz le prix Nobel d'économie en 1979 pour ses recherches sur les pays en développement, est décédé samedi 15 juin à l'île de la Barbade. Il était âgé de soixante-seize ans. Spécialiste de l'économie des pays de l'entre-deux-guerres et auteur, en 1955, de la *Théorie de la croissance économique*, Sir Arthur Lewis avait été anobli par la reine Elisabeth en 1963.

Consultant pour le compte de plusieurs Etats africains dans les années 50, Sir Arthur Lewis, d'origine antillaise, fut le premier président de la Banque de développement des Caraïbes, entre 1970 et 1973. Il enseigna pendant vingt ans à l'université américaine de Princeton.

fois, ils pouvaient être criminels. — 3. Un champion. Vaut de l'or. — 4. Un piémontais. Deuxième d'une série. — 5. A donc réagi en homme. Une fille qui fait un travail de garçon. — 6. Pronom. Crie comme un porteur de bois. — 7. Fit sauter. Grand, est attendu par le révolte. — 8. Dont on peut se souvenir. Cavité intracellulaire des végétaux. — 9. Pronom. Bonnet russe.

Solution du problème n° 5542

Horizontalement

1. Chronométriers. — II. Ouf. Rêve. Air. — III. Ne. Ibis. Ion. — IV. Drille. Standing. — V. Atble. Té. Bé. Or. — VI. Menade. Vus. Eté. — VII. Adamites. Unit. — VIII. An. Erudit. Endos. — IX. Tol. Omission. — X. Impossible. — XI. Analyses. — XII. Norme. Séductions. — XIII. Sœurs. Eau. Erre. — XIV. Fries. Ut. Nu. — XV. Rase. Rassez-vous.

Verticalement

1. Condamnations. — 2. Huerta. Nom. Ouf. — 3. Ri. Ibis. Ibis. — 4. Célèbre. Eau. — 5. Bédards. Ri. — 6. Oré. Emu. Sasser. — 7. Mar. Ibis. Sa. — 8. Eise. Tinsale. — 9. Test. Vétilliers. — 10. Ru. Abus. Seyne. — 11. Erines. Es. Si. Ur. — 12. Ode. Uni. Enté. — 13. Rari. Endosser. — 14. Si. Notion. Urne. — 15. Regrets. Boxeur.

GUY BROUTY

Le malaise de la police et la crise des banlieues

M. Marchand se veut le « ministre de la fermeté »

Sur fond de malaise policier et de crise dans les banlieues, M. Philippe Marchand s'est présenté comme « le ministre de la fermeté, de la répression quand il le faut, le ministre de la défense de la liberté publique et de la loi républicaine ». Quatre mois après son arrivée place Beauvau, le ministre de l'intérieur a voulu préciser la doctrine d'action qu'il assigne aux policiers, dimanche 16 juin, lors de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1. Il a rappelé que le projet de loi sur la sécurité intérieure serait soumis au Parlement à la session d'automne.

La recette énoncée par le ministre de l'intérieur paraît simple : « On fera baisser la tension dans les banlieues », en mettant « une infime minorité de voyous hors d'état de nuire ». Il suffira d'arrêter ceux qui « ont commis des délits ou des crimes », a précisé M. Marchand. Autrement dit, de séparer le bon grain de l'ivraie. Un propos illustré par l'exemple de Mantes-la-Jolie, où une policière et un

jeune Algérien ont trouvé la mort, dimanche 9 juin : environ onze mille jeunes vivent dans le quartier du Val-Fourré, a précisé le ministre, « dont une cinquantaine d'hommes jeunes (...) extrêmement dangereux (qu') il faut mettre hors d'état de nuire ». Selon les renseignements généraux parisiens, les jeunes correspondant à cette définition seraient un petit millier en Ile-de-France.

Si les propos ministériels laissent entendre que la police n'a pas, jusqu'aujourd'hui, été assez soucieuse d'interpellation des délinquants, ils laissent dans l'ombre les difficultés d'intervention dans certains quartiers. Les fonctionnaires y sont accueillis à coups de pierres, et ils préfèrent procéder aux interpellations à l'heure du laitier, entre 7 et 8 heures du matin, pour ne pas provoquer de réactions collectives. Faute de moyens supplémentaires, et notamment d'effectifs, en conséquence, on voit mal comment il pourrait en être autrement à l'avenir.

Ne pas couvrir les bavures

Carte blanche est, en tout cas, donnée aux policiers travaillant en banlieue. Ils doivent savoir qu'ils « ont un patron qui veut leur donner les moyens d'aller partout, mais qui ne couvre pas les incidents à l'avance, a toutefois tempéré M. Marchand. Si par malheur il y a des incidents, je serai pour la recherche de la vérité ». Lui-même ancien avocat attaché aux droits de l'homme, le ministre a pris soin de se démarquer d'un de ses prédécesseurs socialistes, Gaston Defferre, qui, en 1981, disait « couvrir ses subordonnés (...) quand survient l'accident ou l'incident », ce qui lui fut reproché à chaque « bavure » commise par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

La fermeté du discours ministériel s'explique par la conjonction d'un malaise policier grandissant sur fond de crise des banlieues. A plusieurs reprises, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire) avait dénoncé les consignes officieuses de non-intervention dans les banlieues difficiles (Le Monde du 30 mai), même si de récentes circulaires du ministre avaient précisé, le 24 avril et le 1^{er} juin, les conditions d'« intervention de la police nationale en milieu urbain ». Face à cette double crise, dans la police et dans les banlieues, le pouvoir politique sait qu'il est aujourd'hui à la merci de la moindre bavure qui mettrait le feu aux poudres.

ERICH INCIVAN

Dans un rapport à la chambre d'accusation de Paris

L'ancien dossier judiciaire de René Bousquet est passé au crible

L'instruction des faits reprochés à René Bousquet, qui fut secrétaire général de la police sous le régime de Vichy, vient de connaître une nouvelle étape. M. Jean-Pierre Gatti, juge d'instruction, chargé par le président de la chambre d'accusation de Paris de saisir aux Archives nationales le dossier judiciaire de René Bousquet et d'étudier si les faits « nouveaux » avancés contre lui par les parties civiles n'avaient pas été évoqués lors du procès de 1949, a en effet rendu son rapport à M. Albert Moatty.

Parmi les faits « nouveaux » révélés par M. Serge Klarsfeld et Charles Libman, conseils des parties civiles, figure notamment la participation de l'inculpé à une réunion, le 2 juillet 1942, au cours de laquelle il donne son accord aux autorités allemandes d'occupation pour que les policiers français arrêtent eux-mêmes les juifs ressortissants étrangers. Quinze jours plus tard auront lieu les rafles du Vel'd'Hiv.

Or, l'examen minutieux du dossier judiciaire de René Bousquet, inculpé de crimes contre l'humanité le 1^{er} mars dernier, a permis d'établir que cette réunion n'a pas été évoquée durant le procès de 1949. Il appartiendra donc au président de la chambre d'accusation, M. Albert Moatty, et probablement à la chambre criminelle de la

Cour de cassation, de dire si cette réunion peut constituer un fait nouveau et justifier que René Bousquet soit jugé une seconde fois. Ce dernier, âgé de quatre-vingt-un ans, avait été condamné à une peine de dix ans d'indignité nationale aussitôt annulée en raison de services rendus à la Résistance.

Les avocats des parties civiles ont aussi mis l'accent sur un « télégramme secret » signé de René Bousquet et adressé le 18 août 1942 aux préfets régionaux afin de modifier certaines dispositions réglementaires concernant l'arrestation des enfants juifs étrangers en zone libre. Le rapport de M. Gatti indique que ce télégramme figure dans le dossier judiciaire de 1949 mais qu'il n'a pas retenu l'attention des différentes parties durant les audiences.

D'une manière générale, la politique du régime de Vichy envers les juifs avait été largement évoquée durant l'instruction du procès de René Bousquet. Et la défense de l'inculpé n'avait pas varié : « Je crois que si on peut parler, dans ce domaine, de ma collaboration, il faudrait plutôt penser à la collaboration du paratonnerre et de la foudre ». En revanche, le procès lui-même avait consacré peu de temps à la politique raciale de Vichy. Sur quelque quatre cents pages de notes d'audience, douze seulement ont trait à ces problèmes.

L. G.

Accord entre la majorité et l'opposition

Compromis sur l'augmentation des impôts en Allemagne

La commission de conciliation entre le Bundestag et le Bundesrat est parvenue, samedi 15 juin au petit matin, à mettre sur pied un compromis permettant au gouvernement d'appliquer dès le 1^{er} juillet la loi de finances et les augmentations d'impôts directs et indirects qu'elle implique.

BONN

de notre correspondant

Quinze heures de négociations serrées ont été nécessaires pour aboutir à une solution que les deux parties considèrent comme un succès. Le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), est soulagé : il pourra encaisser les 15,5 milliards de marks (52,7 milliards de francs) de recettes supplémentaires dégagées par l'augmentation de 7,5 % de l'impôt sur le revenu et de divers impôts indirects, dont la taxe sur les carburants.

ALLEMAGNE-POLOGNE : signature du traité de coopération. Le chancelier fédéral d'Allemagne, Helmut Kohl, et le premier ministre polonais, Jan Krzysztof Bielecki, ont signé, lundi 17 juin à Bonn, un traité de coopération et de bon voisinage, qui garantit notamment pour la première fois les droits de la minorité allemande en Pologne. (AFP)

M^{me} Béatrice Patrie, nouveau secrétaire général du Syndicat de la magistrature. Le bureau du Syndicat de la magistrature (SM), gucho) a élu, vendredi 14 juin à Paris, un nouveau secrétaire général : M^{me} Béatrice Patrie, juge d'instance à Paris, ancien secrétaire général adjoint. Elle succède à M. Maurice Zavarro, conseiller à la cour d'appel de Toulouse (Haute-Garonne). M. Jean-Claude Nicod, substitut général à la cour d'appel de Pau, reste président du Syndicat de la magistrature, dont le prochain congrès, prévu du 29 novembre au 1^{er} décembre, sera consacré aux banlieues.

Le SPD, qui est désormais majoritaire au Bundestag, la deuxième chambre du Parlement allemand où sont représentés les Länder, a, de son côté, obtenu satisfaction sur un point qui lui semblait essentiel : il n'y aura pas de suppression de l'impôt sur la fortune et le capital des entreprises, comme cela était prévu dans la réforme fiscale votée en 1990. Cet impôt ne sera cependant pas perçu dans les nouveaux Länder (l'ex-RDA) pendant une période de deux ans, afin de favoriser les investissements.

M. Theo Waigel a d'autre part annoncé une augmentation du taux de la TVA, le 1^{er} janvier 1993, sans toutefois en fixer le montant exact. Le taux actuellement en vigueur en Allemagne est de 14 %, et la Commission européenne souhaite que celui-ci ne soit pas inférieur à 15 % lors de l'entrée en vigueur du marché unique, le 1^{er} janvier 1993.

LUC ROSENZWEIG

Incidents près du commissariat de Gagny. Une trentaine de jeunes gens s'en sont pris au commissariat de Gagny (Seine-Saint-Denis), dans la nuit de samedi 15 à dimanche 16 juin, blessant légèrement deux policiers. Ces incidents se sont produits à la suite de l'interpellation de deux jeunes pour infractions au code de la route. Le groupe a insulté les policiers avant de jeter des projectiles sur les voitures de service. Les policiers ont procédé à une vingtaine d'interpellations de majeurs et de mineurs. Tous ont été relâchés après leur audition.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Edith et les mecs

ESTOMACUÉS, les British, complètement somnolés ! Vous ne pouvez pas savoir ce qu'elle leur a balancé, la Cresson, dans une énorme interview inédite, elle ramonte à trois, quatre ans, publiée dimanche par l'« Observateur » sous le titre : « France's femme fatale ». Sur tous les sujets traités, les mecs, le sexe et le succès, elle n'y est pas allée par quatre chemins, Miss Turpanpan. Aucun rapport avec Amabotta, la miaulante, la roucouillante marionnette qui la représente dans le Bébête show.

Et d'abord, une constatation. Quand elle se promenait dans la rue à Londres, pas un homme ne la regardait. Jamais une remarque, une invite ou un sifflement flatteur. Rien d'étonnant, un Anglais sur quatre ne s'intéresse pas aux femmes. Ils sont gays à 25 % en Grande-Bretagne. En Allemagne aussi. Et pen sur le bec de nos chers voisins du Marché commun ! Remarquez, aux Etats-Unis, pareil, c'est tout homo et compagnie. Quant aux hétéros, superficiels, imbus de leur personne, très portés sur la gaudriole, il n'y en a pas un pour

rattraper l'autre. Question appétit sexuel, alors là, aucune différence entre les mecs et les nanas. Elles s'envoient en l'air pour le plaisir et multiplient à l'envi les aventures sans lendemain. Simple, elles n'ont rien de si glorieux. Et pour une bonne raison : dans ce domaine, elles n'ont pas l'esprit de compétition et n'éprouvent pas le besoin de se surpasser sur le nombre et la qualité de leurs performances. Les hommes, si. A juste titre. Ils sont plutôt, mais dans l'ensemble, Et d'un vantard !

Si la plupart des femmes sont attirées par le pouvoir, c'est parce qu'elles ne l'ont pas approché de près. Les hommes qui le détiennent ne sont pas faciles d'accès et dans le placard de ces ne présentant aucun intérêt. Co qui l'attire, elle, chez un mec ? L'admiration qu'elle lui porte. Faut qu'il soit intelligent, courageux, bref capable de l'impressionner. Et bon, ça, de son propre aveu, il n'y en a pas des tas, surtout pour l'ancien ministre qu'elle était déjà, à l'époque. Là, maintenant, j'en vois plus qu'un. Ben, oui, lui, son Mimi.

Estimés à 240 millions de francs

Deux tableaux de Picasso volés dans une galerie zurichoise

La police de Zurich a indiqué, dimanche 16 juin, que l'enquête se poursuivait pour retrouver deux tableaux de Picasso volés cinq jours auparavant à la galerie du Centre d'art moderne de la ville. Ces deux tableaux, la Femme assise et le Christ de Montmartre, ont une valeur estimée à respectivement 25 millions et 15 millions de dollars (150 millions et 90 millions de francs environ), mais n'étaient pas assurés en raison de primes trop élevées, a précisé leur propriétaire, M. Max Bollag.

BERNE

de notre correspondant

Alors que le vol a été perpétré mardi 11 juin, ce n'est que le lendemain que M. Bollag s'est aperçu de la disparition des deux tableaux, en voulant les montrer à un client japonais. « En découvrant qu'ils n'étaient plus là, j'en ai presque fait une syncope », déclare le marchand d'art, âgé de soixante-dix-sept ans, l'un des plus réputés de Zurich.

« Un inconnu, parlant un mauvais anglais, explique-t-il, était venu, mardi, payer une petite aquarelle de 300 F suisses, qu'il avait choisie la veille. Comme je n'avais pas de monnaie à lui rendre sur un billet de 1000 francs, il est repassé dans l'après-midi en compagnie d'un comparse, tandis que je me trouvais seul à la galerie. Peu après, un troisième homme, s'exprimant en suisse allemand, est

entré et s'est joint à notre discussion. » Selon la police, c'est sans doute au moment où l'un des aquarellistes et le Suisse s'entretenaient avec le marchand, en guise de diversion, que le troisième larron s'est introduit dans l'arrière-boutique pour s'emparer des tableaux et les sortir ensuite de la galerie.

Les deux œuvres volées étaient parties de quatre-vingts Picasso acquis avant la seconde guerre mondiale par le père de M. Bollag. Datant de la période bleue, la Femme assise est une gouache de 58 x 38 centimètres, de 1903, signée en haut à droite sur papier marouflé, avec un cadre argenté de 12 centimètres de large. Située également le Sud, le Christ de Montmartre est un mélange d'aquarelle et de dessin à la plume, de 1904, appartenant à la période rose et signé en bas à gauche. Ce tableau mesure 56 x 26 centimètres, dans un cadre beige de 5 centimètres de large ; il aurait été exécuté en souvenir d'un ami du peintre qui s'était suicidé.

M. Bollag tient d'autant plus à ces deux tableaux qu'il les a hérités de son père, alors que la plupart des quatre-vingts Picasso de sa collection personnelle ont été dispersés. Ils avaient déjà été exposés à Madrid, Londres et ailleurs à travers le monde et devaient l'être prochainement à Francfort. « De nombreuses personnes s'intéressaient depuis longtemps à ces deux toiles et étaient prêtes à en payer le prix : mais je me suis toujours refusé à les vendre », remarque M. Bollag. Issu d'une famille de marchands de tableaux depuis trois générations, M. Bollag aime aussi à rappeler que l'une de ses parentes, Berthe Weil, avait acheté, en 1900, trois Picasso de la série des courses de chevaux pour la modeste somme de cent francs, avant de les revendre 150 francs un peu plus tard. Dans le passé déjà, on avait dérobé un Picasso à M. Bollag et il avait réussi à le récupérer deux fois, avant qu'il ne disparaisse définitivement une troisième fois. « Heureusement, conclut-il avec philosophie, que les malandrins qui m'ont volé mardi ont négligé le Cézanne qui se trouvait juste à côté des deux Picasso. »

JEAN-CLAUDE BUHRER

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Yugoslavie : « Réconcilier les Croates et les Serbes », par Zorislav Nikolic, Zdravko Ostojic et Bozidar Nagy ; Ethiopie : « Le nouvel ordre mondial à Addis-Abeba », par Gérard Prunier ; « Langue, 6^e ma langue », par Malik Mokaddem..... 2

Le néo-nazisme en Allemagne

Démonstration de force à Dresde 4

La situation en Turquie

Changement de premier ministre 6

La répression au Koweït

Nouvelles condamnations à mort pour collaboration avec l'Irak... 8

Les doléances de l'outre-mer

Une délégation de Wallis-et-Futuna en visite à Paris..... 10

Rassemblement à Ajaccio

Succès pour les nationalistes hostiles à la loi Joxe..... 10

M. Le Néouannic à la tête de la FEN

Le nouveau secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale précise ses objectifs..... 11

La vente de la collection Millot

Le premier des « Carnets de guerre » acquis par la BN..... 16

« Falstaff » au Théâtre des Champs-Élysées

Le dernier opéra de Verdi mis en scène par Peter Stein arrive à Paris..... 18

Presse et justice

Un colloque sous l'égide des quotidiens régionaux..... 20

SECTION B

L'aide de l'Etat aux entreprises publiques

La Commission de Bruxelles s'interroge sur les cas de Bull et de Thomson..... 21

Le Salon du Bourget

Une interview de M. Louis Galois, PDG de la SNECMA..... 24

CHAMPS ÉCONOMIQUES

« L'Europe en mal d'industriels » La fausse assemblée « Vive la lobby » La chronique de Paul Fabre et « Lectures », par Bernard Maris..... 25 à 28

Services

Abonnements..... 17
Annonces classées... 30 à 37
Carnet..... 40
Loto..... 20
Marchés financiers..... 38-39
Météorologie..... 41
Mots croisés..... 40
Radio-Télévision..... 41
Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 16-17 juin 1991 a été tiré à 502 908 exemplaires.

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL 36-14 SUÈDE

Votre plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors

JE VOUS OFFRE « CARREMENT » LES MEILLEURS

SOLDES DE LA MODE !

► LE DÉJURE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et c'est tout de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. ► DES SPLENDEURS DE TISSUS... ► DEPUIS 15 F LE MÈTRE !

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

MARCEL LASSANCE

SOLDES

du Mardi 18 au Samedi 29 Juin

17, rue du Vieux Colombar Paris (6^e)

21, rue Marbeuf Paris (8^e)

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ GESTION ET ADMINISTRATION D'ENTREPRISE ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion quotidienne des entreprises.

FORMATION :

du 1^{er} Octobre 1991 au 28 Juin 1992.

ADMISSION :

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
TEL. (1) 40 53 99 99 Yvette CARICU

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91